

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F  
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,  
11 fr. ; Canada, 5 C\$ ; Danemark, 3 kr. ;  
Espagne, 25 pes. ; France, 20 fr. ; Grèce, 10 dr. ;  
Irak, 45 rls. ; Italie, 300 li. ; Japon, 125 y. ;  
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 n. din.  
Tarif des abonnements page 30  
5, RUE DES ÉCLAIRIERS  
75427 PARIS - CEDEX 19  
C.C.P. 4207-33 Paris  
Téléc. Paris n° 65072  
Tél. : 246-72-23

**Sévère répression  
en Ouganda  
après l'attentat manqué  
contre le maréchal Amin**  
LIRE PAGE 6

**L'armée uruguayenne veut modifier  
en dix ans  
les structures  
du pays**  
Réglement de comptes  
Chassé par les chefs d'une armée qui lui avait confié des pouvoirs discrétionnaires en juin 1973, M. Juan María Bordaberry quitte la scène politique de l'Uruguay comme il y était entré, par la porte de service. Choisi comme d'ancien par son ami, l'ancien président Pacheco Areco, élu dans des conditions douteuses en 1971, M. Bordaberry, porte-parole d'une oligarchie terrienne dont il a mal servi les intérêts, aura en outre contribué à cette effrayante dégradation des institutions démocratiques d'un petit pays qui se débat depuis 1960 dans une crise économique apparemment insoluble.

**Le président Bordaberry  
est déposé**

M. Juan María Bordaberry, élu président de la République en 1973, a été déposé par les forces armées uruguayennes le samedi 12 juin. C'est M. Alberto Demicheli, vice-président en exercice et président du Conseil d'Etat, composé de vingt-cinq notables chargés de remplacer le Parlement, fermé en juin 1973, qui va lui succéder à titre provisoire. Ultérieurement, un nouveau chef d'Etat élu pour cinq ans serait désigné par un collège comprenant la junte des généraux et les conseillers d'Etat. Parmi les candidats à la succession de M. Bordaberry figuraient le ministre de l'économie, M. Veggé Willegas, son collègue des affaires étrangères, M. Juan Carlos Blanco, et le maire de Montevideo, M. Oscar Rachetti. Des élections générales auxquelles pourraient participer les deux formations traditionnelles, les partis « blanco » et « colorado », auraient lieu en 1986. On prête aux militaires, soutenus par les Etats-Unis et le Brésil, l'intention de modifier radicalement les structures du pays pendant cette période de dix ans.

(Lire page 2 l'article de MARCEL NIEDERGAU.)

Soucieux d'améliorer l'image de leur pays et de trouver de nouvelles solutions pour tenter de surmonter la longue crise économique et politique, pressés de rétablir une certaine forme de vie constitutionnelle par les dirigeants des deux formations traditionnelles, certains des chefs de l'armée ont choisi de ne plus accorder leur confiance à un président qui recommandait l'interdiction de tous les partis politiques.

Rejetant le plan Bordaberry qui consistait à renforcer encore les méthodes dictatoriales, les officiers généraux, conseillers par les Etats-Unis, ont préféré tenter une expérience « à la brésilienne ». Les militaires, qui disposent maintenant de tous les pouvoirs, bien qu'ils aient tenu à respecter les formes en désignant le vice-président Demicheli comme chef d'Etat par intérim, se donnent, comme les Brésiliens en 1964, au moins dix ans pour modifier radicalement les structures politiques et économiques de l'Uruguay.

Il souhaitait institutionnaliser le régime militaire qui a progressivement succédé au régime parlementaire libéral et avancé de l'Uruguay. Ils entendent que les deux seules formations traditionnelles, les partis « blanco » et « colorado », soient à l'avenir autorisés à participer aux travaux d'un éventuel Parlement, à l'exclusion de tout autre groupe politique. A moyen terme, le successeur de M. Bordaberry à la présidence sera désigné par un collège regroupant les officiers généraux de la junte militaire et les vingt-cinq notables du Conseil d'Etat, créé en 1973 pour faire fonction de Parlement.

Dans ces conditions, le retour graduel à un régime réellement démocratique ne semble pas très proche. Il y a maintenant douze ans que les militaires brésiliens annoncent régulièrement des « libéralisations » toujours remises. Il faudrait que les chefs de l'armée uruguayenne existent un terme aux violations permanentes des droits de l'homme dans leur pays pour que leurs bonnes intentions puissent être prises au sérieux.

**M. Chirac souhaiterait diriger  
un gouvernement plus cohérent**

Après la réunion en congrès, ce lundi, des députés et des sénateurs (voir page 46), l'Assemblée nationale poursuivra mardi 15 juin l'examen du projet de loi portant taxation de certaines plus-values.

Les premiers jours du débat, la semaine dernière, avaient été l'occasion d'une bataille de procédures qui avait laissé apparaître des préoccupations politiques. Le climat semble plus serein depuis que la majorité — et notamment l'U.D.R. — a pu trouver des points d'accord avec le ministre des finances.

Tous les problèmes ne sont cependant pas réglés, notamment celui des relations politiques entre le président de la République et le premier ministre. Ce dernier souhaiterait diriger un gouvernement plus cohérent, son rôle de coordonnateur ayant été vidé de son contenu depuis les initiatives de MM. Poniatowski et Lecanuet.

Se sentir encore assez fort pour conduire la majorité à la bataille et — pense-t-il — à la victoire électorale, à quelque moment que ce soit. Cette perspective se heurte parfois moins à la volonté du chef de l'Etat qu'à son tempérament. Attiré par l'exercice personnel — sinon solitaire — du pouvoir, voulant s'appliquer seul à la mise en œuvre de réformes qu'il estime significatives, tenté de traiter lui-même certains sujets, M. Giscard d'Estaing ne laisse pas s'établir un partage net des compétences entre le premier ministre et lui-même.

Cette sorte de régime présidentiel de facto et d'éclipses, s'il devait s'accroître, aurait aussi des conséquences plus profondes sur le plan politique. Le premier ministre réduit au rôle de chef de l'administration et de simple coordonnateur — des ministères dans leurs tâches techniques — M. Chirac pourrait-il accepter une telle « capitulation » ?

Si, à l'occasion d'un remaniement du gouvernement au mois de juillet, M. Chirac était maintenu dans ses fonctions, cette marque de confiance du chef de l'Etat devrait s'accompagner de changements suffisamment éloquentes pour marquer que son rôle politique à la tête de la majorité se trouve consacré. C'est à cette condition que M. Chirac pourrait

Après la réunion des Neuf  
**UN ACCORD  
EST DÉSORMAIS EN VUE  
SUR LA RÉPARTITION  
DES SIÈGES  
AU PARLEMENT EUROPÉEN**  
LIRE PAGE 3

M. Giscard d'Estaing a pu aussi, depuis deux ans qu'il est à la tête de l'Etat, mieux mesurer l'efficacité et la fidélité de ses principaux ministres. Si les attitudes successives de M. Poniatowski lui ont, au début, été utiles, elles l'ont, semble-t-il, peu à peu irrité, au point que le destin du ministre d'Etat ne serait plus aussi garanti que par le passé. A un moment donné, il en est devenu de même pour M. Lecanuet, dont les incartades politi-

**L'italien Panatta  
vainqueur  
à Roland-Garros**

Un public record a suivi de bout en bout les championnats internationaux de France de tennis, qui se sont disputés au stade Roland-Garros de Paris du 31 mai au 13 juin. Pour les deux derniers jours, vingt-cinq mille personnes ont assisté à des rencontres passionnantes, non seulement par le talent des combattants — celui d'Adriano Panatta en premier lieu — mais aussi par le courage qu'il fallait pour jouer pendant plusieurs heures sous un soleil accablant.

**Le joueur idéal**

En deux journées, qui se sont déroulées par une chaleur caniculaire sur le Central de Roland-Garros plein à craquer, Adriano Panatta s'est imposé comme le champion incontestable et le joueur le plus spectaculaire des internationaux de France 1976. Très séduisant de sa personne, avec un visage romantique sur un corps d'athlète, doté d'une envergure et d'un déplacement qui conjuguent les trois paramètres du joueur idéal, la vitesse, l'adresse et la longueur de balle, il possède le plus pur style classique du tennis, à commencer par un grand service, qui assène dans les angles et qui fait mouche aux moments décisifs (sur terre battue et avec les balles du tournoi, une trentaine d'aces !), il faisait le faire !, ainsi qu'un revers coulé de toute beauté, qu'il délivre du fond du court ou qui lui permet de monter à la volée, où il excelle.

Mais surtout en ces deux jours Panatta a démontré, et contre Dims et contre Solomon, à la manière d'un Maciste contre les pygmées, un tempérament tout nouveau de gagnant.

OLIVIER MERLIN.  
(Lire la suite page 18.)

(1) Service que ne peut reprendre un adversaire.

## L'ITALIE DEVANT LA PEUR

Pour la seconde fois en quatre ans, les Italiens sont appelés à renouveler par anticipation la Chambre et le Sénat, les 20 et 21 juin prochains. Une question a dominé la campagne électorale, mais elle paralysait la vie politique depuis un an déjà : le parti communiste doit-il être appelé à partager les responsabilités du pouvoir avec la démocratie chrétienne, les socialistes, les sociaux-démocrates et les républicains ? Exclu depuis près de trente ans, offre-t-il à présent la crédibilité suffisante pour appartenir à une majorité gouvernementale sans prétendre la dominer ni y imposer sa présence autoritaire ?

Pendant ces trente ans, la démocratie chrétienne a assumé seule la charge de la gestion du pays, choisissant ses alliés à droite d'abord, puis sur sa gauche. L'expérience du centre gauche, envisagée dès 1954, mais réalisée en 1963, incorporait les socialistes. Aux électeurs italiens de juger s'ils conviennent aujourd'hui de l'élargir aux communistes. La campagne a été jusqu'à présent paisible. Mais beaucoup d'électeurs ont peur du choix auquel ils sont invités.

**I. — Recours à l'histoire**

Rome. — Pourquoi tant d'émotion en Europe contre les élections italiennes ? Ses amis, ses alliés, n'avaient pas tout à fait oublié l'Italie. Mais ils s'étaient résignés à ne pas vraiment comprendre le sens et les issues de ses mouvements internes, dont les manifestations leur semblaient plus anecdotiques que significatives.

Depuis trente ans, on s'était accoutumé à ce qu'elle fût immobile, en pensant qu'elle était stable : pas de changement de régime comme en France, pas de renversement de majorité comme

ropeen, son destin immédiat devenait l'affaire de tous.

Ce n'est pas la première fois que les Européens font la révolution — ou la contre-révolution — par nation interposée. Les Italiens eux-mêmes ont toujours été au premier rang des tribunes pour acclamer les libérations du tiers-monde, la lutte contre « la dictature gaulliste » et le « suraut » du Portugal. A leur tour d'appréhender qu'ils sont à la veille d'un mars 1917, dont Berlinguer serait le Kerensky, ou le Lénine, selon les commentaires. Ou d'un avril portugais dont il ne serait pas le Cunha.

**Une immobilité apparente**

Mais aucune comparaison ne vaut, sinon celle avec l'Italie elle-même. Tel est son lot depuis des siècles : être la scène où s'annoncent quelques-uns des grands mouvements de l'Europe et, comme tel, un enjeu. Le seul mouvement qu'elle n'ait jamais anticipé ni même rattrapé complètement, ce fut la Révolution française. D'où son drame.

Ce fait n'est sans doute pas entièrement absent de l'esprit des prophètes d'apocalypse lorsqu'ils glosent sur quelques noms symboliques de ce qui se joue : Berlinguer et l'eurocommunisme, Agnelli et le néo-capitalisme, Fanfani... Fanfani et quoi ? Peut-être les promesses d'un paléochristianisme politique, qui rassemblerait les différentes majorités silencieuses.

(Lire la suite page 5.)

Le marché est à l'arrière-plan, les ventes publiques fournissent des « cotes » à tous ces joueurs, le passe-temps communie avec les « affaires ».

Mais la spéculation n'explique pas tout, surtout s'agissant de peinture ancienne : cette activité qui va du fouillage à la poursuite fébrile, ne prendrait pas tant d'ampleur sans le ressort d'une passion qui a ses

obsessions, ses trouvailles, ses illusions et ses bonheurs, et dont on n'a guère encore rendu compte que d'une manière tendancieuse ou naïve. Dans l'espèce de mouvement incessant auquel les vicissitudes de l'époque et la diffusion du « collectionnisme » soumettent objets, bric-à-brac, d'art, l'amateur « sérieux » avoue ses amours et ses idées fixes, procède à des regroupements utiles : il tend à corriger une dispersion accélérée des choses en reconstituant de petits ensembles, ne serait-ce que par les affinités qu'il découvre et les rapprochements qu'il réalise. Sa constance et son attention changent — ou peuvent changer — quelque chose au désordre naturel des échanges : tel s'intéresse aux dessins du Guerchin, tel aux petits maîtres du dix-neuvième siècle, tel aux esquisses de Delacroix, ou même à tout cela à la fois, comme le héros de cet article.

ANDRÉ CHASTEL  
(Lire la suite page 29.)

**LA DONATION GRANVILLE A DIJON**

**Les chemins  
de l'amateur**

Le Musée des beaux-arts de Dijon s'enrichit d'une importante section d'art moderne et contemporain. Cette section, constituée par une nouvelle donation des collectionneurs Pierre et Kathleen Granville, a été inaugurée le 11 juin.

**Le duo sauvage.**  
Parure Safari: bracelet et bague en poil d'éléphant,ivoire et or.



**FRED JOAILLIER**  
6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. 260.30.65, Boutique FRED, 81, Champs-Élysées, Hôtel Byblos, Saint-Tropez, Hôtel Locos, Monte-Carlo, Aéroport d'Orly.



# PROCHE-ORIENT

## L'ENGAGEMENT SYRIEN AU LIBAN

### Une guerre qui s'éternise

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — La route côtière Beyrouth-Saida (40 km) est toujours contrôlée, à la hauteur de l'aéroport international de Khaldé, par des troupes syro-palestiniennes. Derrière les dunes du littoral et sur les contreforts boisés d'Aramoun, s'entassent les caisses d'obus et campent les soldats de Damas. Cependant le blocus syrien est levé et la circulation est libre entre la capitale et les régions du sud libanaises par les forces libano-palestiniennes. Mais à quel bon, puisque la pénurie d'essence empêche les camions de tomates et de carottes d'arriver jusqu'à Beyrouth ? En principe, cette situation devrait s'améliorer rapidement puisque la raffinerie de pétrole de Zahrané, près de Saida, est aux mains de l'armée du Liban arabe (formation créée au début de l'année par le lieutenant — aujourd'hui commandant — Khadab, avec des éléments musulmans de l'armée libanaise).

Mais, entre-temps, les Syriens n'ont-ils pas resserré leur étau autour de Beyrouth ? C'est ce que l'on redoute dans le camp libano-progressiste, où la électorat de Damas, quant à l'application du cessez-le-feu, est généralement mise en doute. Selon M. Karim Pakradouni, membre du bureau politique du parti des Kata'ib (phalangistes) et personnalité chrétienne proche des Syriens, « le cessez-le-feu ne peut être qu'une trêve, un répit pour les parties en présence, car dans le domaine politique, le désaccord reste total entre le président Assad et les Palestiniens ».

Les phalangistes s'attendent à un renforcement des positions syriennes, puis à une nouvelle

offensive. Les travaux de terrassement effectués par les troupes de Damas, notamment entre Bhamdoun et Sola, dans la montagne surplombant Beyrouth, tendraient à donner du crédit à l'hypothèse d'une prochaine reprise des affrontements. On s'attend d'ailleurs à ce que les soldats de Damas, du bataillon parabrassiers qui devaient théoriquement avoir pour tâche de faire respecter la suspension d'armes ? Les seuls militaires se disant Soudanais ou Libyens que nous avons rencontrés récemment, étaient de jeunes volontaires venus d'ailleurs depuis un certain temps déjà dans les rangs palestiniens.

Si le week-end n'a pas été marqué par des combats importants au sud de la capitale ou à Saida, en revanche, un porte-parole du Fath a affirmé que les Syriens avaient commencé à pénétrer dans le massif de l'Arqoub, région des confins libano-syro-israéliens, surnommée le « Fathland », car elle est pratiquement abandonnée aux Palestiniens depuis plusieurs années, notamment depuis l'accord du Caire en 1968. Les fedayin paraissent déterminés à empêcher à tout prix la Syrie d'occuper l'Arqoub, contrée dont le contrôle garantit à l'organisation de libération de la Palestine une sorte d'indépendance politique vis-à-vis de ses partenaires arabes. Toujours selon les sources palestiniennes, les forces chrétiennes essaient actuellement, en liaison avec les Syriens basés dans la plaine de la Bekaa, de déloger les fedayin installés dans la partie du mont Liban dominant Zahlé. Les phalangistes ont confirmé cette information.

#### Un « peu de léopard »

Zones d'affrontements, zones d'apaisement, routes libres le matin et coupées l'après-midi, rumeurs tour à tour effrayantes et rassurantes au cours de la même heure : le Liban est devenu une sorte de « peu de léopard » dont les taches se seraient mouvant. Nombre d'observateurs présents dans le pays depuis le début de la guerre civile, il y a quatorze mois, estiment que la conjoncture n'a jamais été aussi confuse. En outre, au cours des deux dernières semaines, la situation économique à Beyrouth et à Saida s'est dégradée à une allure impressionnante, ce qui a accru la lassitude de beaucoup de Libanais. L'intervention syrienne n'a fait que renforcer l'impression que le drame libanais s'apparente de plus en plus à la guerre d'Espagne, et va s'éterniser.

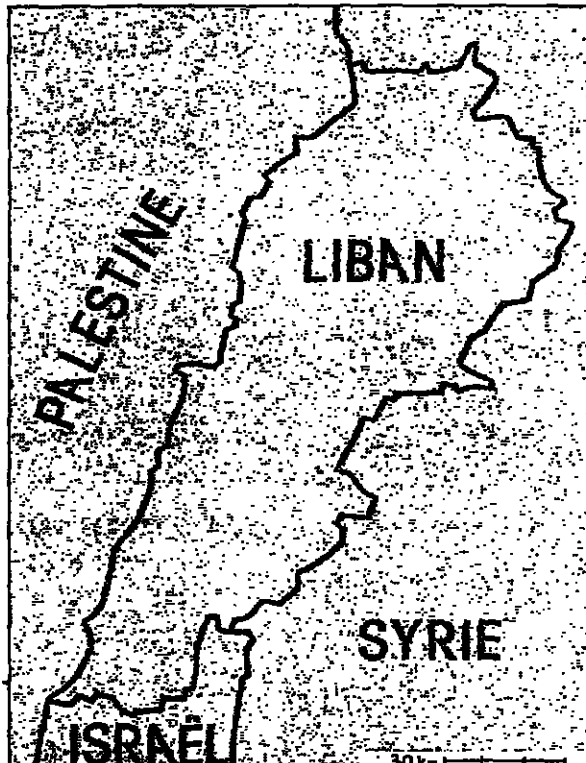
Le versant septentrional du Chouf, au sud de Beyrouth, est sans doute un microcosme du reste du pays. A Bhamdoun, station estivale aux vingt hôtels, sévèrement bombardée la semaine passée par les Syriens, qui continuent de barrer l'une

des issues du bourg, les habitants font leurs paquets dans l'anxiété. A 5 kilomètres de là, à Aley, malgré l'absence d'électricité, de téléphone et d'essence, chacun vaque normalement à ses occupations, sans se soucier des tirs de parade d'un convoi du parti populaire syrien groupement de tendance fasciste favorable à la grande Syrie, mais combattant dans le camp libano-progressiste. Cinq kilomètres plus loin encore, les phalangistes de Kahlé montent la garde jour et nuit depuis des mois aux portes de leur village. Un jeune agriculteur druze de la région, qui n'appartient à aucune milice malgré la sympathie pour son coreligionnaire M. Kamal Jomblatt, président du parti socialiste progressiste, nous dit : « Je suis obligé d'avoir des armes chez moi pour défendre ma famille en cas de besoin, mais, vraiment, j'en ai assez de cette guerre. J'accepterais n'importe quel règlement qui mette fin à la guerre, pourvu qu'il soit capable de nous rendre notre tranquillité ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

### La Syrie poursuivra son intervention « tout le temps qu'il faudra »

La Syrie a fait savoir officiellement, dimanche 13 juin, qu'elle était fermement décidée à poursuivre son intervention au Liban jusqu'à ce que la paix y soit rétablie, et que le président élu, M. Elias Sarkis, assume ses fonctions. « Lorsque nos troupes sont entrées au Liban », a déclaré le ministre syrien de l'Information, M. Ahmed Iskandar, elles l'ont fait afin d'imposer la sécurité et la stabilité, et de créer un climat favorable au dialogue politique entre Libanais. Lorsque tout cela sera réalisé, il n'y aura plus un seul soldat syrien. Nous mettrons tout le temps qu'il faudra. Cette prise de position officielle a mis fin à l'incertitude qui avait entouré, samedi, l'accord de principe intervenu la veille sous les auspices du premier ministre libanais, M. Jalloud, entre la Syrie et le camp palestino-progressiste. Les informations de source libyenne faisant état du « retrait total » des forces syriennes dans un « délai maximum de dix jours » n'ont été à aucun moment étayées par un quelconque communiqué de Damas. De toutes les clauses mentionnées dans le projet d'accord patronné par le commandant Jalloud, deux seulement ont été suivies d'un début d'exécution



sur le terrain : la levée partielle du blocus alimentaire de la zone islamoprogressiste de Beyrouth, et un dégagement des forces en présence aux entrées sud de la capitale.

#### La « guerre traditionnelle »

En fait, samedi et dimanche, les Syriens ont étendu leur emprise sur le pays. Dimanche, leurs troupes ont attaqué dans deux directions : dans le secteur d'Aintourah, à une trentaine de kilomètres au nord-est de Beyrouth, et du côté de Sakhayé, dans le Sud, où ils ne sont plus qu'à 24 kilomètres de la frontière israélienne. En outre, un nouveau front dans le Sud (dans la région d'Arqoub), les Syriens ne peuvent même plus se prévaloir de ce qui était la raison officielle de leur intervention au Liban : le rôle de médiateur entre les combattants. A l'heure actuelle, l'intervention a tout bonnement l'air d'une région calme, que n'avaient pas trou-

Syriens et leurs alliés de la Salika étaient sur la défensive quand les combats ont été arrêtés. C'est aussi le seul secteur où existe un semblant de contrôle international, dans le voisinage des ambassades d'Algérie et de Libye, dont les membres font fonction d'observateurs. La « paix arabe » promise par la Ligue arabe ne semble guère sur le point de devenir une réalité concrète, en dépit des efforts déployés entre Damas et Beyrouth par le secrétaire général de la Ligue, M. Mahmoud Riad, et le premier ministre libyen, M. Jalloud. Un obstacle de taille est l'opposition farouche des phalangistes. M. Bechir Gemayel, fils du leader des Kata'ib, a encore déclaré ce lundi matin que le Liban, « déjà saturé de troupes étrangères », ne pouvait payer le luxe d'accueillir « une nouvelle force étrangère ». Il a cependant émis certaines réserves en ce qui concerne l'intervention syrienne : « Selon moi, à-t-il dit, les bolchevistes libanais étaient sur le point d'aboutir à un accord quand les troupes syriennes sont intervenues et ont brisé la situation... l'intervention a tout bouleversé ».

(U.P.I. A.F.P.)

#### ANDRÉ AMALRIK REÇOIT SON VISA D'ÉMIGRATION POUR ISRAËL

L'historien contestataire André Amalrik a été invité à retirer son visa d'émigration pour Israël ainsi que celui de son épouse, a indiqué samedi 12 juin Mme Amalrik à Moscou. Son mari, qui avait refusé dans le passé une autorisation de sortie à destination d'Israël, se trouve aux Pays-Bas où il a été invité à faire des conférences à l'université de Leyde. — (A.P.)

M. Victor Chemtsov, ministre israélien de la santé, est parti ce lundi 14 juin pour Paris où il rendra à Mme Simone Veil la visite que le ministre français a effectuée en Israël en août 1975. M. Chemtsov, qui aura également des entretiens avec M. Chirac, a déclaré à son départ que son voyage symbolisait la volonté de la France « de maintenir de bons rapports avec Israël, tout en adoptant une politique nettement pro-arabe ».

Par ailleurs, le ministre israélien de la Santé, M. Amalrik, a déclaré à son départ que son voyage symbolisait la volonté de la France « de maintenir de bons rapports avec Israël, tout en adoptant une politique nettement pro-arabe ».

A Jérusalem, l'avance syrienne dans le sud du Liban n'inquiète pas les autorités, indique l'agence U.P.I. car elle menace essentiellement les Palestiniens, et non les Israéliens. Le conseil des ministres, qui s'est réuni dimanche soir à Jérusalem n'a rendu aucune décision sur le sujet de la situation au Liban. Notre correspondant en Israël indique que les autorités cherchent manifestement à « désamorcer la situation », et que le gouvernement a adopté en fait la position préconisée la semaine dernière par le général Moshe Dayan, à savoir : « Israël n'a pas à intervenir au Liban, même si ce qui était considéré comme la « ligne rouge » devait être franchie par les Syriens et même si le Liban devait se transformer en « pays de confrontation ».

Le comité directeur du parti socialiste a adopté, samedi 12 juin, une résolution qui indique : « Les armes doivent se taire et céder la place à la discussion politique. Des initiatives extérieures, ou venant des instances de sécurité collective, peuvent aussi faciliter le règlement du conflit, dès lors qu'elles résultent d'une volonté expresse de l'ensemble des forces politiques libanaises. Aucun état, quel qu'il soit, ne peut s'ériger en tuteur du Liban ».

# AMÉRIQUES

## LA DÉPOSITION PAR L'ARMÉE

### Pour imiter le « modèle brésilien »

L'homme-clé de la crise uruguayenne, depuis décembre dernier, était l'ambassadeur des États-Unis à Montevideo, M. Ernest Siracusa. Ardent partisan du « modèle politique brésilien » et ne cachant pas, le représentant de Washington en Uruguay a très largement participé au débat qui s'est engagé au sein du gouvernement de M. Juan Maria Bordaberry. Le limogeage de ce dernier par les forces armées est le résultat d'une nouvelle preuve de l'influence déterminante des États-Unis dans un pays dont la dégradation des institutions est d'autant plus frappante que l'Uruguay était, au lendemain de la seconde guerre mondiale, dans le peloton de tête des nations réellement démocratiques de l'Amérique latine.

Elu président en 1971 alors que la vague de l'insurrection armée du mouvement Tupamaro était encore puissante, confirmé dans ses fonctions en juin 1973 par les militaires, à la suite d'un coup d'État qui supprimait les apparences démocratiques, devenu le prisonnier de ses protecteurs militaires, M. Bordaberry est tombé pour avoir poussé la logique de la militarisation jusqu'au bout. Soutenu par certains membres de son cabinet et par la « vieille garde » du haut commandement de l'armée, il préconisait l'annulation des élections législatives et présidentielles, prévues en novembre de cette année. C'est seulement la pression d'un système supplantant radicalement les partis politiques.

Ses adversaires au gouvernement et les officiers généraux favorables aux thèses défendues avec fermeté par l'ambassadeur des États-Unis, ont recommandé en revanche, l'instauration d'un régime politique « à la brésilienne », dont Washington juge qu'il a très largement fait ses preuves. Il s'agit, ainsi que le journal El País de Montevideo le précisait récemment, de reconstruire les vieux partis traditionnels « blanco » et « Colorado », tout en leur laissant une liberté mentale basée sur un bipartisme rigoureux et contrôlé par les militaires. Naturellement, « les organisations antidémocratiques » représentant ou dépendant de groupes idéologiques ou de totalitarismes étrangers » seraient prosrites de manière permanente et définitive. El País représente les vues du parti « Colorado », qui a joué un rôle important dans les années 40, contribuant à la formation d'un Welfare State, envié par les autres pays de l'Amérique latine.

#### Le mémorandum secret du président

Le journal El Día, porte-parole du « blanco », dont on hésite aujourd'hui à dire qu'il est plus « à droite » que son rival, a approuvé l'argumentation présentée par El País. De nombreuses scissions, des exclusions, des rivalités personnelles ont de toute manière profondément érodé le tissu des deux formations traditionnelles de l'Uruguay, nées au dix-neuvième siècle, des guerres de l'indépendance. Les dirigeants actuels s'accrochent mal de la fermeté du Parlement, décidée en juin 1973 par le président Bordaberry, en accord avec les chefs d'une armée chargée de réprimer, par tous les moyens, le mouvement Tupamaro.

Mais les « nuances » qui les séparent peuvent aujourd'hui paraître faibles. Il n'est pas question, en toute hypothèse, de revenir à un régime démocratique permettant aux communistes et aux formations de la gauche modérée de s'exprimer. La répression militaire et policière, qui a réussi à écraser le mouvement Tupamaro, s'exerce maintenant avec la même rigueur contre les communistes, qui n'ont jamais approuvé les méthodes de violence

armée des jeunes révolutionnaires tupamaros, et aussi contre les secteurs de la gauche démocratique. Un signe très clair de cette évolution est le passage à l'opposition, depuis 1973, d'un homme comme M. Wilson Ferreira Aldunate, leader « blanco », ancien candidat à la présidence de la République, un grand bourgeois modéré et révolté par une militarisation dont la seule raison d'être est la mise au pas brutale de tous les récalcitrants. « Les forces armées », dit M. Ferreira Aldunate, « n'ont jamais eu de candidats ou de programmes nationaux. Elles ne savent même pas quoi faire avec le pays ».

Réfugié en Argentine, M. Ferreira Aldunate a décidé, il y a dix jours, de se rendre en Europe, puis au Mexique, après l'assassinat, à Buenos-Aires, de ses deux meilleurs amis, également anciens parlementaires, Hector Gutiérrez et Zelmar Michelini. Gutiérrez avait publiquement dénoncé la pratique de la torture dans son pays auprès des organisations internationales. Zelmar Michelini, ancien membre du parti « Colorado », ancien ministre, un libéral courageux, avait l'amitié du sénateur Edward Kennedy. M. Ferreira Aldunate a carrément mis en cause le gouvernement de Montevideo, et aussi celui de Buenos-Aires, les accusant pour le moins de « complicité » dans le meurtre de ses deux amis. Il n'est pas douteux que les assassinats, provoquant une vive émotion dans l'opinion internationale, particulièrement aux États-Unis (le sénateur Kennedy a demandé des explications au gouvernement Bordaberry), ont contribué à l'accélération d'une crise latente depuis décembre, mais dont le chef de l'État déposé pouvait encore espérer sortir vainqueur.

M. Juan Maria Bordaberry avait exposé ses « idées » dans un mémorandum secret remis aux officiers généraux de l'armée uruguayenne en décembre. Le mandat du chef de l'État avait été mental basé sur un bipartisme rigoureux et contrôlé par les militaires. Naturellement, « les organisations antidémocratiques » représentant ou dépendant de groupes idéologiques ou de totalitarismes étrangers » seraient prosrites de manière permanente et définitive. El País représente les vues du parti « Colorado », qui a joué un rôle important dans les années 40, contribuant à la formation d'un Welfare State, envié par les autres pays de l'Amérique latine.

Moins « brésilien » que ses adversaires plus « jeunes » ou plus « technocrates » de l'équipe Bordaberry, M. Bordaberry n'inspire pourtant déjà d'une « méthode de travail » largement pratiquée depuis 1964 par les militaires brésiliens. L'un des meilleurs plans de la vie politique uruguayenne est que l'imitation du « modèle brésilien » intervient à un moment où ses effets « miraculeux » sont sérieusement contestés par des personnalités des rangs militaires, des policiers, des « subversifs » que M. Celso Pardo, par exemple, un économiste de renommée internationale.

Le plan Bordaberry avait été révisé au sein du gouvernement par le ministre des Finances, M. Alejandro Vegg Villagras, un homme très en cour aux États-Unis et qui semble être l'un des candidats les mieux placés pour succéder, après l'actuelle période transitoire, au président réélu par l'armée.

MARCEL NIEDERGAU.

Mme Gladys Diaz, ancienne dirigeante du Syndicat des journalistes du Chili, et une trentaine d'autres journalistes chiliens sont toujours détenus à Santiago. En France, l'Union nationale des journalistes (U.N.J.) a décidé de lancer une campagne pour leur libération. Elle organise le mardi 15 juin en liaison avec l'Union des journalistes antifascistes chiliens (UPACH) et le comité extérieur de la Centrale unique des travailleurs du Chili une soirée de solidarité avec les journalistes chiliens. Au programme : un débat sur la situation de la presse au Chili, et une partie artistique avec les chanteurs Angel Parra, Isabel Parra, Patricio Castillo, Karaxi. Cette manifestation aura lieu à l'annexe de la Bourse du travail, grande salle Eugène-Henaff, l'angle du boulevard du Temple et de la rue Charlot, à 20 h. 15.

Le comité directeur du parti socialiste a adopté samedi 12 juin une résolution qui indique : « Les gouvernements démocratiques d'Europe occidentale ne peuvent continuer d'affecter l'indifférence à l'égard des nations latines d'Amérique où se développe une situation de répression. Ils doivent manifester leur inquiétude et leur réprobation à la manière la plus efficace et la moins équivoque qui soit. Il est indispensable de faire pression sur les États-Unis pour qu'ils résistent leur politique d'appui aux régimes totalitaires du Sud appui qui n'est encore de se manifester par la réunion de l'O.E.A. à Santiago. Le parti socialiste pour sa part salue les partis membres et le bureau international de ces problèmes en vue d'une démarche commune auprès des gouvernements concernés et de l'Organisation des Nations unies ».

# AMÉRIQUE

## PRÉSIDENT DU QUAYEN

### Juan Maria Bordaberry : un homme du général Pinochet

« Bordaberry est un homme du général Pinochet », a déclaré samedi 12 juin, à Montevideo, M. Wilson Ferreira Aldunate, leader « blanco », ancien candidat à la présidence de la République, un grand bourgeois modéré et révolté par une militarisation dont la seule raison d'être est la mise au pas brutale de tous les récalcitrants. « Les forces armées », dit M. Ferreira Aldunate, « n'ont jamais eu de candidats ou de programmes nationaux. Elles ne savent même pas quoi faire avec le pays ».

Réfugié en Argentine, M. Ferreira Aldunate a décidé, il y a dix jours, de se rendre en Europe, puis au Mexique, après l'assassinat, à Buenos-Aires, de ses deux meilleurs amis, également anciens parlementaires, Hector Gutiérrez et Zelmar Michelini. Gutiérrez avait publiquement dénoncé la pratique de la torture dans son pays auprès des organisations internationales. Zelmar Michelini, ancien membre du parti « Colorado », ancien ministre, un libéral courageux, avait l'amitié du sénateur Edward Kennedy. M. Ferreira Aldunate a carrément mis en cause le gouvernement de Montevideo, et aussi celui de Buenos-Aires, les accusant pour le moins de « complicité » dans le meurtre de ses deux amis. Il n'est pas douteux que les assassinats, provoquant une vive émotion dans l'opinion internationale, particulièrement aux États-Unis (le sénateur Kennedy a demandé des explications au gouvernement Bordaberry), ont contribué à l'accélération d'une crise latente depuis décembre, mais dont le chef de l'État déposé pouvait encore espérer sortir vainqueur.

M. Juan Maria Bordaberry avait exposé ses « idées » dans un mémorandum secret remis aux officiers généraux de l'armée uruguayenne en décembre. Le mandat du chef de l'État avait été mental basé sur un bipartisme rigoureux et contrôlé par les militaires. Naturellement, « les organisations antidémocratiques » représentant ou dépendant de groupes idéologiques ou de totalitarismes étrangers » seraient prosrites de manière permanente et définitive. El País représente les vues du parti « Colorado », qui a joué un rôle important dans les années 40, contribuant à la formation d'un Welfare State, envié par les autres pays de l'Amérique latine.

Moins « brésilien » que ses adversaires plus « jeunes » ou plus « technocrates » de l'équipe Bordaberry, M. Bordaberry n'inspire pourtant déjà d'une « méthode de travail » largement pratiquée depuis 1964 par les militaires brésiliens. L'un des meilleurs plans de la vie politique uruguayenne est que l'imitation du « modèle brésilien » intervient à un moment où ses effets « miraculeux » sont sérieusement contestés par des personnalités des rangs militaires, des policiers, des « subversifs » que M. Celso Pardo, par exemple, un économiste de renommée internationale.

Le plan Bordaberry avait été révisé au sein du gouvernement par le ministre des Finances, M. Alejandro Vegg Villagras, un homme très en cour aux États-Unis et qui semble être l'un des candidats les mieux placés pour succéder, après l'actuelle période transitoire, au président réélu par l'armée.

MARCEL NIEDERGAU.

### La démocratie ou le totalitarisme

« La démocratie ou le totalitarisme », tel est le thème du débat qui se déroulera samedi 12 juin, à Montevideo, au sein du mouvement Tupamaro. Le débat sera animé par M. Celso Pardo, économiste de renommée internationale, et se déroulera dans la grande salle Eugène-Henaff, l'angle du boulevard du Temple et de la rue Charlot, à 20 h. 15.

### CONSERVATEUR BON TEINT

M. Demigheli, conservateur du patrimoine, a été élu président du conseil municipal de Paris pour la période 1976-1979. Il a été élu avec une majorité absolue de 15 voix sur 21. M. Demigheli, 62 ans, est un homme de lettres, ancien directeur de la revue « L'Esprit », et ancien directeur de la revue « La Revue de la France ». Il a été élu président du conseil municipal de Paris pour la période 1976-1979. Il a été élu avec une majorité absolue de 15 voix sur 21.

150 F

60 F

120 F

**LANCEL**

pour être sûr de ce qu'on offre

Opéra Parking Paramount  
Rond-Point des Champs-Élysées (au-dessous de l'Arc de Triomphe)  
CLP, Porte Maillot - Paris 2 - Vélizy 2 - Créteil  
Lyon Part Dieu et rue de la République - Nice

حكمة من الامم



50.000.000

# AMÉRIQUES

LA DÉPOSITION PAR

## Pour imiter le modèle brésilien

Un homme de la politique brésilienne, le député fédéral de l'État de Rio de Janeiro, M. José Carlos de Figueiredo, a été élu président de la République du Brésil le 24 septembre 1964. Il a été élu par un collège électoral composé de 216 membres, élus par les électeurs dans les États et le District fédéral. M. Figueiredo a été élu avec 471 voix sur 513 possibles. Il a été élu pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. Il a été élu à l'âge de 44 ans, ce qui en fait le plus jeune président de la République du Brésil.

Le président élu a été élu par un collège électoral composé de 216 membres, élus par les électeurs dans les États et le District fédéral. M. Figueiredo a été élu avec 471 voix sur 513 possibles. Il a été élu pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. Il a été élu à l'âge de 44 ans, ce qui en fait le plus jeune président de la République du Brésil.

Le président élu a été élu par un collège électoral composé de 216 membres, élus par les électeurs dans les États et le District fédéral. M. Figueiredo a été élu avec 471 voix sur 513 possibles. Il a été élu pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. Il a été élu à l'âge de 44 ans, ce qui en fait le plus jeune président de la République du Brésil.

Le président élu a été élu par un collège électoral composé de 216 membres, élus par les électeurs dans les États et le District fédéral. M. Figueiredo a été élu avec 471 voix sur 513 possibles. Il a été élu pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. Il a été élu à l'âge de 44 ans, ce qui en fait le plus jeune président de la République du Brésil.

Le président élu a été élu par un collège électoral composé de 216 membres, élus par les électeurs dans les États et le District fédéral. M. Figueiredo a été élu avec 471 voix sur 513 possibles. Il a été élu pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. Il a été élu à l'âge de 44 ans, ce qui en fait le plus jeune président de la République du Brésil.

Le président élu a été élu par un collège électoral composé de 216 membres, élus par les électeurs dans les États et le District fédéral. M. Figueiredo a été élu avec 471 voix sur 513 possibles. Il a été élu pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. Il a été élu à l'âge de 44 ans, ce qui en fait le plus jeune président de la République du Brésil.

Le président élu a été élu par un collège électoral composé de 216 membres, élus par les électeurs dans les États et le District fédéral. M. Figueiredo a été élu avec 471 voix sur 513 possibles. Il a été élu pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. Il a été élu à l'âge de 44 ans, ce qui en fait le plus jeune président de la République du Brésil.

Le président élu a été élu par un collège électoral composé de 216 membres, élus par les électeurs dans les États et le District fédéral. M. Figueiredo a été élu avec 471 voix sur 513 possibles. Il a été élu pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. Il a été élu à l'âge de 44 ans, ce qui en fait le plus jeune président de la République du Brésil.

# AMÉRIQUES

DU PRÉSIDENT URUGUAYEN

## M. Juan Maria Bordaberry : un admirateur du général Pinochet

Dans un pays où la politique est une profession, M. Juan Maria Bordaberry passait pour un amateur et un indécis. Sénateur du parti « blanco », il ne fit guère entendre sa voix. Le pauvre Juancho n'était pas en mesure de rivaliser avec les témoins du Parlement. Ministre de l'Agriculture dans le gouvernement « colorado » du président Jorge Pacheco Areco, il parvint, en quelques mois, à mécontenter tous les électeurs. En 1971, quelques semaines seulement avant les élections générales, la principale traction du parti « colorado » l'adopta comme candidat à la présidence de la République. Il était encore pratiquement inconnu. C'est, disaient modestement, le président Pacheco qui m'a désigné pour lui succéder, comme il aurait pu en nommer un autre.

Survenant un an après la victoire de l'Unité populaire au Chili, le candidat élu, à laquelle la gauche uruguayenne participait pour la première fois, était, disaient les passions, présent comme l'homme de la continuité. C'est, disaient-ils, le plus apte à barrer la route au communisme. M. Bordaberry fit le plein des voix conservatrices. Toutefois, c'est M. Wilson Ferreira Aldunate, un redoutable débatteur, candidat du parti « blanco », qui l'emporta. Mais le parti « colorado », ayant obtenu quelque dix mille voix de plus que le parti « blanco », M. Bordaberry fut élu.

Quand, en mars 1972, M. Bordaberry assumait la présidence de la République, le pays était dans une impasse. L'économie en proie à l'inflation était en stagnation. Les divers groupes sociaux ne parvenaient plus à résoudre pacifiquement leurs conflits. Les clivages s'étaient approfondis. Au point que la contestation prenait souvent une forme violente.

Porté au pouvoir et appuyé par la droite des deux partis traditionnels, le nouveau président prit sa mission très au sérieux. C'est d'abord contre les Tupamaros qu'il porta ses efforts. Les forces armées à qui il donna carte blanche ne firent qu'une bouchée des guérilleros jusqu'alors invulnérables qui s'étaient joués de la police. En

six mois, d'avril à septembre 1972, le Mouvement de libération nationale fut mis hors de combat.

Petit-fils d'immigrants basques, M. Bordaberry a hérité de ses ancêtres, outre quelques milliers d'hectares, une solide opinion. A quinze ans, il était déjà lui-même. A quel point bien vous servir tous ces livres, il valait mieux les brûler, disait-il à Carlos Quijano, directeur de l'hebdomadaire libéral Marcha, aujourd'hui en exil au Mexique. Le temps n'a pas changé le personnage. D'autant que, parvenu à la présidence de la République, il n'a trouvé parmi ses collègues des pays voisins que des « humanistes » de son acabit. « Vous êtes ici chez vous », devait-il déclarer, ravi, en accueillant le général Augusto Pinochet en avril à Montevideo.

Grand propriétaire foncier, le président élu n'a même pas fait une politique économique favorable aux intérêts de sa classe. Au contraire, les prix relatifs des produits agricoles et surtout de la viande ont baissé. La société rurale n'a cessé de protester : ses dirigeants ont été couverts mis en prison. Ce que M. Bordaberry défendait, c'était ses idées. Envers et contre tous.

L'Eglise elle-même auquel ce catholique ultramontain, père de neuf enfants, appartenait en a pitié. A plusieurs reprises, la conférence épiscopale est intervenue pour tenter de freiner les « excès » de la répression et surtout la torture érigée en système de gouvernement. M. Bordaberry rabrouait les évêques « inconscients des périls » et les a même contraints l'an dernier à modifier une lettre pastorale dans laquelle ils réclamaient une amnistie.

Pour M. Bordaberry, l'Eglise n'est qu'un « intrus » par le communisme. Saule, à son avis, les forces armées étaient immuables contre ce virus. M. Bordaberry s'était offert à demeurer à la présidence. Il avait cependant avancé l'idée d'un plébiscite. Car il était susceptible : il ne tolérerait pas qu'on lui attribue des « intentions dictatoriales ».

PHILIPPE LABREVEUX.

## De la démocratie au totalitarisme

Jadis surnommé « la Suisse de l'Amérique latine », en raison de sa prospérité et de ses lois sociales avancées, l'Uruguay (176 928 km<sup>2</sup>, 3 millions d'habitants) connaît depuis 1960 une crise économique dont il ne s'est jamais relevé. Occupant le huitième rang de l'Amérique latine pour le produit national brut derrière le Pérou et l'Équateur, l'Uruguay est un pays essentiellement agricole (bovin et ovin) avec des structures archaïques (vastes estancias et petites propriétés) durement touchées par la crise du pétrole (quarante-sept

dévaluations entre avril 1973 et janvier 1976). Devant le déclin économique et politique du pays, un mouvement de libération nationale (Tupamaros) tenta, après 1969, de prendre le pouvoir par la force. Après dix années de durs combats et d'enlèvements spectaculaires, le mouvement perd son chef Raul Sendic et se voit écrasé par l'armée.

Négligeant les deux grands partis politiques qui se disputent traditionnellement le pouvoir : le parti Colorado (trouge) et le parti Blanco (blanc), l'armée impose en février 1973 au président de la République Juan Maria Bordaberry la tutelle d'un Conseil national de sécurité où siègent les commandants des trois armées. Un régime totalitaire est alors imposé : instauration de la censure, dissolution du Parlement en juin 1973, et détention de plusieurs milliers de personnes.

Florence. — « Le voir avant la manifestation ? Vous n'y pensez pas ! Il sera happé par la foule, happé, je vous dis. La foule, heureusement, se composera de quarante-huit personnes, parmi lesquelles un fort contingent de septuagénaires, et M. Giorgio La Pira pourra lui échapper. Les vieux monsieur souriant qui sort de clinique et s'appuie sur ses voisins pour monter à la tribune n'est d'ailleurs physiquement plus en mesure d'attrouper de tels assauts. Il serait sans doute injuste de mesurer la popularité de l'ancien maire de Florence à cette manifestation ratée du samedi 12 juin à Montepertuso, petite ville « rouge », comme tant d'autres en Toscane.

La démocratie chrétienne lui aurait-elle demandé de rentrer en politique après onze années de repos, et même de présider la liste dans la circonscription si son nom ne signifiait plus rien ? Il suffit de parcourir les rues de Florence pour voir de nombreuses affiches et des graffitis en faveur du célèbre professeur, âgé aujourd'hui de soixante-huit ans, que les foules sont ingrates pour les prophètes vieillissants, surtout quand ils donnent l'impression de se répéter.

### L'Eglise comme la géométrie...

M. La Pira ne circule qu'en compagnie d'un antique cartable. Il y promène les plates essentielles de sa démonstration. Interrogez-le sur les élections ; il vous parlera de transcendance et sortira un livre de Gerardo de Gandia, lui son avis sur les catholiques pro-communistes ; il vous renverra à la géométrie (« L'Eglise, c'est comme la géométrie, il faut connaître ses lois ») et se précipite dans ses vieux catéchismes où la foi chrétienne était « démontrée » à l'aide de formules stéréotypées. Qu'est-ce que l'Eglise ? L'Eglise est la société des baptisés qui professent la foi en Jésus-Christ, participent à des sacrements et obéissent aux pasteurs choisis par lui.

Les catholiques qui se sont présentés sur les listes du P.C. ne remplissent pas la dernière condition. Ils sont descendus de la baraque de Pierre. Bon, c'est parfait.

Le professeur reforme son livre et le range dans la serviette avec ce rire d'enfant qui s'accompagne toutes ses initiatives depuis la guerre : les colloques méditerranéens ; la défense de l'Algérie libre et des minorités raciales aux États-Unis ; les tentatives de médiation au Vietnam.

La candidature de l'ancien maire est interprétée comme une riposte à celle de l'écrivain catholique Mario Gualini qui se présente sur la liste du P.C. Il le nie : « Je me suis présenté parce que M. Zaccagnini (le secrétaire

## LA CANDIDATURE DE M. GIORGIO LA PIRA A FLORENCE

### Un vieux monsieur et quelques inconnus...

De notre envoyé spécial

général de la démocratie chrétienne) m'a écrit une lettre me disant : « Caro La Pira, tu dois nous donner un coup de main. Mais encore ? Le professeur ouvre son cartable, en sort deux autres documents : un article du Corriere della Sera et le texte de la Constitution dont il fut, en 1948, l'un des rédacteurs. Il y a pas d'alternative à la délinquance avec les Soviétiques. C'est aussi la conviction de M. La Pira, le maire de Florence, et de la négociation internationale pour la paix. La paix est, comme la liberté, une étoile dans le ciel. La liberté que le P.C. menace en Italie, car le communisme est intrinsèquement un système à parti unique. Cela ne dépend pas de Berlinguer. Au pouvoir, le P.C. ne peut être différent des autres partis communistes.

Quant à la constitution italienne — « l'un des plus beaux textes du monde » — elle est inscrite. Il faut compléter notamment tout ce qui a trait aux droits sociaux. Et c'est pourquoi M. La Pira, à quarante-huit ans, veut être présent à ces élections — « uniques au monde par leur importance » — puis entrer au Parlement.

Tout le prophète du dialogue, que la bourgeoisie florentine appelle « le bolchevisme de l'Évangile » et le « sans-culotte eucharistique » ne devrait-il pas favoriser l'entente avec les communistes en Italie ? « Je suis sûr pour la convergence sur des problèmes concrets, mais contre le compromis historique. Plus qu'une convergence sur des principes radicalement opposés.

Ses promesses pour le 20 juin ? « Le P.C. perdrait des voix par rapport aux élections régionales de l'an dernier. » Pour M. La Pira c'est l'essentiel. « Après, on verra. Il y a la providence. » Le vieux professeur rit encore et revient au seul sujet qui l'intéresse : la transcendance et Jésus-Christ.

### Un syndicaliste de vingt-neuf ans

La rénovation de la liste démocrate chrétienne dans le collège de Florence-Pistoia (111 000 habitants) ne se limite pas au rappel de M. Giorgio La Pira. En fait, une petite révolution a eu lieu. A la demande expresse des dirigeants du parti et de la liste, les candidats sont choisis sur la base de leur âge, de leur profession, de leur milieu. L'homme fort de Toscane, malheureusement impliqué dans une vilaine affaire d'incendie, dans un scandale immobilier. Contraint Florence, ce notable de droite était quand même sûr d'être élu ; mais sa présence sur

la liste aurait fait fuir une partie des électeurs catholiques, déjà troublés par la candidature de M. Gualini sous la bannière du P.C.

L'éloignement des « butiniens » a favorisé l'entrée de plusieurs hommes nouveaux dans la liste. Trop nombreux, semble-t-il, pour ne pas disperser les voix de gauche au profit de la vieille garde démocrate chrétienne qui se réclame de M. Fanfani. Elle compte sur son expérience et ses moyens financiers pour être présente à tous ces inconnus.

L'un des nouveaux, M. Marco Ricceri, vingt-neuf ans. C'est un fonctionnaire du bureau d'études de la deuxième centrale syndicale italienne, la C.I.S.I.L. proche de la D.C. Il figure au deuxième rang de ce parti, lequel compte autant de candidats (seize) que de sièges de députés à pourvoir.

La présence de M. Ricceri doit être située dans le contexte national. Vingt-neuf ans, de la C.I.S.I.L. — dix dirigeants et dix jeunes — ont été appelés pour renforcer la démocratie chrétienne. D'un côté, des industriels comme Umberto Agnelli ; de l'autre, des représentants des salariés, comme M. Marco Ricceri.

Ce dernier n'est nullement gêné de défendre les mêmes couleurs que le vice-président de Fiat, La D.C., à laquelle il vient de s'inscrire, n'est-elle pas « un

parti anti-classe » ? Il a surtout découvert, au cours de ses nombreuses réunions électorales, que c'était « un parti populaire et non, comme l'affirment nos adversaires, un parti de classe moyenne et de paysans ». La preuve : ces ouvriers qui viennent l'écouter et sur lesquels il compte.

Tout le C.I.S.I.L. (cinquante-cinq mille inscrits dans le collège électoral) n'est cependant pas démocrate-chrétien. M. Ricceri dénonce la présence de franges socialiste et révolutionnaire, qui exercent dans les syndicats une influence bien supérieure à leur taille. Il sait que son échec — et celui de ses dix-neuf camarades — donnerait à ces activistes une place encore plus grande.

Ce diplômé en sciences politiques est d'accord avec M. La Pira pour « compléter la Constitution ». D'accord aussi pour dire que le P.C. italien n'est pas différent des autres et qu'un ne peut gouverner avec lui. Mais il formule tout cela autrement, sans dogmatisme. M. La Pira attaque la Constitution et parle de transcendance. M. Ricceri, lui, s'interroge sur la situation économique et cherche un remède au chômage des jeunes. Présents sur la même liste, le numéro un et le numéro deux appartiennent à deux mondes différents — l'un est sûr d'être élu, mais c'est sans doute la candidature du second qui, malgré les apparences, constitue l'événement.

ROBERT SOLÉ.

## Après la réunion des Neuf à Senningen

### Un accord est désormais probable sur les élections européennes

Des progrès appréciables ont été faits sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage direct, samedi 12 juin, au cours de la réunion « privée » des ministres des affaires étrangères des Neuf, au château de Senningen, près de Bonn.

Sur le point litigieux, la répartition nationale des sièges, plusieurs formules et variantes restent en lice, mais les participants ont convenu d'un accord sur l'essentiel. « Après, on verra. Il y a la providence. » Le vieux professeur rit encore et revient au seul sujet qui l'intéresse : la transcendance et Jésus-Christ.

La proposition belge, ajoutée à la répartition forfaitaire actuelle (188 sièges), 203 sièges répartis proportionnellement aux populations des États.

La proposition française (maintien provisoire pour la première élection, de la représentation actuelle, l'Assemblée élargie proposant une répartition ultérieure) et ses variantes allemande (doublement de la représentation actuelle, sauf pour le Luxembourg) et luxembourgeoise (même doublement sauf pour les cinq pays, concernant une politique étrangère commune. Le Neuf semblait d'accord pour définir des secteurs où ils s'engageraient d'avance à adopter une position commune, comme ils l'ont fait, par exemple, non sans difficulté, au sujet de la conférence Nord-Sud.

M. D.

## Suisse

### Un crédit pour l'aide au développement international est rejeté par référendum

De notre correspondant

Berne. — Les incertitudes provoquées par la décision ont peut-être pesé sur les trois votes émis par le peuple suisse lors du référendum du dimanche 13 juin. Les citoyens ont nettement rejeté par 713 855 voix contre 450 557 l'octroi d'un crédit de 200 millions de francs suisses à l'Association internationale du développement (A.I.D.), une filiale de la Banque mondiale. Par 654 201 non contre 626 224 oui, ils ont également repoussé une nouvelle loi renforçant les pouvoirs de la

Confédération dans l'aménagement du territoire. En revanche, à une forte majorité, ils ont approuvé un projet d'arrêté concernant l'assurance-chômage. Malgré l'importance des sujets qui leur étaient soumis, 34 % seulement des électeurs se sont rendus aux urnes.

La netteté du refus du prêt à l'A.I.D. traduit les réserves que suscite l'aide au développement dans un pays qui se veut autonome. Les arguments aussi bien humanitaires qu'économiques invoqués en faveur de l'A.I.D. pendant la campagne par le gouvernement, la plupart des partis, la presse presque unanime, les milieux industriels et les syndicats, n'ont pas suffi à convaincre la majorité des électeurs. Champion d'un certain nationalisme, M. James Schwarzenbach, qui se trouve à l'origine de ces difficultés financières de l'État, tout en dénonçant l'« inefficacité » des organisations internationales, pour des raisons évidemment différentes, l'ouverture du crédit était également combattue par l'extrême gauche et les défenseurs des plus riches du tiers-monde qui ont fait le procès du « caractère capitaliste et impérialiste » de l'A.I.D.

Commentant les résultats de ce scrutin, M. Pierre Graber, chef du département politique fédéral, a exprimé sa déception devant un refus de nature à « gêner » les efforts de la diplomatie helvétique. A la lumière de ce vote, les autorités suisses regarderont sans doute à deux fois avant de consulter les citoyens sur l'opportunité d'une éventuelle adhésion de la Confédération à l'ONU.

Pour sa part, fort de son succès, M. Schwarzenbach a demandé la démission de M. Graber, en raison du « désastre » qui vient de lui être infligé.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

## Espagne

### M. Garcia-Trevijano est libéré

Selon le journal libéral El País, M. Martín Gámez, ministre de l'Information, avait menacé de démissionner et le gouvernement se prononçait une nouvelle fois pour la suspension de l'hebdomadaire Cambio 16. Certains ministres seraient partisans d'une suspension de quatre mois.

D'autre part, de nouveaux incidents ont eu lieu samedi et dimanche, au Pays basque, à Saint-Basle et à Victoria notamment, où les policiers ont dispersé une manifestation pour l'émancipation. A Madrid, plusieurs membres du Parti socialiste ouvrier espagnol ont été arrêtés.

Enfin, M. Garcia Trevijano, personnalité indépendante membre de la Coordination démocratique, arrêté le 29 mars dernier, a été libéré samedi 12 juin. M. Rafael Calvo Serer serait également libéré cette semaine.

De notre correspondant

Madrid. — M. Antonio Garcia-Trevijano, dirigeant du groupe indépendant au sein de la Coordination démocratique, a été mis en liberté sous caution ; celle-ci, d'un montant d'un demi-million de pesetas, a été versée immédiatement. M. Garcia-Trevijano avait été arrêté le 29 mars, dans son étude, alors qu'il s'apprêtait à tenir une conférence de presse pour annoncer la fondation de la Coordination démocratique. Avec lui avaient été arrêtés trois autres dirigeants de la Coordination démocratique, dont M. Marcelino Camacho, leader des commissions ouvrières, remis en liberté le 24 mai. A sa sortie de prison, M. Garcia-Trevijano a déclaré : « J'ai été un otage ; on voulait faire pression sur la Coordination démocratique. Je crois que l'on me garderait en prison jusqu'à nos élections. Si j'ai été remis en liberté, c'est parce qu'un groupe de sénateurs des États-Unis, dont M.M. Humphrey et Eagleton, s'apprêtait à présenter au Sénat une motion contre le gouvernement espagnol, au cas où je serais resté en prison. »

M. Garcia-Trevijano a ajouté qu'il pensait porter plainte pour « prévarication » contre M. Manuel Fraga Iribarne, ministre de l'Intérieur. Il a précisé que son ami, le professeur Rafael Calvo Serer, également membre du groupe indépendant de la Coordination démocratique, arrêté à Madrid lors de son arrivée, le 3 juin, après cinq ans d'exil volontaire, sera libéré cette semaine.

J.-A. N.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, était attendu, lundi 14 juin, à Madrid, pour une visite de deux jours, invité par son collègue espagnol, M. Carlos Perez de Bricio. Durant son séjour à Madrid, M. d'Ornano, outre des entretiens avec les ministres espagnols des affaires étrangères, du commerce et de l'information, tiendra plusieurs réunions de travail avec M. Perez de Bricio, afin d'examiner les possibilités d'accroître la coopération technique et économique entre la France et l'Espagne. M. d'Ornano rend la visite que M. Perez de Bricio effectuait à Paris en février dernier. — (Correspondance.)

## LE MONDE diplomatique

Numéro de la semaine du 15 juin 1976

### LE PHÉNOMÈNE CARTER

La planification 1976-1980 dans la politique étrangère de la présidence Carter

## CE MOIS-CI DANS

### CELLULITE

Un personnage autre Une autre Bretécher



EN VENTE PARTOUT









## Le pays devant la peur

(Suite de la première page.)

Les autres noms sont ceux de comparses, connus des spécialistes ou des curieux. Le socialisme italien ne fascine plus personne, même pas les autres socialistes. Le libéralisme rêve sur ses malchances. Coupé de son passé, le néo-fascisme n'est qu'un anarchisme.

Dans les apparences rien ne

Dans les apparences, rien ne bouge ni n'a bougé : à travers six consultations électorales, les grandes masses de l'opinion se sont déplacées aussi sûrement, mais aussi insensiblement, que les continents dans leur dérive. La carte des majorités est restée figée autour d'un même pôle, la démocratie chrétienne. La ronde des candidats présidents du conseil s'est faite croire que rien d'essentiel ne changerait en dépit d'informations brèves, pessimistes ou râlantes, qui relevaient les symptômes du malaxage des classes, des déplacements de populations, du renversement des structures économiques.

L'Italie était fichée colonie américaine, chef du Vatican, zone franche d'un communisme « libéral » qui, n'ayant aucune chance d'accéder jamais au pouvoir, s'arrangeait à la fois les Etats-Unis et l'Union soviétique. Un monde, un but de voraces, une sécurité aussi où quelques politologues en mal de subtilité étouffaient à nu la dégradation d'un régime démocratique peu à peu dépassé dans ses règles et son fonctionnement par le rythme des évolutions profondes.

Et, tout à coup, cet excès d'in-

### Le rappel des « occ

térêt, aussi poussé que l'était l'excès d'ignorance. Toujours très attentifs au jugement extérieur, les Italiens sont assez perplexes, car le passé récent leur a enseigné ce que leur coûtent de telles tentatives de conditionnement (puisque c'est bien de cela qu'il s'agit) :

s'agit) :

- 1915-1919 : la Grande-Bretagne et la France multiplient les promesses pour entraîner l'Italie dans la guerre. Puis elles renient ces promesses, ce qui, partiellement, provoque les mouvements d'opinion qu'exploitera Mussolini.
- 1922-1939 : l'Italie redevient fascinante en tant que laboratoire d'une dictature « modérée » opposée au bolchevisme, puis jugée « différente » du national-socialisme.

— 1946-1956 : la domination de la démocratie chrétienne, avant d'apparaître (après 1960) la caution du « miracle économique », est tenue pour le gage d'une incorporation solide dans la zone de sécurité des Etats-Unis.

— 1963-1972 : le « centre gauche » formé autour de la démocratie chrétienne est considéré, par opposition au « gaullisme » français, comme le ciment du choix atlantique de l'Italie.

Constamment, l'équilibre poli-

Constamment, l'équilibre politique intérieur et l'appartenance à un système d'alliances se sont imbriqués, sans contradiction possible ni marge de manœuvre autonome.

Pourquoi la panique et l'espérance, chez les étrangers ? Parce que l'enjeu des prochaines élections, c'est, à leur estime, la rupture de cette règle.

certes, mais en quel autre pays d'Europe les gouvernants de 1946 sont-ils encore en place ?

sont-Il encore en place ?  
Au demeurant, cette coloration de la campagne prolonge et développe une évolution générale qui s'est amplifiée dans les dernières années. Ce pays sans histoire, pour qui le rôle de l'extérieur, est obéissant par sa nature. La vacillation des études rétrospectives, des examens critiques, s'est gonflée dans tous les camps, apportant nombre de précisions sur la fin de la guerre, la libération, la fondation de la république. Toute cette production n'était pas sans valeur historique, mais encore de justification.

Mais un mensonge tendait à

Mais son mouvement tendait à redresser les schémas convenus. A défaut d'exercer sur l'électeur une influence mesurable, il a témoigné du rôle réel de ce que Gramsci nommait *l'intellectuel organique*, qui, pour susciter la remise en cause du système politique, s'est remis à ses origines. Ce type de *l'intellectuel organique* est pas strictement constitué par des historiens ou des essayistes marxistes et communistes ; la liaison qu'il est parvenu à établir entre passé et présent inscrit une révolution intellectuelle et morale. Une révolution tamisée, édulcorée, niée, mais à laquelle l'Italie, un jour, n'échappera pas.

Ce recours à l'histoire, porté à un tel degré, est ambigu : il justifie la dégradation désespérée d'une telle révolution en même temps qu'il cautionne la promesse de recommencer la république et, cette fois, de la réussir. L'originalité de l'« extrême gauche » et sa force relative tiennent à son refus d'un tel recours.

l'usage d'un tel rebours.  
 Sur l'ensemble du corps électo-  
 ral, n'égale pas comme une hypo-  
 thèque le film en fourreau de  
 cuir, n'égale pas le péché : *Cadaveri*  
*exzequii* (*Cadaveri eccellenti*), de  
 Francesco Rosi, et *Todo Mondo*,  
 d'Ello Petri. Sans se soucier des  
 romans de Sciascia qui les ont  
 inspirés, les réalisateurs ont su  
 toucher au plus sensible des réac-  
 tionnaires de la masse italienne : ils  
 ont fait écho à son scepticisme, à  
 sa lassitude, à sa conviction que  
 l'histoire est le dénouement des  
 chrétiens, « *ils sont tous pères* »,  
 que l'histoire les montre engagés  
 dans des jeux de pouvoir, maniant  
 de crime et l'argent. Le recours à  
 l'histoire, ici, encourage l'absence  
 d'imagination politique. Quoi-  
 qu'elle s'affirme « de gauche »,  
 cette démagogie rejoint, après  
 trente ans, celle qui fit le succès  
 de Guareschi avec sa série des  
 commissaires. C'est l'absence de  
 peine nouvelle de l'éternel  
 « *qualunquisme* », de ce qu'en  
 France on nomme « *poujadisme* ».  
 Malgré quelques meurtres, le  
 climat n'est pas celui d'une gué-  
 rilla larvée. Toujours s'impose la  
 sensation de coupure radicale  
 entre Rome et le reste du pays,  
 enlignée dans la viscosité de son  
 élitisme, enlignée entre petite socié-  
 té politique qui tourne autour  
 des mêmes cartes et des specta-  
 cles convaincus que rien ne  
 changera.

**JACQUES NOBECOURT.**

**Prochain article :**  
**LE FOND DE LA CRISE**  
par MICHEL BOYER

**"repères pour le socialisme"**  
la collection du CERES

D. Grisoni  
H. Portelli  
**Luttes  
ouvrières  
en Italie  
de 1960 à 1976**

Le vieux meurt, et le  
neuf ne peut pas naître

**Aubier Montaigne**

### Le rappel des « occasions manquées »

En toile de fond de la campagne électorale, la question de la rupture ou du retournement ne se pose pas explicitement. Les antagonistes nient même que le thème soit d'actualité : atlantiques ou européens, tous les choix de l'Italie en politique étrangère seront maintenus. Il n'empêche que le débat est là : l'entrée en scène du « modèle » communiste signifierait-elle à long terme la récupération de l'Italie dans la zone de sécurité soviétique ?

Posée en ces termes, la question est brutale et abstraite. Le parti communiste conteste, bien entendu, qu'elle ait même un sens, et les autres formations évitent de la formuler. Mais, puisque toute cette campagne remet en cause la démocratie chrétienne et les résultats de sa gestion du pouvoir pendant trente ans, son choix de politique d'érangère est aussi engagé.

Aussi bien la méditation sur les « occasions manquées » et le recours à la proche histoire inspirèrent-ils tous les acteurs. Les références au passé ne sont pas académiques, mais des expériences vécues par les dirigeants :

See notes on the following page.

**MM. Fanfani, Moro, Andreotti, La Malfa, Saragat, Nenni, Amendola, Pajetta**, tous participant à la vie politique il y a trente ans, aussi activement; qu'aujourd'hui. Deux hommes sont épargnés par les comptes que leur demanderait leur propre carrière : **MM. Berlinguer et Zaccagnini**, les secrétaires généraux des deux principaux partis. Nouveaux, ils le sont relativement, en tout cas moins vulnérables aux accusations de carence.

Les « occasions manquées » servent de repère aux engagements électoraux : le possible, les choses à faire, sont dessinés beaucoup plus en fonction de ce qui aurait dû être fait, de ce qui a été manqué, qu'en relation à une analyse du futur. Il s'agit en somme de redistribuer les cartes, de refaire la donne qui, en 1947-1948, a vu l'éclatement de la majorité antérieure (où figuraient les communistes) et la mise en place de ce qui ne tromperait pas le type de développement économique. Rien de plus.

En ce sens l'anachronisme n'épargne aucun parti. Ni l'âge ni l'expérience ne sont des tares,

**Cette semaine**  
**2050<sup>F</sup>**

**OFFRE EXCEPTIONNELLE**

**1500<sup>F</sup> TTC**  
seulement  
en 3 versements  
pose et déplacement compris

**4**  
goujons  
"ANTI-VOL"  
pour les  
gonds

**5**  
fermetures  
super  
sécurité

**LA CLEF ROUGE**  
TOUTES LES GRANDES  
MARQUES A DES  
PRIX CASSES

Portez-vous :  
**PORTE**  
entièrement  
**BLINDEE**  
1<sup>re</sup> qualité  
exemple :  
Serrure  
**SUPERSURETE**  
**BRICARD**

■ 1 blindage d'acier  
électro-zingué 16/10 "ANTI-EFFRACTION"  
■ 1 contrat sécurité 2 ans

**FAITES APPEL A**  
**LA CLEF ROUGE.**  
**N°1 DE LA PROTECTION**

**35 AGENCES PARIS-BANLIEUE**

Tél. 336-41-55  
535-33-25

Cannes (Tél. 39-15-13) - Marseille (Tél. 53-40-98) - Nice (Tél. 88-62-58)


Crée par le GROUPE EXPANSION  
pour les responsables et dirigeants.

**HARVARD  
L'EXPANSION**

publie, pour la première fois en français,  
les meilleurs articles sélectionnés  
de la HARVARD BUSINESS REVIEW.

**NUMERO  
1**

**HARVARD  
LA REVUE DES RESPONSABLES  
L'EXPANSION**



Planifier l'Expansion : 7  
Que faut-il anticiper dans sa gestion ? 12  
Les dangers pour les responsables : 17  
Changer votre style de direction : 25  
Comment tirer parti du cycle de vie d'un produit : 32  
Le pouvoir délégué à la carte : 43  
L'impact de l'innovation : 47  
Comment reconnaître les opportunités d'investissement : 50  
Les problèmes de la gestion d'un département : 55  
L'implémentation des décisions d'investissement : 60  
Une méthode de sélection des projets d'investissement : 65  
Analyse de marché d'un produit : 72

**HARVARD L'EXPANSION**

Retenez votre exemplaire aujourd'hui même en adressant tout simplement votre carte de visite accompagnée d'un chèque de 50 F seulement à :

**HARVARD-L'EXPANSION**  
Service diffusion  
67, Av. de Wagram - 75017 PARIS

Ce premier numéro vous sera personnellement envoyé chez vous (frais d'envoi à notre charge).

Dans le numéro 2, vous lirez notamment :

- "Abandonnez vos produits non rentables" par Philip Kotler.
- "Inflation et comptabilité: le grand débat" par Richard F. Vancil.
- "Vous pouvez maîtriser l'incertitude" par Irwin Kabus (l'un des responsables de la Morgan Guaranty Trust démontre comment une technique statistique peut être utilisée concrètement comme base de décision).

...ainsi que d'autres articles sur l'utilité des tests marketing et de la participation des travailleurs à la gestion.

*Vous pouvez, si vous le désirez, souscrire dès aujourd'hui un abonnement d'un an (soit 4 numéros) au tarif de 200 F (tous frais d'envoi inclus) qui commencera avec le numéro 1.*



## DIPLOMATIE

### La visite du chef du gouvernement hongrois à Paris

M. György Lazar, président du conseil des ministres de Hongrie, fait depuis dimanche 13 juin une visite officielle de trois jours à Paris. Il est accompagné notamment par M. József Biro, ministre du commerce extérieur, et par M. József Marjai, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

La première soirée parisienne de M. Lazar a été consacrée à un entretien privé à l'hôtel Matignon avec M. Chirac. Le chef du gouvernement hongrois devait avoir un entretien en tête à

tête ce lundi après-midi, avec son homologue français, après une visite de la Compagnie générale de radiologie à Stains et un déjeuner offert par le C.N.P.F. Le soir, M. Lazar est reçu à dîner au Quai d'Orsay par le premier ministre français.

La journée de mardi commencera par une visite de Paris, puis M. Lazar sera reçu à déjeuner, à l'Elysée, par M. Giscard d'Estaing.

#### PORTRAIT

M. LAZAR

#### La passion du plan

D'un naturel réservé, voire un peu distant, M. György Lazar n'impose pas à son entourage ou à ses interlocuteurs par la seule autorité attachée à sa charge de chef de gouvernement, mais par ses compétences et son sérieux. Cet homme, d'apparence presque fragile et d'un calme à toute épreuve, a le sens de la tâche à accomplir et de la rigueur. Mais il sait aussi charmer : sur son visage aux traits fins, que souligne une fine moustache, il arbore souvent un sourire énigmatique dont on ne sait trop s'il dissimule la timidité ou un humour prêt à leurrer mais tempéré par un souci de respectabilité.

Sans M. Lazar, dit-on parfois à Budapest, le plan ne pourrait jamais être établi à temps. De fait, ce Magyar aux yeux bleus et à la chevelure blond cendré soigneusement coiffée en arrière, a la passion du plan. Depuis près de trente ans il s'y dévoue : il a gravi tous les échelons de l'administration qu'il en occupe, il en connaît tous les rouages. Quand il y entre, en 1948, il a vingt-quatre ans — il est né en 1924 à Keszeg, petite localité proche de Budapest. L'Office national du plan vient juste d'être créé. M. Lazar abandonne le métier de dessinateur industriel qu'il pratiquait depuis 1942 dans une entreprise du bâtiment de la capitale, après des études supérieures techniques, pour se consacrer à ce qui semble vrai-

ment être l'aventure de sa vie. D'abord simple rédacteur, sous-chef de section, puis chef de section, il devient en 1953 vice-président du conseil du plan. Il s'intéresse surtout aux questions concernant les investissements, les aspects financiers de la planification. Il publie sur ces sujets diverses études théoriques. Mais il ne perd pas de vue les problèmes sociaux : ce penchant fera de lui de 1970 à 1973 un ministre du travail, avant qu'il ne revienne en juin 1973 à la commission d'Etat du plan, cette fois comme président.

En mai 1975, alors qu'il vient à peine d'entrer au bureau politique du parti communiste hongrois, M. Lazar est nommé à la tête du gouvernement. Certains croient que sa promotion marque le fin de la politique économique ouverte et dynamique

qui a permis, sous la présidence de M. Fock, d'écarter les démons du pays mais réelle que M. Lazar a eue à plusieurs reprises avec ses collègues les plus centralisateurs. Ni trop centraliste ni trop réformateur, l'homme qui dirige depuis un an le gouvernement hongrois a su poursuivre jusqu'à présent, en y apportant les corrections in-

apportées par la conjoncture, la politique souple et intelligente qui a apporté au cours des dernières années un très sensible mieux-être aux citoyens de son pays.

MANUEL LUCBERT.

### Phnom-Penh estime que Paris « porte une grande part de responsabilité » dans la « campagne de dénigrement »

La mission du gouvernement du Kampuchea démocratique en France s'élève, dans une déclaration diffusée dimanche 13 juin, contre la campagne de presse qui, dit-elle, vise le Kampuchea et en rend partiellement responsables les autorités françaises.

« La mission du gouvernement du Kampuchea démocratique en France, affirme la déclaration, met en garde l'opinion française et internationale contre la campagne de dénigrement et de calomnies à l'encontre du Kampuchea démocratique entreprise actuellement par quelques journalistes qui avilissent leur profession et qui s'abandonnent à la fabrication mensongère et à la simple l'objection de leur genre. Les autorités françaises, quant à elles, portent une grande part de responsabilité dans ces activités qui attentent gravement à l'honneur et à la dignité du Kampuchea démocratique. Cette attitude dément, on ne peut plus, les affirmations maintes fois répétées de ces mêmes autorités, selon lesquelles elles sont disposées à normaliser leurs relations avec le gouvernement du Kampuchea démocratique. »

La déclaration souligne que l'autorité du gouvernement du Kampuchea démocratique s'étend sur l'ensemble du territoire, que la sécurité y est « totalement assurée » et que la mise en place des nouvelles institutions a reçu une approbation enthousiaste et unanime de la population qui est profondément attachée à la nouvelle société du Kampuchea, « où règnent le bonheur, l'égalité, la justice et la démocratie véritable ».

[Cette mise au point de la mission du Kampuchea à Paris intervient après la récente publication dans « France-soir » d'une série d'articles sur des maîtres d'œuvre contre les nouvelles autorités cambodgiennes. « Quelque part » à la frontière de la Thaïlande, et une émission de télévision sur le même sujet diffusée mercredi 9 juin sur Antenne 2 (« le monde » du 11 juin). La meilleure façon, pour les autorités de Phnom-Penh, de combattre la « campagne de dénigrement » et de contraindre l'opinion internationale que « le bonheur » et « la justice » régnent dans leur pays serait d'autoriser les journalistes étrangers à s'y rendre et à y travailler normalement.]

### Pourquoi les industriels français ne viennent-ils pas chez nous ?

De notre envoyé spécial

Budapest. — « J'ai visité trois entreprises françaises de plastique pour proposer l'achat de licences, sans succès. J'ai négocié avec des grandes sociétés telles que Pechiney-Sabat, Gobach, et jusqu'à présent, cela n'a rien donné. Quand je prépare un projet de coopération industrielle, il y a toujours un Allemand de R.F.A. qui accourt, mais pas de Français. »

Ces déclarations du directeur général du ministère de l'Industrie lourde, M. György Koranyi, le directeur général de Translektro (société d'exportation de matériel électrique), M. Mihály Farkas, les a reprises à peu près dans les mêmes termes : « De 1970 à 1975, nous avons signé vingt et un accords de coopération industrielle, dont un seulement avec la France. Nous sommes en train de négocier vingt-neuf accords, mais aucun avec la France. Depuis cinq ans, nos échanges avec l'Allemagne ont progressé de 130 % avec l'Autriche de 140 %, mais avec notre pays ils ont diminué de 1 % ».

De plus, la plupart des dirigeants de firmes d'exportation hongroises sont déçus par le fonctionnement de la commission

mixte franco-hongroise mise en place à la suite de la signature d'un accord décennal en 1974. Il est vrai que la commission ne s'est réunie, en mai dernier, que pour la deuxième fois.

Pour M. Peter Balazs, directeur au ministère du commerce extérieur, qui séjourne actuellement à Paris, la visite du premier ministre hongrois devrait aboutir à la signature d'accords-cadres et faciliter l'entente entre des firmes des deux nations pour la vente dans les pays tiers. Des contacts sont en cours avec des entreprises françaises, notamment pour la fabrication en commun de véhicules routiers, d'unités pour centrales à gaz et de machines agricoles.

En Hongrie, on espère que ces pourparlers traduiront par des contrats en bonne et due forme, qui s'ajoutent aux vingt-trois accords de coopération existant déjà avec C.I.L., la SAGEM, Raister-Forest, Cagedur, Thomson-Renault, etc. Encore faudra-t-il tenir compte des objectifs de la Hongrie, qui entend accroître ses importations, d'ici à 1980, de 30 % à 40 % et ses exportations de 60 % à 65 %.

J.-P. DUMONT.

### A L'ISSUE DE SON VOYAGE EN U.R.S.S. Mme Gandhi invite M. Brejnev à se rendre à New-Delhi

De notre correspondant

Moscou. — Mme Indira Gandhi a terminé, dimanche 13 juin, sa visite officielle en U.R.S.S. et a regagné New-Delhi à partir de Tbilissi, la capitale de la Géorgie, où elle avait passé quarante-huit heures après son séjour à Moscou. La visite du premier ministre n'a été marquée par aucun événement important et a été exceptionnellement « éte » des égards de la presse soviétique. Mme Gandhi, qui s'est également dérangée pour l'acueillir et la raccompagner à l'aéroport de Moscou.

Mme Gandhi et M. Brejnev ont signé, la semaine dernière, une déclaration sur « le développement de l'amitié, de la coopération, entre l'U.R.S.S. et l'Inde ». Ce long texte, qui a été rendu public dimanche soir, prévoit de renforcer au maximum l'amitié et la coopération entre les deux pays, ainsi que de faire de nouveaux efforts pour assainir le climat international. Des consultations régulières auront lieu entre les dirigeants des deux pays, mais leur rythme n'est pas fixé. Mme Gandhi a, d'autre part, invité M. Brejnev et Kosyguine à visiter l'Inde : ses invitations ont été acceptées, mais les dates en seront fixées ultérieurement. L'accroissement de la coopération entre les deux pays est prévu en ce qui concerne notamment le secteur des métaux non ferreux, des textiles, de l'électronique et de l'agriculture. Si Mme Gandhi et M. Brejnev ont bien discuté du problème de la

Chine — avec laquelle l'Inde va bientôt échanger de nouveaux des ambassadeurs — on ne retrouve pas trace de cette préoccupation soviétique dans la déclaration commune. Ce texte mentionne seulement la volonté des deux pays de « renforcer la paix et la stabilité en Asie, grâce aux efforts communs de tous les Etats de cette région ». La partie soviétique, en revanche, s'est déclarée « très satisfaite » de la normalisation des rapports entre l'Inde et le Pakistan.

Mme Gandhi a, d'autre part, approuvé les grandes lignes de la politique étrangère soviétique, notamment la politique de détente, les positions soviétiques sur le Proche-Orient (y compris la conférence de Genève), sur la convocation d'une conférence mondiale du désarmement, sur la conclusion d'un traité international interdisant le recours à la force ou à la menace de la force. Les deux parties, enfin, préconisent la « représentation du peuple vietnamien sur Nations unies » et se prononcent une fois de plus contre la présence militaire américaine dans l'océan Indien.

JACQUES AMALRIC.

## AFRIQUE

Ouganda

### Répression féroce après l'attentat manqué contre le maréchal Amin

Dans un communiqué officiel, publié le 12 juin à Kampala, les autorités ougandaises annoncent que des « ennemis du pays » ont été arrêtés après l'attentat manqué contre le maréchal Idi Amin Dada. Le radio ougandais a accusé l'ancien ministre kenyan des affaires étrangères, M. Mungai, d'être impliqué dans l'affaire.

Selon des récits de voyageurs arrivés au Kenya dimanche et cités par l'agence UPI, les arrestations se multiplient dans la capitale de l'Ouganda et plusieurs centaines de personnes auraient déjà été exécutées.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'attentat avorté du jeudi 10 juin contre le maréchal Idi Amin Dada semble avoir fait plus de victimes qu'on ne l'a cru tout d'abord (le Monde du 13-14 juin). Le Sunday Nation de Nairobi, citant un officier de police ougandais, a été le premier à rapporter que le président Amin aurait été blessé au visage par des éclats et que, environ, dix personnes auraient été tuées sur le coup quand trois grenades ont explosé à la sortie de la caserne de Nsambya, proche du centre de la capitale ougandaise. Radio-Kampala a indiqué depuis que « quelques personnes, y compris certains assistants, sont mortes sur-le-champ ».

La radio ougandaise rapporte également que, recevant dimanche une délégation soudanaise, le maréchal Amin a raconté qu'une grenade avait explosé devant lui, qu'il n'avait pas été blessé et qu'il avait conduit lui-même son chauffeur jusqu'à un hôpital situé à 25 kilomètres de la ville. D'autre part, Radio-Kampala avait indiqué, vendredi après-midi, que les explosions avaient fait trente-sept blessés, dont un devait mourir des suites de ses blessures. D'autres sources ont signalé, depuis, que de nombreuses personnes ont été atteintes par des balles tirées par les gardes du corps du maréchal dans la foule qui s'était réunie

aux abords du camp de Nsambya pour assister au départ du cortège officiel, à l'issue d'une revue de jeunes recrues de la police.

Citant des voyageurs en provenance de Kampala, la presse kenyenne écrit, lundi, qu'en apprenant la nouvelle de l'attentat la foule aurait joyeusement envahi les rues de Kampala avant de se disperser à l'apparition de blindés chargés de contrôler la ville. Des postes de contrôle ont été installés par les militaires aux portes de la ville et, selon le Standard de Nairobi, de nombreux suspects auraient été arrêtés. La capitale ougandaise serait déserte dès la tombée de la nuit et un climat de terreur y régnerait.

Radio-Kampala a indiqué qu'un ancien directeur de la police, démis de ses fonctions voici trois mois, aurait repris du service et que des explosions entendues en ville depuis l'attentat sont « dues à des essais d'armes puissantes, plus puissantes que les grenades de jeudi dernier, utilisées par des commandos de Palestiniens à des fins de sécurité nationale ». Le Sunday Nation a été le seul à se faire l'écho de l'arrestation, sur le théâtre de l'attentat, d'un ministre, officier supérieur de l'armée ougandaise, présenté comme le « cerveau » du complot.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Après le raid contre Nouakchott

### LA MORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU POLISARIO NE FAIT AUCUN DOUTE A RABAT

(De notre correspondant)

Rabat. — Sous le titre « Ainsi finissent les traités », le journal « le Matin » a publié le dimanche 13 juin, une photo d'un cadavre, celle de Sayed El Ouallid, secrétaire général du Front Polisario, et sur deux colonnes celle du corps de son adjoint, Laroussi, « chef des opérations militaires », tués la semaine dernière lors de l'attaque qu'ils conduisaient contre Nouakchott.

Malgré le silence d'Alger, la mort du secrétaire général du Front Polisario et de son adjoint ne fait aucun doute ici, surtout après la publication des documents photographiques. Le visage d'Ahmed El Ouallid était, en effet, connu à Rabat, le secrétaire général du Front Polisario, né de père et de mère marocains, ayant commencé dans cette ville des études de droit, qu'il n'acheva pas. M. Ali Yata, secrétaire général du parti du progrès et du socialisme (P.P.S.), vient de rappeler dans le journal « Al Bayane » qu'Ahmed El Ouallid avait milité au parti de libération et du socialisme (nom porté par le parti communiste marocain dissous avant qu'il n'adopte celui de P.P.S.) et qu'il avait été le rédacteur principal d'une étude, échantillon de la marocanité du Sahara occidental. Par la suite, indique également M. Ali Yata, Ahmed El Ouallid fut un des animateurs d'un courant gauchiste en opposition avec le parti au sein duquel il militait. Vers la fin de 1972, il prit la parole à la tribune de l'Assemblée nationale, avec ses amis, l'Algérie, où le parti colon, la photographie du cadavre de Sayed El Ouallid, secrétaire général du Front Polisario, et sur deux colonnes celle du corps de son adjoint, Laroussi, « chef des opérations militaires », tués la semaine dernière lors de l'attaque qu'ils conduisaient contre Nouakchott.

Le raid contre Nouakchott fut un des animateurs d'un courant gauchiste en opposition avec le parti au sein duquel il militait. Vers la fin de 1972, il prit la parole à la tribune de l'Assemblée nationale, avec ses amis, l'Algérie, où le parti colon, la photographie du cadavre de Sayed El Ouallid, secrétaire général du Front Polisario, et sur deux colonnes celle du corps de son adjoint, Laroussi, « chef des opérations militaires », tués la semaine dernière lors de l'attaque qu'ils conduisaient contre Nouakchott.

● L'armée mauritanienne continue à poursuivre les éléments éparpillés de la colonne du Front Polisario qui tentent de regagner leur base de départ après avoir attaqué Nouakchott dans la nuit du 8 au 9 juin. Des combats ont eu lieu au cours de la nuit du vendredi 11 au samedi 12 juin, à proximité de Taurine, localité située à 120 kilomètres environ au nord-est de la ville minière de Zouerate. Les troupes du Front Polisario en quarante-cinq tués. L'armée mauritanienne a annoncé qu'elle avait fait trente-cinq prisonniers. Elle se serait emparée de huit Land Rover, d'un camion, d'un canon de 110 sans recul et de deux mortiers. La radio mauritanienne captée à Dakar a annoncé que les pertes totales de la colonne sahraïenne s'élevaient depuis le début du raid à deux cent cinquante tués, et que trente-neuf véhicules ont été saisis. — (A.F.P. Reuter.)

### A PARIS, PALAIS DE L'UNESCO - LES 28 ET 29 JUIN 1976

Colloque International

## LA CONCURRENCE DANS LES ÉCONOMIES OCCIDENTALES

organisé par l'ESSEC, sous le haut patronage du Ministère de l'Economie et des Finances, et de l'O.C.D.E.

L'esprit des politiques de concurrence, leur contenu (ententes, monopoles, positions dominantes), croissance de l'entreprise, politique sociale et concurrence, politique des prix et politique de concurrence.

Avec la participation de plus de dix experts de dix pays : France, Allemagne, Grande-Bretagne, C.E.E., U.S.A., Canada, etc. Participation : 900 F. T.T.C.

● Renseignements et inscriptions : 030-40-57 (lignes groupées) Groupe ESSEC - B.P. 105 - 95001 CERGY - FRANCE



البنك الوطني الجزائري  
Banque Nationale d'Algérie

13 JUIN 1966 - 13 JUIN 1976

#### LA BANQUE NATIONALE D'ALGÉRIE A DIX ANS

En dix ans, la Banque Nationale d'Algérie a connu un développement spectaculaire. Quelques chiffres en donnent un aperçu : le capital est passé de 20 millions de dinars à 150 millions et vient d'être porté tout récemment à 300 millions par incorporation de réserves. Le volume du bilan a progressé de 2 milliards de dinars à plus de 12 milliards et l'effectif de 760 agents à plus de 5.000. Banque à vocation universelle, la B.N.A. accorde son concours aussi bien au secteur public qu'au secteur privé, qu'il s'agisse de crédits d'exploitation ou d'investissements et cela dans tous les domaines de l'activité économique. Elle détient en outre, le monopole du financement de l'agriculture du pays et joue également le rôle de banque de développement dans ce secteur. Sur le plan des relations internationales, elle traite un volume important d'opérations de commerce extérieur et possède des participations au capital d'organismes financiers internationaux tels

que : l'« Euro-Arab-Bank » et l'« Union Méditerranéenne de Banques ».

BANQUE NATIONALE D'ALGÉRIE

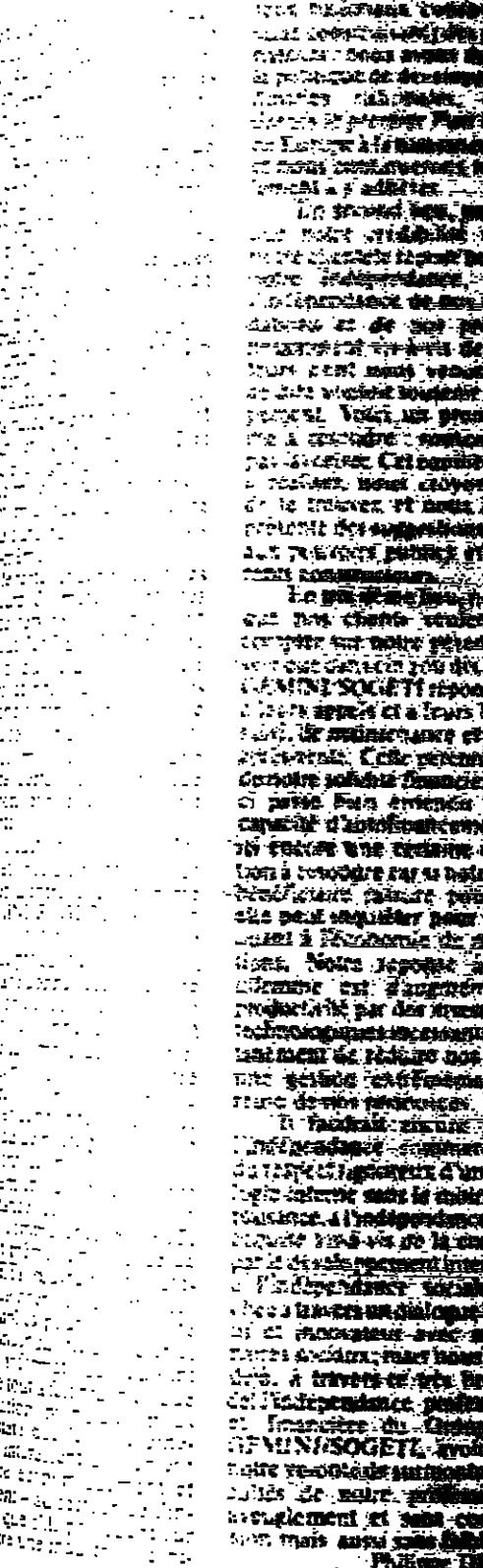
8, boulevard Ernesto « Che » Guevara - ALGER

Société Nationale au capital de 300.000.000 D.A., créée par ordonnance du 13 juin 1966

Tel. 62.65.30 à 34 - 62.76.00 à 04 - 62.42.50 à 55 - Telex WATANI Alger 52.785



Pour un meilleur service :  
indépendance  
professionnelle  
et financière



صكنا من الاصل



صكنا من الاحول

# AFRIQUE

Ouganda

## Régimes féroces après l'attentat contre le maréchal Amin

Depuis son retour au pouvoir, le régime ougandais a imposé une terreur sans précédent. Les opposants ont été assassinés, les journalistes emprisonnés. La radio, le seul moyen d'information, est contrôlée par le régime. Les élections ont été annulées.

De notre correspondant... L'attentat contre le maréchal Amin a entraîné une réaction féroce du régime ougandais. Les opposants ont été assassinés, les journalistes emprisonnés. La radio, le seul moyen d'information, est contrôlée par le régime. Les élections ont été annulées.

## Après le meurtre de Amin

### LE MORT DU SECRETAIRE GENERAL NE FAIT AUCUN CHANGEMENT

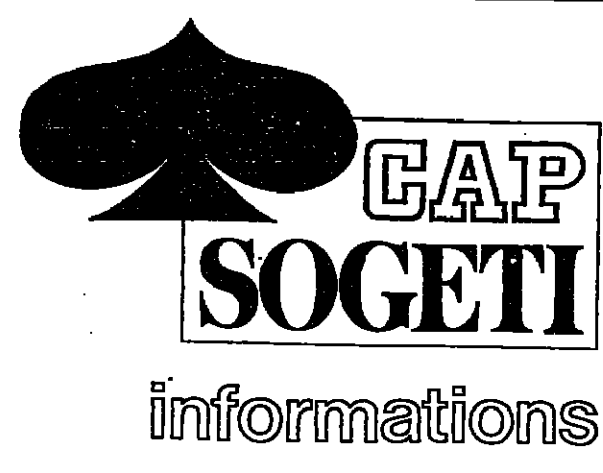
Le régime ougandais a imposé une terreur sans précédent. Les opposants ont été assassinés, les journalistes emprisonnés. La radio, le seul moyen d'information, est contrôlée par le régime. Les élections ont été annulées.

## DE L'UNESCO - LES 28 ET 29 JUIN

Colloque International

## CONCURRENCE DANS LES MIES OCCIDENTALES

Le monde de la haute technologie... Les entreprises occidentales se font concurrence dans les industries de pointe.



### Pour un meilleur service : indépendance professionnelle et financière

C'est à travers la qualité des biens ou des services que leur sont proposés que clients et usagers portent un jugement sur une entreprise publique ou privée. Il est rare aujourd'hui - lorsqu'on veut satisfaire un vœu ou un dessein - que l'on use du choix entre le réaliser soi-même ou faire appel à un tiers : on ne construit plus sa maison soi-même, on ne se coupe plus les cheveux en famille et, à quelques exceptions près, chacun conduit lui-même sa voiture.

En matière d'informatique il en va pourtant différemment. En effet, si depuis plus de vingt ans aucun utilisateur n'a construit son propre ordinateur - comme le firent certains universitaires entre 1945 et 1950 - la plus grande partie des travaux de mise en œuvre de systèmes informatiques est encore assurée aujourd'hui par les utilisateurs eux-mêmes.

Pour le reste, ils dépendent des constructeurs, de matériel et des sociétés de services et conseil en informatique, les S.S.C.I. : la nature des relations qui s'établissent entre utilisateurs et prestataires de service est donc complexe puisqu'elle repose à la fois sur une forte interdépendance mais aussi sur une compétitivité certaine, encore que souvent non explicite ou même inconsciente.

En troisième lieu, nous savons que nos clients veulent pouvoir compter sur notre pérennité et savoir que dans cinq ou dix ans, CAP/GEMINI/SOGETI répondra encore à leurs appels et à leurs besoins de suivi, de maintenance et de service après-vente. Cette pérennité dépend de notre solidité financière et celle-ci passe bien entendu par notre capacité d'auto-financement. Il y a ici encore une certaine contradiction à résoudre car si notre capacité bénéficiaire rassure pour l'avenir, elle peut inquiéter pour le présent quant à l'économie de nos prestations. Notre réponse à ce faux dilemme est d'augmenter notre productivité par des investissements technologiques incessants et simultanément de réduire nos coûts par une gestion extrêmement rigoureuse de nos ressources.

Il faudrait encore parler de l'indépendance commerciale née du respect rigoureux d'une déontologie interne sans la moindre complaisance, à l'indépendance (relative) acquise vis-à-vis de la conjoncture par le développement international, à l'indépendance sociale recherchée à travers un dialogue constructif et innovateur avec nos partenaires sociaux, mais nous espérons déjà, à travers ce très bref rappel de l'indépendance professionnelle et financière du Groupe CAP/GEMINI/SOGETI, avoir montré notre volonté de surmonter les difficultés de notre profession sans aveuglement et sans compromis, mais aussi sans faiblesse.

Philippe DREYFUS

# 2000 informaticiens: CAP · Gemini · SOGETI

## Plusieurs sociétés, une seule vocation : le service et le conseil en informatique

GROUPE CAP/GEMINI/SOGETI		
S. Kampf PDG Ph. Dreyfus M. Jalabert D. Setbon C. Ugander J. Vacheron		
CAP/SOGETI FRANCE J.-B. Renoulin		
CAP/GEMINI INTERNATIONAL L. Jacoby		
Opérations internationales : J.-P. Descendre T. Helmer		
TRAITEMENT SAISIE	CONSEIL	
SORINFOR J. Bourboulon	GESTION M. Berty	BENELUX R.C. Dickinson
SEI M. Brunier	SYSTEMES A. Lemaire	SUEDE B.-S. Soderberg
SAISIE A. Ponchard	LOGICIEL E. Bazille	ALLEMAGNE T. Helmer
	LGD J. Adjuto	SUISSE R. Thoral
	FORMATION C. Sinu	G.BRETAGNE A.R. Roussel
	EXPLOITATION R. Donnau	PRODUITS E. Williamson
	PH. DREYFUS	

(1) Voir Le Monde des 15 septembre, 3 novembre, 16 décembre 1975, 2 février, 15 mars, 3 mai 1976.

## Une large assise internationale intéresse l'utilisateur de services.

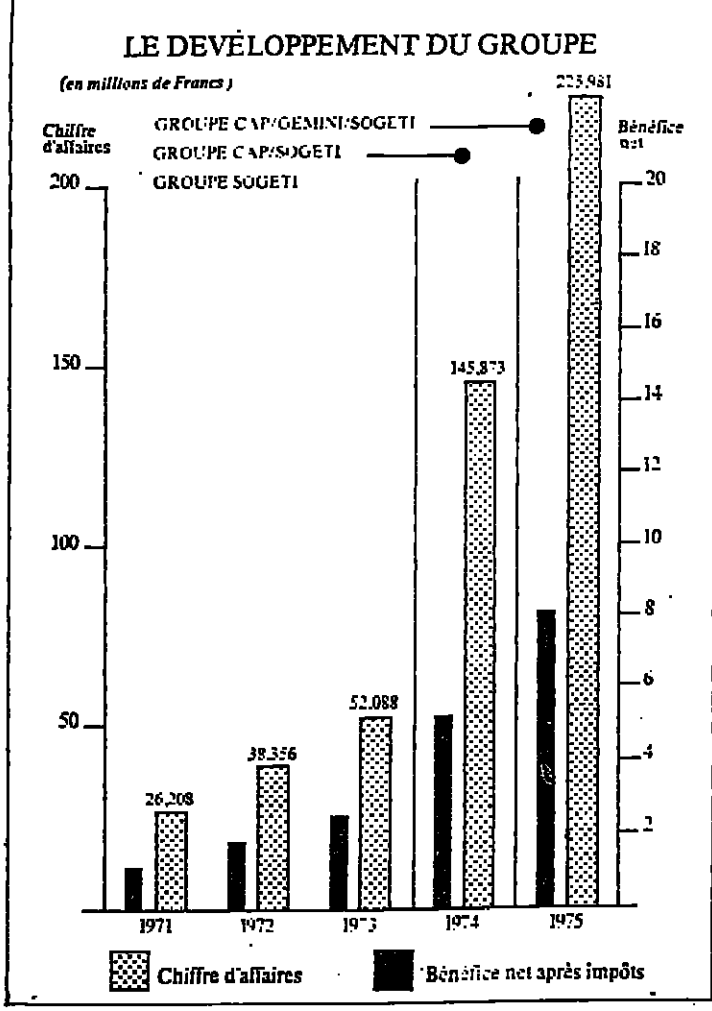
Dire que l'informatique ne connaît pas de frontières est une évidence reconnue. On ne s'étonnera pas dès lors que l'industrie du service et du conseil en informatique, à l'exemple de celle du matériel, se veuille un développement international.

C'est aussi l'assurance d'un service meilleur : les échanges de personnels spécialisés entre les différents sociétés du Groupe permettent de mettre à la disposition du client le technicien le plus qualifié pour répondre à ses besoins.

Enfin, indépendant vis-à-vis des différentes politiques informatiques menées par chaque entité nationale, un groupe qui dispose d'un réseau international actif a une liberté d'action suffisante pour être "au-dessus des partis" et n'engager, au service de ses clients, que ses propres qualifications et responsabilités internationales.



Le 25 novembre 1975, au cours d'un cocktail qui réunissait dans les salons de l'Hôtel Crillon à Paris plus de huit cents personnalités du monde des affaires et de l'administration, M. Hugues de l'Estolle, Directeur général de l'industrie, a remis à M. Serge Kampf, Président-Directeur général du Groupe CAP/GEMINI/SOGETI, le diplôme "Prestige de la France".



ÉVOLUTION 1974/1975 DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'INDUSTRIE DES SERVICES INFORMATIQUES (en millions de francs)						
	1974			1975		
	PRESTATIONS MACHINES	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	TOTAL DES SERVICES	PRESTATIONS MACHINES	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	TOTAL DES SERVICES
ÉTATS-UNIS	12 250	17 800	31 050	13 700	18 500	32 200
JAPON	1 700	2 900	4 600	2 500	3 500	6 000
FRANCE	1 390	2 350	3 740	2 800	3 400	6 200
ALLEMAGNE FÉD.	772	1 872	2 644	1 100	2 900	4 000
PAIS SCANDINAVES (2)	885	1 276	2 161	1 450	2 100	3 550
GRANDE-BRETAGNE	760	1 200	1 960	1 100	2 900	4 000
PAIS MEDITERR. (3)	748	1 188	1 936	1 100	2 900	4 000
PAIS-BAS	310	440	750	540	1 760	2 300
BELGIQUE-LUXEM.	164	264	428	350	880	1 230
SUISSE	174	284	458	280	800	1 080
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE	5 203	8 654	13 857	11 670	27 880	39 550

Extrait d'une étude de marché réalisée fin 1975 par CAP/GEMINI/SOGETI pour guider son propre développement.

Paris, 17 Avenue George-V - 75008 Paris - Tél. : 723.61.85 - Grenoble, 6 Boulevard Jean-Pain - 38000 Grenoble - Tél. : 90.10.45  
Londres, 84 Baker Street London W1 M1, D.L. Londres - Tél. : 487.56.81.

## 13 ANS D'HISTOIRE

Le Groupe CAP/GEMINI/SOGETI est né le 1.1.1975, de la fusion de trois organisations, le Groupe SOGETI, le CAP et GEMINI.

C'est en 1962 qu'a été créé le CAP, l'une des premières sociétés en France à offrir des prestations intellectuelles en informatique. Il commença par assister des utilisateurs dans le démarrage des premiers ordinateurs IBM 1401.

Si le succès fut extrêmement rapide, c'est sans doute parce qu'un certain nombre d'opérations fondamentales furent prises dès le départ, qui caractérisent encore le Groupe aujourd'hui : recherche de la qualité, système de gestion sans concession, organisation en petites équipes (entre 20 et 50 personnes).

En 1968, un groupe d'investisseurs américains et européens créent "GEMINI COMPUTER SYSTEMS INC.". Leur ambition : constituer, par création ou par acquisition, un ensemble de sociétés de services implantées dans les principaux pays d'Europe et offrant aux entreprises de ces pays - en même temps que l'utilisation de compétences locales - l'accès aux techniques et aux méthodes d'Outre-Atlantique.

Dès 1969, GEMINI opérait en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne, puis créait l'année suivante une société en Hollande avant de s'implanter en Suisse et, en Iran. Son développement rapide était principalement axé sur :



هكذا من الاصل



حزب الاشتراكي

POLITIQUE

LE PARLEMENT

échec

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973. Le P.C.F. a obtenu 23,34 % des voix, soit 32,77 % des suffrages exprimés, contre 23,34 % en 1973.

LE GRAND-ORIENT DE FRANCE NE SERA JAMAIS L'ARRIÈRE-BOUTIQUE DE L'ÉLYSÉE, déclare M. Jacques Mitterrand.

(De notre correspondant.) Tarbes. — Au cours d'un débat organisé, samedi 12 juin, par la loge de l'Ordre du Grand-Orient de France, M. Jacques Mitterrand, ancien grand maître de cette obédience, a souligné que l'une des préoccupations du Grand-Orient de France est « d'accentuer certaines prises de position de la gauche ».

M. Jacques Mitterrand a, quant à lui, noté : « La franc-maçonnerie n'est pas, comme on l'a dit, l'arrière-boutique de l'Élysée, mais au-delà, elle n'a pas l'habitude de parler en public, mais quand l'heure est venue, elle fait entendre sa voix. (...) Le Grand-Orient de France n'a jamais été, n'est pas et ne sera jamais l'arrière-boutique de l'Élysée. »

Tout en précisant qu'il ne parlait qu'à titre personnel, l'ancien grand maître a ajouté qu'il pensait que « le Grand-Orient de France interviendra le moment venu en vue d'abord des élections municipales puis des élections législatives ».

Enfin, évoquant « la forte poussée de la gauche vers les rangs du Grand-Orient de France depuis mai 1968 », M. Jacques Mitterrand a estimé que cet afflux qui se poursuit, « pose des problèmes ». « Si des jeunes, si des adultes, entendent prendre le Grand-Orient de France pour une succursale d'idéal divin, ils se trompent et, dans ce cas, nous leur devons d'être clairs. Nous ne voulons pas constituer une échappée pour des jeunes qui hésitent à vouloir apporter leur ferme contribution pour changer la société. Un tel état d'esprit est condamnable et cela les écarte des réalités des choses. »

Le P.S.U. à La Courneuve

M. Mousel : l'autogestion, c'est le socialisme aux couleurs de la fête

La cinquième fête annuelle du P.S.U. a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes (près de cent mille selon les organisateurs) samedi 12 et dimanche 13 juin dans le parc paysager de La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

Des centaines de stands, podiums, buvettes et expositions avaient été installés pour accueillir les visiteurs, dont certains selon une tradition désormais solide, se promenaient dans le plus simple appareil sous le soleil accablant. De très nombreuses vedettes se sont produites : Charlebois, Rigolin, Archie Shepp, Guy Bedos, etc. Le P.S.U. est certainement fondé à considérer cette manifestation comme un important succès d'autant plus qu'elle a eu lieu à une période où les critiques ne sont ménagées aux socialistes unifiés par le reste de l'extrême gauche. Les quotidiens Rouge et Libération ne le sont sans doute pas moins à souligner que, dans ce succès, le débat strictement politique n'a pas eu toute la part qu'espéraient lui donner les organisateurs.

M. Michel Mousel, membre du secrétariat national du P.S.U., a déclaré, dimanche 13 juin, à La Courneuve :

« La V<sup>e</sup> République se délabre chaque jour un peu plus. Ce que nous attendons, ce n'est pas de lui donner une nouvelle jeunesse en lui apportant de nouveaux compagnons au pouvoir, mais de commencer à construire la République socialiste. (...) Nous savons qu'il faudra rompre avec ce régime décadent, mais nous ne pouvons pas le faire sans les règles capitalistes. Mais cela demande que, dès maintenant, nous passions à l'offensive, à partir de tous les combats d'aujourd'hui, qui ne peuvent rester sans réponse. Il faut préparer dès maintenant ces réponses, et

construire l'unité. Voilà notre objectif. Cela ne se fera pas en disant que les réponses sont dans le programme commun et qu'il suffit d'attendre, car, justement, elles n'y sont pas. (...) »

« Nous n'allons pas rédiger dans la solitude des solitaires projets de société. Ces problèmes, nous voulons les poser au grand jour avec tous. La politique, ce n'est pas l'affaire des politiciens spécialistes. C'est l'affaire de tous les travailleurs. C'est ainsi que commence l'autogestion. (...) »

« Cette fête, elle est revenue la plus grande fête populaire après la fête de l'Humanité, mais combien différente ! L'autogestion, c'est le socialisme aux couleurs de la fête. »

Commentant le succès de la fête du P.S.U., Libération écrit, le lundi 14 juin : « Que les débats politiques », de La Courneuve ont aussi peu passionné ne signifie pas que les milliers de gens qui étaient là n'avaient rien à dire ou rien à discuter. Peut-être faudrait-il en discuter et ne pas se cacher des insuccès de la politique derrière la grisaille de la fête ?

De même, tout en soulignant son succès d'affluence, Pierre Julien, dans Rouge, quotidien de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), trouve « inquiétant » le fait que « la politique n'a pas fait recette à la fête du P.S.U. »

La gauche et les chrétiens

M. ROCARD : la moitié des membres du P.S. sont catholiques.

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — M. Michel Rocard, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré, dimanche 13 juin, à Courmoult-d'Auvergne (Puy-de-Dôme), à propos de l'appel aux chrétiens lancé par M. Georges Marchais :

« C'est une ligne politique que nous comprenons dans la mesure

où, effectivement, le P.C. est intrinsèque dans sa philosophie interne. Il a, en effet, une doctrine propre qui ne laisse pas place à la religion, et il lui faut passer une alliance, rechercher un accord. C'est son affaire. »

« Le P.S. se déclare, lui, laïc. Au sens vrai du terme. C'est-à-dire tolérant. Cela veut dire que, au sens des chartes, des documents statutaires qui le régissent, le P.S. n'entend pas exiger de ses membres une même philosophie. Chacun des membres du parti est totalement libre de ses relations avec Dieu, s'il y croit, de sa religion, de ses options philosophiques, confessionnelles, maçonniques ou autres. »

« La moitié des membres du P.S. sont catholiques. Nous n'allons pas entreprendre de discuter avec nous-mêmes. Cela n'aurait pas de sens. Introduire un débat entre socialistes et catholiques, ce serait créer une façon d'être extérieure l'un à l'autre, ce qui n'est pas le cas. Donc, nous ne voulons pas entrer dans ce débat en tant que tel. Nous pensons que beaucoup de chrétiens ont le droit d'être socialistes. Nous pensons que le socialisme se doit d'être modeste. Notre projet ne vise pas à faire le bonheur des hommes. Nous avons peur quand nous entendons ces mots, parce que c'est le début de l'autoritarisme, donc du fascisme. »

La crise en Polynésie

PARIS « N'ENVISAGE EN AUCUN CAS » LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE.

Trois à quatre cents militants du Front uni pour l'autonomie interne continuaient d'occuper, ce 14 juin, l'Assemblée territoriale de la Polynésie française. Les partis autonomistes entendent en effet s'opposer à toute reprise des travaux de l'Assemblée, dont ils demandent la dissolution (le Monde du 11 juin). Le député réformateur Francis Sanford a adressé, le 13 juin, à plusieurs personnalités politiques métropolitaines un télégramme demandant l'élection d'une nouvelle assemblée.

Dans un communiqué, le secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a cependant précisé, le 12 juin, que « le gouvernement français n'envisageait en aucun cas la dissolution de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ». Le secrétaire d'Etat relève que « la majorité actuelle de l'Assemblée a pu procéder à l'élection de son bureau dans des conditions régulières ».

[Réunis dans un bureau des locaux de l'Assemblée, les adhérents de la majorité ont, le 10 juin, élu M. Gaston Plesse (U.D.R.) à la présidence, en remplacement de M. Franz Vanizette, autonomiste.]

LES ÉLECTIONS CANTONALES

A Boulogne-Billancourt-Sud

le P.C.F. demeure en tête de la gauche

Les résultats du premier tour de l'élection partielle, qui s'est déroulée dimanche 13 juin dans le canton de Boulogne-Billancourt-Sud, sont les suivants :

Inscr. : 23 545 ; vot. : 9 268 ; suffr. expr. : 9 193.

MM. Georges Duhamel, cons. mun., maj., U.D.R., 4 217 voix ; Aimé Halbeher, P.C., 3 151 ; André Gouillon, P.S., 2 035 ; Mme Blanche Féron-Balanza, sans éq., 360 ; MM. Yves de Costgouren, Front nat., 183 ; Robert Lopez, écologiste, 129 ; Mme Brigitte Lafont, P.S.U., 89 ; M. Louis Laurent, avenir social et libéral, 29. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Hubert Balanza, U.D.R., ancien député, ancien adjoint au maire de Boulogne, qui est décédé le 14 avril. Hubert Balanza, élu en 1973, avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1970 avec 6 892 voix, soit 32,77 % des 21 301 suffrages exprimés, contre 6 088 à M. Emile Clet, P.C., ancien conseiller général. Il y avait eu 13 338 votants sur 23 555 inscrits.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 23 545 ; vot., 12 545 ; suffr. expr., 12 323. MM. Hubert Balanza, U.D.R., 3 272 voix ; Emile Clet, P.C., 2 838 ; André Gouillon, P.S., 2 830 ; Georges Duhamel, progrès social, 1 901 ; Gilles Le Bideau, R. L., 1 118 ; Mme France Renard, écologiste, 303 ; M. Michel Roederer, 101.

Alors qu'en mars dernier les trois candidats qui se réclamaient de la majorité avaient obtenu 50,75 % des suffrages exprimés, M. Duhamel, conseiller municipal, soutenu par les formations de la majorité, totalise 45,87 % des voix. De son côté, la veuve du conseiller général sortant, Mme Féron-Balanza, obtient 2,91 % des voix.

M. Aimé Halbeher, responsable du parti communiste à l'usine Renault, qui a remplacé comme candidat du P.C. M. Emile Clet, conseiller général de 1967 à 1970, réalise un meilleur score en pourcentage que son prédécesseur (23,39 % contre 23,08 % en mars dernier), bien qu'il enregistre une perte de 707 suffrages. La perte qu'enregistre M. André Gouillon, P.S., est plus sensible (moins 793 voix). Le candidat socialiste, qui espérait bien remonter le handicap de 28 voix qui le séparait en mars dernier de M. Clet et être ainsi le candidat unique de la gauche au second tour, perd 0,72 point de pourcentage entre les deux scrutins.

Alors qu'en mars dernier la candidate écologiste avait recueilli 2,44 % des suffrages, cette fois M. Lopez n'en obtient que 1,4 %.

Le pourcentage des abstentions s'élève à 60,44 au lieu de 47,63 au premier tour du mois de mars.

ARDECHE : canton de Niverny

(1<sup>er</sup> tour). Inscr. : 6 907 ; vot. : 4 744 ; suffr. expr. : 5 843. MM. Reynaud, soc. ind., 3 305 voix ; Lavis, P.S., 1 845 ; Mazel, P.C., 1 398. Il y a ballottage.

Il s'agit de remplacer Paul Avon, maire du Teil, soc. ind., assassiné au mois de mars dernier par un déséquilibré, et qui avait été réélu au

premier tour en 1973 par 3 293 voix contre 1 273 au candidat du P.C. et 638 à celui du P.S.J.

CALVADOS : canton de Creully (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. : 6 907 ; vot. : 4 744 ; suffr. expr. : 4 589.

MM. de Mourgues, rép. ind., 2 225 voix ; Guy Triquet, P.S., 1 068 ; Gustave Houel, rad. g., 822 ; Pascal Dault, div., 329 ; Maurice de Lanthuill, 408 ; Claude Jellier, P.C., 227 ; Denis Lelièvre, Front nat., 41. — Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Bandard (ex-radical valaisien), maire de Combaillaud, qui a donné sa démission à la suite de la condamnation à un an de prison avec sursis et 300 000 francs d'amende pour corruption dans une affaire immobilière.

En septembre 1973, M. Bandard, bien que déjà inculpé, avait été élu au second tour par 1 580 voix contre 1 408 à M. de Mourgues et 533 à M. Bourguine, P.S. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : suffr. expr., 3 648. MM. Bandard, 1 692 voix ; de Mourgues, 1 157 ; Bourguine, 582 ; Néré, P.C., 218.

MARNE : canton d'Ay (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. : 11 232 ; vot. : 6 773 ; suffr. expr. : 6 568.

MM. Alain Collety, C.D.S., 3 303 voix ; Gérard Machet, P.C., 1 949 ; Henri Lagauche, P.S., 1 281 ; Roger Pivard, sans éq., 44 ; Mme Liliane Pechon, présidente de l'Association des concubins et concubines de France, 3.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Collety, sénateur (Union centriste), décédé accidentellement le 15 mars dernier, alors qu'il venait d'être réélu conseiller général avec 4 135 voix contre 3 699 à M. Machet, P.C., et 77 à Mme Martin, sans éq.

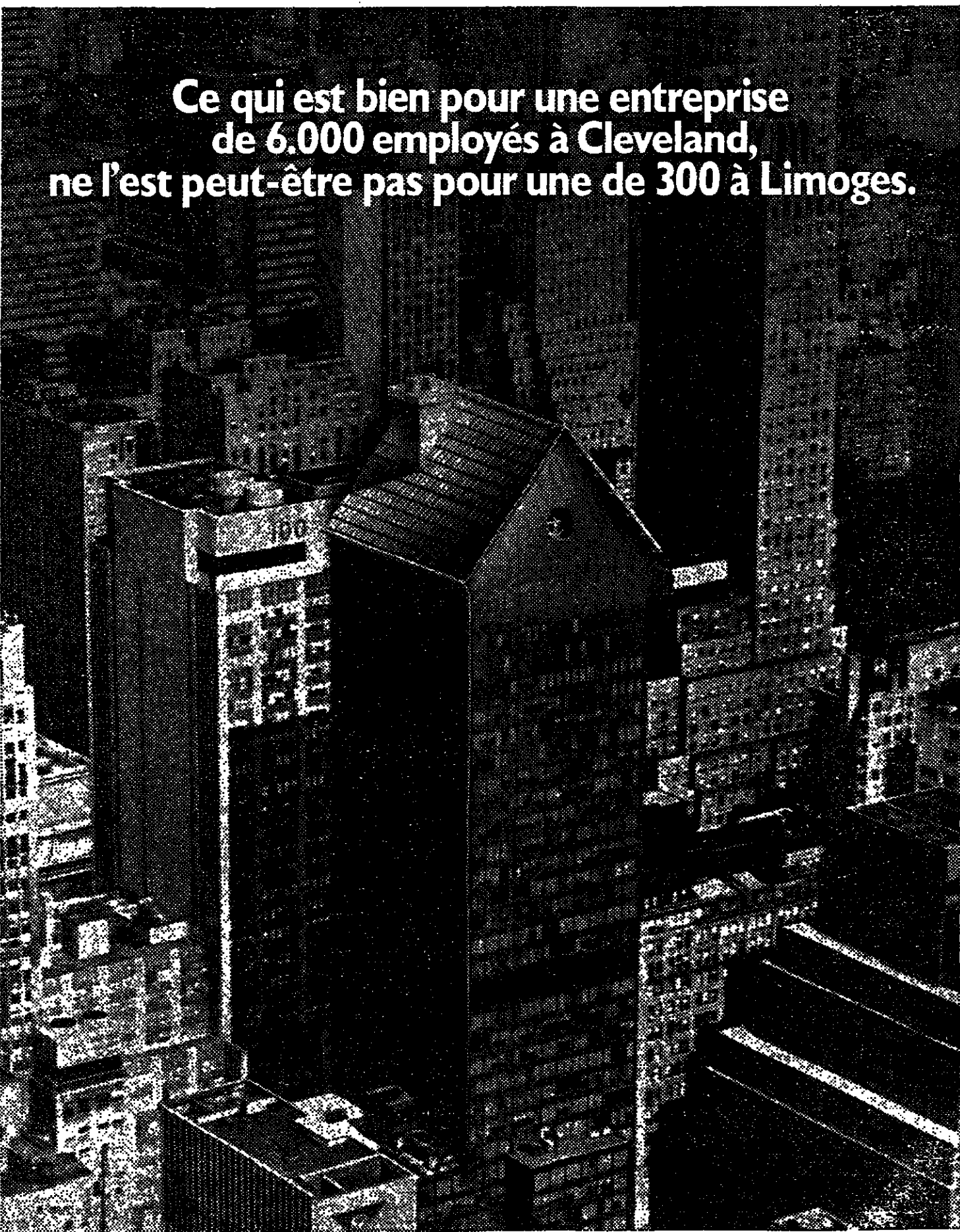
Au premier tour, Jean Collety était arrivé en tête avec 3 512 voix contre 2 845 à M. Machet, 1 939 à M. Lagauche, P.S., et 3 à Mme Pechon.

M. Alain Collety est le fils de Jean Collety.

● L'association Nancy-Avenir, créée et animée par M. Claude Coulaux, député R.I. de Meurthe-et-Moselle, en vue des prochaines élections municipales, a présenté vendredi 11 juin le projet de manifeste qui doit être défendu par la liste de la majorité en 1977. Ce texte comporte notamment une vive critique de la politique d'urbanisme conduite par le maire, actuel, M. Marcel Martin (divers gauche), ancien sénateur. — (Corresp.)

● L'Assemblée nationale a adopté sans débat, dans le texte du Sénat, donc définitivement, un projet de loi modifiant le code rural et visant à l'amélioration génétique du cheptel équin.

● M. Pierre Dupuch, préfet hors cadre, a été nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire



La rentabilité d'un matériel dépend, entre autres, de son adéquation au type et à la taille de l'entreprise. Chez Agfa-Gevaert, cela fait vingt-cinq ans que nous étudions, fabriquons et commercialisons des photocopieurs dans toute l'Europe. C'est dire que nous connaissons bien les entreprises européennes. Alors, à votre demande, nous pouvons établir un diagnostic de votre poste reprographie et, si vous le désirez, un devis. De façon claire, simple. Et tous nos appareils sont conçus en fonction des besoins réels d'entreprises comme la vôtre.

Pas de gadgets inutiles. Une capacité réaliste qui évite le sous-emploi (le X20, par exemple, est le photocopieur idéal de 3.000 à 30.000 copies par mois). Nous pouvons même adapter notre système de facturation de façon à vous simplifier la vie. La prochaine fois que se posera pour vous un problème de copies, consultez-nous. Agfa-Gevaert D.E.E. 274, avenue Napoléon-Bonaparte 92502 Rueil-Malmaison Téléphone 957.81.44

Photocopieurs Agfa-Gevaert. L'alternative européenne.

Derland & Giv







صك من الاصل

POLITIQUE

LE CONSEIL NATIONAL DU C.N.I.P.

Les indépendants sont de plus en plus méfiants à l'égard des giscardiens et des réformes

Les débats du conseil national du C.N.I.P. ont témoigné une fois de plus de la difficulté qu'a la « famille des indépendants » à refaire son unité. Depuis 1970, de nombreuses tentatives ont eu lieu pour effacer les conséquences de la rupture survenue en 1963 entre les amis de M. Camille Laurens et ceux de M. Giscard d'Estaing (alors divisés sur l'attitude à adopter vis-à-vis du général de Gaulle).

La dernière en date de ces tentatives — la création d'une confédération — ne semble pas

mieux réussir que les précédentes. Les délégués présents à Joinville ont abondamment critiqué les républicains indépendants, auxquels ils sont pourtant liés officiellement depuis un an. Ils ont aussi manifesté une nette volonté d'indépendance, quand ce ne fut pas le désir d'entrer dans l'opposition. Une opposition qui ne pourrait être que de droite. Les membres du C.N.I.P. n'ont pas craint, en effet, d'apparaître comme l'aile de la majorité la plus méfiante à l'égard des réformes, si ce n'est la plus conservatrice. — N.-J. B.

Le conseil national du Centre national des indépendants et paysans a élu samedi 12 et dimanche 13 juin, à Joinville-le-Pont. La première journée a été marquée par le rapport d'activité de M. Camille Laurens, secrétaire général, ancien ministre, et par les travaux des commissions.

M. Camille Laurens a notamment évoqué l'avenir de la Confédération des indépendants, créée en juin 1975, et rassemblant le C.N.I.P. et les giscardiens. Après avoir exposé que « le tour de présidence » de M. Bertrand Motte (la confédération est présidée, en alternance, par un responsable de chacun des partis constitutifs) permet d'atteindre « un rythme de croissance souhaitable », le secrétaire général a ajouté : « Au passé, il faut bien inscrire la discussion extrême dans laquelle la confédération a jusqu'ici vécu. Elle n'a eu aucune manifestation publique d'envergure. (...) »

« Peut-être y gagnons-nous de ne point être entraînés dans la discorde qui suscitait certaines méfiances maladroites de la majorité, mais le risque est encore plus grand de confusion. A force de ne point entendre parler de C.N.I.P., tous les indépendants, dans l'opinion du public, sont étiquetés R.I. sans autre forme de procès. »

Le « socialisme giscardien »

Après s'être interrogé sur la cohésion des républicains indépendants, M. Laurens a noté : « La tactique de concession aux socialistes, imaginée par certains dirigeants comme M. Dijoud, apparaît singulièrement irréaliste, et en contradiction avec les attaques verbales de M. Poniatowski contre les mêmes socialistes. » Puis il a souligné : « Si le libéralisme avancé n'aurait pas clairement défini (mais le président de la République va y pourvoir prochainement en publiant son manifeste), que dire du « so-

cialisme giscardien » préconisé aussi par certains théoriciens républicains indépendants. Les concessions idéologiques ou pratiques que postule (ce socialisme giscardien) en vue de charmer la gauche, constituent une tromperie des électeurs qui ont appuyé les R.I. justement pour faire obstacle au programme de M. Mitterrand. »

Le secrétaire général du C.N.I.P. a pris position pour « l'introduction d'éléments proportionnels » dans le mode de scrutin.

Dimanche matin, après l'exposé de M. Raymond Bourgeois, président du C.N.I.P. de Paris, les délégués ont notamment entendu le rapport général présenté par M. Jacques Fouchier, député des Deux-Sèvres, vice-président de la formation, qui a déclaré, à propos de la confédération : « Nous avons eu à souffrir d'un certain nombre d'insuffisances, mais ce n'est pas le C.N.I.P. qui en est responsable. Nous ne sommes pas des inconditionnels, mais nous ne sommes pas non plus des diviseurs. »

En ce qui concerne les réformes, M. Fouchier a affirmé : « Elles ne doivent pas être un frein à l'économie. Adapter les textes aux mœurs est une affaire délicate. (...) Couvrir après les mœurs est une catastrophe qui peut mener très loin. »

Au cours du débat, M. Jean Kiffer, député de la Moselle, a été longuement applaudi quand il a affirmé avoir trouvé dans le C.N.I.P. l'idéologie pour laquelle il se bat depuis deux ans et quand il a critiqué certains aspects de la politique gouvernementale.

Les difficultés dans les rapports avec les républicains indépendants devaient être évoquées par M. Serge Dassault, qui a déclaré : « Le C.N.I.P. ne peut plus continuer à soutenir le régime économique et social du gouvernement, prôné par les républicains indépendants, politique qui adopte les thèses socialistes. Il doit se retirer dans

S'ADRESSANT AUX CADRES DU MOUVEMENT

MM. Chirac et Guéna appellent l'U.D.R. à demeurer unie et loyale

M. Jacques Chirac a fait, samedi 12 juin, une brève apparition devant les cadres de l'U.D.R. réunis à huis clos, au nombre de neuf cents, dans un hôtel du quartier Montparnasse. Le premier ministre leur a notamment demandé de « rester unis et solidaires » et d'« affirmer leur loyauté envers les institutions, la majorité et le président de la République ».

A l'issue de cette réunion, M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a indiqué : « Chaque fois que les mouvements de la majorité se portent des coups entre eux, ce sont des points pour les adversaires de la majorité. »

« Sans une U.D.R. unie et puissante, la majorité ne l'emportera pas aux prochaines élections législatives. Ceux qui croient gagner ces élections avec une U.D.R. moins forte, ceux qui parlent de réajustement de la majorité, se trompent. Sans une U.D.R. forte, la majorité ne l'emportera pas. »

« Quarante ou cinquante députés U.D.R. de moins cela signifie quarante ou cinquante députés de gauche de plus. Sans une U.D.R. forte, je crains que les institutions ne soient très rapidement en cause. »

Il a réitéré dans les mêmes termes l'intervention de M. Camille Laurens, qui a souligné : « Il n'est pas question de donner un blanc-seing au gouvernement ; il est question de savoir avec quel nous sommes. » Dans son discours de clôture, M. Bertrand Motte, président de la formation, a estimé que « l'éclatement de la majorité serait un phénomène politique suicidaire ».

viens remettre en cause la conjonction de ces deux impératifs essentiels pour l'U.D.R. et pour la pérennité de la V<sup>e</sup> République. »

Evoquant les déclarations du général Mery sur la défense M. Guéna a estimé : « Il n'y a pas de changement fondamental mais on peut se poser des questions et il y a une coloration nouvelle des choses. » Il a ajouté : « Michel Debré et Pierre Messmer ont eu raison d'exprimer les réserves qui marquent notre vigilance. »

Un « pseudo rendez-vous historique »

Evoquant le meeting organisé à Lyon, le jeudi 10 juin, par M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., M. Guéna l'a traité de « pseudo rendez-vous historique », ajoutant : « C'est une espèce de bouffonnerie électorale. Il y avait là dix mille communistes et une poignée d'observateurs chrétiens. »

« Cette opération se relie à toute une série d'opérations baptisées « socialisme aux couleurs de la France ». Les communistes se défendent mal quand on compare leurs promesses à la réalité des pays de l'Est. Ils n'arrivent pas à être crus. Ils cherchent à se démarquer pour mieux leur image de marque. C'est ainsi qu'ils ont mangé du curé, us mangent avec les curés. »

M. Antoine Rufenacht, secrétaire général adjoint chargé des élections, a évoqué les élections municipales qui devraient se dé-

rouler, selon lui, les 13 et 20 mars 1977, en disant :

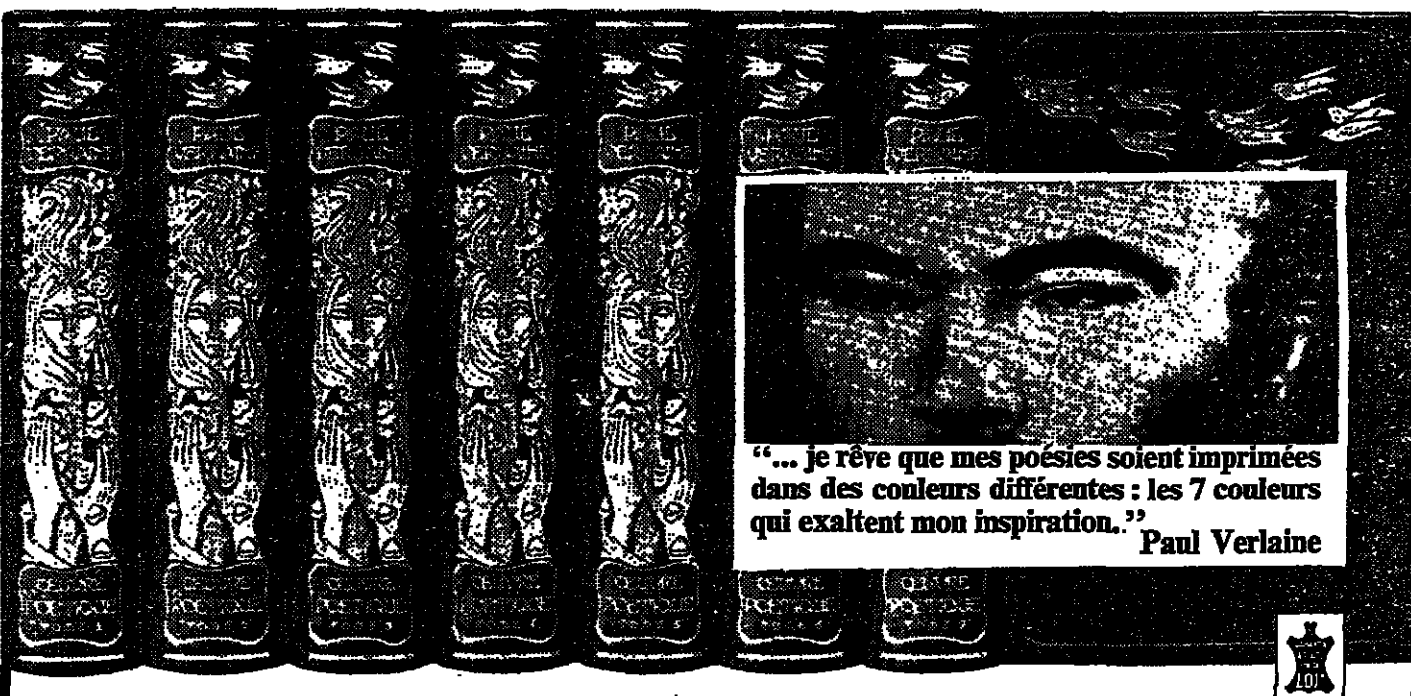
« C'est une chose que la majorité doit aller à la bataille. Nous sommes tous à fait disposés à collaborer loyalement avec nos alliés, mais notre loyauté doit être payée de retour, et l'unité majoritaire ne doit pas souffrir de dérogations. »

« D'autre part, alors que les socialistes - communistes conditionnent la présence sur leurs listes à l'approbation publique du programme commun, la majorité doit, estime l'U.D.R., ouvrir ses listes à des personnalités apolitiques qui sauront simplement bien gérer leurs villes, en dehors de toute considération partisane. »

De même, l'U.D.R. a l'intention de faire une large place aux jeunes et aux femmes. Celles-ci devant notamment pouvoir accéder beaucoup plus nombreuses aux fonctions de maire. »

A propos de l'Action ouvrière et professionnelle, qui compterait deux cents sections, l'U.D.R. se fixe comme objectif mille sections à la fin de l'année, et la réunion en janvier 1977 d'un rassemblement de quinze mille adhérents.

« M. Giscard d'Estaing, qui a reçu lundi matin 14 juin, des mains de M. Marc Riche, président général de la Société mutualiste des médaillés militaires, la médaille d'or du mémorial de la médaille militaire, devait s'entretenir successivement dans l'après-midi avec MM. René Haby, ministre de l'éducation, Lucien Lanier, préfet de la région Ile-de-France, et Jacques Chirac, premier ministre. »



Voici enfin toute l'œuvre de Paul Verlaine dans l'édition que rêvait de réaliser le poète lui-même.

Il passe des journées entières dans de misérables bistrots, attablé devant un verre d'absinthe qu'il tient d'une main tremblante. Il est à la limite de la déchéance humaine, au fond du désespoir. Pourtant, chacun est d'accord pour reconnaître en lui le plus grand poète de son temps.

Il n'a que 32 ans, mais il a trop souffert par les hommes, par les femmes et par lui-même. Il git sur son lit de douleur, dans une chambre vide. C'est seulement à la veille de sa mort qu'il sera couronné « prince des poètes ».

Le prince des poètes est mourant.

Il quitte ce monde complètement dépourvu. Quelques jours avant de mourir, il avait dit à un ami : « J'ai fait un rêve. J'ai rêvé que mes poésies étaient imprimées en différentes couleurs, couleurs qui m'étaient et me troublaient : les sept couleurs qui ont, durant toute ma vie, exalté mon imagination. »

Oui, Verlaine avait rêvé que ses poésies seraient lues dans les sept couleurs qui avaient tant et tant aimé son âme de poète : le noir : couleur de la nuit avec ses charmes, ses vices, son désespoir, le mauve : couleur de la tendresse et de la mélancolie de son enfance, le rouge : couleur de l'exaltation, de la passion, de l'obsession, le vert : couleur de cette boisson adoucie et haine, la Fée Absinthe, l'orange : couleur du soleil qui éblouit et chauffe l'âme meurtrie, le gris : couleur de l'ennui, de la solitude, de l'attente sans espoir, et enfin le bleu : couleur de la gaieté et des rires d'enfants.

Verlaine n'a pas vu son rêve se réaliser. On le trouvera inanimé quelques jours après, sur un misérable grabat. Il était mort de débâcle, de rêves non accomplis, de trop d'illusions et d'une trop grande misère.

Nous avons enfin réalisé le rêve de Verlaine.

Pour ce 80<sup>e</sup> anniversaire de la mort du grand poète, Jean de Bonnot a voulu réaliser l'édition complète de Paul Verlaine, en sept volumes, telle qu'il rêvait de la voir publier : chacun des sept volumes imprimé dans une couleur différente.

C'est un hommage que nous avons voulu rendre, par cette édition si exceptionnelle, à ce grand poète qui fut à la fois génie accompli et poète maudit, tantôt exaltant, tantôt ignoble.

Edition remarquable par l'originalité de l'impression en sept couleurs et par l'appareil iconographique : plus de 225 illustrations d'artistes de l'époque de l'auteur. Edition remarquable par la reliure en peau de mo-

ton couleur tabac au décor « fin de siècle », sans le moindre défaut, décoré avec des fers gravés à la main. Edition remarquable par le choix des caractères, les tranches, le signet, les pages de garde. Rien ne vient troubler le plaisir raffiné de l'amateur.

Pour apprécier, sans engagement de votre part, la qualité exceptionnelle de travail, il vous suffit de me demander le premier des sept volumes en octavo (14 x 21 cm) de cette édition du 80<sup>e</sup> anniversaire. Vous aurez dix jours pour examiner à loisir ce premier tome. S'il ne vous convient pas, vous me le renvoyez et nous n'en parlons plus.

Au contraire, si ce premier volume vous convient, vous me réglez le prix indiqué sur ce bon d'examen gratuit. Vous recevrez les autres tomes à la cadence d'un par mois et tous au même prix, formellement garanti par cette souscription, quelles que soient les hausses en cours.

BON D'EXAMEN GRATUIT

(à envoyer à Jean de Bonnot, 7, Fg Saint-Honoré 75392 Paris Cédex 08)

J'accepte de recevoir, en vision, le premier tome de l'édition complète de l'Œuvre Poétique de Paul Verlaine.

Si je décide de le conserver, je vous en réglez le montant, soit 71,10 F seulement (+ 4,60 F pour participation aux frais de port) et souscrirai ainsi aux 6 tomes suivants qui me seront adressés à la cadence d'un par mois (au même prix), sans que j'aie à les réclamer.

Si je ne désire pas le garder, je vous le retournerai sous 10 jours dans son emballage d'origine, et je ne vous devrai rien.

Voici...

mon nom..... mon prénom.....

n°..... rue.....

code postal..... Ville.....

signature obligatoire.....







صلى الله عليه وسلم

RELIGION

ÉDUCATION

Des théologiens laïcs pour l'Église de demain

« Ici, on ne fait pas de la théologie, mais des théologiens. » Pour bien saisir cette affirmation de M. François Condreau, suplicien, qui anime, avec le Père P. A. Liège, dominicain, l'Unité d'enseignement et de recherche de théologie et de sciences religieuses de l'Institut catholique de Paris, et tout particulièrement le cycle C réservé aux laïcs (1), il faut avoir présent à l'esprit, d'une part, le public intéressé et, d'autre part, les méthodes de travail.

Ordinairement, les étudiants théologiens sont des jeunes de sexe masculin se destinant à la prêtrise. A l'U.E.R. de théologie de l'Institut catholique, il s'agit d'hommes et de femmes ayant atteint une certaine maturité, souvent mariés et exerçant des professions très variées : médecins, dentistes, banquiers, syndicalistes, enseignants, documentalistes, etc. Ces personnes ne sont pas, sauf exception, en mal de vocation religieuse, et n'ont pas l'intention de devenir des enseignants ou des théologiens de métier. Le cycle des études dure sept ans, à raison d'un week-end par trimestre et de trois heures de travaux tous les mois, ce qui permet à chacun de poursuivre ses activités professionnelles. Il se termine par

une licence et peut se prolonger par un doctorat.

Quelles sont les motivations de ces étudiants adultes et parfois d'un âge plus ou moins avancé ? Harmoniser le niveau de leurs connaissances religieuses et de leurs connaissances profanes, progresser dans l'intelligence de la foi, vérifier la qualité de cette dernière, qui ne va plus de soi et crée des problèmes spécifiques à notre temps, participer de très près à l'enseignement dispensé comme le leur permet leur maturité d'esprit et l'expérience humaine acquise par leur insertion dans la société.

Le cycle C utilise une méthode pluridisciplinaire et des « parcours intégrés » permettant d'avoir à toutes les étapes de la formation une vue synthétique des matières et des lieux de passage nécessaires à la compréhension des secteurs étudiés.

Telle est l'originalité de ce cycle C, suivi à ce jour par plus de trois cents étudiants, qui modifie les méthodes de travail et influe directement sur la nature des cours et des rapports avec les professeurs. Ceux-ci résolvent beaucoup de ceux-là. Ainsi s'élabore un langage de la foi et un type de théologie

fasciné par des non-clercs, ce qui reste encore exceptionnel.

Indépendamment de cet enseignement supérieur dont l'importance est évidente, mais qui ne touche qu'une minorité de chrétiens, il existe, en aval, diverses écoles de la foi dont le Monde a déjà parlé. Signalons en outre le Centre d'enseignement théologique à distance (C.E.T.A.D.), 22, rue Cassette, 75008 Paris, tél. 22-32-77, créé depuis 1973 par un groupe de laïcs et de théologiens de l'Institut catholique, qui propose un travail par correspondance à des chrétiens d'un niveau moyen, des cadres en général, acceptant de travailler à domicile dans des groupes.

Le CEDAD touche près de cinq cents personnes, hommes et femmes, laïcs pour la plupart (environ 80 %), de trente à quarante ans. Onze de ces groupes sont situés dans la région parisienne, une quarantaine en province. Trois types de cours sont disponibles : redécouverte du Credo ; introduction à la lecture biblique ; existence chrétienne et choix moral.

Chaque réunion de groupe donne lieu à un compte rendu, qu'un théologien-conseil étudie et commente en détail. Des ouvrages de référence sont recommandés, qui permettent aux adhérents de compléter leur information et de

UN COLLOQUE INTERNATIONAL DE TERMINOLOGIE

L'Association française de terminologie (A.F.T.) organise, du 15 au 18 juin, à Paris (3), un important colloque international, où seront pratiquement abordés tous les problèmes posés par l'élaboration et l'emploi des terminologies scientifiques et techniques.

Les deux premières journées de Terminologie 76 seront consacrées aux rapports entre terminologie et traduction, et entre linguistique et terminologie ; les deux suivantes à des échanges de vues et d'information sur les « banques » et les « réseaux » de terminologie actuellement existants. A l'occasion du colloque, une première démonstration d'interrogation directement par télé-informatique des banques de terminologie du Canada, d'Allemagne fédérale, de Luxembourg (Communautés européennes) et de France sera présentée aux participants et à la presse.

L'Association française de terminologie (A.F.T.), dont la création a été soutenue voici 20 ans par le haut comité de la langue française, a pour premier objectif d'inventorier, de rassembler et de diffuser les travaux de terminologie menés en France, nombreux mais dispersés et inorganisés ; et pour objectif à moyen terme, de préparer la réalisation en France d'une banque de don-

nées en terminologie, à l'image de celles qui existent déjà à l'étranger.

L'AFTERM travaille en liaison étroite avec l'Association française de normalisation (AFNOR), le Bureau national de l'information scientifique et technique (B.N.S.I.T.), l'Institut de recherches d'informatique et d'automatique (IRIA), et avec les équipes universitaires spécialisées dans la terminologie et la néologie.

Parmi les participants étrangers au colloque des représentants de l'ONU, de la Commission des Communautés européennes, du Bureau fédéral des traductions à Ottawa, etc.

(1) AFTERM, 32, rue de Babylone, 75007 Paris ; tél. : 534-83-01.  
(2) Les séances se tiendront à 14 h. 30 dans la salle des Nations, tour Europe, Paris-la Défense.  
(3) ERRATUM. — Dans l'article « L'hôpital public codé-2-2 plus cher que les cliniques privées ? » paru en première édition du Monde du 12 juin, le sous-titre était : « Une réponse aux établissements hospitaliers ». Comme le prouve le contenu de l'article, et non « Une réponse aux établissements non lucratifs » comme cela a été publié par erreur.



DIRECTEUR GÉNÉRAL DES VENTES

180.000 F

Un important groupe de produits grand public alimentaires et non alimentaires (Chiffre d'affaires 650 millions), en développement rapide et continu recherche son Directeur Général des Ventes France (siège Paris). Cette fonction dépendant directement de la Direction Générale, comporte la direction et l'animation d'un très important et efficace ensemble de Directeurs régionaux, inspecteurs et Représentants, des responsabilités de clientèle au niveau le plus élevé impliquant de fréquent déplacements, une contribution essentielle à la définition des politiques commerciales de l'entreprise, la coordination nécessaire avec la Direction Marketing. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 38 ans et exige une formation de base supérieure (grande école commerciale, si possible), une expérience importante et confirmée de la direction des hommes et de la négociation, une personnalité de premier plan. Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion. Adresser C.V. détaillé à Paris. Réf. B/5553M

AFFAIRES FINANCIÈRES EXPORT

110.000 F

Un important groupe industriel français exportant 40 % de ses productions (biens d'équipement industriels) recherche le responsable du service financement à l'exportation. Basé à Paris, il aura, au sein de la Direction Financière, la responsabilité de la recherche, de la négociation et de la gestion des finances propres aux différents contextes et opérations à l'exportation. Il représentera la société auprès des banques et organismes publics et interviendra à l'étranger en collaboration avec la Direction Commerciale. Ce poste convient à un cadre financier âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, et disposant au minimum de 5 ans d'expérience acquise, soit au sein d'une Direction Financière internationale, soit dans la banque. Il maîtrisera les modalités de crédit à l'exportation et aura si possible la pratique des montages financiers bancaires internationaux. La capacité de négocier en anglais est nécessaire. La rémunération annuelle, de l'ordre de 110.000 francs, sera fonction des capacités et de l'expérience présentées. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2437M

RESPONSABLE DES ACHATS

100.000 F

Electronique industrielle. — Notre client est une société française (400 personnes), leader sur son marché, spécialisée dans les applications de l'électronique aux semi-conducteurs de puissance. Cette société recherche dans le cadre de son expansion le Chef de son service Achats. Basé près de Versailles et rattaché au Directeur de la Production, ce cadre de haut niveau aura pour mission de mettre en place l'organisation et les procédures de son service, dans le cadre d'une structure achats centralisée. Il devra faciliter les liaisons avec les fournisseurs au niveau de chacune des trois unités de production. A la tête d'une équipe d'acheteurs, il négociera tous les achats de composants (25 millions de francs par an). Il sera directement responsable de l'achat des composants et supervisera les achats des autres matériels électriques. Il devra être capable de former son équipe et de programmer son travail. Le poste convient à un homme de 35 ans minimum, formé à l'École Supérieure d'Approvisionnement ou ayant acquis, dans un grand groupe, des méthodes d'achat rigoureuses. Son expérience sera orientée en priorité vers le marché des composants, qu'il devra bien connaître tant en France qu'à l'étranger. Les candidatures seront traitées confidentiellement par J.-N. CRÉTÉ à Paris. Réf. A/2433M

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

80.000 F

Régulation. — La filiale française d'un important groupe industriel d'origine anglo-saxonne, fabricant et commercialisant des équipements industriels utilisés dans nombreux secteurs d'activité (chimie, pétrochimie, marine, industrie papetière et alimentaire), recherche un Ingénieur Technico-Commercial pour son siège situé dans la proche banlieue Est de Paris. Rendu compte à la Direction Générale de la filiale et en liaison directe avec la maison-mère, il aura à implanter et développer l'activité Régulation sur le marché français. Sa première mission consistera à pénétrer ce marché par une prospection systématique auprès des industries concernées, à assurer la rentabilité des ventes et à veiller à l'optimisation du service après-vente. Il aura l'appui de la maison-mère pour les études de prix, les spécifications techniques et le suivi des commandes ainsi que celui de la filiale pour tous les autres domaines. La réussite à une fonction dont il assumera le démarrage l'amènera, à terme, à créer et structurer une future division dont il aurait la responsabilité. Ce poste conviendrait à un cadre, niveau BTS ou ingénieur, âgé d'au moins 30 ans et ayant acquis une expérience confirmée de la vente au sein d'une entreprise industrielle de régulation ou d'instrumentation. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 80.000 francs. Ce poste exige de nombreux déplacements sur tout le territoire français. A cet effet, une voiture de fonction sera mise à sa disposition. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2436M

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Lille

Bureaux d'Études. — Un puissant groupe de renommée internationale spécialisé dans la construction mécanique, recherche pour ses bureaux d'études installés à Lille, un Ingénieur Mécanicien. Il participera, après formation complémentaire éventuelle, à la conception et à l'amélioration de matériels industriels complexes. Il pourra être amené à pratiquer l'analyse de la valeur pour optimiser les coûts de fabrication de ces matériels, et à participer à leurs essais et mises en routes en clientèle. Nous recherchons un jeune Ingénieur AM, IDN ou équivalent disposant, si possible, d'une première expérience de bureaux d'études. La connaissance de l'anglais serait appréciée. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'acquis. Les perspectives de carrière sont particulièrement intéressantes. Écrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4304M

DIRECTEUR EXPLOITATION

130.000 F

Une importante société française spécialisée dans la maintenance et l'installation d'appareils mécaniques, électriques et électroniques sur la totalité du territoire national recherche un Directeur d'Exploitation. Sous l'autorité du Directeur Général et en étroite collaboration avec les Directions fonctionnelles, il aura pour mission de gérer et d'animer, par l'intermédiaire des responsables régionaux, un effectif de 600 personnes, un parc de 400 véhicules et d'importantes moyennes ; pour cela, il s'appuiera sur un contrôle de gestion bien établi. Son rôle consistera, outre la coordination de ces centres, à améliorer en permanence les méthodes de travail afin d'optimiser les prestations fournies à la clientèle dans une optique qualité, coût et délai. Ce poste de haut niveau conviendrait à un candidat de formation supérieure, âgé d'au moins 40 ans, ayant acquis une solide expérience de l'animation et de la gestion d'un important service de maintenance de biens d'équipements mettant en œuvre les techniques précitées ou bien de la coordination de chantiers. Le contexte industriel dans lequel ce candidat aura évolué sera du type : pétrolier, péri-informatique, travaux publics, etc. La rémunération annuelle, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ce poste basé à Paris nécessite de fréquents déplacements en province. Une importante période de formation est prévue. Écrire à J.-L. PARICHON à Paris. Réf. A/2434M

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Région Parisienne

Un important groupe international, en expansion continue, spécialisé dans la production et l'application de produits destinés à une vaste gamme d'applications industrielles liées à la chimie (emballage, caoutchouc et produits non tissés) recherche pour sa filiale française, située à 100 km à l'Ouest de Paris, un Directeur Général. Assisté d'une équipe de collaborateurs qualifiés, il sera chargé d'élaborer les politiques commerciales et de production dans le cadre d'une gestion par objectifs. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure technique, ayant déjà acquis une expérience similaire dans la direction d'une moyenne entreprise industrielle. Il devra faire preuve d'esprit d'entreprise et aura l'habitude de la gestion et de l'animation d'une équipe. En raison de l'activité internationale du groupe, de bonnes connaissances de l'anglais et, si possible, de l'allemand sont indispensables. A la rémunération annuelle de départ, qui sera fonction de l'importance du poste et basée en partie sur les résultats, s'ajouteront de nombreux avantages. Ce poste offre, dans un domaine d'activités variées, de réelles possibilités d'évolution. Écrire à Paris. Réf. B/5552M

CHEF DU PERSONNEL

100.000 F

Une importante société industrielle recherche dans le cadre de l'implantation d'une nouvelle unité de production en région Est, un Chef du Personnel. Étroitement associé à la phase préparatoire, il participera, avec les différents services concernés, à la définition des caractéristiques et des besoins de cette unité sur le plan du personnel. Ensuite, il prendra personnellement en charge la gestion du personnel : embauche, conditions de travail, formation, relations du travail, etc. Ce poste convient à un candidat âgé de 32 ans minimum, de formation supérieure, disposant d'une expérience aussi complète que possible de la fonction acquise, soit en tant qu'adjoint d'un Chef du Personnel d'une importante unité, soit en tant que responsable du personnel d'une usine. La connaissance des domaines tels que la formation, l'embauche, les conditions de travail, auront été acquises de préférence, en milieu industriel. Le poste implique une résidence dans une ville universitaire de l'Est de la France, après un stage de plus d'un an à Paris. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2397M

ASSISTANT DIRECTION COMMERCIALE

Rhône-Alpes

Caoutchouc industriel. — PHOENIX S.A., un des leaders sur le marché des produits en caoutchouc destinés au grand public ainsi qu'à diverses industries (bâtiment, administration, travaux publics, sidérurgie) recherche, pour sa division industrielle, un ingénieur commercial. Basé au siège, situé à 30 kilomètres de Lyon, sous la responsabilité de la Direction Commerciale, ce cadre aura pour mission d'assurer la promotion et les ventes d'un ensemble de produits aux applications variées. Il conduira les négociations avec la clientèle, veillera aux actions de suivi et de recommandation à mener auprès des prescripteurs, enfin, il apportera son soutien technico-commercial à l'ensemble de la force de vente. Ce poste convient à un jeune cadre (28 ans minimum), de formation supérieure, commerciale ou technique, disposant d'une expérience d'au moins 2 ans dans la vente de composants industriels. Être disponible pour de fréquents déplacements de courte durée et pratiquer la langue allemande sont des impératifs. La rémunération sera liée au niveau d'expérience du candidat retenu. Écrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/3382M

RESPONSABLE SERVICE JURIDIQUE

Lyon

BLACK & DECKER, n°1 mondial de l'outillage électro-portatif, recherche pour son siège social à Dardilly (10 km Nord Lyon), un cadre administratif. Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, il aura la responsabilité de tous les problèmes juridiques concernant la société et supervisera les services généraux du siège (courrier, gardiennage, etc.). Il devra donc connaître et suivre la législation et la réglementation en vigueur (droit des sociétés, prix, contrats assurances, marques et brevets, etc.), négocier les contrats et assurer le contact avec les organismes spécialisés. Il s'agit d'une position de responsabilité qui conviendrait à un candidat âgé d'environ 28 ans, possédant un diplôme d'enseignement supérieur (licence en droit, sciences politiques ou équivalent) et ayant acquis une expérience administrative de quelques années dans un poste similaire. La connaissance de l'anglais serait appréciée. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. B/7030M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79  
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Munich - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich



# ÉDUCATION

## AU CONGRÈS D'AVIGNON

### Le SNE-Sup étudie « les missions de l'enseignement supérieur et la fonction des enseignants »

Le premier « congrès d'étude » du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup, affilié à la Fédération de l'éducation nationale), qui a commencé samedi 12 juin au centre universitaire d'Avignon, pour s'achever lundi 14 juin, a réuni environ deux cents délégués sur le thème des « missions de l'enseignement supérieur, de sa place dans la société et de la fonction de ses enseignants ». L'objectif du congrès est d'étudier

les aspects pédagogiques et culturels de la vie universitaire parfois négligés par le syndicat. Neuf mille neuf cent quatre-vingt-deux adhérents ont acquis leurs cotisations à la veille du congrès, mais les effectifs réels du syndicat sont évalués à dix mille cinq cents (sur quarante mille enseignants du supérieur), parmi lesquels 30 % de scientifiques, 25 % de littéraires et 45 % d'enseignants des instituts universitaires de technologie.

#### De notre envoyé spécial

Avignon. — Était-ce l'éloignement de la capitale ? L'effet de la chaleur ? L'absence de certains « témoins » des tendances « minoritaires » ? Toujours est-il que le congrès d'Avignon a commencé dans une atmosphère nettement plus paisible que celui de Paris en juin 1975. Les dirigeants de la tendance majoritaire (SNE-Sup) ont été accueillis par des communistes (proches des communistes) qui ne reconnaissent pas leur rôle. La guerre de procédure, à laquelle les minoritaires ont eu souvent recours par le passé pour affirmer leur présence, a été cette année, limitée. De rares

actions relevant d'un rituel en voie de disparition. Ainsi M. Nougier, membre de la commission administrative du syndicat, de tendance Front unique ouvrier (trotskiste-lambertiste comme l'UNEF-Unité syndicale), fit-il suspendre une séance du congrès pendant plusieurs minutes parce qu'un message de l'UNEF ex-Renouveau (proche des communistes) avait été lu.

M. Alain Roux, secrétaire général, a répondu, ce qui semble sans que le bureau du congrès en ait été préalablement averti. Il est vrai que la formule du « congrès d'études », qui exclut les votes d'orientation au cours desquels les différentes tendances ont coutume de se compter, si elle a permis des travaux plus sérieux, enlevait un peu de mordant au débat. La décision de faire alterner congrès d'orientation et congrès d'étude avait été prise à la majorité des deux tiers au congrès de Paris en juin 1975. Les délégués de la tendance

majoritaire ont demandé qu'elle ne soit pas appliquée à Avignon en raison de l'ampleur des luttes qui ont eu lieu contre la réforme du second cycle. Ils ont évoqué aussi « le triomphe du SNE-Sup » de la direction actuelle, accusant en outre celle-ci d'avoir abandonné en cours de route le mot d'ordre initial d'« abrogation de la réforme du second cycle » et de ne pas avoir fait obstacle, par les sections, à l'information sur les grèves d'enseignants.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### A Blois OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ADMINISTRATIVE A PROPOS D'UNE ÉPREUVE DU BACCALAURÉAT

Une enquête administrative a été ouverte par le rectorat d'Orléans-Tours et l'inspecteur d'académie de Loir-et-Cher après les plaintes de quelques candidats concernant le déroulement du baccalauréat de technique, série G2, à Blois. Ces derniers ont, en effet, affirmé au chef de centre du lycée Desbassaignes de cette ville que des professeurs auraient, au cours d'épreuves de comptabilité, qui avaient lieu mercredi 9 juin, communiqué à des candidats des éléments de réponse aux questions qui leur étaient posées.



**En 1912, il fallait 15 heures pour faire un Sheaffer. Depuis nous avons réussi à gagner 9 minutes.**

C'était en 1912, quelque part aux Etats-Unis. Les stylos Sheaffer étaient assemblés entièrement à la main. La plume sertie à la loupe oculaire. Il fallait deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on faisait le moule à la main.

En 1976, les stylos Sheaffer sont assemblés entièrement à la main. La plume est sertie à la loupe oculaire. Il faut deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on fait le moule à la main.

Alors, voyez-vous, nous ne sommes pas peu fiers d'avoir tout de même réussi à gagner 9 minutes.

Gamme complète de 19 modèles, à plume, à bille, à mine ou marqueur. Le Sheaffer monté plume or : à partir de 125 F.

• Les stylos Sheaffer "point blanc" vendus en France sont garantis dans le monde entier.



**SHEAFFER**  
the proud craftsmen  
since 1912

Sheaffer International, Inc. 214-281-2121 • 214-281-2124

### L'élection de M. Pierre Boutang à l'université de Paris-IV suscite des protestations

L'élection de M. Pierre Boutang, maître de conférences à l'université de Brest, au poste de maître de conférences de philosophie à l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV), suscite de vives réactions chez certains universitaires et chercheurs. Une pétition, signée actuellement par une centaine de personnes, dénonce la procédure utilisée et le choix d'un militant monarchiste dont l'œuvre philosophique « se réduit à un seul ouvrage », qualifié de « pamphlet » par les signataires. Nous publions le texte de la pétition ainsi que la réponse que nous avons demandée à M. Boutang.

La nomination définitive de M. Boutang dépend du secrétaire d'Etat aux universités, qui n'a pas encore signé le décret de nomination.

La logique de l'autonomie des universités porte en elle la constitution d'établissements cohérents sur le plan pédagogique, mais aussi sur celui de l'orientation politique ou idéologique de ses membres. L'élection de M. Boutang à Paris-V et les réactions qu'elle suscite ne sont que le reflet d'une tendance inéluctable. Au-delà de la querelle institutionnelle, la pétition hostile à M. Boutang crée un précédent dangereux.

Tenter d'empêcher la nomination d'un enseignant à Paris — personne ne l'aurait jugée « scandaleuse » à Brest — pour des raisons partiellement politiques, c'est légitimer une réaction ultérieure et inverse. C'est s'engager sur la voie de l'intolérance, dont on ne sache pas quelle soit la meilleure manière de garantir — y compris pour les extrémistes — la liberté d'enseignement, de recherche ou de créer. C'est admettre déjà que, dans un autre régime, des interdictions professionnelles — comme on dit en Allemagne — soient rendues possibles par un rapport de forces. — B. F.

### La pétition du « collège de philosophie »

Voici le texte de la pétition contre l'élection de M. Boutang :

Les faits appellent un certain nombre de remarques. On peut, en effet, se demander pour quelles raisons l'instance suprême de l'université qui, plus que toute autre, prétend garantir l'héritage de l'enseignement Sorbonnais, a choisi pour son prochain maître de conférences de philosophie, un homme dont la carrière et l'activité correspondent apparemment si peu aux normes universitaires. Pierre Boutang, actif militant maurassien, engagé dès ses années de jeunesse dans des organisations royalistes, professeur de première supérieure au lycée de Clermont-Ferrand en 1940-1941, ville où il tenta de fonder un « ordre des amis du maréchal » destiné à préparer les « principes de la Révolution nationale » et à « renseigner » le maréchal sur les « essais de sabotage administratif », est beaucoup plus connu pour ses « thèses » que pour ses « ouvrages ». Dans une certaine presse que pour son « œuvre » philosophique.

Alors que le travail des étudiants est de plus en plus orienté vers l'acquisition d'un savoir permettant l'obtention la plus économique de concours qui deviennent vitaux, et que la place de l'université à l'égard du travail probe et sérieux tend à diminuer, ces faits nous semblent de nature à alarmer tous ceux qui tiennent à affirmer dans leur pratique la nécessité de rendre l'université à sa finalité véritable. Le collège de philosophie, signataire de ce texte, invite à se joindre à lui dans cette protestation contre l'élection de M. Boutang à l'université de Paris-IV, et à exprimer leur inquiétude devant l'aggravation constante des menaces qui pèsent sur tout travail intellectuel et scientifique digne de ce nom.

(Ce texte a été signé notamment par : MM. Paul Abenou (professeur à l'université de Brest), Jean-Michel Benlier (professeur de philosophie).

philosophie) ; Jean Bellac (professeur à l'université de Lille-II) ; Pierre Bourdieu (directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, C.R.E.S.S.) ; Jean Cassou (directeur d'études à l'E.H.E.S.S.) ; Jacques Decrida (professeur à l'Ecole normale supérieure) ; Luc Ferry (secrétaire du collège de philosophie) ; Michel Fichant (maître-assistant à l'université de Paris-I) ; Philippe Forstmann (président du collège de philosophie) ; Frédéric Furet (directeur d'études à l'E.H.E.S.S.) ; Louis-Léon Gratiou (directeur du C.R.E. de Paris) ; René Guénon (professeur de lettres) ; André Laks (professeur de lettres) ; Jean Luc (professeur honoraire à l'université de Fontenay) ; Alain Renaud (chargé de cours à l'université de Paris-IV) ; Mme Monique de Saint-Martin (Alain Trousson (professeur de philosophie) ; Paul Valadier (centre d'études et de recherches philosophiques) ; Mme Jeanne Valadier (professeur à l'université de Paris-I) ; MM. Jean-Pierre Bernat (professeur au Collège de France) ; Pierre Vidal-Naquet (directeur d'études à l'E.H.E.S.S.).

### LA RÉPONSE DE M. BOUTANG

Ce n'est, en effet, un secret pour personne qu'après 1945 il fut l'un des premiers à ressusciter la presse d'extrême droite.

Les auteurs de la pétition insistent sur le fait que M. Boutang n'est pas un philosophe, mais un homme politique. Ils soulignent son engagement dans des organisations royalistes et son rôle dans la création de l'« ordre des amis du maréchal ». Ils demandent que son élection soit annulée et que son nom ne soit plus associé à l'université de Paris-IV.

Deux questions sont posées par ce texte, remarquable par l'intolérance et la haine vraiment « de droite » qu'il dégage.

La première question est : pourquoi M. Boutang a-t-il été élu ? La réponse est simple : parce qu'il est un homme politique, un homme d'action, un homme qui a su défendre ses idées avec conviction. Il a été élu parce qu'il a été choisi par ses collègues de la faculté de philosophie, qui ont jugé que son œuvre était digne d'être enseignée.

Le petit pamphlet ment encore lorsqu'il déclare qu'il n'y a eu qu'un unique ouvrage dans la discipline philosophique à laquelle n'appartiennent d'ailleurs pas certains de ses signataires.

Un Essai sur William Blake, un livre sur la politique de Maurice Scève, un commentaire du Banquet de Platon et de des centaines d'articles philosophiques, sinon universitaires, dans les journaux de France, de Belgique, de Hollande, que ces bons collègues tiennent pour maudits en témoignent.

Je relève une dernière diffamation que l'immense majorité de mes étudiants est prête à rejeter avec mépris : que l'enseignement serait pour moi une tribune, une occasion de propagande, plutôt qu'un dialogue patient et honnête. Ces gens-là ne prennent, pour eux.

Pour conclure, le fait d'invoquer une adhésion d'ailleurs limitée dans le temps et précisée à l'œuvre du maréchal Pétain, pour perdre l'accès à la Sorbonne à un collègue dont on admet qu'il remplit toutes les conditions formelles, suffit à juger l'attaque crasse. Ah ! Le Gaulois pour les mal-pensants...

Ces furieux ennemis du pouvoir méritent du pouvoir une injustice à leur fantaisie.

(M. Pierre Boutang, né le 20 septembre 1916 à Saint-Etienne, est ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de philosophie, chargé de cours de philosophie à l'Action française jusqu'à sa mobilisation au lycée de Clermont-Ferrand en 1940-1941. Il quitte la France en 1941 et enseigne au lycée de Rabat. Chef de cabinet du secrétaire à l'intérieur du gouvernement Giroud, il fut aussi directeur de l'enseignement à la Libération. Il est nommé en 1946, directeur de la Revue de la Philosophie. En 1948, il devient rédacteur en chef d'Aspects de la France, qui quitte ce journal pour fonder la Nation française, qu'il dirige de 1955 à 1967. En 1967, sa demande de réintégration dans l'enseignement est refusée par M. Christian Fouchet, alors ministre de l'éducation nationale. Rallie au gaullisme, dont il approuve la politique extérieure, il est finalement réintégré en 1967. M. Boutang est aussi ministre de l'éducation nationale, sous le pseudonyme de Criton, de 1967 à 1973.)

En janvier 1973, il soutient une thèse de doctorat d'Etat à la Sorbonne sur l'Ontologie du secret. Nommé maître-assistant à Brest, M. Boutang, qui sympathise avec la Nouvelle Action française, est élu professeur de philosophie à l'université de Paris-IV en 1974. Parmi les ouvrages de M. Boutang, outre plusieurs romans, signalons des essais (La Politique, les Amateurs de Delphes, Commentaires sur la Dialectique de Platon), un pamphlet (La République de Jean-Jacques), une traduction et un commentaire du Banquet de Platon, l'Ontologie du secret (1973), récemment paru, et Le Fugitif, roman auquel Bertrand Poirot-Delpech a consacré sa chronique dans le Monde du 14 mai.)

### Aux Etats-Unis

### la grève des personnels de TI et la crise des grands laboratoires

La grève des personnels de TI (Technique Industrielle) a commencé samedi 12 juin à New York. Les grévistes exigent une augmentation de 10 % de leur salaire et la reconnaissance de leur statut de personnel qualifié. La grève a été déclenchée par la décision de la direction de ne pas accorder ces augmentations. Les grévistes ont bloqué les entrées des laboratoires de recherche et ont interdit l'accès des véhicules aux portes de la ville.

La crise des grands laboratoires de recherche est également en train de se développer. Les universités et les entreprises privées se disputent la main-d'œuvre qualifiée. Les salaires des chercheurs sont en baisse, ce qui entraîne une déperdition de talents. Les universités doivent trouver des solutions pour attirer et retenir les meilleurs chercheurs.

La situation est préoccupante pour le développement de la recherche scientifique aux Etats-Unis. Les gouvernements fédéral et étatiques doivent intervenir pour résoudre ces problèmes. Des mesures doivent être prises pour améliorer les conditions de travail des chercheurs et des personnels de TI.

Les syndicats de TI et de recherche doivent être plus actifs dans la négociation des salaires et des conditions de travail. Ils doivent également travailler à améliorer l'image de leur profession et à attirer de nouveaux membres.

La crise des grands laboratoires est un défi pour la communauté scientifique. Elle nécessite une action coordonnée de tous les acteurs concernés pour assurer la pérennité de la recherche.

Les universités doivent jouer un rôle central dans la formation et la recherche. Elles doivent être soutenues financièrement et politiquement pour qu'elles puissent continuer à produire des connaissances nouvelles.

Les entreprises privées doivent également investir dans la recherche et le développement. Elles doivent travailler en collaboration avec les universités pour bénéficier des avancées scientifiques.

La recherche scientifique est le moteur du développement économique et social. Elle doit être encouragée et soutenue par tous les pouvoirs publics.

Les personnels de TI et les chercheurs sont les acteurs clés de la recherche. Leurs conditions de travail doivent être améliorées pour qu'ils puissent continuer à donner le meilleur d'eux-mêmes.

La crise des grands laboratoires est un défi pour la communauté scientifique. Elle nécessite une action coordonnée de tous les acteurs concernés pour assurer la pérennité de la recherche.

Les universités doivent jouer un rôle central dans la formation et la recherche. Elles doivent être soutenues financièrement et politiquement pour qu'elles puissent continuer à produire des connaissances nouvelles.



هكذا من الامل

PRESSE

UN NOUVEL HEBDOMADAIRE

« Black-Hebdo », le journal du monde noir francophone

Le premier numéro de Black-Hebdo est paru le 15 avril 1976. Cet hebdomadaire de seize pages, format tabloïd, se propose d'être le journal du monde noir francophone. La campagne de lancement fut faite par voie d'affiches et de spots publicitaires. Les affiches représentaient un enfant noir coiffé d'un casque gaulois, avec cette légende : « Si tous les Français avaient les mêmes ancêtres ils auraient les mêmes lecteurs. » Black-Hebdo publie de nombreux articles sur les départements français d'outre-mer et les communautés noires vivant en France.

M. CÉSaire : il n'y a pas de solution pour les Antilles dans le système départemental.

Dans une interview accordée à Black Hebdo (numéro du 6 juin), M. Aimé Césaire, député de la Martinique, président du parti progressiste martiniquais (autonomiste), commente la crise sociale que vient de traverser son département.

Il estime que les grèves qui se sont succédées aux mois d'avril et de mai traduisent « la difficulté d'être des Antilles ». Il affirme : « Nous sommes dans un système d'administration directe, et ce type de pouvoir représente un recul certain, même par rapport au système colonial qui était quand même plus décentralisé et permettait une certaine autonomie. »

M. Césaire qui, en 1948, alors qu'il était député communiste, fut le rapporteur de la loi instituant le statut départemental des quatre « vieilles colonies » (Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion), ajoute : « Je suis très pessimiste. Je suis même angoissé. Pour moi, à l'heure actuelle, les Antilles jouent leur va-tout. La question est de savoir si, dans dix ans, il y aura encore une Martinique, j'entends une Martinique martiniquaise. Au fond, le combat que je mène, avec d'autres, c'est un peu le combat pour la survie de la Martinique. (...) S'il n'y a pas un sursaut de prise de conscience des Martiniquais, et un petit élan de générosité de la part de la France, je crois que

c'en est fini de la Martinique ! Trois cent mille hommes, c'est très périssable ! Dix millions d'hommes, cela compte, mais trois cent mille hommes, ce n'est rien du tout. »

Le président du P.P.M. déclare encore : « Le vrai problème consiste à remettre ce pays au travail, à remettre en état l'appareil de production, mais cela suppose évidemment une révision débridée de la politique gouvernementale. C'est toute la politique économique, c'est toute notre appartenance au Marché commun qui sont remises en cause, c'est la reconstruction de nos rapports avec les Antilles voisines. En définitive, je ne crois pas du tout que dans un système départemental, dans un système terriblement centralisé — où nos intérêts spécifiques sont perdus de vue — il y ait de solution possible. Nous sommes des pays sous-développés, encore plus sous-développés qu'il y a trente ans. (...) Comment voulez-vous que nous puissions nous en sortir alors que nous sommes intégrés dans un pays qui est déjà hautement développé et hautement industrialisé ? Il faudrait une politique spécifique du sous-développement, et cette politique ne peut être élaborée que par une véritable fonction des Antilles. Elle ne peut être appliquée que par les Antilles. (...) »

« Black-Hebdo », 24, rue Eliezer, 75006 Paris-16.

Aux États-Unis

La grève des personnels de Time Inc. révèle la crise des grands hebdomadaires

De notre correspondant

New-York. — Pour la première fois depuis la fondation de Time Incorporated, il y a cinquante-quatre ans, les personnels de « Time », de « Fortune », de « Sport Illustrated », de « Money » et de « People » sont en grève. Officiellement, le litige qui oppose leur syndicat (News-papers Guild) à l'employeur concerne les normes qui président aux augmentations de salaires. La direction estime que celles-ci doivent être accordées suivant le mérite et les services rendus, tandis que le syndicat insiste pour qu'elles obéissent à des considérations purement mathématiques (ancienneté, heures de travail).

Un journal, affirmant les propriétés, n'est pas une usine à fabriquer des saucisses, et les récompenses ne peuvent y être déterminées selon les règles appliquées au personnel d'une chaîne de montage. Paradoxalement, les grèves véritables — masquées par les revendications salariales — des grévistes de Time Inc. à l'endroit de leur employeur consistent à lui reprocher précisément d'avoir transformé une affaire de famille en un conglomérat dépersonnalisé et de gérer ses publications comme autant d'usines à papier.

En 1970, effectivement, une entreprise texane de produits forestiers, Temple Industries, a acquis la majorité des parts de Time Inc. et en a pris le contrôle. M. Henry Lucas, qui régnait en despote sur ses employés et invitait ses journalistes à faire coïncider les faits avec ses vues personnelles (en général chauvines et réactionnaires), était cordialement détesté par ses employés. Pourquoi ces « affreux » éprouvaient-ils la nostalgie de l'ère paternaliste et reprochent-ils à la famille Temple de ne considérer ses publications que sous le prisme du chiffre d'affaires et des bénéfices ? Il est vrai qu'à partir de 1970 plusieurs services furent supprimés (documentation interne et publique), le personnel réduit et les dépenses, d'une manière générale, comprimées.

La fin des enfants gâtés

Les journalistes de Time Inc., longtemps considérés comme des privilégiés, étant données les conditions de travail et les salaires avantageux dont ils bénéficiaient, cessent alors d'être les enfants gâtés de la presse américaine. Leur mécontentement éclate par ailleurs au moment où Time et Newsweek ont atteint — pour utiliser la formule du Journal of Commerce — l'âge de la ménopause et s'interrogent sur leur identité et leur avenir. Fondés en 1923 (Time) et 1933 (Newsweek), ces deux hebdomadaires durent leur succès au compte rendu explicatif qu'ils donnaient de ce qui s'était passé au cours de la semaine. Mais, si ce même que la télévision mordait à belles dents sur les revenus publicitaires de la presse hebdomadaire

(provoquant la disparition successive de Life, Look, Saturday Evening Post, pour ne citer que ces géants), la presse quotidienne se mettait en position de concurrencer sur son propre terrain la presse hebdomadaire : les lecteurs peuvent aujourd'hui trouver dans les grands journaux quotidiens, grâce aux nouveaux moyens techniques, les meilleures photos une semaine avant qu'elles ne paraissent dans les hebdomadaires, mais ils peuvent aussi y lire des enquêtes, des reportages très complets.

D'autre part, Time et Newsweek n'apportent plus grand-chose au public sur le plan de l'information. Ils ont perdu beaucoup de leur poids sur l'opinion. M. Henry Lucas déformait peut-être la réalité, mais il formait l'opinion. Il « faisait » et « déliait » les carrières d'hommes politiques, comme il le disait lui-même. A présent, ceux dont les avis sont écoutés écrivent dans les quotidiens, comme R. W. Apple qui, dans le New York Times, sut prédire le phénomène Carter, ou comme David Broder, qui, dans le Washington Post, est l'oracle de la politique intérieure. En même temps d'autres revues — Forbes et Business Week pour l'économie, New York et Rolling pour la culture et les questions de société — font autorité au moins autant que les deux « super-grands » de la presse hebdomadaire américaine.

La nervosité qui règne dans les sphères de Time et de Newsweek s'explique d'autant mieux qu'Esquire va bientôt disparaître, que le Readers Digest a perdu quatre millions de lecteurs et que Playboy est en balaise. Écartelés entre la télévision et la presse quotidienne, Time et Newsweek, qui, ensemble, comptent quelque quarante millions de lecteurs, ont cessé en fait d'être des concurrents pour devenir de plus en plus des alliés. Ils partagent dans le Connecticut, à Chicago et à Los Angeles, les mêmes installations d'imprimerie. Pour faire leur plein de publicité, ils se présentent comme « complémentaires » plutôt que comme des concurrents.

La publicité a d'ailleurs cessé d'être le pilier de leur rentabilité. La hausse vertigineuse du coût du papier et des frais d'affranchissement postal les oblige à réduire leur tirage : ni Time ni Newsweek ne tiennent aujourd'hui à dépasser les trois millions d'exemplaires. Ils cherchent à mettre en place des moyens de distribution privée moins onéreux. Le coût de la remise postale d'un exemplaire est aujourd'hui de 5 cents et sera en 1979 de 8 cents. A l'heure actuelle le coût de production d'un exemplaire de ces revues est supérieur de 50 % à son prix de vente.

Longtemps, face à la surabondance des nouvelles, la mission de Time et de Newsweek s'imposait : ils opéraient un tri, donnaient aux événements une interprétation, un ordre. En abdiquant ce rôle — assumé de plus en plus par la presse quotidienne — les deux grands hebdomadaires américains risquent, à moyen terme, de s'effondrer.

LOUIS WIZNITZER.

UN PRIX BERNARD-CABANES POUR UN JOURNALISTE D'AGENCE

Un prix international de journalisme, qui portera le nom de Bernard Cabanes, sera attribué chaque année en souvenir du rédacteur en chef de l'agence France-Presse, victime d'un attentat à la bombe, commis à son domicile en juin 1975, et qui visait, croit-on, un homonyme.

« Ce prix, créé par l'Association des amis de Bernard Cabanes (1), sera décerné à un journaliste d'agence télégraphique d'information pour une dépêche ou une série de dépêches parues dans les mois précédents. »

« Le lauréat sera désigné par un jury international présidé par Jean Marin, et composé de journalistes de journaux, de radios et de télévisions. »

« Le prix Bernard-Cabanes sera attribué pour la première fois le 14 juin 1977. »

Il n'existe pas, à notre connaissance, de prix signalant le travail des journalistes d'agence. En donnant le nom de notre confrère disparu, excellent « agencier », rigoureux, connu pour ses qualités non seulement professionnelles mais intellectuelles et morales, à cette récompense, dont la création s'imposait, les amis de Bernard Cabanes ne combient pas seulement une leçon, mais font un choix particulièrement heureux.

Une messe anniversaire à la mémoire de Bernard Cabanes a été célébrée, par ailleurs, le samedi 12 juin à Garches.

(1) Les docteurs de candidature devront être adressés par les rédacteurs en chef des agences de presse auxquelles collaborent les candidats, à l'association des amis de Bernard Cabanes, 33, rue Chardon-Lagache, 75018 Paris. Le règlement du prix pourra être demandé à l'association.

**Médecine**  
**Bac A et B**  
Les bacheliers littéraires peuvent aussi réussir en PCEM : année préparatoire, comptée PCEM/O - octobre à juin

**CEPES**  
Groupement libre de Professeurs  
57, rue Charles-Laffitte, 92-Meilly  
722-84-84 et 745-05-19

Enseignement PRIVE secondaire et supérieur  
**Préparation aux Ecoles Nationales Vétérinaires**  
19, rue Jussieu - Paris (5<sup>e</sup>) - 707-13-38 et 707-76-05

Pour isoler vos fenêtres : meilleures conditions l'été

Profitez des conditions d'été pour faire installer Duo-Fenêtre, un cadre ouvrant, discret, esthétique, d'une étanchéité absolue, qui a fait la preuve de son efficacité depuis 15 ans en Allemagne. Une protection thermique déductible de vos impôts. Paris et 100 km alentours. Crédit CETELEM.

Envoi de documentation. Nom ..... Adresse ..... SAIRES, 49 ter, rue de Flandre, 75019 Paris, 206-50-13.

à Rueil-Malmaison  
**LES HAUTS DE BUZENVAL**

petit immeuble neuf de bureaux immédiatement disponible

**A VENDRE OU A LOUER**  
en totalité ou par niveau

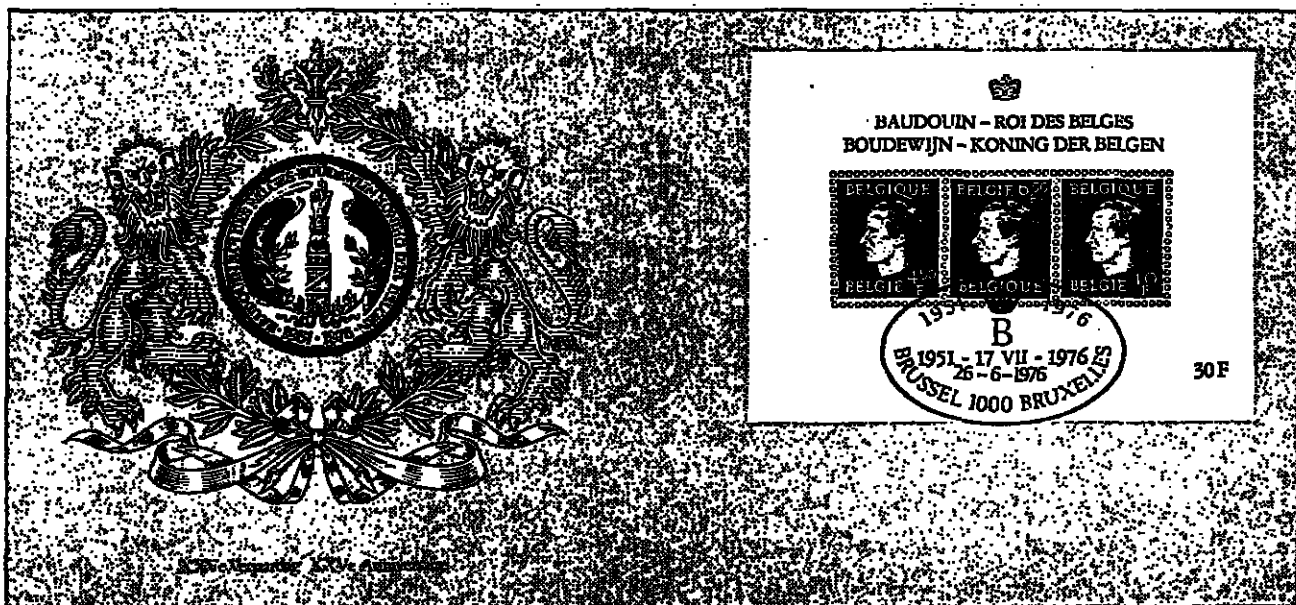
à prix exceptionnel 2 900 m<sup>2</sup> sur 5 niveaux  
(360 à 670 m<sup>2</sup> par niveau) + archives et parkings.

**G.S.C.I.C. PARIS**  
33 av. du Maine 75015 Paris  
Tél. 538 10 19 - 538 10 20

IMPORTANT NOUVELLE POUR LES COLLECTIONNEURS

La Première Enveloppe Timbre-Médaille 1er Jour de la Belgique

L'Enveloppe Timbre-Médaille du XXVe Anniversaire de l'Accession au Trône de Sa Majesté le Roi Baudouin



Cette Enveloppe commémorative associe un bloc philatélique de quatre timbres nouvellement créés, oblitérés premier jour, et une médaille commémorative en argent massif. L'Enveloppe est associée à la plus petite taille réelle, dimensions 104x119 x 200 mm.

Édition à tirage limité  
Accessible uniquement par souscription  
Date de clôture : le 25 juin 1976, minuit

En 1976 la nation belge célèbre le XXVe Anniversaire de l'Accession au Trône de Sa Majesté le Roi Baudouin, symbole aux yeux du monde de l'unité du peuple belge.

Pour commémorer cet événement historique, la Régie des Postes de Belgique émet un bloc philatélique comprenant trois nouveaux timbres. Chaque timbre de dénomination courante et montrant un nouveau portrait du Roi des Belges, est créé spécialement à l'occasion de l'anniversaire royal.

Un ensemble commémoratif unique pour les collectionneurs

A l'intention spéciale des collectionneurs, un ensemble commémoratif unique, accessible en cette seule occasion, sera émis dans une édition à tirage strictement limité. Il s'agit de la première Enveloppe Timbre-Médaille 1er jour de Belgique.

Cette Enveloppe, richement gravée, associe le bloc philatélique des trois timbres nouvellement créés, oblitérés premier jour, à une magnifique médaille commémorative de 39 mm de diamètre de qualité Épreuve, la plus haute en numismatique moderne, frappée en argent massif 1er titre.

Une émission philatélique rare

La création d'un nouveau timbre de dénomination courante d'une nation est en soi un événement extrêmement important. Les spécimens de ces

timbres portant l'oblitération officielle du premier jour d'émission sont toujours recherchés avec le plus vif intérêt par les collectionneurs car ce sont des émissions rares.

Les timbres du bloc philatélique commémoratif du XXVe Anniversaire sont encore plus rares. En effet, ces timbres gravés auront une tonalité de couleurs légèrement différente qui les distinguera pour toujours des timbres d'effigie et de valeur identiques, mis en circulation dans les années à venir.

La médaille commémorative jumelée au bloc philatélique portera sur sa face le symbole de la prestation par le Roi du serment constitutionnel : une main stylisée s'élevant au-dessus d'une colonne cannelée. Le revers de la médaille montrera de riches ornements héraldiques qui se détacheront en mat sur un fond pur et brillant.

L'Enveloppe Timbre-Médaille du XXVe Anniversaire restera le témoignage tangible pour tous les collectionneurs d'une célébration importante chère au cœur de toute la nation belge.

Date de clôture : le 25 juin 1976, minuit

L'Enveloppe Timbre-Médaille commémorative est créée dans une édition à tirage limité accessible en France exclusivement par souscription auprès du Médailleur. Seules seront acceptées les demandes de souscription postées avant le 25 juin 1976, minuit, veille du premier jour d'émission des timbres. En outre, il ne pourra être obtenu qu'une seule Enveloppe par collectionneur. Cet ensemble commémoratif sera ainsi limité au nombre exact de souscriptions postées avant la date de clôture, le cachet de la poste faisant foi. Passé cette date, aucune demande ne pourra être acceptée.

© I.M. 1976

TITRE PERSONNEL DE SOUSSCRIPTION  
Date limite : le 25 juin 1976, minuit, le cachet de la poste faisant foi

Veuillez compléter une souscription pour l'Enveloppe Timbre-Médaille du XXVe Anniversaire de l'Accession au Trône de Sa Majesté le Roi Baudouin. Cet ensemble associe le bloc philatélique commémoratif (8 x 115 mm) comprenant les trois nouveaux timbres (21 x 24,5 mm chacun) de dénomination courante, oblitérés le 26 juin 1976, premier jour d'émission, à une médaille commémorative de qualité Épreuve en argent massif 1er titre (39 mm de diamètre). Veuillez envoyer ce bon, avec titre de paiement de 120 F TTC, port et emballage compris. Tout paiement posté après la date limite des souscriptions sera retourné à son expéditeur.

Signature \_\_\_\_\_

N. \_\_\_\_\_  
Mlle \_\_\_\_\_  
Prénoms \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

LE MÉDAILLEUR 24 AVENUE RAYMOND POINCARÉ 75116 PARIS

— Limite : une seule Enveloppe par collectionneur —



# TRÉCA EPÉDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la  
littérature exposent leur  
gamme complète chez :

**CAPELOU**

DISTRIBUTEUR  
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE  
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS 13<sup>e</sup> — TEL. 557.46.35  
Métro : Parmentier

## CULTURE

### LE COMITÉ DES LECTEURS DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE VA RENOUEVER SES EFFECTIFS

Bien qu'enfant, lui aussi, de mai 1968, le comité consultatif des lecteurs de la Bibliothèque nationale n'a jamais connu les feux de la rampe. Du même coup, il ne s'y est pas brûlé, et, sept ans après sa fondation, un peu désordonnée, un peu éphémère, de 1968, non seulement il est toujours en place, mais il se prépare à assurer mieux encore son implantation rue de Richelieu, avec des élections qui vont renouveler sa composition. Ce ne sera pas d'ailleurs un scrutin ordinaire : ouvert le 15 juillet prochain, il ne sera déclaré clos que quatre mois plus tard, le 15 novembre 1976.

Entre-temps, on espère que le plus grand nombre possible des

En 1969, sous l'administration de M. Etienne Dallery, le comité avait vu le jour dans l'euphorie. Pour les douze postes à pourvoir, on avait enregistré trois cent quarante-quatre candidatures, dont celle de Mme Simone de Beauvoir. Et finalement, les lecteurs, du moins les quatre mille qui votèrent sur les dix mille que

comptait à l'époque la Nationale, pouvaient être satisfaits de leurs élus. Par Raymond Picard, professeur à la Sorbonne, par deux représentants des lecteurs étrangers — un Américain et un Canadien, — par MM. Darné, Guillemet, Brandebourg, Pissani, Georges Lubin, Mmes Cuvelier, Allemand, Evelynne

15.000 lecteurs de la Nationale auront pris part à ce vote qui doit désigner deux d'entre eux, pour les représenter auprès de l'administration et continuer une œuvre de concertation dont jusqu'ici personne n'a pris ombre. Il est vrai que le comité consultatif des lecteurs demeure jusqu'à ce jour un organisme de fait sans statut, sans même l'ombre d'un règlement intérieur. Et si des élections ont été décidées pour le renouveler, ce n'est nullement parce qu'un texte y obligeait, mais parce qu'il était temps d'assurer une survie ou un deuxième souffle.

Sullerot et Cvang, universitaires, candidats aux doctorats d'Etat, chercheurs, journalistes, documentalistes, membres des professions libérales, hommes de lettres et historiens étaient brillamment représentés.

Le comité, au cours des vingt-trois réunions qu'il put tenir en sept ans, plaça tour à tour, et finalement avec succès, pour la mise en place d'un service d'accueil des lecteurs, pour un abaissement du prix des photocopies qui tomba de 1 F à 0,50 F, pour une simplification du bulletin de demande des imprimés qu'il fallait auparavant remplir trois fois de suite à la main, pour l'accès direct à certains fichiers. Et surtout, c'est lui qui prépara l'événement du 16 février 1976 : l'ouverture jusqu'à 20 heures des salles de travail et des catalogues au département des imprimés.

Au fil des ans, le comité put aussi mesurer ses faiblesses. Certains de ses membres, notamment étrangers et universitaires, furent amenés à quitter Paris. Leur siège resta vacant. En 1975, le président, Raymond Picard, mourut. Finalement, en 1976, sur les douze membres de 1969, quatre seulement demeurent, faisant de leur mieux pour maintenir l'âme et la flamme.

Un statut ou un règlement C'est eux qui, à l'arrivée de M. Georges Le Rider, successeur en juillet 1975 de M. Dallery au poste d'administrateur général, demandèrent de nouvelles élections. Non seulement il y fut consenti, mais ce fut l'occasion d'obtenir du secrétariat d'Etat aux universités, ministère de tutelle, une sorte de reconnaissance du comité qui, depuis 1969,

attendait sa lettre patente. Répondant à une lettre de M. Le Rider, Mme Saunier-Sellé faisait savoir qu'elle tenait le comité consultatif des lecteurs de la Bibliothèque nationale pour un organisme utile, qu'il convenait, en conséquence, de le maintenir par de nouvelles élections, et que l'administrateur général était autorisé à organiser dès maintenant ce scrutin.

Lettre d'un secrétaire d'Etat ne vaut pas statut octroyé par décret. Il est vraisemblable que le prochain comité demandera un tel statut. Il est non moins vraisemblable qu'une contre-proposition lui sera faite : celle d'un règlement intérieur propre qui serait élaboré avec l'administration de la Nationale, le secrétariat d'Etat en approuvant ensuite les termes. En tout cas, M. Georges Le Rider joue la carte du comité consultatif. Le 24 mai, il l'a montré en réunissant avec ses conservateurs les quatre représentants encore en place des lecteurs. Il leur a proposé une tâche très précise : concourir à la politique des acquisitions d'ouvrages étrangers en signant, selon les spécialités des uns ou des autres, l'existence du livre ou de la revue qui s'impose. De la même façon, le comité renouvelé sera associé aux divers projets plus modestes de la Nationale : ouverture d'une cafétéria, aménagement pour des rencontres, d'une terrasse de la cour intérieure, accès des jardins de la rue Vivienne au public, des qu'ils soient dégagés des matériaux qui les encombrèrent.

Ainsi la rue de Richelieu attend des candidats. Il suffit pour l'être d'avoir sa carte de lecteur et de se manifester avant le 30 juin.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

### L'Ecole française d'Extrême-Orient a soixante-quinze ans

L'Académie des inscriptions et belles-lettres célèbre, vendredi 11 juin, sous la Coupole, le soixante-quinzième anniversaire de l'Ecole française d'Extrême-Orient. Le dernier-né des trois grands organismes d'études et de recherches que nous patronnons, a dit M. Félix Lecoy, président de la Compagnie, dans son allocution inaugurale. Les deux aînés, on le sait, sont l'Ecole française d'Athènes et celle de Rome.

Survoler ces trois quarts de siècle impliquait le rappel des études orientales entreprises par les orientalistes français en un domaine longtemps tenu à l'écart, depuis Anquetil, Duperron au XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'indianiste Edouard Chavannes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. M. Lecoy s'y est employé et, après lui, M. Louis Hambro, qui a notamment consacré à son tour les grands noms qui ont illustré l'Ecole ou le Collège de France, où ils ont occupé des chaires (comme l'orateur) : Paul Pelliot, Henri Maspero, Louis Fillion, etc. Puis, M. Jean Filliozat, membre de l'Académie, directeur de l'Ecole française d'Extrême-Orient, a défini cette dernière : « Ecole sans enseignement, elle est bien pourtant une école : celle de la réalité à observer. »

« Les centres de recherche de l'Ecole en Asie méridionale et orientale, a-t-il ajouté, sont les centres d'investigation de la science française hors de l'Europe. » En 1880, on n'admettait encore que l'Inde antique et les Aryens. On ignorait la Chine. Ce sont des philologues qui ont, en 1901, créé l'Ecole. S'y sont joints naturellement des archéologues, des épigraphistes ; d'autres disciplines y sont maintenant rattachées : la géographie humaine, l'ethnologie, l'ethnologie des peuples sans écriture, en marge des civilisations du Vietnam, du Cambodge, de la Thaïlande, de la Birmanie. Et l'étude des littératures multiples de la péninsule indochinoise, de l'Inde, du Tibet, de la Chine, du Japon.

Jusqu'en 1954, l'Ecole — qui compte 25 membres — était un organisme multinational (France, Cambodge, Laos, Vietnam). Son siège était à Hanoï, avec des postes, entre autres, à Phnom-Penh, à Vientiane, Saïgon, postes qu'elle a perdus au moment de la guerre du Vietnam. Elle s'est repliée au Cambodge, travaillant sur les monuments khmers et surtout le groupe d'Angkor.

Un accord avec les belligérants a permis aux chercheurs, après l'extension des hostilités, de franchir la ligne de démarcation, de mettre à l'abri les inscriptions et les œuvres d'art.

Après la prise de Phnom-Penh, le travail s'est poursuivi en Thaïlande. Telle est, dans ses grandes lignes, la situation actuelle.

Mme Alice Saunier-Sellé, secrétaire d'Etat aux universités, dont c'était la première visite à l'Institut, a enfin souligné l'importance et l'intérêt des recherches archéologiques entreprises par l'Ecole, et l'a félicitée de son immense effort. — J.-M. D.

### RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS POUR LE MAROC

A compter du 15 septembre 1976, le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, recrute pour ses établissements d'Enseignement Secondaire, avec le titre de Professeur, des candidats français justifiant d'un des diplômes ou titres suivants :

- Diplôme d'Etudes Supérieures ;
- Diplôme d'Etudes Approfondies ;
- Maîtrise ;
- Diplôme d'Ingénieur ;
- Licence d'enseignement (à l'exclusion des licences option histoire-géographie et philosophie)

Les candidats intéressés par cette offre sont invités à adresser leur demande — comportant une photocopie de leur diplôme — au Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, à RABAT (Maroc), avant le 30 juin 1976.

Les postulants retenus seront recrutés selon les conditions d'un contrat de droit commun et avisés de la décision de l'Administration Marocaine avant le 15 juillet 1976. Ils sont priés de faire connaître sur leur demande l'adresse à laquelle ils pourront être contactés durant le mois de juillet.

Pour tous renseignements complémentaires, ils sont invités à prendre l'adresse de l'Ambassade du Maroc en France, 3, rue Le Tasse, 75006 PARIS (Tél. : 870-89-35) jusqu'au 20 juin 1976.

A partir du 21 juin 1976, les renseignements pourront être demandés au Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, RABAT (Maroc) — Tél. : 713-64.

### LE NOUVEAU CENTRE NATIONAL DES LETTRES RÉUNIT SON CONSEIL D'ADMINISTRATION

La première réunion du conseil d'administration du Centre national des lettres, dans la composition nouvelle fixée par le décret du 30 janvier 1976, se tiendra le 16 juin prochain au secrétariat d'Etat à la culture.

Le président en sera toujours M. Jean-Claude Grohens qui, pour avoir été nommé directeur du cabinet de M. Michel Guy, conserve pour le moment ses fonctions de directeur du livre.

Le conseil d'administration du Centre comprend six représentants de l'Etat, dix représentants des professions et des activités littéraires et « quatre personnalités désignées par le secrétaire d'Etat à la culture en raison de leur compétence dans le domaine de la création, de l'édition ou de la diffusion des œuvres littéraires ».

Les noms de ces « désignés à titre personnel » sont maintenant connus. Il s'agit de deux écrivains : Mme Marie Cardinal et M. Pierre Emmanuel, et de deux éditeurs : MM. Alex Grail, président-directeur général des éditions Fayard, et Jérôme Talemont, président-directeur général des Editions Mazon et Cie.

En revanche, le Syndicat national de l'édition, qui avait à désigner deux représentants de cette profession, n'a pas encore arrêté son choix — ce qui laisse supposer des difficultés — et doit en débattre encore le 22 juin.

Rappelons que la Société des gens de lettres a déposé devant le Conseil d'Etat un recours en excès de pouvoir estimant que les modifications apportées à la composition du conseil d'administration du Centre national des lettres constituent une réforme fondamentale qui aurait dû être soumise au Parlement et non décidée seulement par un décret (le Monde du 1<sup>er</sup> avril 1976). Cette procédure n'empêchera pas le président de la Société, M. Yves Cozau, ni ses autres membres ayant un siège au conseil d'administration à des titres divers (Académie française, académie Goncourt, etc.), de participer à la réunion du 16 juin. On estime à l'hôtel de Massa qu'il serait en effet « absurde » de ne pas être présent, alors que le recours en Conseil d'Etat invoque précisément une représentation déjà trop limitée de la profession d'écrivain.

J.-M. Th.

## C'EST EN PARLANT BEAUCOUP QU'ON APPREND VITE A PARLER.

Pendant deux semaines vous passez 7 h 30 par jour avec des Anglais, des Allemands, des Espagnols ou des Italiens, si vous voulez apprendre leur langue.

Vous pouvez également passer la moitié de ce temps pendant quatre semaines si cela vous convient mieux. C'est très simple. Et c'est très efficace. Le prix : 2673 F TTC.

Opéra : 31 bd des Italiens 742.13.39  
Nation : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16  
St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

**SPECIAL CRASH  
BERLITZ®**

C'est en parlant qu'on apprend à parler.

## A quelle heure mon Airbus pour rentrer à Orly-Ouest? Consultez notre livre jaune.



Il présente les meilleurs horaires vers l'Allemagne, 12 vols directs et 25 correspondances quotidiennes. Entre Paris et Francfort, optez pour l'Airbus A 300. Le confort d'un avion européen à grande capacité qui peut accueillir 253 passagers dont 24 en première classe.

A Francfort, plaque tournante de notre réseau, Lufthansa vous conduit partout dans le monde.

N'oubliez pas de réserver votre retour. C'est une ligne très empruntée. Consultez votre agence de voyages ou l'un des bureaux Lufthansa.

**Lufthansa**

Lufthansa. Pour mieux voyager.

### Naissances

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.

— M. Jean-Claude Grohens, directeur du cabinet de M. Michel Guy, a été nommé directeur du livre.



LE NOUVEAU  
CENTRE NATIONAL  
DES LETTRES  
REçoit son COM-  
MISSAIRE ADMINISTRATIF

[illegible]

Le HP-21 est livré avec un manuel d'utilisation en français, une batterie rechargeable, un chargeur et un étui de protection.

**Galeries Lafayette**  
HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

**TED LAPIDUS**  
Montparnasse  
**SOLDES**  
collection Dames & Hommes

**TED LAPIDUS**  
Montparnasse  
**SOLDES**  
collection Dames & Hommes  
commercial Maine-Montparnasse - Paris 14  
11 rue de l'Arrivée - parking gratuit



# SPORTS

## ATHLÉTISME

### Le 100 mètres d'Inge Helten

La femme la plus rapide du monde est, depuis le dimanche 13 juin, une Allemande de l'Ouest de vingt-trois ans, Inge Helten, qui vient de courir un 100 mètres en 11 sec. 4/10.

Frugile — 1,71 mètre pour 58 kilos — cette jeune femme court depuis sept années sur toutes les pistes du monde, mais n'a connu la consécration que cette saison. Pourtant, les succès ne manquent pas à son palmarès : médaille d'or du 4 x 100 mètres au championnat d'Europe 1971 à Helsinki, médaille d'argent du même relais au championnat d'Europe 1974 à Rome, championne de R.F.A. du 100 mètres en 1975. Crédité depuis 1971 de 11 sec. 1/10 (chrono manuel), sa carrière a souvent été interrompue par des blessures ou s'est déroulée à l'ombre d'athlètes comme Ingrid Mickler, Elfried Schittenhelm ou Anneliese Richter.

En 1976, tout a changé pour Helten : sous la houlette de l'entraîneur national Wolfgang Thiele, elle a fortifié sa musculature avec un peu d'athlétisme et a acquis un style plus coulé, moins crispé. Les résultats ne se sont pas fait attendre. — (A.F.P.)

## CYCLISME

### Poulidor participera au Tour de France

Alors que Merckx, battu dans le Tour d'Italie, envisage de renoncer au Tour de France et que Luis Ocaña est incertain, Raymond Poulidor a confirmé sa participation à l'épreuve. Dimanche 13 juin, après le Grand Prix du Midi Libre remporté par le néoprofessionnel français Alain Meslet, c'est sa bonne performance, notamment dans l'étape contre la montre, où il a devancé Bernard Thévenet qui lui a dicté cette décision. Il s'agit d'un choix courageux. Poulidor est conscient des risques qu'il encourt en prenant à quarante ans le départ de son quatorzième Tour de France. Mais la crainte de décevoir ou de s'exposer à une sévère défection qui pourrait ternir son image de marque n'est effacée devant le souci de ne pas rompre l'équilibre d'une équipe formée autour de Zoetemelk et de lui-même. — J. A.

## MARCHE

### Robert Rinchar, vainqueur de Paris-Strasbourg

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Le duel tant attendu entre Joey Simon, le lauréat de la précédente édition, et Robert Rinchar aura tourné court dans ce Paris-Strasbourg du cinquantième anniversaire. Simon, le triple vainqueur de l'épreuve, a, en effet, abandonné la partie à Eclaron (Haute-Marne) : atteint de colique et de diarrhée, le Luxembourgeois s'arrêtait après 250 kilomètres de marche. Dès lors, la victoire ne pouvait plus échapper à l'un des deux Belges, Alphonse et Rinchar. Tous deux avaient fait la course par l'arrière et s'étaient retrouvés après, sans le vouloir, en tête des Châlons-sur-Marne, en compagnie de leur compatriote, Schoukens. Seul Anzianinat, Trabard et Brandt pouvaient encore espérer bien figurer. Tous les autres — ils étaient encore vingt-quatre en course — étaient déjà trop loin derrière.

Le tournant de l'épreuve se situera samedi matin à Commercy, lorsque Alphonse, qui précédait alors Rinchar de 32 minutes, se mit tout à coup à trébucher dangereusement la tête de côté droit. Inflammation articulaire, diagnostiquait le médecin. Le Belge, originaire de... Jambes, s'écroulait alors une heure de repos dans la salle des mariages de la mairie de Nancy pour repérer le mal. Rinchar en profitait pour le dépasser. La course était jouée. Rinchar ne devait plus céder le commandement, bien qu'il connût, dimanche matin, de sérieux déboires, peu après le col de Saverne.

Alors, le soleil dardait tous ses rayons ; l'asphalte collait aux semelles et l'air était raréfié. Son brain-train, composé d'un nombre impressionnant de coureurs, vainqueurs et même d'un médecin personnel, parvenaient, cependant, à lui faire rallier la place Kléber où il déboucha dimanche, en début d'après-midi, dans l'indifférence presque générale. Ce n'est qu'en fin de soirée que son statut immédiat, Alphonse, éprouvé au point de s'écrouler, qu'il avait d'ailleurs eu des repos dans les faubourgs mêmes de Strasbourg, franchit la ligne d'arrivée.

Mais le jeu d'artifice final, c'est le digne de l'épreuve l'Alsacien Jacques Brandt, qui le tira, vers 22 heures. Près de trois mille personnes étaient, en effet, à l'entrée du pays pour lui réserver un accueil qui seul Ernest Remens, le vainqueur des années 1933, 1935 et 1937 peut s'enorgueillir d'avoir connu, et lorsque l'agriculteur de Hœrdt jettera à la foule son bouquet de fleurs, du haut du balcon de l'Aubette, ce sera du défilé.

A cinquante-sept ans, celui qui le président de la commission nationale de la marche ne voulait plus sélectionner pour cette épreuve, la plus longue et la plus dure du monde, aura étonné et les organisateurs et le public. « J'ai tenu mon pari », dit-il simplement, ajoutant : « Je voyais la fièvre de la cathédrale de Strasbourg depuis Nancy. Elle m'attendait. »

JEAN-CLAUDE PHILIPPE.

Cent cinquante mille spectateurs sur le circuit du Mans, treize mille à Roland-Garros, qui en a reçu cent trente-trois mille en quinze jours, cinquante mille au Parc des Princes et plusieurs millions devant leur télévision : le week-end sportif a incontestablement dominé l'actualité et fourni le meilleur des bulletins d'information ces 12 et 13 juin. Le moins sportif des auditeurs aurait eu bien du mal à ignorer le nom du vainqueur des Vingt-Quatre Heures, ou celui des Internationaux de France de tennis, et encore moins celui de l'équipe qui a gagné la Coupe de France de football. Encore faut-il ajouter que l'on marchait entre Paris et Strasbourg, que l'on pédalait du côté de Béziers et sur les routes d'Italie, que l'on jouait au rugby loin d'ici, à Chicago, où les États-Unis remportaient la France pour la première fois depuis 1934, et que des navigateurs poursuivaient sur l'Atlantique leur course en solitaire, cette énumération n'étant pas exhaustive. Les sportifs avaient reçu en prime un soleil peu propice aux efforts musculaires : on dit que le thermomètre avait atteint 52 degrés dans le court central du stade Roland-Garros.

quand des demi-finalistes y disputèrent un match qui dura trois heures et demie !

Commencés dans un froid automnal, ces championnats de France de tennis se sont achevés sous une chaleur fulgurante qui correspondait à une ferveur populaire retrouvée. Le public savait pourtant qu'il assistait à un tournoi des outsiders, les « grands » (Borg, Vilas, Ashe et Orantes) ayant été éliminés en cours de route, comme aurait pu l'être le fantasque Nastase s'il avait eu à affronter ces baroudeurs de courts que sont Dibre et Solomon. La multiplication des tournois disputés en trois manches a rendu précaire le règne des vedettes qui, comme le fit Arthur Ashe l'an dernier pour triompher à Wimbledon, sont amenées à se ménager quand elles entendent se maintenir à la hauteur de leur réputation. Sur la surface dure et éprouvante de Roland-Garros, les tacticiens se sont trouvés valorisés au détriment des joueurs inspirés.

La condition physique l'emportait sur le bon coup de raquette, ce qui s'explique en raison du nivellement des valeurs dans une

## TENNIS

## Adriano Panatta vainqueur à Roland-Garros

### Le joueur idéal

(Suite de la première page.)

Car les deux petits champions américains, après l'élimination des « gros bras » Borg, Vilas, Ashe, Orantes, étaient les battants les plus redoutables du tournoi.

Contre Eddie Dibbs, dans sa demi-finale de samedi 12 juin, Panatta avait gagné en trois sets sans provoquer la moindre émotion chez ses supporters, sans même se précéder d'une tactique, tellement il se montrait le maître dans tous les compartiments du jeu.

En finale contre Harold Solomon, dimanche, l'Italien s'imposa d'abord, mais avec une autorité moins pérenne, et sa victoire, acquise après 170 minutes de luita, très éprouvante sur la fin, fut une tout autre histoire.

Au début de la partie, on crut à un réédition du match de la veille. Panatta avait empêché les deux premiers sets par 6-1 et 6-4, prenant de vitesse son adversaire en le laissant sur place. Mais quand, sur le coup de 17 h. 15, menant par 3 jeux à 2 et 40-0 sur son service, il se fit souffler le jeu, on s'aperçut qu'il s'agitait et qu'il commençait à prendre en considération Solomon. Celui-ci, frappant ses balles de toutes ses forces, avec les pieds dans le court ou sautant sur ses jambes, est un lutteur peu banal, jamais plus dangereux que sur la terre battue de Roland-Garros, où il avait livré des matches homériques depuis le début de ses Internationaux jusqu'à sa demi-finale de la veille, remportée au finish sur le Mexicain Raúl Ramírez. A vingt-trois ans, cet « ange à figure sale », quand il serre sa raquette à deux mains et dispute chaque point comme si sa vie en dépendait, est la hantise des champions les plus expérimentés. Le type de « teigneux » qu'il faudrait jouer avec une carabine. Sur le plan technique pourtant, peu d'atouts : un service qui est une simple mise en jeu, peu de goût pour le filé où il est désavantagé, pas de smash. Mais il distribue des punches terribles, du fond du court, son passingshot est dévastateur et sa résistance physique hors du commun est attestée par une anatomie faite au moule. Et surtout, surtout, le petit homme possède un cœur « gros comme ça ».

### ADRIANO PANATTA

Né à Rome le 9 juillet 1950, Adriano Panatta (1,87 mètre, 78 kilos) est le fils du gardien du Tennis Parioli, auquel il a confié la direction d'un nouveau tennis-club à Lavinio, près de Rome. Un frère et une sœur plus jeunes, deux joueurs également. Ses amours tapageuses à vingt ans avec Loredana Berté, une danseuse d'Aliso, qu'il courtisait de sa jeunesse, ont défrayé la chronique romaine. Aujourd'hui marié à Rosaria Luciani, une beauté qui pourrait inciter à penser que son héros de Rome, un frère et une sœur plus jeunes, deux joueurs également. Ses amours tapageuses à vingt ans avec Loredana Berté, une danseuse d'Aliso, qu'il courtisait de sa jeunesse, ont défrayé la chronique romaine. Aujourd'hui marié à Rosaria Luciani, une beauté qui pourrait inciter à penser que son héros de Rome, un frère et une sœur plus jeunes, deux joueurs également.

Adriano Panatta est le premier vainqueur italien des Internationaux de France depuis Nicola Pietrangeli, gagnant en 1959 et en 1960. Aux Internationaux de 1975 il avait été battu par Borg en demi-finale, après avoir éliminé Nastase. Avant de remporter la finale de dimanche, il avait éliminé successivement Huita (qui compte une balle de match, soulevée miraculeusement), Kuki, Hredec, Franulovic, Borg (10-8 au cinquième set) et Dibbs. Le mois dernier, Panatta avait enlevé les Internationaux de Rome, battant à l'arraché, Vilas en finale.

comme un forcené et remet tout en jeu : 5-3, 5-4. L'Italien, le regard ravagé, en retard sur la balle, les jambes lourdes, à l'inspiration brisée par l'incertitude, cette grande Némésis du tennis, Solomon, lui, fonce tête baissée, le sourire mauvais : 5 partout, puis 6-5 en sa faveur sur deux jeux blancs. La dernière chance de Panatta, dont les affaires traient très mal dans un cinquième set, est d'atteindre le tremplin salvateur du tie-break. Il met ses dernières ressources dans la conquête de l'égalisation,

## LES RÉSULTATS

### Automobilisme

24 HEURES DU MANS  
1. Jody Van Lennep (Porsche 930), 4 789,913 km. à la moyenne horaire de 198,746 km/h. ; 2. Latorse-Migault (Mitsubishi), à 11 tours ; 3. Graft-De Cadenet (Lola De Cadenet), à 12 tours ; 4. Schurti-Stommlen (Porsche 930), à 18 tours ; 5. Bell-Schuppert (Mitsubishi), à 22 tours, etc.

GRAND PRIX DE SUÈDE DE FORMULE 1  
Classement : 1. Jody Schecter, sur Tyrrell, 72 tours, en 1 h. 48 min. 38 sec. à la moyenne de 163,300 km/h. ; 2. Depallier (Tyrrell), en 1 h. 47 min. 17 sec. ; 3. Lauda (Ferrari), en 1 h. 47 min. 27 sec. ; 4. Laffite (Ligier-Matra), en 1 h. 47 min. 49 sec. ; 5. Hunt (McLaren), en 1 h. 47 min. 53 sec. ; 6. Regazzoni (Ferrari), en 1 h. 47 min. 54 sec. ; 7. Peterson (March), en 1 h. 47 min. 56 sec., etc.

Classement du championnat du monde des conducteurs, après le Grand Prix de Suède : 1. Niki Lauda (Ferrari), Autriche, 55 pts ; 2. Jody Schecter (Tyrrell), Afrique du Sud, 23 pts ; 3. Patrick Depallier (Tyrrell), France, 20 pts ; 4. Clay Regazzoni (Ferrari), Suisse, 18 pts ; 5. Jochen Mass (McLaren), R.F.A., 10 pts ; 6. Jacques Laffite (Ligier), France, 10 pts, etc.

### Football

La Bulgarie, en battant en finale la France par 3 buts à 2 après prolongations, a remporté le tournoi international des espoirs de Pologne. Pour la troisième place, le Mexique a battu le Portugal 3 à 1. Pour la cinquième, la Finlande a battu l'URSS 3 à 2. Pour la septième, la Belgique a battu les Pays-Bas 3 à 1.

### Golf

Joan Garatide a remporté, le 13 juin, à Pau, son huitième titre de champion de France professionnel en battant Bernard Favre et Christian Bonard.

### Hippisme

Le Prix des Jockeys, disputé à Chantilly et réservé pour les jockeys gagnants et héros, a été gagné par Larkhill, suivi de Capitain Nemo et de les Balles. La combinaison gagnante est 8 - 6 - 12.

### Marche

Paris-Strasbourg  
1. Rinchar (Belg.), les 531 kilomètres en 69 h. 11 min. (moyenne : 7,709 km/h.) ; 2. Alphonse (Belg.), 73 h 14 min. ; 3. Travard (Neuville-sur-Saône), 75 h 20 min. ; 4. Brandt (Strasbourg), 76 h 11 min. ; 5. Anzianinat (Lorraine) ; 6. Schoukens (Belg.) ; 7. Zanclhi (Suisse) ; 8. Brallet (Nancy) ; 9. Cyprien (Piquet) ; 10. Boule (Lagay), tous les autres hors concours.

### Rugby

L'équipe de France a battu la sélection nationale américaine, le 12 juin, à Chicago, par 33 points à 14, dans l'unique test-match de sa tournée aux États-Unis. A la mi-temps, les Français menaient par 15 à 10 ; ils ont marqué trois essais par E. Roussé et A. Roussé, trois transformations et cinq pénalités par Roussé. De leur côté, les Américains ont réussi deux essais par Fraumann et deux pénalités par Scott.

# COMMENT JOUER AU LOTO NATIONAL

## DEUX POSSIBILITÉS

Le bulletin simple : remplir les grilles par groupe de deux en partant de la gauche.

Sur chaque grille, vous marquez d'une croix 6 numéros - bien au milieu de chaque case - en utilisant un stylo à bille bleu ou noir.

Chaque grille vous offre une chance. Les mises sont de 2, 4, 6 ou 8 francs.

Le bulletin multiple comporte une seule grille.

Vous marquez d'une croix sur cette grille 7, 8, 9 ou 10 numéros.

Chaque bulletin ainsi rempli vous offre 7, 28, 84 ou 210 chances.

Les mises correspondantes s'élèvent à 7, 28, 84 ou 210 francs.

## VALIDATION

Faites valider vos bulletins à un point de validation (signalé par une enseigne ou des macarons LOTO) au plus tard avant l'heure de clôture du mardi précédant le tirage du mercredi.

Il vous sera remis le volet B du bulletin.

## TIRAGE DU LOTO

Le tirage a lieu le mercredi soir ; le résultat en est publié par la radio, la télévision et la presse.

## LES GAGNANTS

Toute grille comportant au moins 3 numéros sortis au tirage quel que soit l'ordre, est gagnante.

Les gains du Loto ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu.

## BONNE CHANCE!

Attention ! Vous pouvez jouer jusqu'au mardi 15 juin début d'après-midi, pour le tirage du 16 juin.



LOTTO

## LES COMPÉTITIONS

Les compétitions de tennis de France ont été remportées par Adriano Panatta. Les autres résultats sont : Golf, Joan Garatide ; Hippisme, Joan Garatide ; Football, la Bulgarie bat la France ; Rugby, la France bat la sélection américaine.

## AUTOMOBILISME

Les résultats des compétitions d'automobilisme sont : 24 heures du Mans, Jody Van Lennep ; Grand Prix de Suède, Jody Schecter.

Les résultats des compétitions de football sont : Bulgarie bat France 3 à 2 ; Mexique bat Portugal 3 à 1 ; Finlande bat URSS 3 à 2 ; Belgique bat Pays-Bas 3 à 1.

Les résultats des compétitions de rugby sont : France bat sélection américaine 33 à 14.

Les résultats des compétitions de golf sont : Joan Garatide bat Bernard Favre et Christian Bonard.

Les résultats des compétitions de hippisme sont : Joan Garatide bat les autres concurrents.

Les résultats des compétitions de marche sont : Robert Rinchar bat Joey Simon.

Les résultats des compétitions de tennis sont : Adriano Panatta bat Harold Solomon.

Les résultats des compétitions de football sont : Bulgarie bat France 3 à 2 ; Mexique bat Portugal 3 à 1 ; Finlande bat URSS 3 à 2 ; Belgique bat Pays-Bas 3 à 1.

Les résultats des compétitions de rugby sont : France bat sélection américaine 33 à 14.

Les résultats des compétitions de golf sont : Joan Garatide bat Bernard Favre et Christian Bonard.

Les résultats des compétitions de hippisme sont : Joan Garatide bat les autres concurrents.

Les résultats des compétitions de marche sont : Robert Rinchar bat Joey Simon.

Les résultats des compétitions de tennis sont : Adriano Panatta bat Harold Solomon.

Les résultats des compétitions de football sont : Bulgarie bat France 3 à 2 ; Mexique bat Portugal 3 à 1 ; Finlande bat URSS 3 à 2 ; Belgique bat Pays-Bas 3 à 1.

Les résultats des compétitions de rugby sont : France bat sélection américaine 33 à 14.

Les résultats des compétitions de golf sont : Joan Garatide bat Bernard Favre et Christian Bonard.

Les résultats des compétitions de hippisme sont : Joan Garatide bat les autres concurrents.

Les résultats des compétitions de marche sont : Robert Rinchar bat Joey Simon.

Les résultats des compétitions de tennis sont : Adriano Panatta bat Harold Solomon.

Les résultats des compétitions de football sont : Bulgarie bat France 3 à 2 ; Mexique bat Portugal 3 à 1 ; Finlande bat URSS 3 à 2 ; Belgique bat Pays-Bas 3 à 1.

Les résultats des compétitions de rugby sont : France bat sélection américaine 33 à 14.

Les résultats des compétitions de golf sont : Joan Garatide bat Bernard Favre et Christian Bonard.

Les résultats des compétitions de hippisme sont : Joan Garatide bat les autres concurrents.

Les résultats des compétitions de marche sont : Robert Rinchar bat Joey Simon.

Les résultats des compétitions de tennis sont : Adriano Panatta bat Harold Solomon.

Les résultats des compétitions de football sont : Bulgarie bat France 3 à 2 ; Mexique bat Portugal 3 à 1 ; Finlande bat URSS 3 à 2 ; Belgique bat Pays-Bas 3 à 1.

Les résultats des compétitions de rugby sont : France bat sélection américaine 33 à 14.

Les résultats des compétitions de golf sont : Joan Garatide bat Bernard Favre et Christian Bonard.

Les résultats des compétitions de hippisme sont : Joan Garatide bat les autres concurrents.

Les résultats des compétitions de marche sont : Robert Rinchar bat Joey Simon.

Les résultats des compétitions de tennis sont : Adriano Panatta bat Harold Solomon.

Les résultats des compétitions de football sont : Bulgarie bat France 3 à 2 ; Mexique bat Portugal 3 à 1 ; Finlande bat URSS 3 à 2 ; Belgique bat Pays-Bas 3 à 1.

Les résultats des compétitions de rugby sont : France bat sélection américaine 33 à 14.

Les résultats des compétitions de golf sont : Joan Garatide bat Bernard Favre et Christian Bonard.



سكنا من الاموال

SPORTS

LES COMPÉTITIONS DU DERNIER WEEK-END

discipline qui a techniquement progressé comme bien peu d'autres. Pour avoir été le mieux en lames, le meilleur technicien et le meilleur tacticien, Adriano Panatta aura régulièrement empêché les 130 000 F promis au vainqueur du simple messieurs, Solomon, de son côté, ne perdant tout de même pas sa journée puisqu'il a touché 65 000 F. Quant aux organisateurs, ils peuvent se féliciter du succès de leur entreprise dont les recettes se sont élevées à 3 329 459 F.

Au Mans, il fallait la ferveur des aficionados pour qu'une foule toujours aussi nombreuse assistât à une course sans enjeu véritable. Le temps de la grande cavalerie des Ferrari ou de la puissante armada des Ford a disparu, tout comme celui de Matra qui procurait au public une profonde émotion, aussi chavirante soit-elle. On attend à nouveau qu'un constructeur de renom engage sa réputation. Ce sera peut-être Alpine-Renault, qui a fait cette année une entrée ni plus ni moins manquée que celle de Matra avant 1972, c'est-à-dire avant ses trois victoires consécutives. Si surprise il devait y avoir, en sport automobile, elle

vint de Suède, où se disputait le Grand Prix de formule 1 Niki Lauda, l'immuable vainqueur de ce début de saison, s'est fait devancer par les deux Tyrrell à six roues qui allaient respectivement Jody Scheckter et Patrick Depailler. Il faudra attendre le Grand Prix de France pour savoir si les Ferrari ont perdu de leur puissance ou si les voitures à six roues sont bien des bolides de conception révolutionnaire.

En football, nul ne pouvait dire au départ qu'il y avait de Lyon ou de Marseille l'emporterait. Aucune des deux équipes ne possédait un palmarès qui permette de désigner un favori. Tout au plus, Marseille pouvait-il se prévaloir d'un passé plus glorieux en Coupe de France. Peut-être, est-ce qui fit la différence. C'est l'expérience des Marseillais, on ose dire leur moins grande naïveté, qui leur permit de recevoir la coupe des mains du président de la République. Sur la Canebière, on ne s'est pas demandé si la rencontre, la chaleur aidant, n'avait pas sombré dans la mièvrerie, on a fêté aussi bruyamment qu'il se devait une victoire que l'on jugeait de toute façon bien méritée.

Le soleil et la chaleur furent aussi le lot des marcheurs de

Paris-Strasbourg, ces anonymes de la souffrance dont on ne sait pas toujours où elle mène. Le Belge Minchard a foulé l'asphalte pendant plus de soixante-neuf heures, et c'est lui qui a marché le moins longtemps.

A l'autre extrémité de ce marathon, on trouve un exploit inattendu, celui de l'Allemande de l'Ouest Inge Helten, qui a battu en 11 sec. 4/10 le record du monde du 100 mètres féminin que détenait sa rivale de la R.D.A. Renate Stecher. La championne olympique ne voyait certainement pas venir la menace de ce côté, et l'on guette maintenant le moment où ce record féminin passera au-dessous des 11 secondes. Tout peut arriver dans cette période de préparation olympique. Un autre exemple nous en a été donné à Kiev, où la Soviétique Valentina Guerassimova a amélioré de près de deux secondes le record du monde du 800 mètres. Elle a parcouru cette distance en 1 min. 56 sec. (ancien record : 1 min. 57 sec. 48/100). Il y a douze ans, à Tokyo, Maryvonne Dupureux étonnait les Français en ne mettant que 2 min. 1 sec. 9/10 pour boucler les deux tours de piste.

FRANÇOIS SIMON.

AUTOMOBILISME

Ikx et Van Lennep (Porsche) s'imposent aux Vingt-Quatre Heures du Mans

Une confirmation des avantages du moteur Turbo-compressé

Le Mans. — Il est bien révolu le temps où les premières heures de course du Mans ressemblaient à un grand prix. Chacun a bien pris conscience qu'il ne sert à rien de courir trop vite et que les Vingt-Quatre Heures se gagnent à la régularité. C'est d'ailleurs l'un des deux vainqueurs, Jacky Ikx, qui avait démontré, il y a quelques années, que le sprint initial relevait de l'inutile.

Les vainqueurs Jacky Ikx et Gys Van Lennep n'ont connu

De notre envoyé spécial

qu'une alerte vers la vingt-troisième heure. Leur Porsche 936 a dû s'arrêter pendant trente-quatre minutes à son stand pour le remplacement du turbocompresseur. A ce moment-là, l'avance de la Porsche sur la voiture classée deuxième, la Mirage-Ford de Lafosse et Migault, dépassait l'heure. C'est dire que la réparation, pour difficile qu'elle ait été, a pu être faite sans trop inquiéter quand même Ikx et Van Lennep. Pour le reste rien n'a semblé en mesure de menacer Ikx et Van Lennep et au fur et à mesure que les heures passaient, il devenait de plus en plus évident que seul un ennui mécanique sérieux pourrait stopper leur course vers le succès.

C'est, si l'on peut dire, de vieux routiers du Mans qui ont été les deux pilotes de la Porsche. Jacky Ikx avait déjà remporté deux fois les Vingt-Quatre Heures (avec Ford et Mirage) et Gys Van Lennep avait remporté la victoire à la Vitesse de Linas-Moussy. Vainqueur pour sa part en 1970 et 1971, Porsche depuis avait boudé Le Mans. Le constructeur allemand était hostile à la nouvelle réglementation qui avait supprimé la touche son haut de gamme sportif (Porsche 917). Son retour au Mans, cette année, n'avait donné lieu au démarrage à aucune difficulté. Il avait prévu d'engager une voiture, plus deux, enfin trois. Le prototype victorieux, construit à la va-vite, il y a quelques mois, mais avec le soin et l'expérience qui portent la marque

l'expérience et à l'habileté, se prête parfaitement bien à une certaine reconversion, ou même à une spécialité phocéenne, au même titre ou presque que la bouillabaisse. Pourtant, cette fois, c'est différent. Il est vrai, dans un Parc des Princes transformé en cocotte-minute par un soleil de 13 juin, beaucoup trop des traditionnelles ingrédients propres à satisfaire les cinquante mille spectateurs réunis autour du président de la République pour cette grande fête annuelle du football français.

Ces ataquants comme Jean Beyer, Edouard Crut, Jules Dewaque, Pepito Alcazar, Emmanuel Anzar, le Hongrois Willie Kohut, M. Valéry Giscard d'Estaing a présidé la finale de la Coupe de France de football. Arrivé au Parc des Princes peu avant 20 heures, le président de la République a été l'objet d'un accueil réservé, étonnant, les sifflets couvrant les applaudissements. Roger par le Sud, président de la Fédération française de football, et par M. Pierre Masseau, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, le chef de l'Etat est allé saluer les équipes sur le terrain.

A Marseille, plusieurs accidents ont été provoqués, sur la Canebière, par des voitures circulant à vive allure : quatre personnes ont été blessées. Des groupes de jeunes, mêlés à la foule, ont molesté des passants et renversé plusieurs voitures sous le prétexte que leurs conducteurs ne leur avaient pas fait signe de leur passage. Les CRS ont dû intervenir, et l'ordre a été rétabli peu après l'heure, les forces de police demeurant sur place.

DES SIFFLETS AU PARC DES PRINCES ET DES INCIDENTS A MARSEILLE

M. Valéry Giscard d'Estaing a présidé la finale de la Coupe de France de football. Arrivé au Parc des Princes peu avant 20 heures, le président de la République a été l'objet d'un accueil réservé, étonnant, les sifflets couvrant les applaudissements. Roger par le Sud, président de la Fédération française de football, et par M. Pierre Masseau, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, le chef de l'Etat est allé saluer les équipes sur le terrain.

FOOTBALL

Marseille domine Lyon en finale de la Coupe de France

SUR UN COUP DE POKER

Avec neuf victoires pour douze finales, l'Olympique de Marseille (O.M.) a en battant Lyon par 2 buts à 0, fait de la Coupe de France une spécialité phocéenne, au même titre ou presque que la bouillabaisse. Pourtant, cette fois, c'est différent. Il est vrai, dans un Parc des Princes transformé en cocotte-minute par un soleil de 13 juin, beaucoup trop des traditionnelles ingrédients propres à satisfaire les cinquante mille spectateurs réunis autour du président de la République pour cette grande fête annuelle du football français.

Ces ataquants comme Jean Beyer, Edouard Crut, Jules Dewaque, Pepito Alcazar, Emmanuel Anzar, le Hongrois Willie Kohut, M. Valéry Giscard d'Estaing a présidé la finale de la Coupe de France de football. Arrivé au Parc des Princes peu avant 20 heures, le président de la République a été l'objet d'un accueil réservé, étonnant, les sifflets couvrant les applaudissements. Roger par le Sud, président de la Fédération française de football, et par M. Pierre Masseau, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, le chef de l'Etat est allé saluer les équipes sur le terrain.

A Marseille, plusieurs accidents ont été provoqués, sur la Canebière, par des voitures circulant à vive allure : quatre personnes ont été blessées. Des groupes de jeunes, mêlés à la foule, ont molesté des passants et renversé plusieurs voitures sous le prétexte que leurs conducteurs ne leur avaient pas fait signe de leur passage. Les CRS ont dû intervenir, et l'ordre a été rétabli peu après l'heure, les forces de police demeurant sur place.

Chiss-Lacombe en attaque, rappelle étrangement celui impliqué en 1964 emmené par deux autres remarquables duettistes, Di Nallo et Comblin.

A une époque où partout en Europe le rôle des ailiers de débordement est brusquement révoqué, il est d'autre part paradoxal de constater que Marseillais et Lyonnais n'en alignent aucun. Sans doute les Lyonnais pouvaient arguer de la blessure de Mariot, leur ailer gauche, et de l'effacement de Ferrigno, son jeune remplaçant, mais ce sont peut-être leurs arrières et leurs demi qui ont perdu le match en ne tirant pas profit des espaces laissés libres sur les ailes par les arrières marseillais occupés, comme Brocard avec Chiss-Lacombe, à suivre leurs adversaires sur tout le terrain.

Malgré tout son talent, ses accélérations et ses impulsions, Serge Chiss ne pouvait espérer percer tout seul par le centre une défense marseillaise renforcée dans laquelle les autres attaquants lyonnais semblaient s'être perdus. L'apogée de ses vains efforts en solitaire ou presque rappelle trop que les Lyonnais devront encore sauver leur place en première division au cours des deux dernières soirées de championnat.

Vainqueurs de la Coupe de France, les Marseillais auront fait oublier à leurs supporters leur médiocre comportement depuis un an. Il leur reste à démontrer la saison prochaine, et notamment en Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, que le fossé qui semble les séparer désormais des meilleures équipes du continent peut encore être comblé.

GERARD ALBOUY.

LES RÉSULTATS

**Cyclisme**  
Félicie Gimondi a remporté, à trente-quatre ans, le 12 juin, à Milan, son troisième Tour d'Italie, qu'il avait déjà gagné en 1967 et 1968. La dernière demi-étape, disputée sur 106 kilomètres dans les rues de Milan et remportée au sprint par le néo-professionnel italien Daniele Rinaldi, n'a apporté aucune modification au classement général, dont Gimondi conserve la première place et les dix-neuf secondes d'avance qu'il avait assurées le matin contre la montre sur le Belge Jean de Muer. Cette dernière demi-étape a été animée par Eddy Merckx, à la recherche d'un succès des prestiges. Longtemps seul en tête, Merckx a été rattrapé par cinq autres seconds d'avance avant d'être repris par le peloton à une dizaine de kilomètres de l'arrivée. Le champion belge, qui souffre d'une furoncle à la selle, a déclaré qu'il ne pourra probablement pas prendre le départ du Tour de France.

**GRAND PRIX DU MIDI LIBRE**  
Le jeune néo-professionnel français Alain Michel a gagné, le 12 juin, à Milan, le Grand Prix du Midi Libre, après respectivement vingt-deux secondes et quarante-et-une secondes d'avance sur ses équipiers, le Belge Jean de Muer et le Français Rinaldi. Raymond Pouliard a terminé quatrième à cinquante-et-une secondes, et Bernard Thévenet cinquième à une minute.

Le Français Daniel Moreton, champion olympique de vitesse, a battu, le 12 juin, à Milan, le record du monde qui était des 500 mètres départ lancé. Moreton a parcouru la distance en 28 sec. 75 (62.800 km/h). L'ancien record était détenu par un autre Français, Pierre Trentin, en 28 sec. 88, pris par le Suisse Zurich en 1966. Au cours de la même soirée, sur la piste du nouveau Palais des sports de Milan, le Français Alain Fontès a échoué dans sa tentative de battre le record du monde des 200 mètres départ lancé de 12 sec. 10. Le record du monde des 200 mètres départ lancé, 12 sec. 10, appartenait à l'Américain John D'Ercole. Le champion olympique de 1968 a nettement amélioré le record de France détenu par Pierre Trentin (1 min. 9 sec.). Le record du monde de la distance est la propriété de l'Italien Luigi Borghetti (1 min. 1 sec. 14/100) depuis 1967, mais cette performance avait été réalisée en altitude, à Mexico.

Tennis

Championnats internationaux de France à Roland-Garros  
Simple messieurs, demi-finales : Solomon (E.-U.) bat Ramirez (Mex.), 6-7, 6-0, 4-6, 6-4, 6-4 ; Panatta (It.) bat Dibba (E.-U.), 6-3, 6-2, 6-4.  
Finale : Panatta bat Solomon, 6-1, 6-4, 6-3.  
Simple dames, finale : Miss Barker (G.-B.) bat Miss Tomkova (Tch.), 6-2, 6-5, 6-2.  
Double dame, finale : Miss Lovers (Fr.) - Miss Bonicelli (Uruguay) battent Miss Barker (G.-B.) - Miss Tomkova (Tch.), 6-4, 6-3.  
Double mixte, finale : Miss Kloss (A.S.) - Warwick (Austral.) battent Miss Bonicelli (A.S.) - Dewarville (Soud.), 5-7, 7-6, 6-2.  
Simple juniors femmes, demi-finales : Gunthardt (Suisse) bat Dalia Fontana (Arg.), 6-4, 6-1 ; Clark (Arg.) bat Lema (Esp.), 6-1, 6-3.  
Finale : Gunthardt bat Clark, 4-6, 7-6, 6-4.  
Simple juniors femmes, demi-finales : Miss Taylor (G.-B.) bat Miss Stochanova (Tch.), 6-4, 6-1.

LA MORT D'ANDRÉ HALLER

André Haller, un restaurateur strasbourgeois de quarante-sept ans, qui pilotait une Datsun, est mort brutalement dans sa voiture, peu après 21 heures, le samedi, alors qu'il effectuait son premier tour de piste sur le circuit des Vingt-Quatre Heures du Mans. Après avoir relayé ses équipiers, Claude Buchet et Luc Farnasse, André Haller a dérapé et heurté le rail de sécurité dans la ligne droite des Hunaudières. La voiture a pris feu aussitôt, et le pilote restait coincé dans l'habitacle. André Haller, qui était un pilote peu expérimenté, n'avait pas réussi un temps suffisant pour se qualifier à course. Les deux séances d'essai. Il avait été repêché samedi matin par les organisateurs.

de Porsche, n'était pas vraiment connu pour Le Mans. En réalité, Porsche était surtout intéressé par le développement de sa voiture dite silhouette (936) qui s'est d'ailleurs classée quatrième avec Stommelen et Schurti. Ce programme relevait d'une politique d'ensemble qui n'a pas résisté à l'opportunité présentée par Le Mans. Au départ, il avait prévu d'engager deux voitures, mais le problème financier auquel une solution, semble-t-il, a pu être apportée, pour que la participation de Porsche en définitive soit forte de trois voitures.

Les deux vainqueurs du Mans, Jacky Ikx et Gys Van Lennep, ont conduit une meilleure voiture pour ce genre de course. Jacky Ikx, garçon raisonnable, père de famille, a peut-être aussi perdu le goût du risque qui est indispensable pour rester au premier plan en formule 1. A cet égard, une épreuve comme les Vingt-Quatre Heures, qui fait appel à

Au Grand Prix de Suède

PREMIÈRE VICTOIRE D'UNE TYRRELL A SIX ROUES

Le constructeur Ken Tyrrell a gagné, le 13 juin à Anderstorp, sa première victoire en grand prix avec la voiture à six roues dont les débuts en compétition remontent au Grand Prix d'Espagne (2 mai). C'est le Sud-Africain Jody Scheckter qui a gagné le Grand Prix de Suède, et le succès de Tyrrell est renforcé par la deuxième place prise par Patrick Depailler, qui conduisait l'autre voiture à six roues.

La victoire de Scheckter a rompu la monotonie des grands prix. Depuis le début de l'année, toutes les épreuves disputées, six en tout, avaient été remportées par les pilotes de Ferrari. Les Tyrrell à six roues sont assurément des voitures compétitives - Scheckter et Depailler l'ont prouvé, - mais il reste à savoir si elles n'ont pas été trop avantagées par le tracé du circuit d'Anderstorp, qui leur convenait et, à l'inverse, représentait un handicap pour les Ferrari, qui ne pouvaient exploiter toute la puissance de leurs moteurs. Le prochain grand prix, qui aura lieu en France, le 4 juillet, sur le circuit du Castellet, sera à cet égard révélateur.

Un but involontaire

Fasse encore, en effet, de voir Marseillais et Lyonnais causer leur jeu depuis plusieurs semaines en championnat, au point de s'y retrouver aujourd'hui respectivement en sixième et septième place, sans doute, bien de la peine à reconnaître dans leurs succès sous le maillot blanc de dignes olympiens. D'ailleurs, Marcel Fagnoli lui-même, qui avait été nommé à la suite d'une mémorable partie de manille entre César, Fagnoli, Escarfigue et le Lyonnais M. Brun, n'aurait-il pas été déçu de voir les Marseillais gagner cette finale sur un coup de poker ?

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

SCIENCE

DE L'AUSTÉRITÉ A LA RÉCESSION

La préparation du budget de la recherche préoccupe la communauté scientifique

La préparation du budget de la recherche pour 1977 suscite une vive inquiétude dans la communauté scientifique. Les demandes de crédits devront, en effet, se couler dans le moule dessiné par M. Jean-Pierre Fourcade, qui pour l'année prochaine, souhaite un budget en équilibre après le déficit de 20 milliards de francs prévu en 1976.

Même si la recherche bénéficie encore d'une légère priorité par rapport à d'autres secteurs encore plus dévalorisés, la stricte austérité financière d'aujourd'hui aboutit à un partage de la prime de la recherche. Les crédits de des télécommunications promettent d'être en augmentation. Le budget de la recherche risque d'être en récession. Les crédits de la recherche, en effet, ont baissé chaque année l'inflation et la hausse des salaires, mais les autorisations de programmes ne suivent pas forcément la même ligne.

La phase finale des discussions qui s'amorce maintenant entre le ministère de l'Économie et des finances et le ministère de l'Industrie et de la recherche sera décisive. Le projet de budget de la recherche tel qu'il se présente aujourd'hui a suscité une grande réserve de la part du comité consultatif de la recherche scientifique et technique, qui a exposé ses craintes au ministre, M. Michel d'Ornano. Il y a quelques jours, les crédits de programme du Centre national d'études spatiales (CNES) et du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) augmentaient d'environ 13 %, les premiers parce que le CNES doit faire face à sa contribution à l'Agence spatiale européenne, les seconds parce que le C.E.A. devra continuer à financer l'usine d'enrichissement d'Urodit, le réacteur surgénérateur Super-Phénix. Mais les crédits des autres organismes de recherche, le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), de la santé et de la recherche médicale (INSERM), connaîtront

une augmentation voisine de zéro. Encore cette comparaison est-elle faite avec le budget de 1976, sans tenir compte des coupes réalisées en vertu du plan de soutien.

Des promesses non tenues

Avec ce premier projet de budget 1977, la communauté scientifique se retrouve bien loin du désir affiché par le président de la République en février 1976 de relancer la recherche, et notamment la recherche fondamentale en France. Depuis, M. d'Ornano a répété que la qualité de la recherche française était essentielle à son avenir et qu'il fallait que son effort rattrape, d'ici à 1980, celui fait par l'Allemagne fédérale. Dans le budget de 1976, le ministre déclarait : « Avec 1976, nous sommes repartis vers une évolution de l'effort de recherche ira croissant chaque année, alors que nous constatons une stabilisation, voire une diminution dans certains autres pays d'Europe. Le président de la République a voulu que les orientations soient claires, et c'est pourquoi le conseil restreint de février 1975 a décidé que les crédits publics de recherche croissent à un taux moyen des équipements collectifs civils ».

En se fondant sur ces promesses, la commission de la recherche qui a préparé le VII<sup>e</sup> Plan a recommandé un taux annuel de croissance des budgets de 6 % en francs constants pour les cinq années à venir, indispensables à ses yeux pour combler une partie du retard accumulé pendant le VI<sup>e</sup> Plan. En pourcentage de la production intérieure brute (P.I.B.), le budget de la recherche n'a, en effet, cessé de décroître depuis 1970, et la communauté scientifique s'est vu expliquer, année après année, qu'un budget médiocre qui venait d'être décidé en succédait un bien meilleur. Aujourd'hui, il apparaît très difficile de maintenir une bonne qualité de recherche avec l'enveloppe des crédits proposée. — D. V.



(Publicité)

## FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

# ISSEC : Automne 1976

- des programmes nombreux et complets
- un rythme équilibré des cours, tant pour l'individu que pour l'entreprise

L'INSTITUT supérieur des sciences économiques et commerciales a été créé voici sept ans par l'ESSEC. Etroitemment associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois. Quatre crédits qui totalisent

près de cinq cents heures de travail sur deux années et la rédaction d'un mémoire conduisant à un diplôme de spécialité du niveau de celui d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Ces programmes sont suivis par des dirigeants, des cadres et des ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions

et de tous secteurs. Ils étalent un millier de cours, de séminaires, de conférences, de stages, de travaux de recherche, de projets, de cas, les exercices et effectuent en commun des travaux de recherche suivis par le professeur.

plan de perfectionnement. Ils ne sont pas tenus de s'inscrire à la totalité du programme — long — (deux ans). Les cours, généralement donnés par journées complètes, se déroulent dans les locaux modernes de l'ISSEC à Paris et à Cergy. L'ISSEC est partenaire du Gernie.

### SESSION D'AUTOMNE 1976 : Le centre d'orientation est ouvert

#### Plan de perfectionnement et orientation

CHACQUE inscription est subordonnée à une rencontre avec un conseiller d'orientation de l'ISSEC : qu'il s'agisse d'une inscription pour un ou plusieurs crédits, cette entrevue permet de mieux informer les intéressés sur le contenu des enseignements et d'en vérifier l'utilité dans le cadre de leur plan de perfectionnement personnel.

Le Centre d'orientation, structure permanente de l'ISSEC, peut, dès maintenant, recevoir les personnes désireuses de suivre une formation en OCTOBRE 1976.

Il est également à la disposition des responsables de personnel ou de formation désireux d'insérer des enseignements de l'ISSEC dans leur plan de formation en tant qu'intra-entreprise.

### Le choix d'un institut

EN matière de formation permanente, les stages et séminaires se sont multipliés ces dernières années. Les délégués et brochures qui affluent sur les bureaux des cadres et responsables de formation posent un problème difficile à résoudre : comment faire un choix dans cette avalanche de propositions ?

Évaluer la qualité de programmes de formation est complexe. Il faut tenir compte de ce qu'en attendent les participants (initiation, perfectionnement, reconversion...) de la durée des programmes, de la pratique systématique ou non d'une orientation pédagogique (et d'une évaluation à posteriori), de la comparaison entre ce qui est promis et ce qui est effectivement réalisé, de la qualité des enseignants et animateurs, etc.

Compte tenu de cette complexité, nombre de responsables s'accrochent à considérer comme un critère important de satisfaction deux données facilement pondérables :

- 1) « Le taux de répétition » (soit le nombre de participants qui se réinscrivent à un nouveau stage après en avoir déjà suivi un).
- 2) « L'évolution du nombre global d'inscriptions » dans le centre ou l'institut considéré.

L'ISSEC, ce taux a évolué comme suit : oct. 1971 : 42 % ; mars 1972 : 45 % ; oct. 1972 : 52 % ; mars 1973 : 55 % ; sept. 1973 : 58 % ; mars 1974 : 61 % ; oct. 1974 : 61 % ; mars 1975 : 60 % ; oct. 1975 : 61 % ; mars 1976 : 60 %.

De ce point de vue, l'ISSEC a connu un développement remarquable : Plus de mille cadres et ingénieurs ont suivi cette année ses programmes (1).

L'ISSEC s'est ainsi placé — en très peu de temps — parmi les tout premiers centres français et européens spécialisés dans le perfectionnement des cadres et dirigeants.

L'ISSEC bénéficie depuis octobre 1973 des installations ultra-modernes que l'ESSEC a fait bâtir à Cergy-Fontaine, et qui ont permis de multiplier par vingt la surface de ses locaux. Ainsi les cours de l'ISSEC se déroulent aussi bien à Paris qu'à Cergy.

(1) Compte non tenu des interventions intra-entreprises.

## Des programmes qui sont suivis sans absence prolongée hors de l'entreprise

Les crédits de perfectionnement ISSEC ont pour but d'offrir à des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un certain nombre de techniques de gestion, à raison de neuf journées complètes réparties sur quatre mois, au rythme d'une séance tous les quinze jours.

Ces crédits de perfectionnement sont articulés sur 15 axes principaux de la gestion des entreprises correspondant à 15 « options » ; chaque unité d'enseignement ou « crédit » constitue une entité, tant sur le plan pédagogique qu'en ce qui concerne le déroulement dans le temps.

Chaque crédit de perfectionnement est une unité de soixante-douze heures de cours, exposés, discussions, conférences, travaux dirigés et séances de discussion de cas avec une équipe de professeurs praticiens d'entreprise et animateurs.

L'enseignement porte sur un sujet précis de la gestion et des techniques afférentes : chaque crédit constitue une entité pédagogique placée sous la direction d'un responsable de crédit qui assure la coordination et le suivi du perfectionnement.

Des groupes de travail (de cinq à huit sessions)

naissent sont constitués au sein de chaque crédit. Ils doivent se réunir pour préparer les discussions de cas, les exercices et effectuer en commun des travaux de recherche suivis par le professeur.

#### Deux formules

Les crédits ISSEC peuvent être suivis selon deux formules :

● Soit à raison d'un crédit par session : chaque crédit représentant neuf journées de huit heures étalées sur quatre mois ; cette formule est particulièrement adaptée aux cadres en activité ; elle évite les absences prolongées et permet l'application immédiate et progressive, dans l'entreprise, des formations reçues ;

● Soit à raison d'un crédit par mois : dans ce cas, les crédits représentent dix-huit demi-journées bloquées sur un mois ; il est donc possible de suivre une option complète en quatre mois ; cette formule est principalement destinée aux demandeurs d'emploi.

### ANGLAIS, ALLEMAND, ARABE, RUSSE, ETC.

#### Le centre de langues ESSEC-ISSEC propose à Paris et à Cergy

● Cours de langues, soit par petits groupes, soit en individuel, faisant appel à des méthodes actives, éprouvées, utilisant un équipement pédagogique moderne (laboratoire, vidéo, magnétoscope) et animés par une équipe d'enseignants qualifiés et spécialisés dans le recyclage des adultes.

● Horaires souples adaptés aux contraintes de chacun, allant de quatre heures à dix heures par semaine.

● Sessions intensives de recyclage en immersion sous forme de journées bloquées (en anglais seulement) ; recyclage d'anglais général pour faux débutants.

● Recyclage d'anglais d'affaires pour niveau intermédiaire (le but de cette session est de donner plus d'assurance et d'aisance dans l'expression en français, en anglais ou en espagnol, en fonction des besoins et des discussions de cas).

● Pour tous renseignements, s'adresser au : centre de langues ESSEC-ISSEC, R.P. 109, 95001 Cergy, tél. : 039-40-57 (postes 513-544). Tests sur rendez-vous à Paris ou à Cergy.

### Les diplômes de spécialité ISSEC

Les diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur dans une discipline donnée de la gestion des entreprises appelées « options » (voir tableaux ci-dessous). Les demandes d'accès aux différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant suivi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accès à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé.

Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat. Le mémoire est soutenu devant un jury souverain dans un délai de six mois minimum et de douze mois maximum après acceptation du sujet.

## Pour une information plus complète

M.

Adresse personnelle :

Tél. :

SOCIÉTÉ :

Adresse de la société :

Tél. :

FONCTION :

Désirerait recevoir une brochure de documentation sur l'ISSEC ☐

Désirerait rencontrer un animateur du Centre d'orientation ☐

**ISSEC**

Établissement d'enseignement privé

24, rue Hamelin, 75116 PARIS

Tél. 727-80-20 - 727-06-20 - 727-05-28

Métro : Boissière ou Iéna

Télex : 630943

OPTIONS	CREDIT 1	CREDIT 2	CREDIT 3	CREDIT 4
A. — FONCTION PERSONNEL	Les Techniques de Base	Structures et Communications	Place des Relations de Travail	A. Politiques B. Droit du Travail
B. — FONCTION FORMATION	Les Méthodes en Formation Permanente	La Pratique de la Formation	a) Organisation et gestion de la formation b) L'audio-visuel en formation	Psychopédagogie de la Formation Permanente
C. — MARKETING	Marketing fondamental	A) Méthodes d'analyses en marketing C) Marketing bancaire D) Marketing des produits industriels E) Exportation et marketing sur les marchés étrangers	B) Etudes et recherches en marketing F) Direction des ventes G) Publicité H) Politique de distribution et merchandising	I) Politique de marketing
D. — GESTION COMPTABLE ET CONTRÔLE DE GESTION	Comptabilité générale de gestion	Comptabilité analytique de gestion	Comptabilité approfondie	Contrôle de Gestion
E. — GESTION FINANCIÈRE	Gestion financière	A. Bourse et Évaluation des sociétés B. Crédit et Institutions Financières	C. Les Décisions Financières dans l'entreprise D. Les Finances internationales	
F. — GESTION DE LA PRODUCTION	Éléments Fondamentaux de gestion de la production	Techniques de planification et de Contrôle de production	Conception d'un système de production	Processus de production et gestion du personnel
G. — SECRETARIAT GÉNÉRAL	Fonctions spécifiques du secrétariat général	Droit des sociétés	Fiscalité technique contractuelle	Les techniques de base de la fonction personnel Gestion financière

1. — INITIATION A LA GESTION DE L'ENTREPRISE	Initiation à la gestion et à l'économie de l'entreprise			
2. — RELATIONS HUMAINES	Expression orale	La conduite de réunion	Méthodes d'enquêtes	
3. — INFORMATIQUE DE GESTION	Éléments de base d'informatique			
4. — DROIT DE LA GESTION	Droit général des affaires	Droit des sociétés	Droit du travail	Fiscalité
5. — ECONOMIE	Structures industrielles et initiation à la stratégie des marchés	Stratégie des entreprises et politiques de concurrence		
6. — LOGISTIQUE	Notions fondamentales de logistique			
7. — ORGANISATION	Les techniques d'organisation	Les structures d'organisation		
8. — METHODES QUANTITATIVES POUR LA GESTION	L'utilisation des méthodes quantitatives			

مكتبة الامم المتحدة



هكذا من الامل

DIRIGEANTS

1976

# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

EN PLEINE ARÈNE POLITIQUE

## Le patronat gère les contradictions...

Il faut se mettre à la place des dirigeants du patronat : pour une organisation dont la doctrine traditionnelle est de ne pas faire de politique, vivre en pleine arène politique n'est pas simple. On dira qu'il en va de la politique comme des décisions. Ne pas en prendre, c'est en prendre. Ne pas en faire, c'est en faire. On s'en est aperçu en voyant M. François Mitterrand essayer d'entamer le dialogue avec le patronat, amorçant notamment avec M. Jacques Ferry une apparition d'échange public qui aurait pu permettre de sortir la gauche du ghetto économique « antilibéral » dans lequel elle ne semble pas se complaire. Mais les choses ne sont guère allées loin, le C.N.P.F. coupant court à la manœuvre. Cependant, le congrès du Centre des jeunes dirigeants doit se tenir cette semaine, les 17, 18 et 19 juin à Montpellier, avec pour tête d'affiche M. Michel Rocard. Certes, tous les partis ont été invités à y participer, mais M. Alain Chandon est de toute évidence en « vedette américaine » avec à ses côtés

MM. André Diligent et Paul Dijoud. Alors que le parti communiste a décliné l'offre, le parti socialiste a choisi une personnalité en vue pour le représenter. Faudra-t-il voir, à Montpellier, une brèche dans le dispositif patronal de prudence ? Entreprise et Progrès se borne cette semaine, pour sa part, à présenter les conclusions d'une série d'expériences faites dans des entreprises sur les « réunions d'échanges » pour favoriser l'expression des salariés sur leurs lieux de travail. L'UNICER (Union des chefs et responsables d'entreprise) essaie de son côté de renforcer ses assises dans le patronat de province. Avec une maîtrise non feinte, M. François Ceyrac observe attentivement non seulement les toréadors qui veulent la mort du capitalisme, mais aussi les cavaliers en tout genre qui se meuvent dans cette arène, sachant qu'il a en principe deux bonnes années devant lui pour parer aux coups.

Pas de répit pour le C.N.P.F. Même quand la satisfaction peut l'emporter, 31, avenue Pierre-<sup>2</sup>e de Serbie, il y a toujours des inquiétudes qui montent. Les six premiers mois de 1976 lui ont été favorables sur bien des points. D'abord, ce n'est pas sans un certain sourire que le patronat a vu le gouvernement se rallier à certaines de ses thèses, précédemment prises à contre-pied. Tel a été le cas pour la politique d'encouragement aux investissements, pour la libéra-

tion des prix, pour le projet de réévaluation des bilans... tandis que les « dégâts » semblent devoir être limités du côté de la réforme de l'entreprise et de la loi fiscale sur les plus-values. Ensuite, le printemps social a été plutôt calme, avec relativement peu de grands conflits sociaux et des journées d'action moins suivies qu'on aurait pu s'y attendre. Toutefois, le patronat est préoccupé par la multiplication de conflits locaux durs qui s'expliquent — même quand ils aboutissent à un échec des revendications — par leur caractère stratégique. M. François Ceyrac tient, en effet, pour acquies, que le parti communiste a lancé dans les entreprises une grande offensive : l'appareil de la C.G.T. serait progressivement repris en main par le P.C., des parachutes significatifs d'envoyés parisiens intervenant en province. Là où ils l'ont voulu, pense-t-on, les militants communistes semblent avoir spectaculairement repris l'initiative sur les autres syndicats.

Second sujet d'inquiétude du C.N.P.F. : les aléas de la reprise. Sur ce point, les représentants des fédérations professionnelles ne semblent guère s'entendre avec les analystes du gouvernement. La réunion de conjoncture qui s'est tenue il y a quelques jours au ministère de l'Industrie et de la Recherche a fait apparaître des divergences. Pour certains porte-parole du patronat, « si les pouvoirs publics tiennent la continuité de la reprise pour acquies, c'est parce qu'ils se basent sur des chiffres qui ont en fait trois mois de retard : l'industrie, elle, n'est pas optimiste, parce qu'elle raisonne sur les carnets de commande, c'est-à-dire sur l'activité à venir ». Deux points noirs obscurcissent l'horizon : d'un côté l'exportation, en chute libre, puisque certaines fédérations annoncent une baisse de 45 % de leurs commandes de l'étranger ; de l'autre l'investisse-

AVANT L'ASSAUT DES MARCHÉS ÉTRANGERS

## Nouvelle vague de modernisation dans l'agriculture américaine

De notre correspondante

New-York. — Alors que le gouvernement fédéral leur retire progressivement, depuis 1973, la plus grande partie des aides et subventions qui tendaient à soutenir les prix et à protéger leurs revenus, les agriculteurs américains s'organisent tant bien que mal pour supporter les effets des fluctuations du marché libre.

Avant tout, leurs efforts ont porté sur la productivité qui s'est notamment accrue par la modernisation des équipements, l'utilisation plus intensive des engrais, herbicides et autres adjuvants chimiques, et par l'agrandissement des exploitations individuelles qui permet l'utilisation de machines plus grosses et plus rapides.

Parallèlement, les exploitants agricoles ont de plus en plus fréquemment recouru à des services extérieurs fournis par les centres de recherche, les sociétés d'information, les banques privées, les experts-comptables, etc., demande qui est en passe de créer un nouveau secteur tertiaire tributaire de l'agriculture.

Nous avons relevé maints exemples de cette évolution dans une région du sud-ouest des États-Unis où l'élevage domine, mais où la culture des céréales — blé d'hiver en particulier — et de l'arachide est également importante.

A Wildorado, Texas, un rancher lève 20 000 acres (1) de prairies naturelles, d'apparence semi-désertique, appartenant à un rancher de Floride, contre un loyer annuel de 4 dollars l'acre. Il y prend « en pension », le 15 avril, trois mille vaches malgres — 450 livres environ (2) — qui, à moins de sécheresse catastrophique, gagneront 300 à 350 livres par tête sur ce pâturage d'ici au 15 octobre, soit un gain global de 1 million de livres environ. Comme il a contracté avec le propriétaire des vaches sur la base du gain de poids, à tant par livre, ce rancher astucieux réalisera un bénéfice net après paiement du loyer, des cow-boys, des frais vétérinaires et autres, et après déduction des pertes par « rétrécissement » (les bêtes manquant à l'appel le 15 octobre), qui se situera entre les six chiffres, c'est-à-dire au moins 100 000 dollars. Cela pour six mois de travail et sans emploi de capital propre.

A Amarillo, toujours au Texas, est situé l'un des plus grands parcs d'embouche, dits *feedlots*, des États-Unis, où nous avons vu trente mille bêtes se gaver d'une mixture préparée par un mélangeur géant. Au poste de commandement du mélangeur se trouve un terminal d'ordinateur qui calcule, et commande, chaque jour, la formule de mixture la plus économique, suivant l'évolution des cours des divers composants de l'alimentation de ses pensionnaires.

D'autres parcs de moindre envergure (celui d'Amarillo représente un investissement de l'ordre de 1 million de dollars) se contentent de s'assurer, les services d'un *feedlot nutritionist* qui transmet par téléphone la formule alimentaire recommandée. Le séjour d'une bête au parc d'embouche dure, en moyenne, cent vingt jours avant l'abattage et coûte au propriétaire de l'animal 5 cents U.S. par jour, plus le « repas » à un prix indexé sur celui du marché des céréales. Selon une autre formule fréquente, le propriétaire paie le gain de poids à un prix contractuel.

## De violents sursauts

Les parcs d'embouche des États-Unis, qui pour la plupart semblent appartenir à des groupes d'éleveurs ou autres intérêts locaux, ont actuellement une capacité totale de douze millions de têtes, (1) 1 acre : 0,405 ha. (2) Livre-poids : 0,454 kilos.

capacité qui s'est développée dans l'euphorie des années 1970-72 lorsque étaient réalisés des bénéfices très élevés dans cette spécialité. Les parcs ont été gravement sous-utilisés lors de la crise du marché de la viande, mais ils se repeuplent rapidement. Ils contiennent, au 1<sup>er</sup> mai, dix millions deux cent mille têtes environ.

Ni le rancher de Wildorado ni l'exploitant du parc d'embouche ne s'exposent aux fluctuations du prix de la viande sur pied. A qui donc appartiennent tous ces animaux qu'il faut bien finir par vendre sur le marché libre ?

En partie, aux grands abattoirs (*slaughterhouses*), en partie aux grosses sociétés d'« agribusiness » (quelques-unes parentes des *packers*), en partie aux cultivateurs de blé d'hiver qui mettent des vaches d'élevage au pâturage dans leurs champs lorsque le blé est en herbe (décembre-mars) puis les « finissent » au parc d'embouche pour les vendre à la fin du printemps, et pour une part importante à des *yard sales* (1) dont les parts sont souscrites par des investisseurs de tous poils — hommes d'affaires, membres de professions libérales, gros rentiers, intéressés par ce type de spéculation.

Il va sans dire que cette forme de propriété entretient les violents sursauts du marché de la viande. L'industrie de l'élevage a des prix non liés à la hausse que les spéculateurs se mettent « dans » le bouc, ce qui tend à causer une surproduction. Y a-t-il menace de baisse que chacun se replace « dehors », signalant l'abaissement au plus vite et provoquant l'inondation du marché et la chute réelle des prix. Le marché à terme pour la viande de bœuf fonctionne au Chicago Mercantile Exchange, et il est de création relativement récente.

Le producteur de vaches d'élevage (qu'il est d'usage d'appeler l'opérateur *vache-veau*) court de plus grands risques que ses collègues aux stades suivants de l'élevage. Il doit investir son capital propre, ne serait-ce que dans ses vaches, et veiller à ce que ses vaches ne lui coûtent pas plus cher qu'il ne rapportent. Mais, s'il est averti, comme un nombre croissant de fermiers semblent l'être, il se couvre par des opérations d'arbitrage sur le marché à terme pour la viande de bœuf.

Les agriculteurs américains ne pourraient s'adapter ainsi aux nouvelles conditions de la concurrence si leurs banquiers ne faisaient, eux aussi, montre d'imagination et d'esprit d'initiative. En fait, dans les petites villes des régions agricoles des États-Unis, la banque est en révolution.

JAY McCULLY.

(Lire la suite page 24, 3<sup>e</sup> colonne.)

## Le prix de la sécheresse

PAR deux fois en quinze jours, au cours du conseil des ministres, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est préoccupé du temps : il ne pleut décidément pas assez sur la France, de la Vendée aux Ardennes. Et les bêtes se dessèchent, les betteraves lèvent mal, les prairies se transforment en paillassons... Ce n'est pas encore catastrophique, mais c'est suffisamment préoccupant pour que le porte-parole du gouvernement assure que, si la situation devenait plus grave encore, « l'aide aux sinistrés prendrait la forme d'un problème de solidarité nationale » : pour que le ministre de l'Agriculture ajoute d'un ton chagrin qu'il n'y a tout de même pas à « craindre les queues devant les magasins d'alimentation ».

Pour les pouvoirs publics l'affaire est beaucoup plus embarrassante qu'il ne paraît. D'un côté ils veulent apaiser les agriculteurs des régions touchées, dont le revenu risque d'être sensiblement écorné par la chute des productions. De l'autre ils s'efforcent de rassurer les consommateurs sur les approvisionnements, car la « peur de manquer » provoque habituellement des psychoses collectives. On l'a constaté encore à la fin de l'été 1974 : lorsque les betteraves ont lancé la rumeur d'une pénurie de sucre, les magasins ont été littéralement dévalisés.

Le gouvernement craint en outre que le problème ne prenne d'autres dimensions. La sécheresse pourrait affecter l'équilibre de la balance commerciale. En effet, la récolte de blé risque d'être inférieure de 20 millions de quintaux à la normale. C'est dire que les exportations diminueront d'autant ; soit, sur la base des cours actuels, une perte de recette de l'ordre de 1,5 milliard de francs.

Simultanément, les prix de quelques produits alimentaires pourraient flamber dès que les stocks de réserve des légumes produits dans l'Ouest. Dans quelques mois, ceux de la viande : les tourteaux devenant rares, les aliments du bétail augmenteraient.

Dans l'immédiat, il est vrai, les pouvoirs publics vont avoir à enrayer un mouvement inverse : la baisse des cours provoquée par les éleveurs qui se débarrassent de leurs animaux toute de pouvoir les nourrir. Au-delà de ce répit, l'inflation, toujours elle, se profile. La politique agricole est telle aujourd'hui qu'elle s'emploie à dresser des contre-fort à la chute des cours par un attirail complexe d'interventions, sans réussir systématiquement à maîtriser les poussées de hausse quand la conjoncture y conduit. Surtout à recourir aux moyens — ouverture des frontières, taxation — qui déclenchent inévitablement la colère des producteurs.

Inflation, perte de devises : la ciel obstinément bleu est en train de provoquer des tourmentes économiques. Celles-ci font cependant le bonheur de quelques-uns : les « marchands de temps » — officines privées de prévisions météorologiques — en profitant pour vendre leurs prédictions-miracles à prix d'or ; et les fabricants d'eau minérale, de boissons diverses, de rafraîchissements s'attendant à une saison exceptionnelle.

Le soleil n'assèche pas tout...

## La cosurveillance : panacée ou épouvantail ?

par GEORGES LASSERRE (\*)

ON pouvait le prévoir : la cosurveillance a été et reste le point le plus controversé du débat sur la réforme de l'entreprise. En simplifiant, deux optiques extrêmes sont en présence. Les uns voient ces intérêts entièrement antagonistes. Dès lors, la lutte de classe s'impose et devient même la valeur suprême, le critère des actions à mener par les travailleurs. Toute participation à la gestion serait un leurre ou un piège. On trouve des attitudes symétriques chez certains employeurs. D'autres croient les intérêts en présence fondamentalement convergents. Tous ont intérêt à la prospérité de l'entreprise. C'est la doctrine idyllique de la collaboration des classes. Il est donc possible et souhaitable que la gestion soit décidée en commun.

Il est nécessaire, pour y voir clair, d'analyser les rapports entre les intérêts en présence et de ventiler les domaines où les situations où il y a harmonie et ceux où il y a antagonisme. Il y a accord

pour que le gâteau soit aussi gros que possible, et antagonisme dès qu'il s'agit de le partager. Disent les Américains. Mais il faut regarder de plus près. Par exemple, et en simplifiant, il y a antagonisme quant au montant et aux modalités des salaires, quant à la durée et à la vitesse du travail. Antagonisme aussi quant à l'emploi : les travailleurs le voudraient stable ; les entreprises veulent des effectifs flexibles en fonction de la demande. Il y a convergence, du moins jusqu'à un certain point, en ce qui concerne l'hygiène, la sécurité, le cadre du travail. Et tous souhaitent la prospérité de l'entreprise, mais pour les travailleurs l'entreprise prospère est celle qui embauche, et non la plus rentable comme pour les capitalistes. L'antagonisme prévaut quand les profits élevés donnent envie de revendre, la solidarité quand on est inquiet pour la survie de l'entreprise.

## Les leçons de la cogestion allemande

Partant de cette analyse, que peut-on attendre d'une présence de représentants des travailleurs dans les conseils de surveillance ? Si ces représentants sont en nombre égal à ceux des actionnaires, on peut évidemment craindre de fréquentes paralysies des décisions par partage égal des voix. C'est pourquoi, lorsque l'Allemagne fédérale a introduit, en 1951, dans l'industrie du charbon et du fer, une cogestion paritaire — cinq représentants des actionnaires, cinq représentants des travailleurs — on a pris soin d'y ajouter un « onzième homme », élu par les dix premiers, et chargé d'arbitrer. En fait, ce onzième homme n'a presque jamais eu à jouer ce rôle. Les représentants du travail ont, dans l'ensemble, laissé les capitalistes orienter la politique économique des entreprises, et des deux côtés on a été conciliant ; on a

beaucoup négocié et toujours abouti à des compromis. Les travailleurs ont obtenu peu à peu une très importante amélioration de leur condition. Quant aux employeurs, certains déclarent que la cogestion les a aidés dans leur tâche ; d'autres la critiquent avec virulence, mais sur le terrain des grands principes et sans donner d'exemples des inconvénients sérieux qu'elle aurait pu avoir.

La nouvelle loi, votée en mars 1976, va introduire dans tout le reste de l'industrie allemande (où une cogestion minoritaire — un tiers des sièges aux travailleurs — existe depuis 1953) une cogestion où aussi paritaire, ou plutôt quasi paritaire. Le nombre des sièges sera égal pour les deux parties, mais le président sera obligatoirement un représentant du capital, et il aura une voix

supplémentaire. En outre, parmi les représentants des travailleurs, un siège sera attribué à un cadre supérieur, élu par ses pairs et par les employés, mais à l'exclusion des ouvriers. Il lui sera difficile de s'opposer aux capitalistes sur les questions importantes. Le capital, l'emportant d'un moins une voix et sans doute très souvent de deux, aura une position meilleure que dans l'industrie du fer et du charbon. Au total, il n'y a pas de différence radicale au point de vue du pouvoir attribué aux travailleurs, entre ces cogestions dites paritaires et une cogestion minoritaire. Celle-ci ne peut, évidemment, pas transformer la condition salariale et encore moins modifier la politique économique de l'entreprise. Mais elle peut aboutir à certains résultats.

Chez les travailleurs, une initiation aux problèmes économiques de l'entreprise. Chez les administrateurs, une découverte de la psychologie ouvrière. L'introduction d'une optique humaine. Car les travailleurs ont besoin, outre leur salaire, de sécurité, d'un travail permettant leur auto-affirmation, de dignité, de considération, de camaraderie, alors que les actionnaires ne veulent que des chiffres : dividendes et plus-values boursières.

Éventuellement, une vigilance utile à l'entreprise contre certains abus tels que népotisme, sinécures, faveurs clanistiques, frais de représentation ou de publicité excessifs. Il est vrai que jusqu'ici, en France, tant qu'a duré une situation de plein emploi, la présence à titre consultatif des délégués des comités d'entreprises a été considérée comme un échec. Inimides, concédants des lacunes de leurs connaissances, se haïssant souvent à des décisions déjà prises sans eux dans une réunion non officielle, ils se sont longtemps peu intéressés à la gestion économique, on ont été découragés par l'inefficacité de leurs interventions.

(\*) Professeur honoraire à Paris-I.

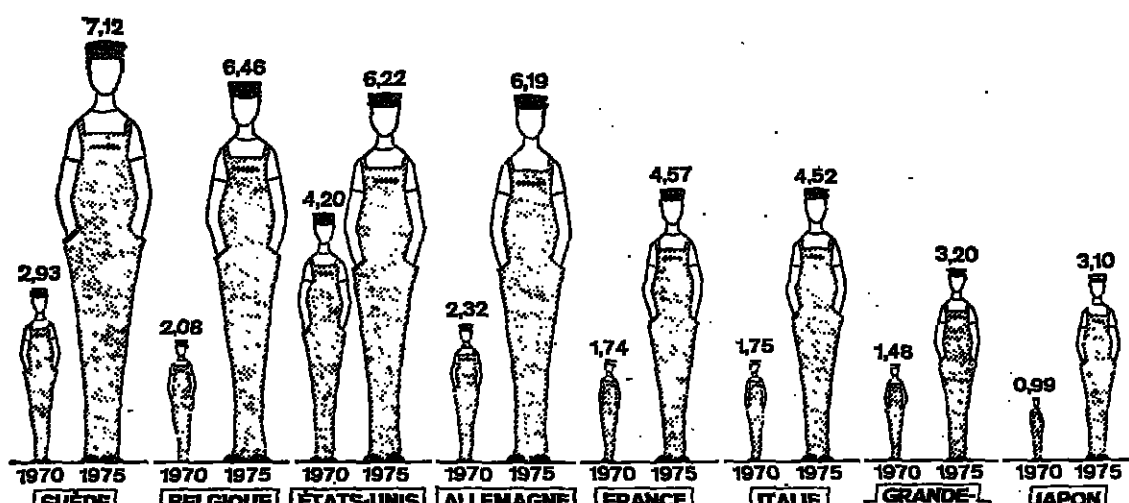
(Lire la suite page 22, 4<sup>e</sup> colonne.)



## FAITS ET TENDANCES

## Dans trois pays européens, les salaires ont atteint ou même dépassé le niveau américain

(Salaires horaires dans l'industrie, en dollars)



Source : Citibank (New York)

En 1970, les salaires américains étaient de loin supérieurs à ceux des pays européens et du Japon. En revanche, à la fin 1975, les salaires de l'Europe occidentale s'étaient considérablement rapprochés des salaires de l'Amérique du Nord et les avaient même dépassés dans deux pays : la Suède et la Belgique. Seuls quatre pays industriels peussent se prévaloir de cotés salariaux nettement inférieurs à ceux des États-Unis : le Japon, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France.

Sans doute le renversement de la situation ne s'explique pas uniquement par la croissance des cotés salariaux

dans chacun de ces pays. La baisse des cotés du dollar y a également contribué. En effet, depuis 1970, six des pays en question ont vu leur devise s'apprécier plus ou moins sensiblement par rapport au dollar. Les gains salariaux sont donc gonflés lorsqu'on les présente en monnaie américaine. C'est ainsi que les devises suédoise, française et allemande s'étant réappréciées respectivement de 25, 29 et 48 % par rapport au dollar pendant la période considérée, l'augmentation des salaires en monnaie nationale se ramène respectivement à 94 % (contre 143 %, 104 % (contre

163 %, 80 % (contre 167 %). À l'inverse, la livre sterling s'étant dépréciée de 7 % par rapport au dollar, les gains salariaux en monnaie nationale (+ 134 %) sont supérieurs à ceux exprimés dans la devise américaine.

La croissance des salaires en Europe est donc dans l'ensemble proportionnellement plus forte pour les investisseurs américains que pour les entrepreneurs locaux. Cela explique, pour partie, que les firmes étrangères hésitent à investir dans le Vieux-Monde, car elles comptabilisent en dollars le paiement de la main-d'œuvre de leurs filiales à l'étranger.

## LA COSURVEILLANCE : panacée ou épouvantail ?

(Suite de la page 21.)

Il n'en est plus de même depuis que la crainte des licenciements massifs ou des fermetures d'entreprises est devenue leur principal souci, et que leur formation économique a progressé.

En Allemagne, la co-gestion minoritaire fonctionne à la satisfaction des deux parties, bien que les syndicats l'aient jugée insuffisante. On comprend donc que la Suède, la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Autriche, ainsi que le projet de société européenne, l'aient adoptée récemment, sous diverses formes. Le comité Sudreau l'a envisagée, sous le nom de cosurveillance.

### Un ralliement ultérieur des syndicats ?

Il est indispensable, au minimum, que le projet de loi limite le choix aux trois modalités prévues par le comité Sudreau : l'élection par le comité d'entreprise, la désignation par les syndicats, l'élection au suffrage universel. Mieux encore : si les travailleurs sont jugés assez adultes pour s'engager au conseil, ne le sont-ils pas pour choisir eux-mêmes, par exemple par référendum, leur propre mode de représentation ?

Mais un autre aspect du problème surgit : l'hostilité à la cosurveillance des plus importantes organisations syndicales françaises. De ce fait, la plupart des représentants des travailleurs n'auraient probablement pas, sauf en cas de menace aux emplois, l'attitude de collaboration avec le capital qu'on voit en Allemagne. Dans ce pays, ainsi qu'aux États-Unis et en Suède, les syndicats sont assez forts et assez souples pour changer de casquette quand il le faut.

Mais dans le projet gouvernemental en préparation, il en restera peu de chose, semble-t-il. Elle sera facultative. Mais on voit surgir une question inquiétante. « L'assemblée générale des actionnaires, d'après les déclarations du ministre du travail, déterminera le mode de désignation des représentants des salariés ». Si les futurs textes devaient laisser entièrement libre ce choix par les actionnaires, on risquerait de les voir, par ignorance de la psychologie ouvrière, adopter, par exemple, un suffrage réservé à quelques-uns, ou inégal. Ce serait heurter la dignité, les convictions profondes et l'échec des valeurs du monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie.

## SELON UNE ÉTUDE DU BUREAU AGRICOLE COMMUN

### L'exode rural et l'inégalité des revenus paysans s'aggraveront au cours du VII<sup>e</sup> Plan

Le rapport sur les orientations du VII<sup>e</sup> Plan dans le secteur agricole et dans le secteur alimentaire qui a été présenté le 21 avril dernier par M. Jacques Lelièvre, directeur général de la caisse de Crédit agricole, est quasiment dépourvu de toute évaluation chiffrée.

Les membres de la commission ont sans doute voulu éviter de révéler, en publiant quelques séries statistiques, les données qui s'étaient déchainées lors de la publication du rapport Védet sur « les perspectives à long terme de l'agriculture française (1968-1985) ».

Toutefois, aucun exercice de planification ne peut s'en tenir à la littérature. Il a donc fallu aligner des pourcentages, dresser des tableaux, tracer des courbes. Ce sont les résultats de ces travaux, effectués dans les groupes de travail préparatoire du Plan, que vient de publier le BAC (Bureau agricole commun), centre de recherche économique des organisations syndicales paysannes.

L'hypothèse de base du rapport de la commission — développement de la production — est résumée ainsi dans le langage des économistes : « Alors que la production agricole ne représenterait plus que 5 % environ de la production totale française en 1980 et qu'elle n'occuperait plus que 8 % de la population active totale, son rôle dans l'équilibre général de l'économie se confirmerait, puisqu'on attend pour 1980 du secteur agro-alimentaire un excédent du solde des échanges de 10 milliards de francs 1970, alors que le solde de la balance des marchandises serait globalement excédentaire de 3 milliards de francs 1970 seulement. Ces résultats seraient atteints grâce à la poursuite des progrès de productivité dégageant une production croissante en dépit de la baisse des effectifs employés. »

Cela posé, les experts en tirent cinq conséquences :

#### 1. — DIX-HUIT MILLE INSTALLATIONS PAR AN.

Les emplois dans les exploitations continueraient à décroître, non pas tant du fait de migrations vers d'autres secteurs d'activité, puisqu'on estime que celles-ci ne dépasseraient pas vingt-cinq mille personnes par an au cours du VII<sup>e</sup> Plan (contre trente-huit mille dans la période 1962-1968), mais parce que les sorties de l'agriculture, que ce soit par décès ou par retraite, ne seront pas compensées par les entrées de jeunes, qui n'excéderaient pas dix-huit mille personnes par an.

« Cette évolution implique que la charge des retraites des ménages agricoles devra être supportée par un nombre toujours d'égal à celui d'actifs, note le BAC. Une partie croissante du budget de l'agriculture (déjà 44 % en 1975) devra être consacrée au soutien du régime social, ce qui limite d'autant les possibilités budgétaires du financement des dépenses productives que nécessiterait la modernisation des exploitations. »

#### 2. — MÉDIOCRITÉ DES STRUCTURES D'EXPLOITATION.

Malgré la faiblesse relative du nombre de jeunes entrant dans la profession, la demande de terres restera très forte car les structures des exploitations continueront à évoluer lentement. « Pour 1 130 000 exploitations en 1965, la surface agricole utile moyenne serait seulement de 25 hectares, contre 19 hectares en 1970. L'agrandissement des exploitations sera général, mais les inégalités subsisteront et même s'accroîtront. Si l'ensemble des exploitations auront pratiquement doublé leur surface en l'espace de trente ans, les quelques hectares gagnés par les plus petites d'entre elles ne pourront être comparés aux gains de plusieurs dizaines ou même de centaines d'hectares des plus grosses. »

Pour la majorité des exploitations dont la taille restera insuffisante (35 % des exploitations auront encore une surface inférieure à 35 hectares en 1980 et 33 % seulement une surface supérieure à 70 hectares), l'agrandissement sera la condition de la survie. Toutefois, compte tenu du coût de la terre, le financement de l'acquisition foncière sera une charge encore plus lourde (elle mobilisait déjà 23 % des bonifications d'intérêt en 1974), ce qui risque de limiter les disponibilités financières des agriculteurs.

#### 3. — LOURDEUR DES INVESTISSEMENTS.

En plus de la charge foncière, l'agriculture apparaîtra de plus en plus comme une « industrie lourde » : le rapport investissements produits sur valeur ajoutée passera en francs courants de 23,5 % en 1974 à 28 % en 1980.

« Du coup, l'agriculture devra utiliser à plein son potentiel productif. C'est pourquoi l'hypothèse retenue pour la production pen-

dant la durée du VII<sup>e</sup> Plan correspond à la poursuite de la croissance à un taux proche de 3 % par an, soit au même rythme que durant les années précédentes », relève le BAC.

#### 4. — AUGMENTATION DES PRODUCTIONS.

Les cultures de céréales gagneraient 400 000 hectares, passant de 9,7 millions d'hectares en 1975 à 10,1 millions d'hectares en 1980, tandis que les betteraves passeraient de 560 000 hectares à 600 000 hectares, et surtout les oléagineux de 336 000 hectares à 780 000 hectares.

Les productions animales augmenteraient moins vite : + 30 % en volume de 1970 à 1980 ; mais elles pourraient poser « des problèmes de débouchés puisque les hypothèses retenues pour la viande bovine font apparaître un solde disponible pour l'exportation de 200 000 tonnes à 300 000 tonnes en 1980, soit un tonnage équivalent à ceux qui avaient été réalisés en 1974 et en 1975, qui étaient des années record. »

#### 5. — DIFFICULTÉS POUR ÉQUILIBRER LES MARCHÉS.

« La poursuite de la croissance de la production agricole pose un problème général de débouchés puisque la demande intérieure ne suit pas. Celle-ci a tendance à ralentir sa progression, du fait notamment de la saturation progressive de la consommation alimentaire par habitant », note encore le BAC.

Il faut ajouter à ces mouvements de fond le fait que le revenu disponible des ménages augmenterait légèrement moins vite au cours du VII<sup>e</sup> Plan que précédemment. Ce ralentissement se ferait sentir au niveau de la consommation alimentaire : elle progresserait en volume de 1,7 % par an entre 1974 et 1980 contre 2,4 % dans la période 1970-1974.

Pour que les exportations agricoles représentent 86 milliards de francs en 1980, le volume de marchandises vendues dans le C.E.S. ou les pays tiers devra être supérieur de 50 % à celui de 1974. Les prix devront être en monnaie constante proches des niveaux élevés de 1974 et de 1975. Les progrès de l'exportation sont « extrêmement importants » pour l'équilibre du développement de la production agricole, dont la valeur atteindra quelque 205 milliards de francs en 1980. Toutefois, l'expansion ne concernera pas tous les secteurs : le BAC indique que « pour revenir à un bon équilibre du marché », il faudra que « les effectifs du troupeau laitier, qui atteignent 7,5 millions de têtes en 1975, passent à 6,8 millions de têtes en 1980, soit environ 1 million de vaches laitières en moins ».

Apparemment, les planificateurs de 1975 ont pris le contre-pied des propositions « multilatérales » de la commission Védet formulées huit années auparavant. La politique agricole « paysanne », par opposition à la politique « technicienne », déterminerait donc les choix du gouvernement. Il est frappant de constater cependant que cette orientation « productive » aboutirait à aggraver, d'après les travaux des experts, les tensions qui perturbent la société rurale : exode, dégradation des inégalités internes, surinvestissement, course à la productivité, incertitude des revenus... Et le désajustement avec les propositions du rapport écrit paraît singulier.

Il est vrai que le BAC a pris la précaution de préciser dans la préface de son étude : « Il s'agit de perspectives 1980 telles qu'elles ont été discutées dans la phase de concertation du VII<sup>e</sup> Plan et non pas des évolutions qui accompagneront le VII<sup>e</sup> Plan dans sa forme définitive. Il est probable que dans le VII<sup>e</sup> Plan, tel qu'il sera voté par le Parlement, les options finalement retenues remettront en cause certains des équilibres projetés qui avaient fait l'objet de débats au cours de la phase de concertation. » Pourquoi ? — A. G.

## Le Monde

dossiers et documents

LE NUMÉRO DE JUIN EST PARU

- LE VIN EN FRANCE
- LES MARGINAUX DE LA FOI

Le numéro : 2 F.

Abonnement : 1 an (10 numéros) : 18 F.

## 62% des foyers possèdent 1 chien ou 1 chat.

Parmi les clients réguliers de la SOFRES figurent la plupart des entreprises concernées par les marchés des animaux familiaux : nourriture, hygiène et soins, produits vétérinaires... autant de secteurs déjà étudiés. Choisir la SOFRES c'est, dans tous les domaines, bénéficier d'un acquit important.

La Sofres, outil n°1 du marketing

Michel Suquet - Sofres - 16-18, rue Barbès - 92128 Montrouge - Tél. 657.13.00.

## Médecine

Pharmacie

- Mise en condition bactérielle A, B, C, D, en math, physique, chimie en septembre.
- Encadrement annuel de soutien parallèle à la P.C.E.U.
- Année préparatoire pour les bacheliers A et B.

CEPES

Groupement libre de professeurs 57, rue Charles-Lafitte, 92 NEUILLY

Tél. 722-94-94 et 743-09-19 NEUILLY

## L'ECONOMIE

Les femmes dans l'

## DES OUBLIÉES

Le monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie. Mais dans le projet gouvernemental en préparation, il en restera peu de chose, semble-t-il. Elle sera facultative. Mais on voit surgir une question inquiétante. « L'assemblée générale des actionnaires, d'après les déclarations du ministre du travail, déterminera le mode de désignation des représentants des salariés ». Si les futurs textes devaient laisser entièrement libre ce choix par les actionnaires, on risquerait de les voir, par ignorance de la psychologie ouvrière, adopter, par exemple, un suffrage réservé à quelques-uns, ou inégal. Ce serait heurter la dignité, les convictions profondes et l'échec des valeurs du monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie.

Le monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie. Mais dans le projet gouvernemental en préparation, il en restera peu de chose, semble-t-il. Elle sera facultative. Mais on voit surgir une question inquiétante. « L'assemblée générale des actionnaires, d'après les déclarations du ministre du travail, déterminera le mode de désignation des représentants des salariés ». Si les futurs textes devaient laisser entièrement libre ce choix par les actionnaires, on risquerait de les voir, par ignorance de la psychologie ouvrière, adopter, par exemple, un suffrage réservé à quelques-uns, ou inégal. Ce serait heurter la dignité, les convictions profondes et l'échec des valeurs du monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie.

Le monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie. Mais dans le projet gouvernemental en préparation, il en restera peu de chose, semble-t-il. Elle sera facultative. Mais on voit surgir une question inquiétante. « L'assemblée générale des actionnaires, d'après les déclarations du ministre du travail, déterminera le mode de désignation des représentants des salariés ». Si les futurs textes devaient laisser entièrement libre ce choix par les actionnaires, on risquerait de les voir, par ignorance de la psychologie ouvrière, adopter, par exemple, un suffrage réservé à quelques-uns, ou inégal. Ce serait heurter la dignité, les convictions profondes et l'échec des valeurs du monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie.

Le monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie. Mais dans le projet gouvernemental en préparation, il en restera peu de chose, semble-t-il. Elle sera facultative. Mais on voit surgir une question inquiétante. « L'assemblée générale des actionnaires, d'après les déclarations du ministre du travail, déterminera le mode de désignation des représentants des salariés ». Si les futurs textes devaient laisser entièrement libre ce choix par les actionnaires, on risquerait de les voir, par ignorance de la psychologie ouvrière, adopter, par exemple, un suffrage réservé à quelques-uns, ou inégal. Ce serait heurter la dignité, les convictions profondes et l'échec des valeurs du monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie.

Le monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie. Mais dans le projet gouvernemental en préparation, il en restera peu de chose, semble-t-il. Elle sera facultative. Mais on voit surgir une question inquiétante. « L'assemblée générale des actionnaires, d'après les déclarations du ministre du travail, déterminera le mode de désignation des représentants des salariés ». Si les futurs textes devaient laisser entièrement libre ce choix par les actionnaires, on risquerait de les voir, par ignorance de la psychologie ouvrière, adopter, par exemple, un suffrage réservé à quelques-uns, ou inégal. Ce serait heurter la dignité, les convictions profondes et l'échec des valeurs du monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie.

Le monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie. Mais dans le projet gouvernemental en préparation, il en restera peu de chose, semble-t-il. Elle sera facultative. Mais on voit surgir une question inquiétante. « L'assemblée générale des actionnaires, d'après les déclarations du ministre du travail, déterminera le mode de désignation des représentants des salariés ». Si les futurs textes devaient laisser entièrement libre ce choix par les actionnaires, on risquerait de les voir, par ignorance de la psychologie ouvrière, adopter, par exemple, un suffrage réservé à quelques-uns, ou inégal. Ce serait heurter la dignité, les convictions profondes et l'échec des valeurs du monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie.

Le monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie. Mais dans le projet gouvernemental en préparation, il en restera peu de chose, semble-t-il. Elle sera facultative. Mais on voit surgir une question inquiétante. « L'assemblée générale des actionnaires, d'après les déclarations du ministre du travail, déterminera le mode de désignation des représentants des salariés ». Si les futurs textes devaient laisser entièrement libre ce choix par les actionnaires, on risquerait de les voir, par ignorance de la psychologie ouvrière, adopter, par exemple, un suffrage réservé à quelques-uns, ou inégal. Ce serait heurter la dignité, les convictions profondes et l'échec des valeurs du monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie.

Le monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie. Mais dans le projet gouvernemental en préparation, il en restera peu de chose, semble-t-il. Elle sera facultative. Mais on voit surgir une question inquiétante. « L'assemblée générale des actionnaires, d'après les déclarations du ministre du travail, déterminera le mode de désignation des représentants des salariés ». Si les futurs textes devaient laisser entièrement libre ce choix par les actionnaires, on risquerait de les voir, par ignorance de la psychologie ouvrière, adopter, par exemple, un suffrage réservé à quelques-uns, ou inégal. Ce serait heurter la dignité, les convictions profondes et l'échec des valeurs du monde du travail, très attaché à sa solidarité et à la démocratie.



حکومت اسلامی

LE MONDE

LE MONDE DES AFFAIRES

Les femmes dans le commerce et l'artisanat

DES OUBLIÉES SILENCIEUSES

De Thérèse Raquin à Madame Blotteau, en passant par Angèle le « femme du boulanger », les hautes figures du petit commerce sont souvent féminines. Les analyses, parfois cruelles, de ce personnage modeste et pourtant indispensable ne manquent pas : qu'elle trône au comptoir, débite le pain ou établit les factures, la femme de commerçant ou d'artisan est une figure familière.

libre. Rares sont pourtant les secteurs où les droits de la femme sont aussi peu reconnus, sa protection aussi mal assurée. Isolées, victimes — consentantes — de l'individualisme qui fait loi dans ces milieux, les épouses n'ont jamais réussi, faute d'organisation, à se faire entendre de l'opinion et des pouvoirs publics.

Le plus grand mérite de l'étude sur « la situation des femmes dans les secteurs du commerce et de l'artisanat », réalisée à la demande du ministère du commerce et de l'artisanat et du secrétariat d'Etat à la condition féminine, est justement de leur avoir donné la parole. Des questionnaires, interviews et rencontres auxquelles elle a procédé, l'auteur (1) a tiré un tableau saisissant et parfois dramatique de la situation des femmes de ces secteurs.

De même, en cas de divorce, elle n'a droit à aucune compensation pour le travail qu'elle a pu effectuer. A l'heure où les droits de la femme à l'égalité et à la justice sont souvent reconnus, où l'on va jusqu'à envisager de verser un salaire à la femme au foyer, on s'étonne que nul ne se soit jamais préoccupé de corriger, même en partie, cette liste d'injustices. On s'étonne surtout que jusqu'à présent, les femmes d'artisans et de commerçants aient subi leur sort sans jamais chercher à l'améliorer.

Situation précaire à plus d'un titre. Considérées comme « sans profession », leur travail n'est pas reconnu par la loi, le fisc, les services sociaux. Leurs lieux de travail et leurs domiciles étant souvent confondus, leurs horaires sont au moins aussi pénibles que la plupart des femmes salariées (du moyen de travail à dix heures par jour). Or, elles ne bénéficient d'aucun des avantages accordés à ces dernières : n'ayant aucun revenu propre, elles n'ont droit ni à une retraite ni à une couverture sociale personnelle et sont considérées comme des « ayants droit » de leurs maris. Elles ne peuvent notamment pas percevoir des prestations en espèces en cas de maternité ou de maladie.

Celui-ci montre que la seule façon de donner aux femmes de commerçants et d'artisans une réelle indépendance et une juste contrepartie de leur travail serait de leur permettre de choisir leur statut. Elles pourraient ainsi devenir soit salariées de leurs maris, soit leurs associées au sein d'une entreprise transformée en société. La première possibilité suppose une modification de la législation fiscale, laquelle n'autorise pas actuellement le versement d'un salaire au conjoint (maré sous le régime de la communauté) que dans la limite de 1 500 F par mois, revenu inférieur au minimum nécessaire pour pouvoir bénéficier du régime général de la Sécurité sociale. Le second statut (celui d'associée) nécessiterait un élargissement des conditions nécessaires à la constitution en société anonyme qui est pour l'heure inaccessibles aux petites entreprises.

Ces femmes ne partagent aucune des prérogatives de leurs époux, notamment en matière de représentation dans les organismes professionnels de formation ou d'information : elles subissent, par contre, à part entière cette fois, les conséquences des avatars de l'entreprise. Si celle-ci ferme, elles se trouvent souvent complètement démunies ; elles ne peuvent pas bénéficier d'allocation de chômage (n'ayant jamais perçu de salaire), et arrivent très difficilement à se reconvenir, ne possédant, dans la plupart des cas, qu'une formation sommaire.

Il est certes positif que ces réformes soient étudiées dans le rapport. On peut néanmoins regretter que l'auteur s'attache surtout à décrire les difficultés de leur mise en place. Après un premier volet de mesures « aisément réalisables », ce second volet apparaît ainsi plus comme une série de « vœux pieux » que comme des propositions concrètes et indispensables.

En outre, en cas de faillite, la femme de commerçant ou d'artisan risque de se retrouver privée de tous ses biens, et elle s'est mariée sous le régime de la communauté, bien qu'elle n'ait juridiquement aucun moyen de s'opposer aux décisions — même inconsidérées — de son mari. Si celui-ci disparaît, enfin, elle ne peut pas reprendre seule la direction de l'entreprise, surtout dans l'artisanat, et ne peut s'opposer à ce que les enfants, s'ils le désirent, vendent ou liquident celle-ci.

Reste que, dans l'ensemble, la publication de ce rapport, en combinant cent ans de vides, représente un premier pas de géant. Il arrive en tout cas à point pour permettre aux femmes de profiter, même de façon limitée, des multiples programmes de soutien annoncés depuis quelques mois par le gouvernement en faveur des petites entreprises et de l'artisanat.

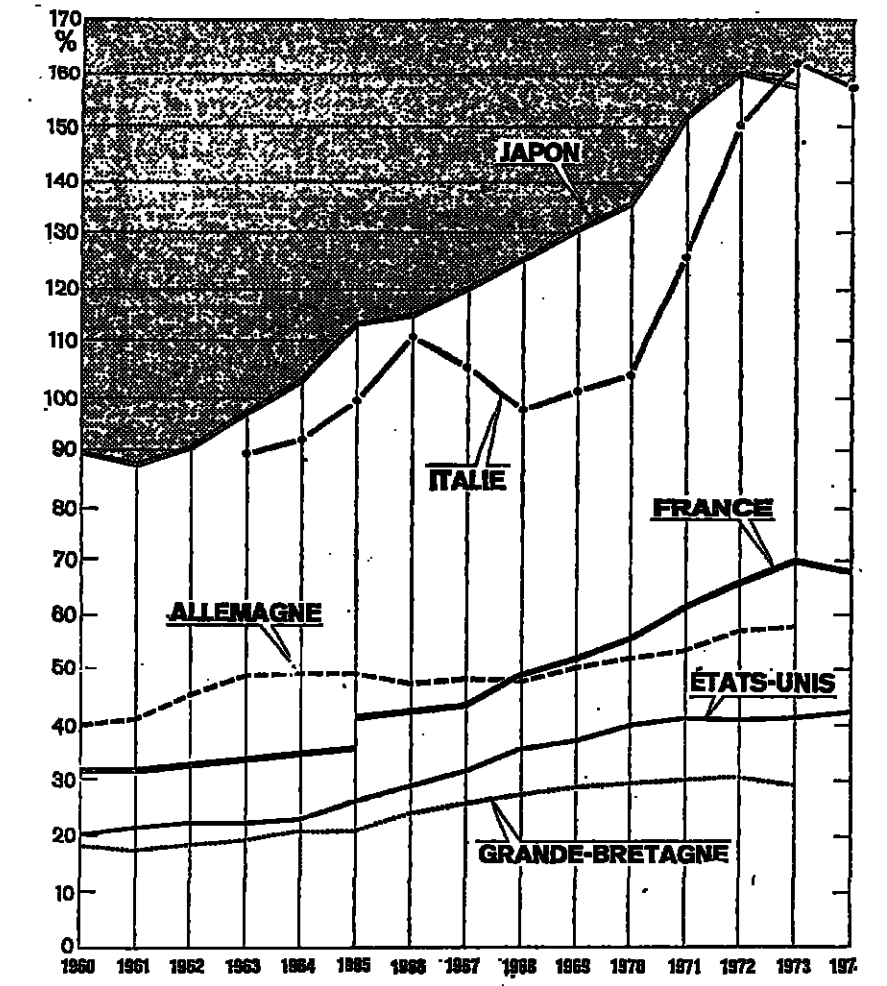
(1) Mme M.-T. Claude, magistrat à la Cour des comptes.

VERONIQUE MAURUS.

A LONG ET MOYEN TERME

L'endettement des entreprises françaises reste très inférieur à celui des firmes italiennes et japonaises

Le graphique ci-dessous est extrait d'un rapport du Crédit national présenté le 9 juin, à l'occasion d'une journée d'étude organisée par le comité de liaison des centrales de bilans et consacrée au financement des entreprises. Bien qu'il n'ait pas été possible de rassembler des données parfaitement



homogènes (1), il permet de mesurer l'évolution de l'endettement à long et moyen terme des firmes de six pays industrialisés : Allemagne, Italie, Japon, Grande-Bretagne, France, Etats-Unis. Dès l'abord, on constate que le taux d'endettement a fortement augmenté

chez-ci d'une manière plus efficace ; de l'autre, la concentration industrielle réduit les risques dus à la concurrence tout en donnant aux firmes une surcharge financière leur permettant de réunir plus facilement et plus régulièrement les capitaux nécessaires à leur développement.

C'est sans doute parce que cette concentration a été plus poussée en Italie et au Japon qu'ailleurs, que les firmes de ces deux pays se distinguent par un taux d'endettement plus élevé.

● EN ITALIE, en effet, note le Crédit national, l'Etat détient de nombreuses participations dans le secteur privé par l'intermédiaire de l'IRI ; il contrôle donc une partie importante de l'industrie, souvent dans des positions oligopolistiques, ce qui diminue le risque financier pour les banques créditrices. Par ailleurs, le système bancaire est très concentré : les quatre plus grandes banques italiennes gèrent une proportion importante de l'ensemble des dépôts. On compte qu'une telle centralisation des capitaux autorise des engagements de crédit plus élevés.

● AU JAPON, les grands groupes ou « zaibatsu » possèdent des intérêts à la fois dans l'industrie et dans les banques, d'où la possibilité d'un endettement élevé qui apparaît comme un transfert de fonds d'une nature juridique particulière.

● EN FRANCE, l'accroissement de l'endettement des firmes industrielles a coïncidé avec une restructuration et une concentration du système bancaire après 1965-1966, du système productif après l'entrée dans le Marché commun, et avec la pénétration plus forte des banques d'affaires dans l'industrie.

Un deuxième élément d'explication de la croissance rapide des emprunts réside dans la stabilisation de l'épargne, tandis que les différences de niveau d'endettement entre les pays peuvent être également reliées à des mécanismes institutionnels particuliers (autorisation des caisses d'épargne ou des compagnies d'assurances à prêter à long terme, action des pouvoirs publics sur les taux d'intérêt, création d'instituts spécialisés publics ou parapublics qui se financent eux-mêmes par des ressources longues avec la garantie de l'Etat).

Il reste, comme le notent les auteurs de l'étude, que « l'ampleur des différences relevées entre les divers pays est de nature à relativiser considérablement certaines normes de financement » ; celles-ci sont, en partie, le produit de l'histoire économique propre à chaque pays, et n'ont de signification quant à la qualité de la gestion financière que par rapport au contexte socio-économique, ce qui explique qu'elles ne se retrouvent pas à l'échelle internationale.

(1) Pour l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Italie et la France, seules sont prises en considération les industries de transformation.

Le patronat gère les contradictions...

(Suite de la page 21.)

Dans ces conditions, le patronat commence à être quelque peu tiraillé, comme il est logique, entre deux tendances divergentes. L'une préconise la défense énergique de l'économie de marché, allant du néo-libéralisme au néo-poujadisme. La création à succès de l'UNCER, sous l'égide de M. Léon Gingembre qui s'en est retiré depuis, a répondu à cette orientation. Depuis, le mouvement est quelque peu écartelé entre de fortes personnalités plutôt conservatrices, comme celle de M. Jacques Joly, P.-D. G. de Babcock ou de M. Emile Bourlier, de l'Union des Industries minières et métallurgiques, et certains patrons de P.M.E. M. Amery d'Orion, l'animateur de l'association, essaie de trouver un équilibre plus stable en recherchant un soutien du côté des entreprises de province. Mais le « ras de bol » des patrons prend maintenant des formes de plus en plus difficiles à contenir. Ainsi la nomination de M. Jean-Louis Guillaume à l'Union patronale de la région parisienne indique que les temps changent : une personnalité

aussi évidemment énergique, et parfois excessive, n'aurait sans doute pas été admise sans problème il y a un an ou deux.

Pour l'autre tendance du patronat, celle qui est plutôt favorable à l'« ouverture », la politique sociale est le domaine de l'ambiguïté, car elle peut être interprétée aussi bien comme un pont lancé vers la gauche que comme un moyen d'empêcher l'opposition d'accéder au pouvoir en améliorant la vie des salariés. Les intentions et les déclarations ne sont d'ailleurs pas forcément concordantes chez les uns et les autres. Le C.N.P.F. a pour sa part une position précise dans l'immédiat : il faut inventer une politique sociale différente de la grande politique contractuelle, celle-ci n'étant plus possible, à la fois parce qu'il est difficile d'augmenter les charges à l'échelon national, et parce que les syndicats ne souhaitent pas signer d'accords nouveaux trop spectaculaires. Cette nouvelle politique pourrait consister à améliorer les conditions de vie dans les entreprises elles-mêmes. Bien que cela soit plus difficile à réaliser pratiquement, le C.N.P.F. estime avoir des atouts pour cela : l'acquit des assises de Marseille qui avaient déjà sensibilisé les patrons conservateurs aux assises nationales de 1972 ; l'appui du gouvernement qui a nommé un secrétaire d'Etat pour l'amélioration

des conditions de travail ; et les accords partiels qui peuvent se développer par branches.

Dans cette perspective, l'Entreprise et Progrès présente cette semaine les conclusions des expériences faites dans quinze de ses entreprises adhérentes sur la mise en place de « réunions d'échange » comme « moyen d'expression directe du salarié sur le contenu de son travail dans le cadre même où il l'effectue ». Cette formule, proposée en janvier 1975, avait été reprise dans le rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise, mais avec une représentation syndicale. Elle vient d'être récupérée dans sa version originale par le projet gouvernemental présenté à l'Assemblée.

Les succès à éviter sont signalés : laisser les réunions se déformer peu à peu de leurs missions d'échange et d'expression pour les transformer en simples réunions d'information (descendante) ou de distribution des tâches ; ou encore laisser s'installer un monopole de l'expression individuelle au détriment de l'expression collective. « L'essentiel des difficultés rencontrées tient aux attitudes et s'explique par le fait que la réunion d'échange bouleverse les relations traditionnelles de travail et d'autorité », écrit le rapporteur de l'organisation qu'anime M. José Bidégain.

Mais le patronat dans son ensemble n'en ressent pas moins ses deux inquiétudes fondamentales. D'une part, s'il devait négocier le patronat, un gouvernement d'opposition devrait aussi donner des gages aux syndicats.

Faute de pouvoir donner des gages quantitatifs (augmentations de salaires ou autres), ne devrait-il pas se reporter sur la qualité, c'est-à-dire sur la mise en place d'un contre-pouvoir syndical ? Et dans ce cas jusqu'où irait-il : contrôle de l'embauche, des licenciements, de la gestion ? D'autre part, la perspective des nationalisations fait peur. Non pas en soi : cela ne changerait pas grand-chose pour certaines grandes entreprises ; mais parce que cela déclencherait une dynamique portant une fois de plus atteinte à l'économie de marché dans un pays qui n'a que trop tendance à réduire le libéralisme dans la pratique, aussi bien du côté des entreprises (qui s'entendent) que de l'administration (qui commande).

JACQUELINE GRAPIN.

Désenclaver la gauche ?

A côté de cela le Centre des jeunes dirigeants n'entend pas en rester là. Le thème de son congrès, « le rôle socio-économique de l'entreprise », tend à déboucher sur un jeu de propositions qui serait comme une sorte d'aiguillon pour le monde patronal. Il ne s'agit plus, comme en 1974, lors du dernier congrès, de proposer un projet d'entreprise quelque peu révolutionnaire pour 1985. Il s'agit de vivre dans l'instant. Et il est clair que le C.J.D. prend un intérêt malin à ne pas blesser avec l'actualité politique, surtout à l'heure où les assises de Marseille qui avaient déjà sensibilisé les patrons conservateurs aux assises nationales de 1972 ; l'appui du gouvernement qui a nommé un secrétaire d'Etat pour l'amélioration

des conditions de travail ; et les accords partiels qui peuvent se développer par branches. Dans cette perspective, l'Entreprise et Progrès présente cette semaine les conclusions des expériences faites dans quinze de ses entreprises adhérentes sur la mise en place de « réunions d'échange » comme « moyen d'expression directe du salarié sur le contenu de son travail dans le cadre même où il l'effectue ». Cette formule, proposée en janvier 1975, avait été reprise dans le rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise, mais avec une représentation syndicale. Elle vient d'être récupérée dans sa version originale par le projet gouvernemental présenté à l'Assemblée.

Les succès à éviter sont signalés : laisser les réunions se déformer peu à peu de leurs missions d'échange et d'expression pour les transformer en simples réunions d'information (descendante) ou de distribution des tâches ; ou encore laisser s'installer un monopole de l'expression individuelle au détriment de l'expression collective. « L'essentiel des difficultés rencontrées tient aux attitudes et s'explique par le fait que la réunion d'échange bouleverse les relations traditionnelles de travail et d'autorité », écrit le rapporteur de l'organisation qu'anime M. José Bidégain.

27 salon  
**LE CADEAU ET L'ENTREPRISE**  
LES TECHNIQUES DE STIMULATION DES VENTES  
11 JUIN - 16 JUIN 1976  
PARC DES EXPOSITIONS  
PORTE DE VERSAILLES  
HALL DE LA PLUME  
Tous les jours - même dimanche - de 10 heures à 19 heures 30.  
La présentation de cette manifestation sera d'invitation pour les chefs d'entreprises et leurs délégués.  
M. P. 14 Rue de la Plume  
75017 PARIS - Tél. 722 75 21

Standardisation:  
• Engrenages angulaires  
• Roues dentées  
• Crémaillères  
• Vis sans fin  
• Roues à vis sans fin  
etc.  
nous livrons de stock  
**NORM ZAHNRÄDER KETTEN AG**  
CH-3047 Zurich C.F. 195  
Téléphone 01-52 41 10

CO-SURVEILLANCE : hachée ou épouvantail ?

Le rôle des syndicats ?

ty sans



## Hôtel Sheraton. Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

"Le Montparnasse 25", une table gastronomique dans un décor des "années folles", "Le Corail", un bar feutré où il fait bon s'attarder, "La Ruche", un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.  
Confort, calme, détente...  
Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...  
... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver:  
260.35.11



Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARNE - RUE DU COMMANDEUR MOUCHOTTE TEL. 260.35.11



## BILANS ÉNERGETIQUES DES PAYS DE L'OCDE 1960-1974

L'OCDE publie sous ce titre le premier ouvrage d'une nouvelle série de publications couvrant les 24 pays Membres\*. Des tableaux fournissent des données sur l'approvisionnement, la consommation et la transformation des diverses sources d'énergie — exprimées en une même unité (tonnes d'équivalent pétrole) — de chaque pays ou groupe de pays de l'OCDE. Cette publication est une nouvelle source d'information précieuse pour tous ceux dont les travaux d'analyse et de l'élaboration de la politique de l'énergie exigent une connaissance des questions énergétiques.

Ce volume contient un dépliant en couleur montrant les flux d'énergie dans les grandes régions de l'OCDE (mai 1976)

526 pages, bilingue (français/anglais) : F100

★

STATISTIQUES DE L'ÉNERGIE, 1960-1974 (janvier 1976)  
Présente pour chaque pays Membre de l'OCDE des données annuelles détaillées sur la production et la consommation de plus de vingt sources d'énergie primaire et secondaire.  
282 pages, bilingue (français/anglais) : F52

STATISTIQUES PÉTROLIÈRES, 1974. Approvisionnement et consommation (mars 1976)  
Statistiques couvrant l'ensemble des pays Membres sur les approvisionnements et affectations de pétrole brut, produits d'alimentation, produits de mélange et produits pétroliers; origine des importations; traitement de pétrole brut, produits d'alimentation et gaz naturel; production par les raffineries et consommation des principaux produits pétroliers.

220 pages, bilingue (français/anglais) : F55

\* Les pays Membres de l'OCDE comprennent 19 pays européens, l'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE (juin 1976) :  
gratuit sur demande.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET  
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

OCDE, L.M., 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

## La vague de modernisation dans l'agriculture américaine

(Suite de la page 21.)

M. Jim Patton, vice-président de la First National Bank d'Arkansas (Oklahoma), est le prototype du banquier révolutionnaire. Il ne porte ni cravate ni costume sombre. Il est né à la ferme, s'habille comme ses clients, il a l'accent du terroir. Il est capable de juger la valeur d'une terre, des machines, du bétail, et il connaît la réputation

des hommes. Il va négocier, sur place, des prêts hypothécaires ou autres, à court et à long terme, pour le financement de presque tous les besoins de l'entreprise agricole — achat de terres, cheptel, équipements, engrais, semences, liquidation des impôts, opérations d'arbitrage, stockage, avances sur récoltes. Aucun de ses collègues diplômés ne pourrait se substituer à lui dans ses fonctions.

### Une très bonne période

Comme la plupart des petites banques de province aux États-Unis, celle de M. Jim Patton n'a pas connu le « crunch » de 1975. C'est que, nous a-t-il expliqué, « la période 1968-1973 avait été très bonne pour les agriculteurs et ils en avaient profité pour s'équiper, payer leurs dettes, réparer leurs habitations et défricher de nouvelles terres. Autrement dit, ils n'ont pas dépensé, ils ont investi : nos caisses étaient pleines lorsque la crise (effondrement des cours des produits agricoles) de 1974 nous a tous surpris. Heureusement, la crise n'a pas affecté le prix de la terre, si bien que nous avons pu faire des prêts hypothécaires aux agriculteurs qui se sont trouvés dans le besoin... Nous n'avons laissé tomber aucun de nos clients... En fait, je les ai encouragés à acheter des vaches d'élevage lorsque le marché était au plus bas l'année dernière (20 cents la livre). Au cours actuel de 45 cents, leurs vaches grossissent facilement, me remboursent et leur laissent quelques bénéfices.

« Il y a seulement une quinzaine d'années, poursuivit-il, les banques commerciales ne comprenaient rien de l'agriculture. Elles étaient ultra-conservatrices, ce qui paralysait l'action des fermiers. Les banques des villes ont essayé de s'y mettre : elles se sont adjoint des ingénieurs agronomes qui n'ont rien compris à la banque. Ils ne faisaient que prêter contre les récoltes et s'emparaient d'acquiescer ces effets auprès des grandes banques, ce qui n'aidait personne. Il a fallu que les petites banques, comme la mienne, se mettent dans le coup pour que l'agriculture bénéficie des soutiens financiers dont elle a besoin.

« Il faut toutefois se souvenir que les banques de l'Oklahoma et d'autres bénéficient d'une certaine liquidité résultant du triplement du prix du pétrole produit dans ces États. Même si dans leur majorité, les bénéficiaires des recettes de l'or noir résident à l'extérieur, il est probable que les banques de cette région disposent de moyens supérieurs à ceux des banques d'autres régions agricoles.

Le département fédéral de l'agriculture, par l'intermédiaire de ses services d'extension, et avec la collaboration des universités, fait beaucoup pour informer et conseiller les agriculteurs. Plusieurs organismes privés, dont le Doane Agricultural Service, de Saint-Louis (Missouri), Conti Commodity Services de Chicago, et Livestock Business Advisory Service, à Kansas-City, se consacrent entièrement au farm management sous toutes ses formes. Au-delà des conseils techniques, on attache une importance croissante à l'introduction de méthodes modernes de gestion et d'administration financière dans les entreprises agricoles.

Un exemple impressionnant en est fourni par les services du département d'économie agricole de l'université d'État de l'Oklahoma (OSU), à Stillwater, dirigé par le Dr Flaxico. L'OSU vient de mettre au point un système de farm management aussi pratique qu'utile, destiné aux agriculteurs petits et gros, dont la pièce maîtresse est un manuel cost finder. Ce manuel explique aux agriculteurs comment enregistrer tous leurs investissements, amortissements, dépenses, recettes, emplois des terres, des équipements et du travail. Il leur fournit pour cela des formulaires appropriés qui sont périodiquement soumis à l'OSU. L'ordinateur les transforme en une comptabilité im-

peccable, accompagnée de rapports de « cash flow » ; il peut même préparer les déclarations d'impôts. Tout cela, pour 125 à 180 dollars par an, suivant la fréquence des rapports.

Ainsi, les plusieurs centaines d'exploitations qui déjà souscrivent au cost

### Une notion de pure rhétorique

« On mènera la politique officielle du « marché agricole libre » ? Nous avons posé cette question au professeur Flaxico, qui, avec ses collègues, est fréquemment appelé à Washington pour donner son opinion sur ces problèmes. « Le « marché libre », nous a-t-il déclaré, est une notion de pure rhétorique en ce qui concerne l'agriculture. Notre gouvernement, quoi qu'il en soit, ne permettra jamais aux prix des denrées alimentaires de monter au-dessus d'un certain niveau que le consommateur est disposé à tolérer. Comment parler de marché libre alors que nous mettons l'embargo sur certaines exportations ? De plus, même dans le cas des producteurs de blé, il existe encore un certain degré de protection de leurs revenus par le gouvernement. Je devrais plutôt dire que nous limitons leurs pertes. Pourtant, nos producteurs de blé écoulent 80 % de leur production sur les marchés étrangers et semblent être devenus les plus fermes soutiens de la valeur internationale du dollar. Il paraît inadmissible qu'on limite leur capacité d'exporter, cela pour de lointains raisons de politique intérieure. Car le blé pèse en réalité très peu lourd dans le « panier alimentaire » des Américains.

« Et malgré tout, poursuit-il, le blé

financier connaissent-elles leurs résultats financiers aussi précisément, sinon mieux, que la plupart des entreprises industrielles ou commerciales de taille comparable.

L'OSU dispose, en retour, de données précises que les micro-économistes de Stillwater surveillent attentivement. Ils savent, par exemple, que les agriculteurs du nord-est de l'Oklahoma ont perdu 50.50 dollars sur chaque veau d'élevage vendu 160 dollars l'automne dernier. Et encore cette perte ne tient-elle pas compte du prix de la terre (3). Ils savent que le prix de revient d'un boisseau de blé d'hiver (4) pour la campagne céréalière 1976 varie de 3,10 à 3,70 dollars suivant les exploitations, et que le boisseau est actuellement au cours de 3,40 pour les contrats à terme en juillet. Ces prix de revient ne tiennent pas compte du prix de la terre.

demeure le produit agricole dont le cultivateur puisse espérer le meilleur revenu. Nos producteurs de viande sont presque totalement exclus des marchés extérieurs par l'arbitraire des gouvernements étrangers. Nous n'exportons que 5 % de notre production de viande de bœuf, bien qu'elle soit de la meilleure qualité et moins chère. Le Marché commun européen nous est pratiquement fermé. Le Japon nous oppose un contingentement. Nous avons peut-être un certain marché potentiel en U.R.S.S. et dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est... Mais c'est la C.E.S. qui devrait devenir notre meilleur client si de véritables conditions de concurrence ouverte pouvaient être établies. Je ne suis pas optimiste à cet égard.

JAY McCULLY.

(3) Le prix de revient de la terre à l'acre varie trop d'une entreprise agricole à l'autre pour être pris en considération dans les statistiques d'ensemble. Beaucoup d'exploitations ont défriché leurs terres, mais un nombre beaucoup plus grand encore les ont achetées aux-mêmes à des prix variant de quelques dollars à 1 000 dollars l'acre, surtout d'ail pour les terres à blé. Il faut se souvenir que le territoire de l'Oklahoma n'a été ouvert aux colons blancs qu'à la fin du dix-neuvième siècle.

(4) 1 boisseau de blé : 27,2 kilos.

KENNETH ARROW

Prix Nobel de Sciences Économiques

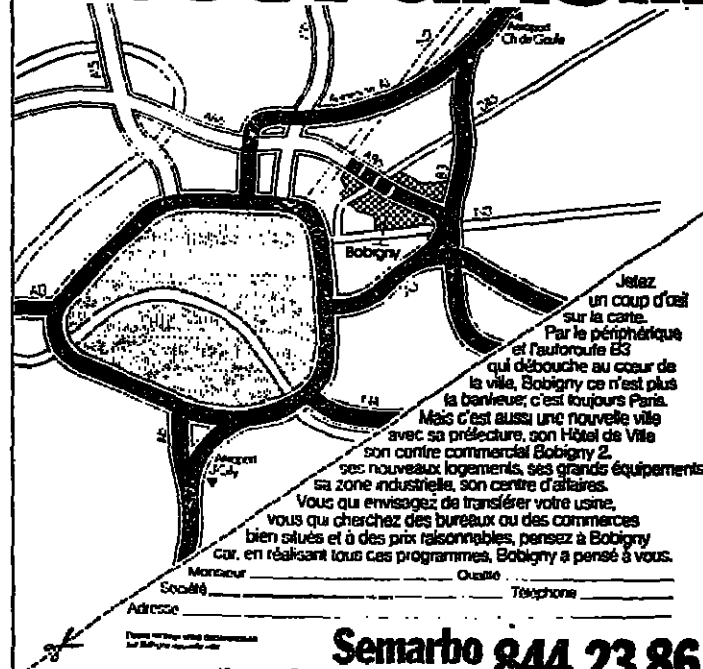
## LES LIMITES DE L'ORGANISATION

Contre la sur-information,  
une politique moderne  
d'organisation des sociétés.

128 pages, 22 F

puf

## Bobigny c'est Paris...



Semarto 844 23 86

هكذا من الاجل



صك من الاجل

LE MONDE

modernisation  
pure américaine

DE L'ECONOMIE

BIBLIOGRAPHIE

« Consommateur, défends - toi ! » « La Civilisation de puissance »

de LUC BIHL (\*)

de BERTRAND DE JOUVENEL (\*)

LES problèmes de la consommation sont à la mode. M. Giscard d'Estaing a nommé un secrétaire d'Etat pour s'en occuper. M. Mitterrand a consacré, à ce sujet, la dernière conférence de presse du parti socialiste. Les articles se multiplient dans les revues. Bien entendu, l'édition s'en mêle, qui voit fleurir les livres sur la question.

L'un des plus récents mérite une attention particulière. Non pas seulement à cause de son auteur, d'ores et déjà réputé comme le juriste le plus averti de ces questions. Mais aussi et surtout à cause des nombreuses propositions qu'il formule pour sortir le consommateur de la situation de dépendance où le parque notre système politico-économique, en dépit des flatteries sans conséquence dont l'abreuve des publicités intéressées.

Depuis quinze ans qu'il se trouve aux avant-postes du droit de la consommation, conseillant — ou défendant — de multiples associations de consommateurs — dont la principale, celle des coopératives de consommation — et plus récemment l'Institut national de la consommation, M<sup>r</sup> Luc Bihl a vu se succéder les diverses phases du combat inégal entre producteurs et usagers. Les premiers, organisés, puissants, souvent riches, ont alterné sourires aux consommateurs et pièges aux moins lucides d'entre eux. Les ménagères — plus rarement leurs maris — ont riposté comme elles ont pu, cherchant protection auprès du législateur et parfois — c'est si cher ! — du magistrat.

teurs à leurs responsabilités (avec les mêmes facilités que celles qu'accorde la loi aux responsables syndicaux), une participation accrue des usagers dans les organismes économiques qui traitent de leurs affaires, et une consultation systématique des représentants des consommateurs « aux stades de la production qui les concernent directement », le public ayant à « être informé et à pouvoir donner son avis sur les études de marchés, les campagnes de lancement d'un produit, la discussion des contrats-types, les [règles sur] les étiquettes, les bons de garantie, les modes d'emploi, l'opportunité et l'ampleur des publicités ».

D'une façon plus générale, l'auteur pense que la négociation, entre producteurs et consommateurs organisés, de conventions précisant les droits des uns et garantissant les intérêts des autres — à l'image des conventions collectives familiales au monde du travail — vaudrait mieux que l'affrontement actuel au coup par coup, qui tend à se multiplier, ou qu'une réglementation « autoritaire et technocratique », que tout le monde rejeterait rapidement.

Que cela traduise un choix de société est évident. Mais à la différence du P.-D. G. de l'Ordre, M. Bihl, pour qui « le consommateur doit exercer sa mission sans a priori idéologique », M<sup>r</sup> Bihl pense que « le mouvement consommateur doit, s'il veut passer à l'offensive, élaborer une véritable idéologie définissant les axes de ses luttes et les objectifs à atteindre, à partir d'une analyse sérieuse de la société de consommation et des phénomènes qu'elle détermine. Sans cette idéologie, ses efforts, tout généreux qu'ils soient, demeureront comparables à ceux des dames patronnes pour résoudre le problème de l'exploitation des travailleurs ».

GILBERT MATHIEU.

\* Consommateur, défends-toi !, Denoël, 300 p., 26 F.

« J'ESPÈRE que le lecteur trouvera dans le chapitre qui suit », écrit C. Bertrand de Jouvenel en tête des propos groupés sous le titre *De l'économie politique à l'écologie politique*. Écrit pour une conférence internationale sur la croissance économique qui s'est tenue à Tokyo en avril 1967, ce texte, bien avant que fleurissent les interrogations sur la qualité de la vie, l'environnement, les buts de l'expansion, posait ces vraies questions d'aujourd'hui, au grand étonnement de l'auditoire.

Étrange sensation, en un temps où le gaspillage des idées n'est guère moindre que celui des objets, de prendre contact ainsi avec une prose qui date de près de vingt ans et qui rend un son si actuel ! D'autres heureuses surprises attendent le lecteur du dernier ouvrage de Bertrand de Jouvenel : la *Civilisation de puissance*, où il nous emmène sur ces chemins de sagesse aussi recherchés dans notre temps d'agressions que les petites routes bordées de haies dans notre espace de béton.

Ce ne sont pas les ressources naturelles qui manquent à l'homme, comme l'avait pensé un moment le Club de Rome. Malthus aura tort, une fois de plus. Mais « au prix de quel recul du monde vivant » sera obtenu le progrès de la puissance, le développement des forces nouvelles nées du mariage des machines et des personnes morales ? Cette question obsède notre auteur, qui situe exactement entre 1774 et 1776 le grand tournant : la mise en fabrication des machines à vapeur de Watt : 1776 : publication du livre d'Adam Smith sur la *Richesse des nations* ; 1776 également, déclaration d'indépendance américaine.

Tout au long de l'histoire, c'était le pouvoir d'achat qui était concentré (dans la classe des propriétaires). Aujourd'hui, c'est le pouvoir de vente. Cette constatation paraît fondamentale à Bertrand de Jouvenel, au moins autant que celle, moins apparente, qui devrait remettre en honneur les physiocrates, si l'on songe que les forces naturelles, celles du sol, qui apportent leur concours à l'agriculture, sont relayées pour l'ouvrier de l'industrie par celles du sous-sol (charbon, pétrole). La « faim des machines »

sacage, hélas ! la nature, mutille le cadre de vie des hommes, et al le thème de l'environnement à ou un tel succès, c'est parce qu'enfin l'opinion a eu peur.

Marx, rappelle notre auteur, a dit qu'une société ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre. On constate le bizarre retour des choses — que c'est grâce aux moyens fournis par l'industrie (mass media, publicité, etc.) que l'inquiétude de quelques uns peut se transformer en alerte générale. Mieux, le livre *Les Limites de la croissance* a été commandé à l'équipe Meadows du MIT par le Club de Rome fondé par un grand industriel, Aurelio Peccei. « Quel contraste, note B. de Jouvenel, entre le ralentissement immédiat et universel de cet ouvrage et la difficile cheminement du livre publié en 1945 par Friedrich Engels sur la condition des classes laborieuses en Angleterre ! »

Voici encore des vues pénétrantes sur la « société inflationniste », née, selon l'auteur d'Arcadie, de la grande peur des années 30 dont on sortit avec trois idées maîtresses : assurer la suffisance de la demande globale, de la dépense d'investissement et des moyens de liquidité monétaire. Du *laissez-faire*, on passait au *laissez-aller* pour éviter le chômage, qui prit le caractère d'un « laissez-aller de plus en plus vite ».

Le « moulin à prospérité » qu'est devenue notre économie s'alimente à la « civilisation de l'éphémère » et c'est sur un appel à la France et à l'Europe pour une politique patrimoniale, pour la sauvegarde des paysages, que s'achève ce panorama d'humanisme.

Sachons gré à Bertrand de Jouvenel d'avoir rassemblé ces réflexions, dont certaines avaient fait le sel de numéros des revues *Analyses* et *Prévision* et *Futuribles*. On voit mieux ainsi le fil d'un thème à l'autre et sous l'ailégresse de la plume comme sous le poids de l'érudition jaillir toujours cette vérité : « Le progrès essentiel, c'est le progrès dans l'homme ».

PIERRE DROUIN.

\* La Civilisation de puissance, Fayard, 206 p., 39 F.

Pot de terre, pot de fer...

Pot de fer contre pot de terre, qu'il y a bien cette remarque cynique d'un juriste d'une grande marque automobile, à qui l'auteur demandait pourquoi sa société continuait à insérer dans ses contrats des clauses limitatives de garantie jugées sans valeur par les tribunaux : « Nous, nous le savons que ces clauses sont sans valeur ; mais les consommateurs eux ne le savent pas ! » Alors...

Le résultat de cet affrontement disproportionné est trop connu pour qu'il soit utile de le rappeler longuement. Ici, l'intérêt de la première partie du livre de M<sup>r</sup> Bihl est que, en plusieurs centaines d'exemples législatifs ou jurisprudentiels bien classés, l'auteur prouve le peu d'effet des protections actuellement assurées au consommateur. Les garanties légales y voisinent avec les violations d'engagements, les publicités mensongères, le refus de renseigner l'usager, les promesses fallacieuses, les dérogations administratives, les sanctions inappliquées, le privilège régalien de la Rue de Rivoli de passer l'éponge sur d'énormes fraudes, moyennant une modeste transaction financière... Astuces par-ci, pressions par-là, conditionnement partout. Même l'Etat se joint au délinquant, quand il y a avantage ou que ses fonctionnaires manquent de scrupules !

Pourtant le combat donquichottesque des défenseurs des usagers a porté quelques fruits. L'information sur la nature et les qualités des produits commence à être réglementée de façon précise : des commandes antifraude sont parfois lancées pour tenter de faire respecter la loi ; la jurisprudence impose au vendeur de prouver la véracité de ses annonces ; quelques actions sur le terrain — encore fort éloignées des mouvements de masse japonais — amènent le législateur à réagir ; les organisations de consommateurs ont obtenu le droit d'ester en justice (et commencent à s'en servir) ; les essais comparatifs dont elles prennent l'initiative sont mieux connus.

Mais tout cela reste limité. Et fort cher. Et très lent : M<sup>r</sup> Bihl cite le cas d'une mère de famille qui, pour se faire rembourser le prix d'une machine à laver, dépensa en frais divers sensiblement plus que le coût de cet appareil, tout en passant plus d'un an en démarches diverses ; ou celui de ce requérant qui doit avancer 3 000 francs de frais pour obtenir l'échange de deux pots de mousse au chocolat... Qui plus est, les plateaux de la balance de justice ne sont pas égaux : telle grande marque de vin n'a payé que 3 000 francs d'amende pour avoir, des mois durant, distribué et vanté publiquement des vins de Provence qui n'en étaient pas.

Soixante-dix pages de propositions

Comment remédier à cette situation ? C'est la partie la plus originale du livre : soixante-dix pages de propositions concrètes, dont se serviront assurément — cela commence — les groupements de défense de consommateurs, aussi bien que les organisations politiques, chacun puisant dans le vif de M<sup>r</sup> Bihl les poisons qui conviennent à sa sauce.

A court terme, l'auteur préconise des mesures qui « ne modifieraient pratiquement rien », mais modifieraient déjà le rapport des forces : généralisation légale de l'obligation de renseignement (par le vendeur au profit de l'acheteur), déjà reconnue par la jurisprudence ; rédaction claire des contrats, qui doivent pouvoir être compris par tous, une nullité de plein droit frappant les actes ne remplissant pas ces deux conditions ; doublement des effectifs de la répression des fraudes (deux mille agents, soit un pour vingt-cinq mille Français, ne seraient vraiment pas un luxe !) et triplement des laboratoires, ont disposé ce service ; suppression de la possibilité offerte au ministère des finances de transiger avec les fraudeurs (pratique qui réduit à presque rien l'exemplarité de la peine) ; aggravation des peines

actuelles (amendes trop faibles, notamment) pour les contrevenants, avec possibilité d'emprisonnement ; dans les cas les plus graves (talc Morhange, incendie du « 5-7 »...) ; application de sanctions nouvelles, propres à dissuader les fraudeurs en puissance : contre-publicité obligatoire, par exemple, affichage des condamnations sur la boutique ou les lieux mêmes de vente ; accès facile, rapide — et gratuit — des consommateurs à la justice, les tribunaux d'exception étant du même coup supprimés ; contrôle effectif de la véracité de la publicité ; limitation par la loi du secret des affaires et de la discrétion administrative ; présomption de responsabilité du vendeur pour les accidents causés par ses produits...

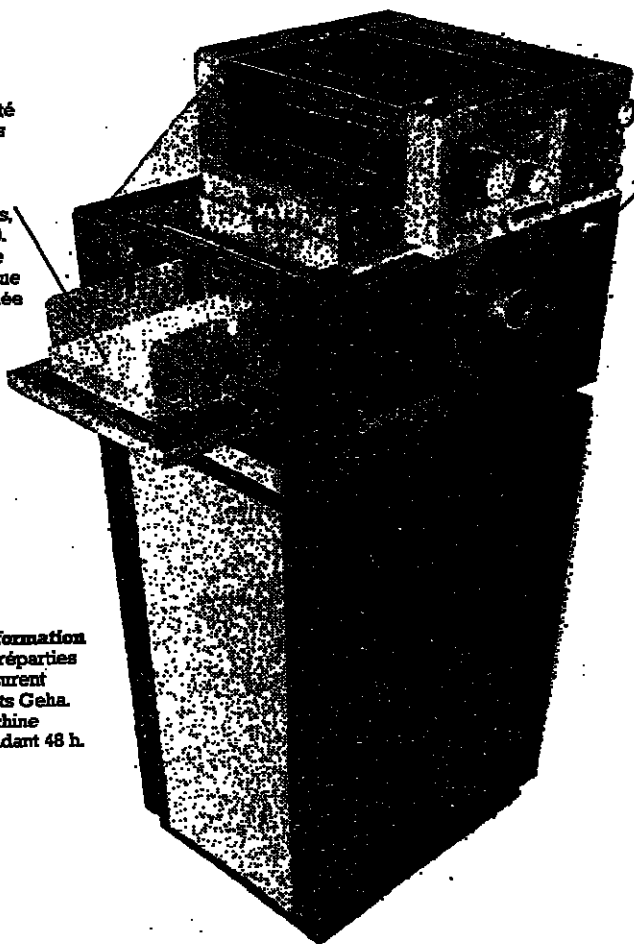
A moyen terme, M<sup>r</sup> Bihl propose une formation systématique du citoyen à son rôle de consommateur (réforme de l'enseignement, émissions à la radio et à la télévision), la préparation des cadres des mouvements de consumma-

L'offset de bureau : un investissement qui mérite une consultation sérieuse.

L'achat d'une offset de bureau est un investissement à ne pas traiter à la légère. Avant de choisir, comparez, détaillez les offsets de bureau Geka et leurs concurrentes. Posez les mêmes questions sur la qualité et les performances, sur la fiabilité et l'assistance technique, sur l'automatisme et la simplicité d'emploi... Voici celle que vous choisirez :

**Les machines**  
Robustesse, automatisme et qualité d'impression sont les principales caractéristiques des Offsets de bureau Geka. Leur champ d'application va de la note de service, tirée à 20 exemplaires, à la brochure dupliquée à 20 000. La nouvelle Geka 2400 est dotée d'un système d'éjection automatique des clichés pour être mieux adaptée aux problèmes de duplication, en nombreuses petites séries.

**Resistance technique et formation**  
Les 14 agences Photogay réparties sur toute la France assurent la maintenance des Offsets Geka. L'opérateur de la machine est formé gratuitement pendant 48 h.



**Le disque de programmation**  
Un disque exclusif de programmation pour réaliser dans l'ordre logique toutes les opérations indispensables à l'impression Offset. Ainsi les fausses manœuvres sont pratiquement exclues.

**Les périphériques**  
Photogay-Offset c'est aussi une gamme complète de clichés qui permettent de réaliser soi-même des clichés produisant des imprimés de grande qualité.

**PHOTOGAY OFFSET**  
Offset de bureau : voyez un spécialiste

Photogay - B.P. 10 - 69120 Lyon/Vanx-en-Valin  
Tél.: (78) 84-45-81

**Consultez-nous**  
Ouvrez-nous en voyant nos documents  
Cliquez sur le bouton  
Demandez  
Adresse  
78

LES LIMITES DE L'ORGANISATION

Bobigny c'est Paris



## ASSURANCES

## LA RÉFORME DU SYSTÈME DU BONUS-MALUS PÉNALISERA D'AVANTAGE LES MAUVAIS CONDUCTEURS

PENDANT longtemps les bons conducteurs (et ceux qui avaient de la chance) se sont plaints, à juste titre, de payer pour les mauvais, chauffards, fous du volant et incontinent de la pédale d'accélérateur. A vrai dire, la tarification des risques en assurance automobile avait déjà établi des distinctions entre les catégories de conducteurs, privilégiant les fonctionnaires et les salariés aux dépens des commerçants et autres professions à revenu variable. Mais la disparité de traitement n'en restait pas moins choquante, et de plus en plus nombreuses, des voix s'élevaient pour réclamer une discrimination tarifaire entre les gens raisonnables et ceux qui ne l'étaient pas.

Cette discrimination fut acquiescée en avril 1970, lorsqu'une lettre de M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances, adressée à M. Jean-Pierre Fourcade, directeur des prix au même ministère, imposa à l'assurance automobile française, en échange d'une mise en liberté surveillée des tarifs, l'insertion dans les contrats d'une clause de réduction ou de majoration des primes destinée à avantager les bons conducteurs et à pénaliser les moins bons. Cette lettre instaura donc en France le système du bonus-malus, qui est également en vigueur chez la grande majorité de nos partenaires européens, au prix néanmoins d'une grande complexité.

Une telle complexité et, surtout, une grande anarchie ont caractérisé le régime des contrats d'assurance automobile au terme d'une période de cinq années d'application. Tout d'abord, l'administration

## Une série de reproches

A ce système, ou plutôt à cette disparité, l'on pouvait adresser une série de reproches. Tout d'abord, le montant des bonus, au moins pour certains d'entre eux, n'était pas suffisamment élevé pour constituer une véritable incitation à la bonne conduite, sans oublier les cas où ces bonus étaient purement et simplement « oubliés », ou attribués de manière incomplète ou avec retard.

Ensuite, le montant des malus était jugé trop peu dissuasif à l'égard des mauvais conducteurs et des récidivistes. Du fait d'une concurrence acharnée entre les réseaux, et grâce à la complicité des intermédiaires (courtiers, agents généraux) et même des compagnies, de trop fortes majorations étaient épargnées aux auteurs

SIX ans après sa mise en application, le système du bonus-malus en matière d'assurance automobile va être réformé. Aux termes d'un arrêté du ministre de l'économie et des finances que doit publier au début de cette semaine le Journal officiel, les différentes modalités retenues par les compagnies et les mutuelles d'une manière assez anarchique vont progressivement être harmonisées, le processus devant s'achever le 1<sup>er</sup> janvier 1979. Du nouveau barème il ressort que les pénalités (majoration de tarifs ou malus) frappent les mauvais conducteurs, ceux qui causent le plus d'accidents, vont être aggravées, tandis que les bons conduc-

n'avaient imposé aucun barème précis, de sorte que d'assez grandes disparités pouvaient être relevées entre les formules offertes, tout au moins en ce qui concernait les avantages consentis aux bons conducteurs (réductions, ou bonus). Ces bonus pouvaient, en l'absence d'accident entraînant la responsabilité des assurés sur une période de douze mois, atteindre 5 à 10 % par an, avec des plafonds échelonnés entre 30 et 50 % au bout de trois à six ans.

Pour les majorations de tarifs pénalisant les mauvais conducteurs (malus), en revanche, les écarts entre les différentes formules étaient beaucoup plus réduits : on admettait communément une augmentation de 12 % pour le premier accident provoqué pendant une même période annuelle, et de 25 % pour chacun des suivants, ce qui conduisait à une majoration de 40 %, sur une base cumulée, pour deux sinistres en douze mois. Certaines mutuelles, néanmoins, se bornaient à tarifier 15 % de plus par accident.

d'accidents : il fallait ne pas perdre le client. De plus, en cas de changement d'assureur, « on » ne se montrait pas trop regardant sur les antécédents de l'assuré, même si un fichier des conducteurs dangereux avait pu être constitué, mais pas au-delà d'une durée de deux ans. Enfin, il était demandé qu'une distinction soit opérée entre les accidents bénins (trois-septembre de tôle légère sans dommages corporels) et les accidents graves, qui étaient comptés de la même façon dans le calcul des malus. Signalons, en outre, que de nombreux assurés se plaignaient de ne comprendre goutte à l'application qui leur était faite du système de bonus-malus, les indications portées sur les bordereaux de primes étant passablement obscures.

teurs, du moins certains d'entre eux, bénéficieront de réductions plus importantes (bonus). Enfin, les assurés devront être clairement informés sur les variations du montant de leurs primes annuelles, et pourront, désormais, conserver intégralement les avantages acquis s'ils changent d'assureur.

Le nouveau régime, en revanche, est assez sévère pour l'assuré dès que la moindre part de responsabilité lui est imputée à l'occasion d'un accident, et surtout il continue à n'établir aucune distinction suivant la gravité de l'accident, pénalisant aussi bien un tirssement de tête qu'une collision aux importantes conséquences.

Sur les deux premiers points, les intermédiaires, notamment la Fédération des agents généraux, aux prises avec la concurrence des mutuelles, dont l'absence de système bien défini contribuait à changer — et à abaisser — la tarification de base, réclamaient une harmonisation par voie réglementaire s'appliquant à tous. Après de longues consultations, la direction des

## La nouvelle clause-type

Cette clause comprend d'abord un barème unique qui s'articule ainsi :

● TAUX DE MAJORATION (malus). — Pour un sinistre survenu durant la période annuelle précédant l'échéance du contrat : 10 % ; pour deux sinistres survenus pendant cette période : 40 % ; pour trois sinistres : 100 % ; pour chaque sinistre suivant : une majoration supplémentaire de 100 %.

● TAUX DE RÉDUCTION (bonus). — Pour une période annuelle d'assurance sans sinistre : 10 % ; après deux périodes annuelles consécutives d'assurance sans sinistre : 20 % ; chaque période annuelle consécutive d'assurance sans sinistre donne droit à une réduction de 5 %, la réduction globale ne pouvant dépasser un pourcentage de 50 % atteint au bout de huit ans.

A première vue, ce nouveau barème est un peu plus indulgent pour les responsables d'un seul accident dans l'année (les plus nombreux) : 10 % de majoration des primes, au lieu de 12 %. Il ne marque aucun changement pour deux accidents (+ 40 %) sur le tarif de base, mais, en revanche, pénalise très lourdement le troisième (+ 100 %) et les suivants (+ 100 % chacun). Selon les pouvoirs publics, cette sévérité accrue a pour objectif essentiel d'améliorer la sécurité routière et non pas tellement d'améliorer la situation financière du risque automobile, dont le déficit d'exploitation est comblé par le revenu tiré du placement des provisions techniques.

assurances au ministère de l'économie et des finances — la rue de Châteaudun pour les initiales — mit au point une clause-type, assortie d'un nouveau barème et d'un ensemble de dispositions destinées à remédier aux défauts apparus depuis cinq ans, et qui va devoir être insérée dans les contrats d'ici trois années.

En ce qui concerne les bonus, le barème avantage sensiblement ceux qui font un effort pour bien conduire, et qui, dans certains cas, vont se voir accorder des rabais. Dans d'autres, notamment ceux des contrats prévoyant d'atteindre 50 % de réduction en cinq ans (ceci existe), ils seront un peu moins bien traités, puisqu'il leur faudra désormais huit ans pour y parvenir.

Des dispositifs spéciaux sont prévus pour atténuer les variations trop rapides dans un sens ou dans l'autre : après deux années consécutives d'assurance sans sinistre, la prime due ne peut dépasser la prime correspondant au tarif de référence des risques garantis ; après deux sinistres, au moins, au cours de deux périodes annuelles consécutives d'assurance, la prime ne peut être inférieure à ce même tarif de référence. Rappelons, en outre, que ne donnent pas lieu à malus les sinistres dont la responsabilité totale est imputable à un tiers identifié, ceux résultant du vol, de l'incendie et des bris de glace des véhicules, et ceux survenus à un véhicule en stationnement par le fait d'un tiers identifié ou non, lorsque la responsabilité de l'assuré n'est engagée à aucun titre. Enfin, ce barème ne s'applique pas aux cycles à moteur d'une cylindrée égale ou inférieure à 125 cm<sup>3</sup>.

Globalement, l'équilibre des tarifs ne devrait guère être modifié, l'aggravation du malus touchant moins de 5 % des assurés

compte tenu des bonus dont ils ont pu entre-temps bénéficier.

En élaborant la nouvelle clause-type, la puissance publique a procédé à deux innovations favorables aux assurés. Tout d'abord, l'assureur va être obligé d'informer très clairement le titulaire du contrat sur quel ce dernier aura à payer : il devra indiquer sur l'avis d'échéance ou la quittance à la fois le montant de la prime correspondant au tarif de référence des risques garantis, et le taux et le montant de réduction ou de majoration appliquée en vertu du nouveau barème.

Ensuite, la situation de l'assuré en matière de bonus ou de malus restera identique en cas de changement d'assureur, ce qui permettra, en particulier, de conserver les avantages acquis au lieu d'en perdre une bonne partie, comme il arrivait souvent. Une seule critique importante est restée sans réponse dans la nouvelle réglementation : celle qui dénonce l'absence de distinction entre accidents graves et bénins et d'un quelconque abattement sur le malus en cas de partage des responsabilités.

Assureurs et pouvoirs publics, pour justifier ces deux absences, se retranchent derrière deux notions. La première, d'ordre statistique, implique que la probabilité d'accidents graves dans le futur est plus grande pour un conducteur qui a eu des accidents, même légers, dans le passé, que pour un « bon conducteur ». La seconde, d'ordre financier, est que les petits accidents, les plus nombreux, coûtent fort cher à la collectivité en frais divers : ne pas les prendre en compte pour le malus compromet l'équilibre du système. Certaines mutuelles appliquent pourtant une exonération à la base en ce domaine ; de même, le contrat-type proposé par la Fédération nationale des assurés (1) et publié dans le numéro de juin de la revue *Que choisir* ? comporte un « plancher » de 500 francs pour l'établissement du malus. Une telle procédure serait, paraît-il, inapplicable techniquement, en raison de sa complexité.

La conséquence sera, sans doute, que beaucoup d'assurés, ayant provoqué des accidents avec de faibles dégâts, les prendront à leur charge sans faire de déclaration, pour éviter une augmentation de leurs primes. Cela correspond, certes, aux vœux des assureurs, mais l'assurance n'est-elle pas, dans son principe, une mutuelle, le coût du sinistre étant supporté globalement par tous les assurés ?

FRANÇOIS RENARD.

(1) 127, rue La Fayette, 75010 Paris. 878-21-53.

## L'Afrique vous attend du 3 au 12 décembre 1976 à la Foire Internationale de Dakar

Vous qui cherchez à vendre ou à acheter dans ce vaste continent...

Vous qui cherchez les investissements et les biens d'équipement que requiert votre développement économique et social.

La 2<sup>e</sup> Foire Internationale de Dakar vous offre toutes possibilités.

Elle vous met en contact avec les groupements économiques les plus importants et les représentants les plus autorisés de l'économie africaine et du Tiers-Monde.

Elle vous offre l'excellente occasion de rencontre avec les instances de décision les plus responsables de l'économie européenne et mondiale.

Déjà plus de 30 pays ont annoncé leur participation.

La Foire Internationale de Dakar.

C'est la foire qui vous ouvre les marchés du Tiers-Monde.

C'est la foire qui vous place dans l'orbite du nouvel ordre économique international.

2<sup>e</sup> Foire Internationale de Dakar du 3 au 12 décembre 1976



Renseignements : Sofidak. Boîte postale 3329 - Dakar. Tél. 511.11. Télex : Fidak 4305G.

هكذا من الاصل

Dans une lettre au garde des sceaux  
Syndicat de la magistrature  
félicite des résultats de la

Le secret de  
petites et moyennes  
est leur faculté  
changer de cap  
Pour ce fait  
responsables d'un  
d'informations  
exactes, accablés  
et immédiatement  
soit la législation  
C'est-à-dire  
moyens de travail  
A partir de  
interrogés  
sur un écran  
dont vous avez  
Les termes  
organisations  
l'intérieur  
agences, un  
éloignement  
Les inform  
actuelles et  
prennent  
au magistrat  
fabrication

A l'heure

INDOUP FAIT APPEL  
à la CONJUGATION  
NÉOLOGIQUE DE COMMERCE

FRANÇOIS RENARD.

(1) 127, rue La Fayette, 75010 Paris. 878-21-53.

IBM - Division des  
PARIS et région parisienne  
Tour Générale, Quai  
Tél. (1) 778.92.56  
BORDEAUX (Midi)  
351, bd du Président  
Tél. (16) 05.34.85  
LILLE (Nord)  
M. Bonin, 254, av. de la  
5905 La Madeleine



صحة من الاصل

# LE MONDE DE L'ECONOMIE DU BONUS-MALUS DES CONDUCTEURS

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

Le bonus-malus est un système de primes et de pénalités qui vise à encourager les conducteurs à adopter des comportements plus responsables sur la route. Ce système est basé sur le nombre d'infractions commises par le conducteur au cours d'une période donnée. Les conducteurs qui commettent moins d'infractions bénéficient d'une prime (bonus) qui se traduit par une réduction de leur prime d'assurance. À l'inverse, les conducteurs qui commettent plus d'infractions subissent une pénalité (malus) qui se traduit par une augmentation de leur prime d'assurance.

## Dans une lettre au garde des sceaux

### Le Syndicat de la magistrature se félicite des résultats de la grève

Une polémique s'étant ouverte, à propos du nombre de magistrats ayant fait grève le 10 juin, entre le ministère de la justice et le Syndicat de la magistrature, ce dernier a adressé le 12 juin, à M. Jean Lecanuet, une lettre disant notamment :

« Dans le milieu de l'après-midi du 10 juin 1976, vous avez cru devoir publier un communiqué qui affirmait que cent quatre-vingt-dix magistrats seulement avaient suivi le mot d'ordre de grève lancé par notre organisation pour ce jour. »

Nous n'insistons pas sur la précipitation avec laquelle vous avez publié ce communiqué, alors que vous ne pouviez manifestement pas être en possession de tous les éléments d'information nécessaires pour le faire. Ce faisant, vous n'avez d'ailleurs pas rompu avec une tradition bien établie qui veut que les employeurs s'efforcent de minimiser en quantité et en portée les mouvements de revendication qui affectent leur personnel. »

Vous avez par là même intentionnellement reconnu l'importance de la première grève nationale qui a eu lieu dans la magistrature et confirmé dans leur position de grévistes tous ceux qui ont répondu à notre mot d'ordre. »

Il n'est pas dans nos intentions de polémiquer sur les chiffres et l'analyse que vous avez faite. »

Quel qu'il en soit, vous ne pouvez plus ignorer maintenant que ce sont en réalité plus de cinq cent cinquante magistrats qui ont fait grève. »

Certes, deux explications au moins permettent de comprendre l'étonnante faiblesse des chiffres que vous avez avancés : »

D'une part, un certain nom-

bre de votre ministère, se faisant d'ailleurs fidèlement l'écho de la grande majorité des magistrats, n'ont pas estimé devoir déférer aux instructions que vous leur avez envoyées la veille par circulaire et que vous avez fait réitérer dans la journée du 10 par téléphone. Aux délégations syndicales qu'ils ont reçues, ils ont clairement exprimé que si, en l'occurrence, ils n'approuvent pas toujours la forme de notre action, ils ne se transformeraient pas pour autant en délateurs. »

D'autre part, les modalités mêmes que nous avions décidées pour le déroulement de cette journée rendaient le décompte des grévistes difficile. Pour nous, la grève, ce n'était pas désertier les tribunaux, mais y être présents pour s'y réunir, expliquer notre action à ceux qui nous entourent, ainsi qu'aux journalistes, rencontrer les organisations qui nous soutenaient et éventuellement, lorsque nous étions les seuls à pouvoir le faire, assurer un service minimum dans l'intérêt du justiciable. Aucun incident n'a d'ailleurs pu être relevé ; cela aussi était l'un de nos buts. »

Incontestablement, cette grève a été un succès (...)

## La direction de la gendarmerie a prescrit une enquête dans l'affaire des sévices de Bando

M. Antoine Croisille, procureur de la République à Toulon, a annoncé, samedi 12 juin en fin d'après-midi, qu'il allait saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation à propos des sévices dont aurait été victime, le 18 mars dernier, un ferraillier de Bando (Var). M. René Adolphe, de la part des gendarmes de cette localité (le Monde daté 13-14 juin).

Convoqué à la gendarmerie après une perquisition effectuée dans son entrepôt, M. Adolphe affirme avoir subi une série de coups et blessures volontaires, violences et voies de fait. C'est après la publication de ces faits par plusieurs organes de presse que M. Croisille a fait savoir que la chambre criminelle de la Cour de cassation allait être immédiatement saisie, conformément à l'article 687 du code de procédure pénale, aux fins de désignation d'un juge d'instruction, afin que toute la lumière soit faite sur cette affaire. »

De son côté, la direction de la gendarmerie nationale a publié, samedi 12 juin, le communiqué suivant : « Des accusations graves viennent d'être portées à l'encontre de sous-officiers de la brigade de gendarmerie de Bando (Var) faisant état de sévices qu'ils auraient exercés en mars 1976, au cours d'une enquête de police judiciaire. Une plainte avec constitution de partie civile aurait été déposée ces jours-ci auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Toulon. Les divers échelons hiérarchiques de la gendarmerie n'ont été informés de ces accusations que le 12 juin 1976 par des articles de presse. Le directeur de la gendarmerie a immédiatement prescrit une enquête de commandement. »

### M. JEAN COCHARD : s'il y a des brebis galeuses...

M. Jean Cochard, directeur de la gendarmerie et de la justice militaire, nous a déclaré ce lundi matin : « J'ai appris cette affaire par des articles de presse régionale. Je vous la résume. J'ai immédiatement fait faire une enquête disciplinaire que je suis personnellement, et, qui est dirigée sur place par le commandant la région. De cette affaire, on ne saurait tirer des généralisations ; or je persiste à dire que le personnel est sain et que s'il y a des brebis galeuses, il faut les éjecter. »

## A Libourne

### M. BAUDOU FAIT APPEL DE SA CONDAMNATION PAR LE TRIBUNAL DE COMMERCE

Le tribunal de commerce de Libourne (Gironde) vient de signifier à M. Georges Baudou, ancien président-directeur général des établissements Baudou, fabricant de chaussures, le jugement rendu sur la requête des syndicats de la société, mise en réclamation judiciaire le 29 août 1974 (« le Monde » daté 25-26 avril 1976).

Le tribunal a fait droit aux requêtes des syndicats. M. Baudou est condamné à combler avec ses biens personnels le passif de la société, à concurrence de 1 120 000 F. Il est, d'autre part, déchu du droit de diriger, gérer, administrer ou contrôler toute entreprise commerciale.

L'exécution provisoire du jugement a été ordonnée. M. Baudou a fait appel de ce jugement, devant la cour d'appel de Bordeaux.

La chambre d'accusation de Paris vient d'être saisie d'une demande d'extradition émanant du gouvernement des États-Unis pour quatre ressortissants américains : M. Melvin MacNair, vingt-sept ans, et son épouse, âgée de vingt-neuf ans ; M. George Brown, trente-deux ans, et sa femme, âgée de vingt-cinq ans. Ces quatre personnes sont accusées d'avoir détourné, avec un complice actuellement en fuite, un avion américain parti de Detroit le 31 juillet 1972 pour le diriger sur Alger après le versement d'une rançon de 1 million de dollars.

Un comité contre l'extradition de Melvin et Jean MacNair, George Brown et George Brown s'est constitué à Paris (B.P. 125-10, Paris Cedex 75483), sur l'initiative de la CMADE.

Un policier est condamné à dix mois d'emprisonnement avec sursis. — Un gardien de la paix, M. Michel Bidot-Germa, vingt-cinq ans, qui avait blessé un passant d'un coup de feu, a été condamné par la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris à dix mois d'emprisonnement avec sursis, avec mise à l'épreuve pour cinq années. Dans la nuit du 13 au 14 août 1975, en compagnie de deux collègues, comme lui hors service, M. Bidot-Germa circulait en voiture rue Saint-Bernard, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris lorsqu'il vit M. Moussa Guechtoum, vingt-sept ans, magasinier, qui regagnait son domicile à pied. Les trois hommes — qui étaient en état d'ébriété — se moquèrent de M. Guechtoum. Ils descendirent de leur véhicule, puis M. Bidot-Germa sortit son pistolet et tira, atteignant M. Guechtoum au bras. La victime recevra 5 000 francs de provision en attendant l'évaluation de son préjudice.

Pour procurer des emplois saisonniers d'ouvriers à des travailleurs africains, M. Sylvestre Boisdur, trente et un ans, agent de bureau à la gestion du personnel de la préfecture de Paris, leur faisait verser une « dîme » de 500 à 250 francs. M. Doucoure Tama, d'origine malienne, employé au service de nettoyage de la Ville de Paris, qui lui servait de raboteux, recevait 40 à 100 francs pour prix de ses services. La 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris a condamné les deux hommes à des peines d'emprisonnement avec sursis (quinze et quatre mois).

## Une information vieille d'un mois est une information morte.



Un exemple d'information vivante : à tout moment, les responsables de l'entreprise ont accès aux informations nécessaires à une bonne prise de décision : situation de trésorerie, niveau du carnet de commandes, etc.

la décision est prise. Il n'y a plus de transcriptions, sources de perte de temps et d'erreurs. C'est direct, instantané et vérifiable sur l'écran par l'émetteur lui-même. Le télétraitement confère donc à l'information la plus grande sûreté et la plus grande actualité possibles.

Il réduit considérablement le volume du papier à lire et à classer. Il permet une gestion dynamique.

Avec l'IBM 3, le télétraitement est accessible aux entreprises petites et moyennes. Il est simple à mettre en œuvre et d'un prix raisonnable. L'utilisateur n'a pas besoin d'être un spécialiste. Si vous grandissez, l'IBM 3 grandira avec vous. Car, évolutif, il sait s'adapter sans changement de programmes, sans modification des habitudes.

Mis en œuvre et constamment perfectionné depuis 6 ans, l'IBM 3 est largement éprouvé. De très nombreuses entreprises lui ont accordé leur confiance. Il ne fait courir aucune aventure à ses utilisateurs.

Au contraire, il les fait profiter d'une expérience acquise jour après jour, tâche après tâche, dans un monde concret.

Le vôtre.

**IBM**

## Évitez l'aventure. Le télétraitement : c'est tellement plus simple avec l'IBM 3.

IBM - Division des Systèmes de Grande Diffusion :		
PARIS et région parisienne : M. Loclin Tour Générale, Quartier Villon, 92800 Puteaux. Tél : (1) 776.92.96		
BORDEAUX (Limoges, Pau, Toulouse) - M. Ferré 351, bd du Président Wilson, 33200 Bordeaux. Tél : (56) 08.84.85		
LILLE (Amiens, Caen, Calais, Rouen, Valenciennes) M. Boulet, 250, av. de la République, B.P. 3219. 59019 La Madeleine. Tél : (20) 51.92.54		
LYON-ECULLY (Annecy, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, St-Etienne, Valence) - M. Du Fayet de La Tour. 21, chemin de la Sauvagerie, B.P. 15. 69130 Ecully. Tél : (78) 53.81.70		
MARSEILLE (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Perpignan, Toulon) - M. Stern. 2, bd de Gabès, 13295 Marseille Cédex 2. Tél : (91) 75.07.27		
NANTES (Angers, Brest, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours) - M. Villette. 114, av. de la Libération. 44320 St-Sébastien-sur-Loire. Tél : (40) 75.47.75		
STRASBOURG (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes) - M. Franck. 16, rue de Leicester, 67080 Boulogne Cédex. Tél : (88) 61.48.15		

## FAITS DIVERS

### Six alpinistes se tuent dans le Briançonnais

Six alpinistes sont morts samedi 12 et dimanche 13 juin dans le massif du Briançonnais, et deux autres ont été gravement blessés.

L'accident le plus meurtrier s'est produit samedi matin dans le couloir Piaget, qui est l'un des accès par la face nord du pic des Aiguilles (3 863 m). Deux cordées de trois hommes chacune ont dévalé et ont fait une chute de trois cents mètres. Les victimes sont MM. Michel Moumat, vingt-quatre ans, de Saint-Rambert d'Albon (Drôme), Frédéric Cottaz, d'Anneyron (Drôme), et trois lyonnais : MM. Franck Dettling, trente-cinq ans, Bruno Carvet, vingt-six ans, et Jean-Claude David. Seul M. Alain Sanglard, vingt-trois ans, de Crapet (Drôme), a survécu, mais il a été hospitalisé à Briançon dans un état grave.

Un C.R.S. du secours en montagne du Briançonnais, M. Gilbert Jacquemard a fait, dimanche, une chute mortelle d'une trentaine de mètres au cours d'une reconnaissance dans le massif des Cerges.

Un autre alpiniste a été blessé en dévalant sur le glacier du Casset, à 2 350 m. Enfin, un étudiant français de Casablanca, M. Didier Laubies, vingt-trois ans, qui voulait gravir le Mont-Blanc en solitaire par la « Sentinelle rouge », et qui était resté bloqué trois jours sous une barre de séracs, à 4 050 m d'altitude, a été retrouvé sain et sauf dimanche par un hélicoptère de la gendarmerie nationale.

### A Puteaux

#### UN JEUNE HOMME ÉTRANGLE UNE FILLETTE AGÉE DE SIX ANS

Une fillette âgée de six ans a été étranglée dans la soirée du dimanche 13 juin à Puteaux (Seine-Saint-Denis). La fillette jouait avec ses camarades dans la cour de l'immeuble où habitent ses parents, M. et Mme Hamzaoui, 62, avenue du Président-Wilson, lorsque l'un des locataires, M. Dominique Aubert, vingt ans, s'est approché d'elle et, sous un prétexte que l'on ignore, l'a conduite dans les sous-sols.

Un peu plus tard la fillette n'étant plus revenue, ses compagnes de jeu ont alerté ses parents, qui devaient découvrir l'enfant, étranglée dans une cave. Dominique Aubert, désigné par toutes les amies de la victime, a été arrêté et conduit au commissariat de police de Puteaux où il a avoué avoir tué la fillette. Le jeune homme aurait agi dans une crise de démente.

### A Paris

#### DEUX PERSONNES ONT PÉRI DANS L'INCENDIE D'UN HOTEL

Deux personnes, dont l'identité n'est pas encore connue, ont péri et deux autres ont été blessées lors d'un incendie qui a endommagé, dimanche 13 juin, aux premières heures de la matinée, un hôtel de six étages situé à l'angle de la rue Broca et de la rue Claude-Bernard dans le cinquième arrondissement de Paris. Plusieurs des trente-huit chambres de l'établissement ont été ravagées ainsi qu'une partie de la cage d'escalier et de la toiture.

Le feu, qui s'est déclaré vers 2 heures du matin au 2<sup>e</sup> étage de l'immeuble, s'est propagé vers le haut par la cage d'escalier : les pompiers ont réussi à maîtriser le sinistre au bout d'une heure, mais deux corps devaient être découverts dans l'escalier, l'un dans une chambre donnant sur la cour, l'autre dans l'escalier entre le troisième et le quatrième étage. Les victimes — deux hommes — ont été intoxiqués par la fumée et par les émanations d'oxyde de carbone : la seconde aurait succombé en tentant de s'enfuir comme la plupart des personnes qui se trouvaient dans l'hôtel — une vingtaine environ. — Il a été cédé à la paille, avant l'arrivée des pompiers. Les deux blessés, un ressortissant hollandais, M. Reinoud Hilhorst, âgé de vingt-quatre ans, et M. Christel Boland, âgé de vingt-neuf ans, ont été hospitalisés. Les causes du sinistre n'ont pas encore été établies.

● Suicide à la prison d'Evreux. — Un détenu, M. Bernard Métyer, âgé de quarante ans, s'est pendu, dimanche 13 juin, dans sa cellule à la maison d'arrêt d'Evreux. Lundi dernier, au Fide-laire (Eure), M. Métyer, en état d'ivresse, avait tué son épouse, âgée de trente-huit ans, d'un coup de carabine, lors d'une dispute. Le couple avait six enfants, âgés de trois à treize ans.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

**Le Monde**

présente une

Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.







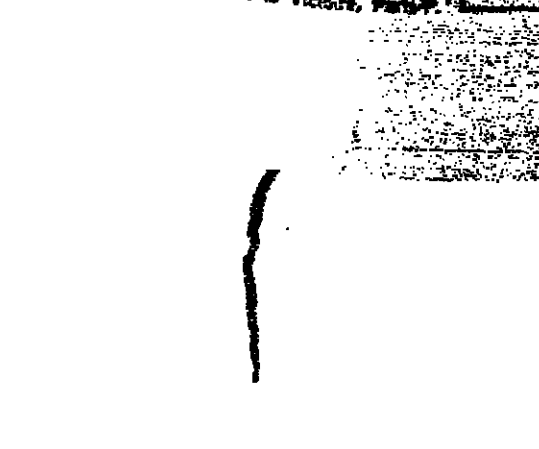




## Destins de femmes muettes

**CLAUDE SARRAUTE.**

## MÉTÉOROLOGIE





هكذا من الاجل

UNDI 14 JUIN

me

LOT

FRANCE CULTURE

FRANCE MUSIQUE

MARDI 15 JUIN

FRANCE

FRANCE

FRANCE

FRANCE

FRANCE

FRANCE

FRANCE

FRANCE

FRANCE

FRANCE

FRANCE

FRANCE

FRANCE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE



## emplois internationaux

Société Internationale établie en Belgique  
cherche pour engagement immédiat

### UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

minimum 28 ans

Ayant une expérience de 5 années dans le domaine de la pétrochimie ainsi que le sens commercial très poussé.

### UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

minimum 28 ans

Ayant une expérience dans le domaine du refroidissement des moteurs et échangeurs de chaleur.

- Anglais indispensable ;
- Stimulé par voyages et situations renouvelées ;
- Ambitieux dans les ventes ;
- Situation très intéressante.

Envoyer curriculum vitae à l'agence HAVAS  
Réf. B 106, boul. Ad.-Max 13.1000 Bruxelles

## Ingénieurs votre avenir au Canada

Quand on est ambitieux et rempli de talents il suffit de trouver le bon environnement pour réaliser sa vocation maximale de ses capacités et d'être apprécié à sa juste valeur. Nous sommes en mesure de vous offrir un environnement de travail idéal pour réaliser vos ambitions.

Cette occasion vous attend à Northern Telecom, le chef de file des communications électroniques au Canada dont les ventes excèdent le milliard de dollars. Nous recherchons de jeunes et brillants ingénieurs, pour notre département de développement et d'innovation situés à Montréal ville cosmopolite et vibrante.

Nous sommes à la recherche d'individus exceptionnels. Les candidats peuvent s'attendre à travailler dans un milieu enrichissant et stimulant où l'initiative et la créativité sont à l'honneur.

### Ingénieurs Conception De Câbles

... expérimentés dans la conception de câbles d'énergie selon les devis du client et les normes courantes... connaissance de l'installation de câbles et des études de coûts... fournir l'assistance technique requise sur le chantier.

### Ingénieurs en Réseau Extérieur

... expérimentés dans la conception et le développement de la technologie pour les produits de réseau extérieur, d'accessoires de câblage, de l'équipement requis pour l'installation des câbles... comprendra aussi les méthodes de fabrication et la conception de la machinerie.

### Ingénieurs Industriels

Il y a aussi des postes disponibles pour les ingénieurs industriels avec expérience dans la fabrication de câbles.

Les candidats doivent être détenteurs d'un diplôme d'ingénieur en sciences et appartenir à une association professionnelle tel que le Conseil National des ingénieurs français. Une expérience de 2 à 6 ans dans le domaine des câbles vous permettra de contribuer immédiatement au succès de l'entreprise.

Tous les postes s'adressent à de jeunes ingénieurs ambitieux qui croient en leur avenir et désirent se joindre à une entreprise de renommée mondiale.

Naturellement nous sommes prêts à bien payer pour la qualité. Nous offrons des appointements de l'ordre de 66.500 F à 99.750 F selon l'expérience, une indemnité de déménagement et d'autres bénéfices intéressants.

Si vous croyez que vos talents correspondent à l'un des postes ci-dessus et songez à venir vous établir au Canada, sans plus tarder faites-nous parvenir votre curriculum vitae relatant votre formation, expérience, une description de vos fonctions et vos exigences salariales.

Des entretiens avec l'une de nos cadres seront organisées pour la fin de juillet.

**nt northern telecom**

Directeur de personnel,  
Northern Telecom Ltée,  
Division des câbles,  
C.P. 6122, Station A,  
Montréal, P.Q., Canada.

groupe français crée poste de

### DIRECTEUR de société

### EXPLOITATION FORESTIERE ET SCIERIES

Recherche coproducteurs techniques et aptitudes humaines pour ensemble ACO personnes CA 2 milliards de F.C.F.A.  
Salaire élevé lié au résultat

Résidence: PORT AFRIQUE FRANCOPHONE  
adresser C.V. et présentations à Havas Paris sous n° 5393  
136 av. Charles de Gaulle 92562 Neuilly, qui transmettra

GRUPE INTERNATIONAL recherche  
Auteurs scolaires 76-77

### Plusieurs PROFESSEURS

Sont niveau dont  
CHIEFS DE DEPARTEMENT  
pour INSTITUT NATIONAL INGENIEURS  
près ALGER

- Mathématiques.
- Physique - Mécanique - Electricité.
- Biologie.

Niv. exigé : 3<sup>e</sup> cycle ou Grandes Ecoles ou expér. pédagogique et/ou industrielle.

Env. C.V. détaillé et photo à  
n° T. 88.995, REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, PARIS (2<sup>e</sup>)

Organisation internationale non  
gouvernementale cherche

### UN COORDINATEUR AFRICAIN

bilingue (fr.-angl.) pour un programme de formation continue de travailleurs sociaux en Afrique. Ecr. à U.I.P.E., 1, rue de Valenciennes, 121 Genève 26 (Suisse).

IMPORTANT GROUPE  
FRANCAIS  
recherche pour

### AFRIQUE NOIRE INGENIEUR

DIPLOME ELECTROMECANIQUE Poste technico-commercial. Anglais indispensable. Avantages, habitude expatriation. Adr. C.V. et présent. n° 62807, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, G.F.

GTB INTERNATIONAL INCORPORATED

## ALGERIE

Faites partie d'une équipe internationale qui monte une usine de plusieurs millions de dollars en ALGERIE pour la production de postes de télévision et de radio, de stéréos, d'enregistreurs de cassettes et d'une large gamme de composants électroniques.

Nous recherchons

### UN INGENIEUR

très qualifié dans les semi-conducteurs, titulaire d'un diplôme de BACHELIER ES SCIENCES et possédant au moins cinq années d'expérience dans le tracé, le développement et/ou la fabrication des semi-conducteurs.

Il devra connaître la technologie de l'exposition des surfaces aux silicium et, du point de vue de l'utilisation, la fabrication en chaîne et la technique de production des diodes et des transistors. Il est souhaitable qu'il ait aussi l'expérience des moyens de réalisation du produit et la connaissance du français et de l'anglais. Les documents pour l'emploi aux Etats-Unis sont demandés.

L'affectation initiale comprendra une année dans la zone du grand Boston suivie par trois années dans l'usine à Sidi Bel Abbès, Algérie.

Envoyer les C.V. à RICHARD MORRIS,  
G.T.E. INTERNATIONAL  
32 third avenue Burlington, MASS. USA 01803

GRUPE INTERNATIONAL  
D'INGENIEURS-CONSEIL

recherche

### CHEF D'AGENCE LIBYE

Installé à TRIPOLI, il devra représenter la Société auprès des administrations locales dans une perspective commerciale. De formation ingénieur, il doit avoir une compétence et une expérience de plus de 10 ans dans le domaine du génie civil et l'habitude de vivre outre-mer.

Rémunération importante + avantages en nature.

Le Groupe recherche également du personnel de niveau ingénieur et inspecteur pour direction et surveillance de travaux de génie civil et d'hydraulique situés près de Tripoli.

Adresser curriculum vitae détaillé sous référence G.T.C. 19 à :

**PROFILS**

Conseils en Recrutement  
5 bis, rue Koppler,  
75116 PARIS

NOUS PROJETONS, CONSTRUISONS ET FINANÇONS  
DES INSTALLATIONS  
INDUSTRIELLES DANS LE MONDE ENTIER

Nous sommes chargés de recruter pour une cimenterie dans la République du Zaïre

### CHEF DE PRODUCTION ET EXPLOITATION

Le candidat devra avoir :  
— formation ingénieur de préférence électrique ;  
— plusieurs années d'expérience dans un poste similaire dans une cimenterie.

### CHEF D'ATELIER ELECTRIQUE

Le candidat devra avoir :  
— formation ingénieur/technicien de préférence électronique ;  
— expérience pratique dans l'entretien d'une usine de ciment ou chimique et du technique de mesure et de réglage

pour une usine d'engrais au Cameroun.

### CHEF D'ATELIER MECANIQUE

Le candidat devra avoir :  
— expérience pratique dans l'entretien d'une usine d'engrais ou chimique.

Il sera offert un niveau de rémunération élevé en rapport avec le haut degré de responsabilité du poste, et des avantages. Les candidatures avec C.V., présentations et indication de la date d'entrée possible sont à adresser à :

**KLOECKNER INA FRANCE SARL**  
31, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

Groupe Multinational  
recherche

pour une de ses filiales du

### SUD-EST ASIATIQUE

### CADRE DEBUTANT

- Formation commerciale supérieure, préférence B.E.O.P.
- Collaboreur.
- Anglais lu et parlé.

Envoyer curriculum vitae et photo sous n° 62.842 à  
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE  
DOUALA/CAMEROUN  
recherche URGENT calibataire

### CONTREMAITRE

pouvant tenir atelier de transformation du papier bureau et ayant connaissances suffisantes en mécanique générale et électrique. Adresser C.V. et photo à :

SOCIETE AMIKO Cie  
41, rue Richer, PARIS (7<sup>e</sup>),  
92-78-91, qui transmettra.

EUROPEAN MOLECULAR  
BIOLOGY ORGANIZATION

based in Heidelberg, seeks experienced Secretary, 25 YEARS MINIMUM, for responsible post involving figure work. Very attractive salary for applicant with English mother tongue, excellent French and German; to start Aug/Sept. Applications with full c.v. to Dr. J. TOSSE, EMBO, 69 Heidelberg, Postfach 102240, West Germany.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Groupe International  
recherche pour l'Afrique francophone  
et département d'outre-mer

### JEUNES GENS

ESC. Sciences Eco ou équivalent pour assumer des fonctions de

### GESTIONNAIRE DE DEPARTEMENT

de supermarchés et hypermarchés.

Les candidats doivent posséder une courte expérience de la distribution, être des hommes de terrain, capables d'acquiescer rapidement à des responsabilités de Direction.

Envoyer C.V. manuscrit et présentations s/réf. 108 à Plain Champs  
102 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

INSTITUT AFRICAIN  
D'INFORMATIQUE (I.A.I.)  
recrute professeurs pour enseigner

MATIS

ANALYSE INFORMATIQUE.  
Ecrire avec C.V. à :  
I.A.I., B.P. 2263  
LIBREVILLE (GABON).

Cabinet expertise comptable  
recherche pour ABIDJAN

### 1 CONSEIL FISCAL

expérimenté, libre rapidement.  
Adresser C.V. et photo  
S.G.F.P.A.  
65, rue de la Victoire, Paris-9.

## emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche dans le cadre du développement  
de ses activités à l'ÉTRANGER

**CADRE COMMERCE  
INTERNATIONAL**

Il sera chargé du PROCHE-ORIENT  
MOYEN-ORIENT  
en AFRIQUE  
AMÉRIQUE DU SUD

des Etudes de Marchés pour l'implantation auprès  
d'importateurs locaux et de leurs réseaux commer-  
ciaux de produits dans la gamme des  
Biens industriels

Une expérience similaire est exigée :

- Elle permettra de jouer :
- des qualités spécifiques indispensables pour ce  
type de mission ;
- de la réussite dans des opérations similaires ;
- Elle confirmera la disponibilité recherchée dans  
le cadre du poste à pourvoir.

Lien de travail PARIS

Discrétion et réponse assurées en adressant votre C.V.  
détaillé à N° 6.523.

**COFAP**  
40, rue de Chabrol 75010 PARIS 10

**Groupe International  
de Conseillers de Direction**

RECHERCHE POUR FAIRE FACE AU TRÈS RAPIDE DÉVELOPPEMENT DE SES  
ACTIVITÉS EN FRANCE,

**CONSULTANTS  
DE TRÈS HAUT NIVEAU**

Nous assistons les Directions Générales dans la définition et la mise en œuvre de ses  
principales politiques, et les conseillons dans le développement optimal des Ressources  
Humaines et la mise en place de systèmes permettant leur gestion.

Nous recherchons des collaborateurs dont les résultats antérieurs et les motivations  
permettent de penser qu'ils réussiront une brillante carrière chez nous. Ils devront néces-  
sairement réunir les conditions suivantes :

- DIPLOME D'UNE GRANDE ÉCOLE OU ÉQUIVALENT,
- FORMATION UNIVERSITAIRE COMPLÉMENTAIRE OU EXPÉRIENCE PROFESSION-  
NELLE DÉMONSTRANT UN POTENTIEL EXCEPTIONNEL,
- 30 ANS MINIMUM,
- FRANÇAIS ET ANGLAIS COURANTS.

S'appuyant sur la très large expérience du Groupe, les candidats devront très rapidement  
pouvoir diriger des équipes pluridisciplinaires, dont la mission est de concevoir des solu-  
tions réalistes à des situations complexes, et d'aider ensuite les dirigeants à les mettre en  
œuvre. La nature même des problèmes abordés exige un sens aigu des contacts à très haut  
niveau, ainsi que des capacités d'analyse et de synthèse.

Les satisfactions personnelles et matérielles offertes par une carrière au sein du Groupe  
sont à la mesure de la difficulté et de l'importance des problèmes traités.

Les candidatures doivent être adressées sous référence S.10034 à l'attention de :  
P.A.T. - 25, rue des Longs-Prés - 92100 BOULOGNE,  
et comporter des indications précises sur l'expérience acquise et les résultats obtenus.

Pierre Lichau S.A.

**only restauration**  
(1500 personnes)  
BRANCHE  
RESTAURATION  
COLLECTIVE DU

**Groupe Air-Maxim's International**  
recherche

**JEUNE FEMME**

Attachée à la Direction Commerciale Respon-  
sable du département "Restauration des Enfants".  
Elle sera chargée du développement de la  
Société dans cette activité exercée auprès des :  
Secrétaires Généraux, des Municipalités, Cal-  
ses des Écoles, Directeurs et Économistes des  
Écoles Privées de la Région Parisienne.

Ce poste conviendrait à une jeune femme de plus  
de 25 ans, diplômée ou ayant pratiqué la Restau-  
ration collective, attachée et attirée par les enfants  
et ayant le goût et l'habitude des contacts com-  
merciaux.

Ce poste doit être occupé par une personne autonome  
dans une société dont l'expansion annuelle se  
situe depuis plusieurs années à près de 40 %.

Fortes rémunérations proposées.

Envoyez C.V. et une photo à :  
ONLY RESTAURATION référence R.C.  
15, av. Paul Doumer - 92500 RUEIL-MALMAISON

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS-CONSEIL  
TRAVAUX PUBLICS**  
recherche

**UN INGÉNIEUR  
pour service  
prospection commerciale**

Il assistera le responsable du service pour :

- la préparation de la politique de pro-  
spection ;
- la rédaction des offres ;
- les actions de prospection et de négo-  
ciation.

Ce poste comporte des déplacements à l'étranger  
pour des missions de courte durée et des contacts  
à niveau élevé.

Les candidats devront :

- être diplômés d'une grande école scien-  
tifique ;
- être âgés d'au moins 30 ans ;
- avoir au moins 5 ans d'expérience de  
bureau d'études dans le domaine tech-  
nico-économique des grandes infrastruc-  
tures hydrauliques et/ou de transports ;
- pratiquer couramment l'anglais parlé et  
écrit.

Adresser curriculum vitae détaillé  
sous référence OTOR 14 à :

**PROFILS**  
Cabinet en Recrutement  
5 bis, rue Kappeler, 75116 PARIS.

**INGÉNIEUR** de formation, vous avez acquis  
en deux ans une sérieuse première expérience  
du SYSTÈME en développant une base de  
données et/ou un montage TP sur un haut  
de gamme IBM, CDC, UNIVAC ou... HB.

Nous sommes installés à Paris Sud et construi-  
sons autour d'un HB 6000 un réseau géant  
en temps réel une base de données.

Voulez-vous devenir, dès aujourd'hui,  
**l'adjoint du  
responsable système**

Cette importante responsabilité suppose une formation supérieure  
de type H.E.C., E.S.E.C., accompagnée d'une expérience de  
plusieurs années d'animation et de gestion d'une équipe de vente.

La connaissance de l'anglais est indispensable, l'allemand serait ap-  
précié.

La rémunération sera de l'ordre de 160 000 F/an.  
Une voiture, Mercedes, est fournie.

Les personnes qui intéressent cette proposition sont invitées à adre-  
sser leur dossier sous référence PA 658/M à SEFOP qui les en re-  
merciera.

**SEFOP** 7 rue Lincoln, 75008 PARIS

**MECANIQUE GENERALE  
et  
HYDRAULIQUE**

Société d'ingénierie et de construction  
mécanique, nous cherchons pour notre dépar-  
tement aménagements auxiliaires un jeune  
ingénieur attiré par le domaine des pompes.

Débutant ou ayant une première expérience  
professionnelle, nous le formerons à nos  
techniques qui sont celles d'un secteur de  
pointe. Filiale d'un très important groupe,  
nous offrons de réelles possibilités d'évolution.

Ecrire à N° 62714 Contasse Publicité -  
20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

**BECOB**

38, rue Brunel 75017 PARIS

Notre groupe est composé de 29 socié-  
tés réparties dans 9 pays différents et le si-  
ège est situé à PARIS au métro Argentina.

Dans le cadre de son développement no-  
tre service informatique recherche un

**Programmeur  
GAP II**

Nous sommes équipés aujourd'hui avec  
IBM 310 et courant 1977 avec IBM 312.

Le candidat doit accepter de participer  
aux analyses des applications et devra  
être capable de s'intégrer dans une équi-  
pe dynamique.

Priorité sera donnée aux spécialistes dispo-  
nant d'une grande expérience et s'inté-  
ressant à des applications originales no-  
tamment dans le domaine de la gestion.

Téléphonez à M. DE CRAENE  
754.33.16

**compagnie  
générale  
d'informatique**

**ADJOINT  
CHIEF DE VENTE EXPORT**

**CHEF COMPTABLE**

**DES COMPTA-  
BTS - BAC**

**RE**

**8, place Mir-  
92100 BOULOGNE**

**emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux**

**Importante Société  
de Services en Informatique**  
recherche pour PARIS - NANTES  
RENNES - BORDEAUX - TOULOUSE

**jeunes  
négociateurs**

(Hommes ou Femmes)

diplômés de l'Enseignement Supérieur  
technique, scientifique ou de gestion.  
Ils seront chargés, après une formation  
adéquate, de vendre nos matériels et  
nos services aux responsables des P.M.E.

Ces postes demandent une grande auto-  
nomie d'action, le sens des responsabilités,  
le goût du travail bien fait, la volonté  
de réussir.

Rémunération importante liée aux  
résultats, nombreuses possibilités d'évo-  
lution de carrière au niveau national  
et international.

Envoyer CV et photo sous réf. 6084 A à  
**OP/organisation et publicité**  
2 rue Marbeuf 75008 PARIS (CENTRE)

**Directeur Commercial  
Dijon**

Le développement considérable de cette société, spécialisée dans la  
vente de produits alimentaires auprès des collectivités, entraîne la  
création de la Direction Commerciale.

Son responsable déterminera, en accord avec la Direction Générale,  
la politique, il est chargé de son application : prévisions, objectifs,  
budget, analyse et contrôle des résultats... Il assure les relations  
avec les différents services centraux (Informatique, comptabilité,  
finance, etc.). Il négocie les plus gros contrats, il anime et gère l'en-  
semble du personnel.

Cette importante responsabilité suppose une formation supérieure  
de type H.E.C., E.S.E.C., accompagnée d'une expérience de  
plusieurs années d'animation et de gestion d'une équipe de vente.

La connaissance de l'anglais est indispensable, l'allemand serait ap-  
précié.

La rémunération sera de l'ordre de 160 000 F/an.  
Une voiture, Mercedes, est fournie.

Les personnes qui intéressent cette proposition sont invitées à adre-  
sser leur dossier sous référence PA 658/M à SEFOP qui les en re-  
merciera.

**SEFOP** 7 rue Lincoln, 75008 PARIS

**Importante Société de promotion  
recherche**  
pour la prochaine rentrée uni-  
versitaire et par suite la France  
des étudiants allant la vente  
et les contacts directs  
pour participer à son réseau  
de promotion vente.

Travail à temps partiel ou à  
temps complet, compatible avec  
études, pas d'horaire imposé.  
Très bonne rémunération  
(possibilités d'avenir).

Envoyer C.V. manuscrit très  
détaillé avec photo à :  
P.P.C. 26, rue Saint-Hippolyte,  
33000 BORDEAUX.

**CENTRE DE BILANS  
DE SANTÉ PRIVE**  
recherche pour Grenoble

**MEDICIN**  
plein temps (H. ou F.)  
40 h. min. soit expérience :  
— Anal. examens systématiques.  
Convientrait à médecin de S.S.  
ou des Armées ou du Travail.  
Appt mensuel : environ 4.000 F.  
Ent. en fonction de l'oct. 1976.  
Adr. C.V. dt. et l'ent. menus à  
U.D.I.P.A.  
15, rue Hébert, 38000 Grenoble.

Auberge 100 km Nord de Paris  
**URGENT**  
Cuisinier  
aimant responsabilité.  
Sérieuses références exigées.  
Tél. : 203-45-18 ou 607-50-62.

**IMPTE SOCIÉTÉ DE FABRICATION  
D'OUTILLAGE DE COUPE CARBURE**  
Ville moyenne région CENTRE EST

crée un poste de

**CHEF D'ATELIER DE MÉCANIQUE**

et recherche  
Ingénieur-Mécanicien AM ou équivalent  
38 ans minimum, justifiant

- d'une expérience de quelques années en atelier  
de production de petites et moyennes séries.
- D'une connaissance pratique des méthodes  
classiques d'usinages de précision : tournages,  
fraisage, brochage et surtout  
rectification, alésage.
- D'une bonne pratique de la distribution du  
travail et du suivi de sa réalisation, intéressé  
par les aspects : techniques, économiques,  
humains (commandement d'un groupe de  
30 personnes) dans une structure décentralisée.

Possibilités de développement de carrière.  
Appointements annuels 65 à 75.000 F

Ecrire avec C.V. détaillé, n° 63.068, CONTESSER  
Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup>, qui transmet.

**Société lyonnaise filiale d'important groupe  
crée poste**

**CADRE FINANCIER,  
Spécialiste  
COFACE**

- Expérience solide requise dans le financement  
d'ensembles vendus à l'étranger.
- Ce cadre sera chargé de préparer les contrats  
de machines et usines complètes, et de les  
suivre sur les plans COFACE et financiers.

Résidence LYON. Nombreux voyages PARIS

Adresser C.V. et présentations à HAVAS Lyon  
sous n° 5394 qui transmettra.

**ADJOINT AU  
DIRECTEUR FINANCIER**

Le deuxième cadre français (1800 p. 200 M. C.A.)  
recherche pour son Directeur Financier un adjoint chargé  
de la mise en place de la comptabilité industrielle des  
filiales et du contrôle de gestion de celles-ci.

Le poste conviendrait à un jeune cadre de plus de 25 ans  
possédant un diplôme d'une ESC ou le DECS et une  
expérience de comptabilité industrielle.

Lieu de travail : Deux Sèvres. Rémunération : 65000 F +

France  
cadres

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adre-  
serez note d'information et dossier de  
candidature sur demande. Réf. 608M

**GRUPPE IMMOBILIER DE PREMIER PLAN**  
recherche pour son agence de SAINT-ETIENNE

**DIRECTEUR D'AGENCE**

Sa mission comporte :

- La responsabilité directe d'opérations de  
construction de logements en société d'éco-  
nomie mixte ;
- La recherche d'affaires nouvelles ;
- L'encadrement général de l'agence.

Expérience requise : 5 ans dans le domaine  
de la promotion immobilière.

- Formation souhaitée :  
DES Droit, IEP, HEC, ESSEC.

Adres. C.V. et présentations de salaire sous réf. APIO  
(à mentionner sur l'enveloppe) à

**EMPLOIS et CARRIERES**  
30 rue Verneil 75008 PARIS

**LA GUILDE  
INTERNATIONALE DU DISQUE**

Après s'être spécialisée dans la vente de disques  
par correspondance, s'est diversifiée son activité par  
la commercialisation de livres (Cercle du Biblio-  
phile) et d'articles de loisirs (Prolisirs).

Actuellement elle recherche pour son siège à  
EYREUX :

**UN  
RESPONSABLE  
DE GESTION DES STOCKS**

SA MISSION : définir les besoins à partir du plan  
de Marketing, suivre les statistiques de vente pour  
établir et moduler les programmes d'approvision-  
nement. Il sera en relation principalement avec  
les fournisseurs, le service entrepôt, le contrôle  
qualité, la gestion commerciale, le service infor-  
matique

SON PROFIL : une expérience dans un poste  
similaire (plus particulièrement dans la vente par  
correspondance) ou dans un service études com-  
merciales serait appréciée ; la personnalité, l'ap-  
titude à une écoute et à entretenir d'excel-  
lents contacts à tout niveau seront aussi des  
qualités de réussite

Ecrire avec C.V. détaillé et présentations à :  
Mme DESROUX pour adresser-voir sur l'aila  
ou début août, C.I.D. : B.P. 1000 27020 EYREUX

**INALTERA  
DÉCORS MURAUX**  
recherche pour son départ. Exportation  
(30 % du C.A.)

**RESPONSABLE ADMINISTRATION  
DES VENTES EXPORT**

Sous l'autorité du directeur export, il aura à assu-  
rer l'administration commerciale relative à la  
distribution des produits dans 80 pays différents.

- Exécution des ordres, livraisons, facturation,  
contacts transitaires, contacts production et  
clients.
- Gestion du service.

De formation supérieure ou équivalente, le candidat  
aura une expérience minimum de trois ans dans  
l'export ou sera fortement motivé par les problèmes  
export. Anglais et allemand courants indispensables.

Intéressantes perspectives pour un cadre de valeur  
capable de s'intégrer dans une équipe au sein  
d'une société dynamique.

Poste à pourvoir rapidement.

**Résidence LYON**

Ecrire avec C.V. photo, présentations à : direction  
du personnel INALTERA, 95-105, avenue Lacaze-  
gne BP 119 - 69212 Lyon Cedex-1.

**SOCIÉTÉ FROMAGÈRE EN EXPANSION**

**CHEF DE PRODUITS**

Le poste de Chef de Produits est occupé par un  
cadre expérimenté, responsable de la production de  
fromages, notamment de fromages à pâte molle et  
de fromages à pâte dure.

Le candidat devra avoir une expérience de plus de  
5 ans dans ce poste, une formation supérieure ou  
équivalente, et une bonne connaissance des tech-  
niques de production de fromages.

Le poste est situé dans une région de production  
de fromages, et le candidat devra être capable de  
suivre les productions et de contrôler la qualité des  
produits.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo à :  
SOCIÉTÉ FROMAGÈRE EN EXPANSION, 10, rue de la  
Libération, 92100 BOULOGNE.

**emploi région**

**CHIEF DU PERSONNEL**

Le poste de Chef du Personnel est occupé par un  
cadre expérimenté, responsable de la gestion du  
personnel, notamment de la gestion des effectifs et  
de la gestion des salaires.

Le candidat devra avoir une expérience de plus de  
5 ans dans ce poste, une formation supérieure ou  
équivalente, et une bonne connaissance des tech-  
niques de gestion du personnel.

Le poste est situé dans une région de production  
de fromages, et le candidat devra être capable de  
suivre les productions et de contrôler la qualité des  
produits.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo à :  
SOCIÉTÉ FROMAGÈRE EN EXPANSION, 10, rue de la  
Libération, 92100 BOULOGNE.

**CADRE TECHNIQUE-COMMERCE**

Le poste de Cadre Technique-Commerce est occupé  
par un cadre expérimenté, responsable de la ges-  
tion technique et commerciale des produits.

Le candidat devra avoir une expérience de plus de  
5 ans dans ce poste, une formation supérieure ou  
équivalente, et une bonne connaissance des tech-  
niques de gestion technique et commerciale.

Le poste est situé dans une région de production  
de fromages, et le candidat devra être capable de  
suivre les productions et de contrôler la qualité des  
produits.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo à :  
SOCIÉTÉ FROMAGÈRE EN EXPANSION, 10, rue de la  
Libération, 92100 BOULOGNE.

صكنا من الامم



5000 من الاحل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

**compagnie générale d'informatique**  
recherche  
pour affectation immédiate  
3 analystes-programmeurs  
ou programmeurs confirmés  
connaissant le cobol,  
de préférence ibm  
envoyer C.V., photo et prétentions  
à madame hounau  
cgt, 84 rue de grenelle 75007 paris

**Directeur Général**  
Imprimerie de laur - Paris  
Vous êtes actuellement cadre supérieur dans une imprimerie. Vous avez une solide expérience de la gestion et plus particulièrement de la vente.  
Si vous avez l'ambition de prendre des responsabilités de direction générale nous vous offrons de devenir le patron d'une imprimerie de laur offset réalisant plus de 10 millions de francs de chiffre d'affaires.  
Comme actionnaire majoritaire nous pouvons envisager votre accession rapide à la propriété de l'entreprise.  
Rémunération élevée dès le début.  
Adresser lettre manuscrite et CV détaillé, sous réf. 5591 à SPERAR 12 rue Jean-Jaures - 92807 PUTEAUX qui transmettra.

**EUROPAVIA**  
pour son service technique  
AT3 ou  
ATP. ELECTRONICIEN  
— Spécialiste circuits digitaux  
et interfaces calculateurs.  
— Expérience min. 5 ans.  
— Déplacements fréquents.  
— Anglais indispensable.  
Envoyer CV et prétentions à  
M. Darmois, 5, avenue Léon  
Harmel, 92167 ANTONY CEDEX.  
Recrutement pour imprimerie  
société d'électronique  
**INGÉNIEURS**  
« QUALITÉ »  
grands projets logiciels.  
Libres rapidement. Haute rémunération. Sérieux. A. 400. P. L. CHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 03, qui tr.

**organisateur**  
BANQUE PRIVÉE, PARIS 8<sup>e</sup>, recherche ORGANISATEUR. Au sein d'une équipe jeune, sa mission sera de participer aux différentes études et analyses en cours et de promouvoir les nouvelles (dossiers de postes, de circuits, de structures, analyses fonctionnelles...)  
Ce poste requiert du candidat une grande connaissance de l'analyse, de la maîtrise dans les contacts, un goût certain pour l'analyse et une capacité d'initiative souple et dévouée pendant plusieurs années dans l'organisation bancaire.  
Une connaissance de la banque et de l'informatique est absolument indispensable pour assurer l'interface entre l'informatique et les milieux bancaires.  
Ecrire avec C.V., manuscrite, photo, sans référence DM à L.C.A. qui transmettra.  
**ICA** International Classified Advertising 3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

**FIRME JOUET LEADER DU MARCHÉ**  
recherche  
**ADJOINT**  
**CHEF DE VENTE EXPORT**  
— 28 ans minimum.  
— Chargé particulièrement relations avec agents et clients C.E.E.  
— Obligatoirement trilingue (anglais, allemand écrit et parlé).  
— Expérience de vente souhaitée.  
— Déplacements fréquents.  
— Rémunération intéressante (fixe + intéressement).  
Adr. C.V. + photo + prét. au n° 8.972 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9<sup>e</sup>.

**directeur commercial**  
que nous recherchons doit avoir une dizaine d'années d'expérience commerciale, de préférence en matériel de bureau ou Services. Nous l'appellerons essentiellement à la réussite commerciale qu'il pourra prouver en tant que Chef de vente d'une force de vente directe qu'il aura créée ou développée. C'est un entrepreneur de tout premier plan que nous recherchons. Sa rémunération sera élevée et motivante. Raisons et description assurées à son lettre manuscrite + CV-photo écrit, adressé au réf. 52055 à Mme Burtin.  
**bernard julhiot psycom**  
53, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
**PRODUITS CHIMIQUES**  
recherche pour son centre de traitement de l'information de Paris équipé d'un ordinateur 370/145 de 1.000 K exploitée en OS/VS + CICS  
**UN PROGRAMMEUR D'APPLICATION**  
**CONFIRMÉ**  
Expérience 1 à 2 ans en programmation Cobol. Connaissance Assemblage apprivoisée et formation CICS assurée.  
40 heures semaine - Restaurant d'entreprise  
Ecr. av. C.V. détaillé, photo et prét. sous n° 62565 à CONTEXTE Publ., 30, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

Un groupe financier intervenant notamment dans l'industrie touristique et hôtelière cherche pour ses nouveaux bureaux dans la grande banlieue Nord de Paris  
**une collaboratrice de haut niveau**  
Elle assure la gestion centralisée des informations relatives aux programmes étrangers (Europe méditerranéenne, Afrique, etc.). Elle réalise des opérations de contrôle sur place. Elle centralise les mouvements des moyens de transport propres au groupe (avions, etc.).  
Nous cherchons une jeune femme d'au moins 30 ans, de formation supérieure (ESC ou équivalent). Nationalité : I, F ou UK, maîtrisant le français, l'italien et l'anglais (souhaité).  
Ecrire à Mme R. GENSINGER au réf. 3067 LM-1.  
**CARRIERES FEMINIQUES**  
10, RUE ROYALE, 75008 PARIS

**SOCIÉTÉ AMÉRICAINE À PARIS, recherche**  
**CHEF COMPTABLE**  
— RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ FINANCIÈRE ET DE LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS MENSUELS AMÉRICAINS - ANIMATEUR d'une équipe de 5 PERSONNES.  
— D.E.C.S. et 5 ans d'expérience poste CHIEF COMPTABLE, ou 3 ANS CABINET D'AUDIT. Age minimum 28 ans.  
Ecrire avec C.V., photo et prét., à n° 359084, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>, qui tr.

**APPEL D'OFFRES**  
**ÉTUDES BIBLIQUES ET PROPHÉTIQUES**  
recherches  
**RÉDACTEURS SPÉCIALISÉS**  
Envoyer un texte de 2 feuillets sur les sujets Abraham, Moïse, l'Apocalypse, Temple de Salomon. URGENT - Discretion assurée.  
Ecrire à Mme LANIER, B.P. 7316 - 75762 PARIS CEDEX 16.

**F. L. SMIDT ET CIE FRANCE**  
titulaire Française  
d'une importante société d'engineering  
**RECHERCHE**  
**UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES**  
— ayant acquis bonne expérience de vente d'équipements industriels en FRANCE et pour l'EXPORTATION.  
— Connaissance secteur ciment souhaitée.  
Ce poste peut convenir à un ingénieur grande école, dynamique, habitué à travailler en équipe avec ingénieurs français et étrangers.  
ANGLAIS INDISPENSABLE  
Envoyer CV plus prétentions à F. L. SMIDT ET CIE FRANCE, 55, rue Ampère - 75017, PARIS.

**Pour sa Direction financière**  
**DES COMPTABLES**  
**BTS - BAC G2**  
Adresser C.V. détaillé à la Régie Nationale des Usines  
Service de mise en place du personnel ETALAI  
**RENAULT**  
8, place Bir-Hakeim  
92109 Billancourt

**INGÉNIEURS D'AFFAIRES**  
Société d'ingénierie nucléaire en forte expansion cherche pour son service Réalisations plusieurs ingénieurs.  
Leurs missions : coordonner les études, la fabrication, le montage sur site, être responsable de budget et du planning, assurer les relations avec notre client.  
Une expérience d'environ 10 ans est demandée. Il serait souhaitable qu'elle ait été acquise, au moins pour partie, dans le domaine de la mécanique lourde et du suivi d'ordres.  
Ecrire à No 62209, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

**directeur des ventes**  
PARIS - 85 000 F +  
Entreprises françaises de jouets, l'une des sociétés leaders de sa spécialité, recherche un DIRECTEUR des VENTES souhaitant s'engager à une équipe jeune.  
Dépendant de la D.G., il sera responsable du développement de C.A. FRANCE en participant directement à la vente des produits au niveau des Centrales et de la grande distribution tout en animant et dirigeant une équipe de représentants et de l'implantation de l'exportation et de l'adaptation permanente des produits à la demande internationale.  
Les candidats, de formation commerciale supérieure, pourront justifier d'une expérience concrète dans la commercialisation de produits de Mode ou de Laines. Anglais indispensable, allemand souhaité.  
Adresser votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions sous référence 01153/M à O.I.D. RECRUTEMENT - La Tarte au lait - B.P. 198 - 40004 Angoulême Cedex.  
Les entretiens auront lieu à Paris. Entière discrétion assurée.  
**OIO RECRUTEMENT**

emplois régionaux

**Cie FRANÇAISE PROSPECTION SISMIQUE**  
région NICE  
recherche  
**CHEF DU PERSONNEL**  
dépendant directement de la Direction Générale. Il devra s'occuper du recrutement et de la gestion de personnel technique expérimenté.  
Age minimum : 30 ans.  
• Connaissance Droit du Travail nécessaire ;  
• Fréquents déplacements outre-mer ;  
• Une expérience dans la gestion de personnel expérimenté est indispensable.  
Rémunération de l'ordre de 100.000 francs avec intéressantes perspectives dans société en pleine expansion.  
**PROFILS**  
Ecrire avec curriculum vitae détaillé sous référence CA 74 à :  
**CONSEILS EN RECRUTEMENT**  
5, avenue du Puif, 06000 NICE.

**Directeur d'Usine**  
**Brive**  
**Industrie Alimentaire**  
Une importante société de distribution de produits alimentaires met en place une unité de fabrication de produits déshydratés. Son Responsable devra dans l'immédiat assurer le choix et l'achat du matériel, l'implantation des locaux, le recrutement et la formation du personnel et le lancement de la fabrication. Progressivement, il aura la responsabilité totale de la gestion de son unité, qui sera centre de profit. Il répondra directement au Président.  
Ce poste peut convenir à un jeune ingénieur (ENSBANA ou équivalent) s'étant déjà confronté à de réelles responsabilités au sein d'une unité de production. La parfaite connaissance de l'Anglais est nécessaire (initialement, un stage de plusieurs semaines aux U.S.A. est prévu). Sa compétence s'étend à la gestion.  
La rémunération de départ sera de l'ordre de 100 000 F/an.  
Les personnes qu'intéresse cette proposition sont invitées à adresser leur dossier sous référence DU 699/M à SEFOP qui les en remercie.  
**SEFOP**  
7 rue Lincoln, 75008 PARIS

**directeur de région**  
90 000 F +  
Dans le cadre de sa restructuration régionale, une Société de fabrication de gaz comprimés, offre à un homme d'action la responsabilité de son unité Aveyron/Limousin.  
Chargé de diriger, animer et contrôler l'activité de ses différents centres, il veillera personnellement à la réalisation de ses objectifs.  
Ce poste, basé à Aurillac, conduirait à un homme ayant acquis une expérience similaire, une forte personnalité et la disponibilité que nécessite un développement régional.  
Pour obtenir des informations complémentaires, envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 7053/M à :  
**CONSEIL EN RECRUTEMENT**  
**CNPG** 105, av. V.-Hugé - 75116 Paris

**SOCIÉTÉ FROMAGÈRE EN EXPANSION**  
cherche  
**CHEF DE PRODUITS**  
Ce poste sera particulièrement orienté sur les études et tests de marchés. Lancement de produits nouveaux suivi des actions promotionnelles et publicitaires.  
Bonne expérience nécessaire.  
Envoyer C.V., manuscrite, photo et prétentions à S.A. SAMBOL, 16, rue de la Fosse-ux-Chevaux, 76130 SAINT-ARNOULT.

**L'OFFICE DU TOURISME**  
**VAL D'ISÈRE**  
recherche  
**DIRECTEUR DE STATION**  
pour assurer la gestion et la promotion d'une station de sports d'hiver et d'été de classe internationale.  
**IL SERA CHARGÉ :**  
• de la conduite générale des affaires et des relations avec les organismes intérieurs et extérieurs,  
• de promouvoir commercialement la station,  
• de coordonner toutes les fonctions touristiques et sportives.  
**IL DOIT AVOIR :**  
• une expérience professionnelle qui l'aura obligé à faire preuve d'une grande psychologie et de qualités de meneur d'hommes,  
• la connaissance et si possible l'expérience des métiers de la neige.  
Age minimum : 30 ans  
Adresser curriculum vitae détaillé et manuscrite avec prétentions à Monsieur DESGOUY, Boite Postale 54 - 73150 VAL D'ISÈRE

**Très importante Société Industrielle Française**  
(15 000 personnes CA sup. à 2 Milliards F)  
recherche  
**ADJOINT(E)**  
**RECRUTEMENT DE CADRES**  
• Chargé (e) d'assister le Responsable de la Gestion des Cadres, notamment en matière de recrutement ;  
• Formation supérieure. Profondes motivations pour les problèmes de relations humaines ;  
• Poste en Province.  
Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous réf. 72040/B.  
**DRES** SEGE 11, Allée de Roberteau 67000 STRASBOURG

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**  
en pleine expansion de plus de 1500 personnes, 13 millions de C.A. en 1968, 228 millions de C.A. en 1976. Leader dans sa profession. Oscar exportation 1972.  
recherche  
**SON CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF EXPORT**  
Effectif : 30 personnes  
— de formation B.E.C. ou équivalent, parlant au moins ANGLAIS couramment ;  
— 40 ans minimum ;  
— 8 à 10 ans d'expérience dans le domaine des adjudications internationales, douanes, transports.  
Sa mission :  
• Organisation administrative des ventes ;  
• Coordination des activités de la maison-mère et de ses filiales européennes.  
Env. C.V. man. et photo rec. à PESTIERAN et Cie CEDEX 510 X 10080 THOIS CEDEX.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE FORGE ET MÉCANIQUE DE L'OUEST**  
recherche  
**CADRE TECHNIQUE-COMMERCE**  
• Responsable du développement d'un département en expansion ;  
• Dépendant directement du Directeur Commercial tous produits ;  
• Assurant les contacts avec les clients constructeurs sur toute la France ;  
• Capable de négocier seul à tous les niveaux.  
**INGÉNIEUR ou TECHNICIEN**  
ayant PLUSIEURS ANNÉES D'EXPÉRIENCE de la vente de produits industriels.  
• Position Cadre - Résidence à NANTES.  
• Déplacements fréquents en frais réels.  
• Rémunération non inférieure à 60 000 francs.  
Ecrire 1re lettre sous n° 6201 H.A.P. Hall Petites Annonces 7 X - 44040 NANTES Cedex.

Agence générale abonnement étudiant recherche sur villes universitaires de Province étudiants : vente abonnement, milieu étud. emploi 2/3 de temps, contrat sept. 76-mai 77. Rémun. 5% + primes. Connaissance de la presse et goût des contacts exigés. Voirie souhaitée. Ecrire AGIAE, 1 rue Lemerier, Paris-17<sup>e</sup> ou tél. : 522-40-05.  
Importante Société domaine emballage offre postes **AGT. TECHNIQUE-CCIAUX** basés à Lille, Nantes, Paris DUT section TC ou équivalent. Voirie personnelle nécessaire. Fixe + primes + frais. Avant. sociaux, postes d'avant. pour candidats de valeur, stage de formation rémunérée, vacances admt. Tél. pr R.V. : 273-30-07.

**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE CONSEIL**  
recherche pour NANTES  
**JURISTE**  
Docteur en droit souhaité Généraliste - connaissances en Sociétés - commercial et social expérience minimum de 3 ans. Adresser C.V., photo et prét. à n° 2267, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche pour son unité de **VIRE (14.500)**  
**UN COMPTABLE INDUSTRIEL**  
Niveaux B.P.  
Expérience souhaitée Possibilité d'évolution  
Adresser C.V. et prétentions à n° 6095, « le Monde » Pub. 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.  
**RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER**  
familiarsité av. comptab. franc. et étr., les prob. fisc. - assur. - contact av. le siège amér. (étal. fin. mens.) et les banq. - ch. de la prép. des budgets - anglais indispensable. Salaire : 70 à 90 000 FF selon capacités. Ecr. n° 8.971 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>.





سكنى المرحوم

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

LE CREDIT CHIMIQUE  
BANQUE PRIVEE

**chef d'agence**  
Le conseil en organisation, c'est ouvrir votre compétence à des problèmes d'une autre dimension.  
Nos 80 ingénieurs savent que leur mobilité et leur polyvalence sont le chef de leur efficacité.  
Que vous soyez diplômé d'une grande école (X, Paris, Centrale...), ou de formation universitaire, que vous ayez déjà assumé des responsabilités commerciales ou de production dans une entreprise, que vous ayez acquis une expérience, analogue dans un cabinet d'organisation, votre insertion dans notre équipe sera possible à condition que vous n'y cherchiez pas une spécialisation mais une ouverture de compétence.  
Si, en plus, vous possédez une ou plusieurs langues étrangères - vous participerez alors à nos actions internationales.

**IMPORTANTE BANQUE AMERICAINE**  
DEPARTEMENT CREDIT  
**UN DIPLOME**  
HEC, ESSEC, INSEAD, ESCP, IESE, SCIENCES ECO. etc.

**AMPEX**  
INGENIEUR COMMERCIAL  
ELECTRONIEN

**chef de service administratif du personnel**

**responsable administratif**

**responsable administratif**

**responsable administratif**

**responsable administratif**

**Le conseil en organisation, c'est ouvrir votre compétence à des problèmes d'une autre dimension.**  
Nos 80 ingénieurs savent que leur mobilité et leur polyvalence sont le chef de leur efficacité.  
Que vous soyez diplômé d'une grande école (X, Paris, Centrale...), ou de formation universitaire, que vous ayez déjà assumé des responsabilités commerciales ou de production dans une entreprise, que vous ayez acquis une expérience, analogue dans un cabinet d'organisation, votre insertion dans notre équipe sera possible à condition que vous n'y cherchiez pas une spécialisation mais une ouverture de compétence.  
Si, en plus, vous possédez une ou plusieurs langues étrangères - vous participerez alors à nos actions internationales.

Adressez votre CV manuscrit à :  
**M. A. BORDES**  
**GAMMA SELECTION**  
9 bis, rue de Valenciennes  
**GAMMA CONSEIL 75008 PARIS.**

**CHEF DE PRODUIT**  
Si vous désirez mieux connaître les possibilités d'investissement que nous pouvons tous offrir, envoyez votre CV à : **BOHRINGER MANNHEIM**, FRANCE S.A., Direction Scientifique, 7, boulevard de la Madeleine, 75001 PARIS.

**promotion immobilière**  
**RESPONSABLE D'OPERATIONS**  
Société immobilière de premier plan vous propose de devenir chef d'équipe responsable de groupes d'opérations.  
Véritable plume tournée entre les différents interlocuteurs, vous suivrez chaque projet depuis l'étude jusqu'à la commercialisation.  
Vous avez au moins 30 ans, vous connaissez le métier et vous savez que pour réussir dans la gestion des opérations immobilières il est nécessaire de communiquer à tous les niveaux.  
Adressez votre manuscrit, C.V. détaillé sous réf. 4334/M à I.C.A. qui transmettra, en indiquant le nom des Sociétés auxquelles votre candidature ne doit pas être communiquée.

**Importante Société**  
C.A. 280 M. - 2.400 personnes  
Filiale Groupe international  
située PARIS - LA DEFENSE  
recherche  
Pour département APPAREILS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION  
**INGENIEUR ELECTROMECANICIEN**  
DIPLOME - Age de 30 ans minimum ;  
ayant une expérience de 3 à 10 ans acquise en bureaux d'études ou en usine ;  
anglais courant, allemand apprécié ;  
connaissant et possible les grues et transporteurs pour produits, après stages de formation, les fonctions de Responsable Service Après-Vente.  
Les personnes intéressées sont priées d'adresser un curriculum vitae avec prétentions à n° 62.941, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

**UNE SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT AUTOMOBILE**  
Leader dans son domaine, recherche pour le département ETUDES AVANCÉES ET NOUVELLES d'une de ses Directions techniques (30 ingénieurs) située en Région parisienne  
**UN INGENIEUR D'ETUDES**  
Âgé de 30 ans environ  
Le candidat, diplômé CENTRALE ou ENSI aura déjà une expérience de bureau d'études dans le domaine de la mécanique, de l'hydraulique et/ou des assemblages.  
QUALITES REQUISES :  
Imagination, créativité, plaisir d'aboutir.  
Les possibilités d'évolution sont très ouvertes en fonction des performances.  
Envoyer C.V. et photo, prêt, à n° 62.981 CONTEXTE Publiée, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris qui transmet.

**OUEST CONDITIONNEMENT**  
machines à emballer sous pellicule plastique  
recherche  
**ATTACHES COMMERCIAUX**  
futurs Chefs de Ventes  
pour PARIS et LYON  
Nous exigeons une expérience préalable dans la prospection et la négociation des biens d'équipement industriels.  
Salaire : suivi, expérience et résultats précédents.  
Veuillez fournir.  
Envoyer C.V. et photo, prêt, à n° 62.981 CONTEXTE Publiée, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris qui transmet.

**URGENT**  
**SOCIETE SOFTWARE**  
recherche  
**PROGRAMMEUR**  
R.P.G.  
Libre résidentiel.  
Tél. : 68-84-00 pour rendez-vous

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'INGÉNÉRIE**  
recherche un  
**contrôleur de gestion**  
ESG ou diplômé 3e cycle de Gestion exigé  
3 à 5 ans d'expérience contrôle de gestion et comptabilité nécessaires.  
Expérience gestion personnel cadres appréciée.  
Anglais parlé et écrit indispensable.  
Env. CV détaillé et prêt, réf. 5983 à **ORF** organisation et publicité  
21, rue de Valenciennes 75001 PARIS

Important Cabinet national, spécialisé dans les opérations financières et immobilières, recherche pour son Département  
**OPÉRATIONS FINANCIÈRES**  
(estimations et réalisations de cessions et concentrations d'entreprises industrielles)  
**jeune collaborateur de FORMATION SUPERIEURE**  
(HEC, ESSEC, Ecole Supérieure de Commerce, ou Ecole d'Ingénieur)  
avec une expérience, même brève, d'analyses financières. La pratique d'une langue étrangère est souhaitable.  
Salaire : fixe + intéressement sur CA réalisé.  
Lieu de travail : PARIS, avec missions hebdomadaires sur le SUD-EST.  
Ecrire avec CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 10.507 à **plein emploi**  
10, rue du Mail - 75002 PARIS.

**IMPORTANT CENTRE DE FORMATION DE CONSEILS ET DE RECHERCHES EXERCANT SES ACTIVITÉS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER recherche**  
**SPÉCIALISTES COMPTABLES ET FINANCIERS DE HAUT NIVEAU**  
Il leur sera demandé :  
- de concevoir en équipe des schémas pédagogiques et d'assurer des séminaires.  
Profil souhaité :  
E.S.C., D.E.C.S., Cadre Financier d'Entreprise.  
Adressez votre manuscrit, C.V. et prêt, n° 62.666, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

Les Entreprises Electriques  
**M. J. B.**  
recherche pour leur agence située à **MALAKOFF (92)**  
**CHEF MONTEUR**  
TRES BON NIVEAU  
ou  
**CONTREMAITRE DE CHANTIER**  
EXPERIMENTE  
aim de prendre en charge des chantiers d'INSTALLATIONS TELEPHONIQUES et de COURANT FAIBLE.  
Expérience indispensable dans ce domaine. Ecrire avec C.V. et prétentions à M.J.B. : Service du Personnel, 32, avenue du Président-Wilson, 93212 La Plaine-Saint-Denis.  
**ASSOCIATION NATIONALE DE FORMATION**  
recherche  
pour cycles TECHNIQUES AGRICOLES. Homme min 30 ans, niveau ingénieur, AGR, bonne connaissance du TERR. Expérience de la FORMATION D'ADULTES. Ecr. avec C.V. à ANFOPAR, rue de la République, 75003 PARIS.

**SCHWARTZ HADWANT**  
recherche  
**INGENIEUR T.C.E.**  
10 ans expérience minimum  
ayant solides connaissances dans mise au point, projets, études, réalisation, etc. civil, ANGLAIS INDISPENSABLE.  
Adr. C.V., photo et prétentions, 10, rue LIONEL-TERRAY, 92084 RUEIL-MALMAISON.  
**DIDIER HAGLER, R. & P. du Calvaire, Paris-2**  
fémmin, 6, rue du Calvaire, Paris-2 recherche  
**HOTESSE D'ACCUEIL**  
standard, sténodactylo, 30 ans min., physique agréable. Vacances assurées. Tél. pr. r-v 23-64-41 et 23-75-77.

**CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES D'ENSEMBLES INDUSTRIELS**  
TOUR GAN, CEDEX 12, 92082 PARIS - LA DEFENSE recherche  
**COMPTABLE**  
PRINCIPAL(ES) très qualifié(s).  
Avant sans des responsabilités pour superviser un groupe de comptables, effectuer des travaux d'analyses, participer à la détermination des résultats et à l'élaboration du bilan. Expérience dans un cabinet d'expertise ou dans une société de travaux publics est souhaitée. Poste à pourvoir début août.  
Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service du personnel sous référence 421.  
Bureau d'Etudes (M<sup>me</sup> Marcel-Senbet), recherche  
**INGENIEUR ELECTRICIEN**  
pour études infrastructure radio-électrique - Aviation - Travailleur directement sous autorité P.D.G.  
Age moyen : 40 ans. Connaissances électroniques souhaitées. Sans expérience.  
Téléphone : 62-81-38

**JEUNE COMPTABLE DIPLOME**  
Premier poste à TENERAN.  
Statut expatrié.  
Maintien des régimes sociaux français.  
Env. C.V., photo, prétentions à ENTREPOSE, Département Travaux publics, 75, rue de Valenciennes, 75017 PARIS.  
Import. Groupe Assurances recherche  
**UN REDACTEUR**  
SINISTRES  
matériel auto confirmé.  
Se pr. Serv. du Personnel, r. Le Petitier, Paris-9.

**URGENT**  
**SOCIETE SOFTWARE**  
recherche  
**PROGRAMMEUR**  
R.P.G.  
Libre résidentiel.  
Tél. : 68-84-00 pour rendez-vous

**IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE**  
filiale française d'un groupe international, recherche UN  
**cadre marketing exportation**  
pour lui confier :  
- la responsabilité : - des études de marché, des plans de marketing, de lancement et de promotion ;  
- l'élaboration des prévisions de vente.  
Ce poste peut convenir à un diplômé grande école de gestion (ou équivalent) ayant 2 ou 3 ans d'expérience marketing.  
Il intéressera également les professionnels très confirmés dans la spécialité.  
Une bonne connaissance de l'anglais (parlé-écrit) est indispensable.  
Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et photo récente, sous référence 10.791 M  
**plein emploi** 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

**Grande Banque Privée recherche**  
**traducteurs (trices)**  
si possible de langue maternelle anglaise, ais indifférent, pour traduction du français à l'anglais de textes à caractères économique et financier.  
**une sténo-dactylo**  
bilingue anglais-français.  
Postes stables et situation d'avenir.  
Transmettez C.V. et photo sous réf. 30186 à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann, 75008 PARIS.

**UN IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL**  
(CA 5 milliards), recherche pour sa filiale française, 120.000 F. +  
rattaché au Président Directeur Général, disposant d'une équipe de 8 collaborateurs, ce Cadre de haut niveau se verra tout d'abord confier des études variées sur le marché français, en liaison avec les services marketing des différentes filiales : analyse des courbes de vie des produits, étude de la concurrence, lancement de nouveaux produits... Ce poste convient à un diplômé d'Ecole Supérieure Commerciale ayant 4 à 5 ans d'expérience comme chef de produit dans une Entreprise fabriquant et distribuant des produits de marque. Il est important de noter que l'évolution de ce poste doit se faire vers la prise en charge d'une importante division commerciale.  
Alternance indispensable. Réponse et description assurées à 100 lettres man. - CV - photo - rém., adressez à réf. 87 3973 à Mme. Buterlin.

**barnard juliet psycom**  
80, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly  
**REDACTEUR REVUE**  
Commerce non alimentaire.  
Connaissances commerciales et distribution. Tél. 227-46-75.  
**GROUPE INTERNATIONAL**  
recherche SES  
**AGENTS GENERAUX**  
IL EST DEMANDE :  
- Très bon niveau général.  
- Forte personnalité.  
- Méthode, dynamisme, imagination.  
- Sens de la négociation.  
NOUS OFFRONS :  
- Récompenses.  
- Formation, complète et suivie.  
- Rémunération en fonction de la valeur du candidat.  
- Larges possibilités de promotion.  
NOUS PROPOSONS également  
PORTEFEBUJES  
à reprendre dans 1971 et 94.  
Env. C.V. et photo retournée à n° 22, Publicité MURATET, 15, r. Talbot, 9, qui tr.

**TECHNICO-COMMERCIAL NIVEAU BIS**  
ayant si possible une expérience des techniques de chauffage, ventilation, conditionnement d'air.  
Il implantent un nouveau produit et poursuit la diffusion d'une gamme très complète auprès des Architectes, Bureaux d'Etudes, Ingénieurs, Conseils, Entreprises de Gros-œuvre de PARIS et REGION PARISIENNE.  
C'est un homme bien introduit auprès de cette clientèle, un négociateur tenace et ambuleux capable d'évaluer dans une jeune société en cours d'implantation nationale.  
Salaire fixe 40.000 F par an + prime et indemnités kilométriques.  
Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 10.812 à **PLEIN EMPLOI**  
10, rue du Mail, Paris (2<sup>e</sup>).  
Les candidats retenus seront reçus pour une réunion d'information le jeudi 24 juin.  
**ORGANISME PUBLIC D'ETUDE et de RECHERCHE**  
recherche  
Ingénieur  
Anglais ou allemand parlé et lu soigneusement.  
Ecrire avec C.V. et prétentions en précisant la réf. n° 7.042, « Le Monde » Publiée, 5, r. des Italiens, 75001 Paris-9.  
Industrie des matériaux plastiques, pour son laboratoire de recherche, cherche un ingénieur chimiste connaissant la fabrication des composites et la coloration des matériaux plastiques.  
Env. C.V. et prétentions.  
5 M. DUFOUR, B.P. 28, 94110 ARCUEIL.

**TRINDEL**  
Importante Société d'installation Boilers électriques quartier Saint-Lazare, recherche pour son service international d'un ingénieur 25-35 ans sous OSVS 1 et VIN/CAS  
**UN ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
Les candidats devront maîtriser l'ordinateur, A.N.S. et avoir une expérience professionnelle de l'ordre de 2 ans en tant que programmeur. Ce poste convient donc à un programmeur expérimenté, ayant une évolution vers l'analyse organique et souhaitant l'expérience d'administrer la responsabilité de chaînes de traitement.  
Adressez C.V. détaillé à M. GIZARDIN, 44, rue de Valenciennes - 75008 PARIS  
Rach. Traducteurs expér. pr trad. Technique, res. lang. - 756-36-42  
**IMPORTATEUR DE MATERIEL THERMIQUE**  
recherche  
**INGENIEUR**  
ou TECHNICIEN expérimenté pour service technico-commercial, spécialisé dans appareils de chauffage mazout et gaz. Poste sédentaire.  
Anglais ou allemand parlé et lu soigneusement.  
Ecrire avec C.V. et prétentions en précisant la réf. n° 7.042, « Le Monde » Publiée, 5, r. des Italiens, 75001 Paris-9.

**URGENT. Rach. VENDEURS ou VENDEUSES**  
pour immobilier et tourisme, bien placé dans PARIS. Libre de suite.  
PROMOTIC 225-11-48, pr. R.V.

**capitax ou capitax.com.**  
Part. ch. de part., prêts sans hypoth. 60.000 F. durée 4 ans. KRONBACH, 2, rue Oberlin, 67000 SCHILTGENHEIM.  
**représent. offre**  
URGENT. Rach. VENDEURS ou VENDEUSES pour immobilier et tourisme, bien placé dans PARIS. Libre de suite.  
PROMOTIC 225-11-48, pr. R.V.

**KLISER - COLOMBES**  
recherche  
**TECHNICIEN SUPERIEUR**  
supplément (S.T.S. Mécanique). Lieu de travail : COLOMBES. Pour Etude et Mise au Point d'essais moteurs.  
- Anglais lu soigneusement.  
- Notions de calcul différentiel.  
Ad. C.V. et photo, à SERVICE RECRUTEMENT, 3, av. Kléber, 92200 COLOMBES.  
**SIA RASPAU, ch. Collaborateurs**  
(travaux) pour vente et location Appr. de Classe Rive Gauche. Salaires élevés - 22-26-44  
**LE CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES de l'académie de VERSAILLES**  
Etudiants Entraineurs RECH. POUR DES EMPLOIS D'ETÉ  
Ecr. ou téléph. au C.R.O.U.S. B.P. 109, 78103 St-Germain-en-Laye  
Tél. : 973-42-50, Poste 15, ou : pour offres à l'ouest de Paris : Tél. : 204-48-20, Poste 223, pour offres au Sud de Paris : Tél. : 91-74-75  
**Cabinet Comptable VAL-POISE (HARGENCY)**  
rech. un COLLABORATEUR EXPERIMENTE  
Téléphone : 246-14-38

**ANSWARE**  
recherche  
pour faire face à son expansion des ANALYSTES-PROGRAMMEURS Bilingues anglais, français, allemand, ayant plusieurs années d'expérience et maîtrisant les langages informatiques. 10 COBOL ASSEMBLEUR PL/I ou FORTRAN et/ou ALGOL 68. D.O.S. ou O.S. C.I.L. SIRS 212 (Indr. G 103)  
291 C.I.C.S. : COBOL ou ASSEMBLEUR (réf. G 140).  
39) D.L.I. : COBOL Assembleur ou PL/I (réf. G 103).  
Interventions : Paris, banlieue, province, pays de la Loire.  
Adressez C.V. détaillé, prêt, et photo à : **ANSWARE**, 135, r. de la Pompe, 91160 PALAISEAU.  
ou téléphoner : 723-53-60, 723-52-02, poste 215.  
**DIDIER HAGLER, R. & P. du Calvaire, Paris-2**  
fémmin, 6, rue du Calvaire, Paris-2 recherche  
1 ANALYSTE qui aimera se diriger vers un poste correspondant informatique ou

**CORRESPONDANT**  
Informatique ayant connaissance de : systèmes, exploit. des bases, - Lieu de travail : Paris.  
- Interventions en province.  
- Libre, rapidement. Salaire et travail intéressants.  
Téléphone pour rendez-vous : 236-45-41/102-97  
Sis d'informatique, diffusant DIGITAL, rech. INGENIEURS COBOL, exco. de la vente des petits et moyens systèmes informatiques, de gestion auprès des P.M.E. Salaire composé d'un fixe et d'un variable.  
Téléphone : 627-43-14

**BANQUE PRIVEE**  
recherche  
**1) AIDE-COMPTABLE**  
CALIFIE (E)  
Libre de suite  
C.A.P. comptable exigé  
**2) STENO-DACTYLO**  
Rém. et diplômes exigés  
**3) EMPLOYE**  
niveau C.A.P. banque  
Ecrire avec C.V. n° 62.881 CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui trans.

**REVEILLES CONFIRMES**  
recherche pour commissaire aux comptes. Ecrire V.S. 25, rue Pradier, 75001 PARIS.  
**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
SERVICES JURIDIQUES  
**UN ASSISTANT**  
Classification selon de maîtrise Niveau capable en droit.  
Expérience souhaitée, procédure commerciale, recouvrement, fonds de commerce.  
Mutation en province possible.  
Ecr. avec C.V., photo et prêt, n° 62.881, ConTEXTE Publiée, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>

**CLACQUESIN**  
Boissons alcoolisées  
équipée ordinaire HB 61/38  
recherche  
**ANALYSTE-PROGRAMMEUR**  
2 ans exp. COSOL-DOS  
Formation IUT informatique ou équivalent.  
Perspective de carrière intéressante.  
Téléfon. : 625-55-55 ou écrire : B.P. 32 92080 MALAKOFF  
**URGENT. Rach. VENDEURS ou VENDEUSES**  
pour immobilier et tourisme, bien placé dans PARIS. Libre de suite.  
PROMOTIC 225-11-48, pr. R.V.

**capitax ou capitax.com.**  
Part. ch. de part., prêts sans hypoth. 60.000 F. durée 4 ans. KRONBACH, 2, rue Oberlin, 67000 SCHILTGENHEIM.  
**représent. offre**  
URGENT. Rach. VENDEURS ou VENDEUSES pour immobilier et tourisme, bien placé dans PARIS. Libre de suite.  
PROMOTIC 225-11-48, pr. R.V.

**boxe autos**  
SPECIAL INVESTISSEURS avec 15.000 F (crédit possible), votre plan 100 F x 12. FLOTT - 11668 - 225-09-44

**secrétaires**  
**de direction**  
POUR DIRECTEUR GENERAL d'une société industrielle à CLICHY (92) recherches  
**SECRÉTAIRE BILINGUE**  
FRANCAIS-ANGLAIS  
Parfaite maîtrise des techniques du secrétariat.  
Sens du contact. Dynamisme. Conçus en mot. Avanc. sociaux.  
Adressez C.V., photo et prêt, n° 62.572, CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

**DIRECTEUR COMMERCIAL D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE**  
PARIS  
recherche  
**ASSISTANTE**  
responsable du secrétariat et des contacts intérieurs et extérieurs (fournisseurs, publicités, etc.).  
Envoyer C.V., photo et prêt, n° 62.528, CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

**SA COLLABORATRICE**  
confirmée bilingue anglais, allemand, dans les deux langues. Bonne présentation et éducation. Ecr. ou téléph. à : **CONTEXTE**, 21, rue du Temple, Paris (4<sup>e</sup>). 27-12-92, poste 35.  
**Secrétaire**  
Société de conseil mathématique confirmée bilingue anglais, français, allemand. Secrétaire assistante d'ingénieur pour gestion administrative et participation aux études. Envoyer C.V. et photo à : **D.A.G.M.A.** 41, r. de Bourgogne, 75007 Paris.

**CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES**  
ENTREPRISE GÉNÉRALE D'ENSEMBLES INDUSTRIELS TOUR GAN, CEDEX 12, 92082 PARIS - LA DEFENSE, recherche  
**SECRÉTAIRE STENO-DACTYLO**  
QUALIFIÉE pour service achat niveau BAC, notions d'anglais apprises, 3 ans expérience exigée. - Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Service du personnel, sous réf. 1.220.

**Secrétaires**  
**Sténodactylos**  
Travail temporaire  
**KELLY GIRL**  
recrute dactylos, sténodactylos, secrétaires. 5, rue du Helder, 77045-49. 10, bd de la Gare, 90450-70. Tour Montparnasse, 335-55-62.  
**propositions diverses**  
CIFEC vous propose des séminaires de révision intensive des certificats du DECS, du 23-9-76 au 3-4-77. Renseignements, inscriptions : 64, rue de Richelieu, 75002 Paris.  
Tél. : 72-97-47 - 073-55-59.

**occasions**  
**MOQUETTE EN SOLDE**  
100.000 m<sup>2</sup> stock à liquider, beau velours sur mousse 18,50 F/m<sup>2</sup> laine 36 F, etc. prix TTC  
- 335-46-50.  
**autos-vente**  
**VOLKSWAGEN AUDI FAIR PLAY AUTO**  
Concessionnaire  
17, Neuilly-Levallois  
Spécialiste automatique  
LIVRAISON RAPIDE  
88 bd Pereire PARIS 17  
768.26.10 / 27.20

**ETOILE AUTOS SONAUTO**  
CONCESSIONNAIRE MERCEDES  
VEVO  
220 D W 115 disponible, neuve, 450 SE 75 gris métallisé, toutes options.  
350 SE 74, beige métallisé, toutes options.  
230 S 76, anthracite métallisé, 230 D 76 beige.  
240 D 80, marron, 74.  
53, rue Marjolin, LEVALLOIS - 729-97-40.  
Cause décès, vende BMW coupé 30 CSI, 76, non immatriculée, 200 km, garantie du neuf, 1 An (73) 74-11-41.  
Vds FIAT 34 Coupé Sport 1800, 1600, 1600, 1600, 1600 F, état 49.000 km. - Tél. 45-57-82.

**bateaux**  
A VENDRE OU A LOUER  
bateau genre 1850-80 pour promenade, longueur 11 m, 20, largeur 3 m, 18 CV.  
Diesel - Tél. : 729-97-41.  
**boxe autos**  
SPECIAL INVESTISSEURS avec 15.000 F (crédit possible), votre plan 100 F x 12. FLOTT - 11668 - 225-09-44

Voir les demandes d'emploi en page 36







5521 من الامم

# La région parisienne

## Le fleuve sous haute surveillance dans la Seine-Saint-Denis

**Peu de pouvoirs mais des moyens**

**F**AUT-IL que notre société soit à ce point accoutumée à la détérioration de son environnement pour que le préfet de la Seine-Saint-Denis puisse le plus tranquillement du monde présenter, à la session de printemps du conseil général, un rapport dans lequel on lit : Chaque année, le cours d'eau la Vieille-Mer déverse dans la Seine à Saint-Denis environ 4 tonnes de cyanure sans qu'il y ait de scandale. Quatre tonnes ! La Seine en aval de Paris n'est pas seulement polluée. Elle est empoisonnée.

Cette accablante découverte est le résultat le plus spectaculaire de l'action menée depuis quatre ans en Seine-Saint-Denis par la cellule départementale de lutte contre la pollution : huit hommes, trois véhicules, du matériel de prélèvement et un petit laboratoire qui ont reçu la mission très imprécise de s'occuper de la pollution des eaux dans le département.

Lorsque, en 1972, la « cellule » est portée sur les fonts baptismaux par le conseil général, la direction de l'équipement et l'agence de bassin Seine-Normandie, elle ne sait pas trop par où prendre le dossier qui lui est confié. Pas d'exemples à suivre : elle est l'une des premières à voir le jour dans le cadre d'un service départemental d'assainissement. Pas de certitudes : on en est encore, en France, au début des actions écologiques et l'on pressent les pollutions plus qu'on ne les connaît.

La « cellule » décide de commencer par étudier les pollutions là où elles se trouvent, c'est-à-dire dans le réseau d'assainissement dit séparatif, situé dans la partie du département qui appartenait à l'ancienne Seine-et-Oise. Elle choisit trente-

deux points où son prélèvement d'octobre 1972 à juillet 1973 douze échantillons. Quatre mille huit cents analyses ont permis de qualifier et de localiser les corps présents : phénols, hydrocarbures, matières organiques, cyanures, chrome, sulfures, etc. Les résultats sont contenus dans une étude sur la pollution du réseau d'eaux fluviales, parue en 1975 et accompagnée de six cartes où sont portés les flux de pollution. Par exemple, sur la carte consacrée au « flux de temps sec-cyanures », on constate que le ruissau la Vieille-

Mer en déverse 350 milligrammes par seconde dans la Seine avec un maximum de 780 et un minimum de 110.

Mais il n'y a pas que le cyanure. La « cellule » évalue à 0,9 tonnes les rejets annuels de chrome dans la Seine (0,1 milligramme par litre suffit à tuer un poisson), à 2,1 tonnes ceux de phénol, à 39 tonnes ceux de détergents et à 5 000 tonnes ceux de matières organiques. Ce « cocktail » explique les odeurs insupportables qui se dégagent aux sorties des égouts.

### Poissons morts

On trouve en tête des communes émettrices de pollution d'origine industrielle : La Courneuve, Livry-Gargan, Sevran et Stains. En tête des communes émettrices de pollution d'origine ménagère : Aulnay-sous-Bois, Gagny, Montfermeil, Neuilly-Plaisance, Villeneuve-la-Villeueuse.

La « cellule » connaît les industriels pollueurs grâce principalement à ses interventions d'urgence (vingt-quatre heures sur vingt-quatre). Il y a d'abord les ateliers de traite-

ment de surfaces, petites entreprises de polissage (plaquage d'or, de nickel, de chrome), qui abondent dans le département. Ce sont les principaux émetteurs de cyanure. En novembre 1974, l'un d'eux, installé en Seine-et-Marne, fait une fausse manœuvre et les poissons du canal de l'Ouroq se retrouvent le ventre en l'air : 10 milligrammes de cyanure par litre. En février 1975, un plâtrier de Vaujours laisse échapper dans le canal de l'Ouroq du fuel lourd. Une petite marée noire polue, en mars 1976, la Marna par la faute d'une entreprise de régénération de Seine-et-Marne. Ces jours-ci, les voisins de l'usine pharmaceutique Roussel-Uclaf de Romilly-sur-Seine se plaignent des puanteurs qui sortent des égouts.

tion des pompiers, des services de l'assainissement et des entreprises de dépollution.

D'autre part, la « cellule » ne dispose d'aucun pouvoir de répression. Lorsqu'un industriel fait la sourde oreille, il ne reste qu'à le menacer de fermer son branchement sur le réseau d'assainissement. Par exemple, une proposition de fermeture a été transmise récemment au préfet pour contraindre une teinturerie des Lilas à contrôler ses effluents, qui ont déjà intoxiqué un écolier. Arme absolue mais dont l'usage est presque impossible, d'autant qu'une fois sur deux, le chef d'entreprise pollueur pratique le chantage à l'emploi.

### Soutien sans faille

Mais il y a aussi des satisfactions : on relève le soutien sans faille du conseil général, soutenu d'ailleurs par l'environnement d'un département très industriel. L'assemblée a contribué, en 1975, pour 800 000 F aux dépenses de fonctionnement et d'investissement de la « cellule ».

Il y a aussi l'existence d'un fonds d'intervention d'urgence de 100 000 F, alimenté par le département et par l'agence de bassin. Ce fonds avance l'argent nécessaire pour traiter les pollutions les plus graves, en attendant que le pollueur et son assurance régissent la note.

Les responsables du service antipollution sont surtout satisfaits des relations qu'ils ont établies avec les industriels. Ils rendent visite aux établissements les plus nuisibles et leur demandent s'ils peuvent travailler avec des produits moins toxiques. Lorsque ce n'est pas possible, comme dans le cas de certains ateliers de traitement de surfaces, ils leur indiquent les firmes capables de recycler leur cyanure. Au besoin, ils aident l'entreprise à constituer un dossier de traitement auprès de l'agence de bassin, qui peut subventionner jusqu'à 50 % du prix d'une station d'épuration. Ils effectuent des prélèvements et des analyses à la demande des industriels. Aide, conseil et information : « C'est ce dont les petites entreprises ont besoin, car elles ignorent le plus souvent les solutions techniques, financières et juridiques de leurs problèmes. Un comportement autoritaire ne résoudrait rien. »

La « cellule » surveille aussi attentivement les effets de la sécheresse actuelle. A Cligny-sous-Bois, Gagny et Livry-Gargan, les stangs sont sous surveillance. Plus de chaleur, moins d'eau, plus d'algues : l'oxygène est rare. Au premier poison mort que leur signaleront les pêcheurs, par exemple, les responsables mettront en route des dispositifs de fortune (pompes et hélices) pour oxygéner les eaux.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

ALAIN FAUJAS.

## La rénovation urbaine dans la capitale

### DIX-HUIT DOSSIERS SUR LA TABLE DU MAIRE

**D**IX-NEUF opérations de rénovation sont terminées à Paris, dix-huit sont en cours. Durant les trois dernières années, des modifications sont intervenues dans différents programmes. La hauteur de certains immeubles a, notamment, été sensiblement réduite. C'est le cas pour les secteurs 9 et l'Îlot Lahire. Les tours de l'Îlot Saint-Blaise ont été supprimées. La remise en cause de

l'urbanisme du secteur Italie (immeubles de grande hauteur, dallés) a amené l'État à intervenir par le biais d'opérations publiques.

Un premier bilan des opérations fait apparaître, affirme le préfet de Paris, M. Jean Taulé, dans une communication aux édiles de la capitale sur l'urbanisme parisien, que quarante-trois mille logements ont été ou seront détruits, cinquante-trois

mille ont été ou seront reconstruits parmi lesquels vingt-trois mille H.L.M. Sur un total de treize mille familles concernées par ces opérations, 61 % retrouvent un logement sur place.

Le maire de Paris, qui sera élu en mars 1977, aura donc à s'intéresser à près d'une vingtaine d'opérations de rénovation qui couvrent une superficie totale de 216 hectares.

● **NOUVEAU BELLEVILLE (XXV).** — Opération décidée en 1972. 5 hectares. Comprenant les rues Bisson, des Couronnes, boulevard de Belleville, rue Plat, rue des Envierges, villa Faucheur. 1 453 logements seront construits (880 H.L.M.). 150 H.L.M. sont aujourd'hui terminés.

● **JEMMAPES (XV).** — Décidée en 1971. 5,7 hectares, délimités par le quai de Jemmapes, la rue Louis-Blanc, la rue de la Grange-aux-Belles, la rue des Belles-Saint-Martin. 1 300 logements seront construits (400 H.L.M.). La construction n'est pas commencée.

Saint-Lazare, aux Ours, Saint-Martin, Saint-Merr. La rénovation se fait dans le cadre d'une ZAC (arrêté ministériel du 23 mars 1971). 1 247 logements sont voués à la destruction, ainsi que plus de 500 activités économiques.

Quatre-vingt-douze pour cent des terrains sont acquis. 81 % des logements sont détruits. Sur 780 logements (380 H.L.M.), 70 H.L.M. sont construits. Parmi les équipements, on compte le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (70 000 mètres carrés), un centre téléphonique souterrain (18 000 mètres carrés),

● **LE MARAIS (III\*).** — Opération décidée en 1948. 26 hectares, comprenant les rues des Francs-Bourgeois, Elzevir, Barbe, de la Perle, de Thorigny, Sainte-Anastase, du Parc-Royal. 91 % de la surface sont acquises. Les logements détruits, 135 logements non aidés sont prévus ; 182 seront restaurés. L'opération ne compte pas de H.L.M.

● **RIQUET (XIX\*).** — Opération décidée en 1962. 6,4 hectares, délimités par les rues Riquet, Curial, Mathis, de Flandre. La totalité de la surface est acquise.

ments seront construits, dont 754 H.L.M.

● **ZAC GUILLEMINOT (XIV\*).** — Opération décidée en 1973. 11 hectares délimités par les rues de Vercingétorix, du Moulin-de-la-Vierge, Desrès, de l'Ouest, du Château, Raymond-Loserand, avenue du Maine et rue Sauvageot. 4 000 logements seront construits.

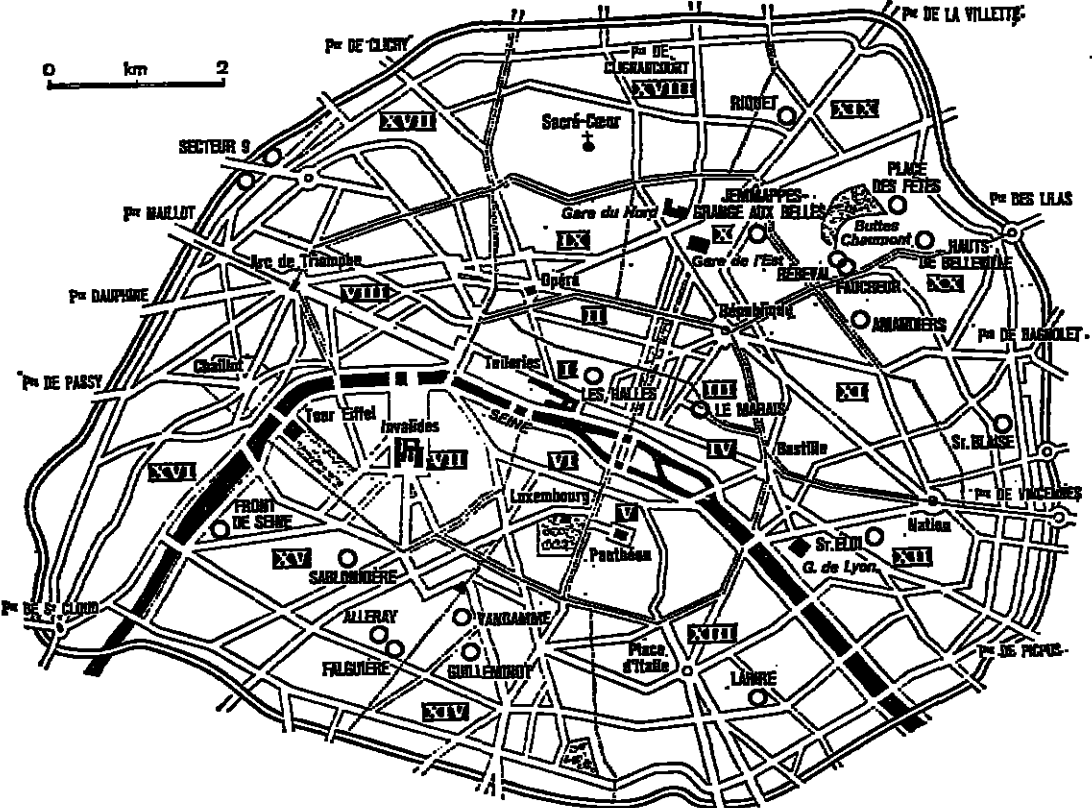
● **LES AMANDIERS (XXV).** — Opération décidée en 1974. 10 hectares délimités par l'avenue Gambetta, la place Auguste-Métivier, les rues Houdart, Tiemann, rue des Cendriers, rue Elise-Borey, rue Sorbier. 1 750 logements (1 450 H.L.M.) sont prévus. Aucun n'est construit.

● **ALLERAY (XV\*).** — Opération décidée en 1961. 6 hectares comprenant les rues Vigée-Lebrun, Dutot, les places d'Alleray, ray, Falguère, les rues d'Alleray, de la Procession, le passage Falguère, la rue Falguère. 92 % de la surface est acquise. 1 100 logements sont prévus (910 H.L.M.). 1 000 sont construits.

● **BEAUGRENELLE (Front de Seine) (XV\*).** — Opération décidée en 1961. 25 hectares, comprenant le quai André-Chénier, le quai de Grenelle, la rue du Docteur-Finlay, d'Emery, Saint-Charles, l'avenue Emile-Zola. 4 000 logements sont prévus (1 000 H.L.M.). Le programme des logements est pratiquement terminé, rue Sauvageot. 4 000 logements sont construits.

● **REBEVAL (XXV).** — Opération décidée en 1968. 5 hectares délimités par le boulevard de la Villette, la rue de l'Atlas, l'avenue Simon-Bolivar, la rue Lantini, les rues Rébeval, Rampal et Belleville. La totalité de la surface est acquise. 2 480 logements (553 H.L.M.) sont prévus. 800 restent à construire.

● **ÎLOT SABLONNIÈRE (XV\*).** — Opération décidée en 1961. 9 hectares, comprenant les rues Cambroune, Mademoiselle, Quinault, Médillac, de la Croix-Nivert, la place Cambroune. La quasi-totalité de la surface est acquise. Le programme de logements (1 525 (743) H.L.M.) est pratiquement terminé.



● **FALGUIÈRE (XV\*).** — Opération décidée en 1971. 1,3 hectare, délimité par les voies S.N.C.F., le passage Falguère, la rue de la Procession, la place Falguère, la rue Falguère. Les terrains sont acquis, les logements détruits, 387 logements sont prévus (286 H.L.M.). La construction n'a pas commencé.

● **LES HALLES (I\*).** — Opération décidée en 1974. 14 hectares, comprenant les rues Clémence-Bayer, Coquillière, Rambuteau, du Cygne, Ménécière, Pierre-Lescot, Berger, Saint-Denis des Innocents, de la Lingerie, des Halles, Saint-Honoré, du Pont-Neuf, Berger, Sauval, de Viarmes, Beaubourg, du Renard, du Grenier.

80 000 mètres carrés de commerces, 8 000 mètres carrés de bureaux. Cette année, la Ville a inscrit 100 millions de francs à son budget pour combler le déficit de l'opération.

● **L'ÎLOT LAHIRE (XIII\*).** — Opération décidée en 1967. 12 hectares, délimités par les rues Jeanne-d'Arc, Patay, de Tolbiac, Baudricourt et Clisson. Les acquisitions sont réalisées. La construction a commencé : 610 logements sur les 1 630 prévus (783 H.L.M.).

● **SAINT-BLAISE (XXV\*).** — Opération décidée en 1969. 19 hectares, comprenant le boulevard Davout, les rues Vierge, des Balcons, Riblette, Gallier, Florian, la voie S.N.C.F., la rue de la Croix-Saint-Simon, la Cité-Blanche, la rue des Rasseins. 40 % de la surface sont acquis, 4 328 logements seront construits (3 000 H.L.M.). 900 sont terminés ou en cours.

Le programme de logements, 1 816 (798 H.L.M.), est terminé.

● **SAINT-ÉLOI (XII\*).** — Opération décidée en 1962. 8,3 hectares, délimités par les rues de Reuilly, Montgallet, de Charenton, Erard. Les acquisitions foncières sont terminées. Le programme de logements, 1 472 (290 H.L.M.), est pratiquement terminé, ainsi que les activités économiques.

● **PLACE DES FÊTES (XXV\*).** — Opération décidée en 1967. 24 hectares, délimités par les rues de Belleville, des Fêtes, de Crimée, Arthur-Rozier, Compagnie de Bellevue, des Lilas, de Monzaia, de l'Orme, des Bois, du Docteur-Potain. La totalité de la surface est acquise. La construction des 4 000 logements (1 380 H.L.M.) est pratiquement terminée.

● **SECTEUR IX (XVII\*).** — Opération décidée en 1971. 23 hectares, qui débordent la porte d'Asnières, la porte des Ternes, délimités au sud par les boulevards de Duguesne, de l'Yser, de la Somme et de Reims. 2 600 loge-

● **UNE EXPOSITION** consacrée à la rénovation du carreau du Temple s'ouvrira ce lundi 14 juin à 18 heures à la mairie du 3<sup>e</sup> arrondissement. Sont présentés la maquette du nouveau marché et le plan des équipements sociaux, culturels et sportifs qui figurent dans le projet de l'administration.

\*\*\*\*\*

## LE "VRAI" OUEST

A proximité du Bois de Boulogne,  
de l'Autoroute de l'Ouest et des périphériques Sud et Nord...

Des bureaux entièrement cloisonnés, bénéficiant de prestations  
de qualité et équipés de 15 lignes de téléphone...

Dans un cadre agréable au "vrai ouest" de Paris,  
au prix de location de :

**350F**  
le mètre carré  
+charges

**750 m<sup>2</sup> (divisibles en 2 modules)  
14 places de parking**  
(Possibilité de vente ou crédit/bail.)

Renseignements et documentation sur demande à :

**FRANK ARTHUR**  
134, BOULEVARD HAUSMANN - 75008 PARIS  
**924-07-69**

Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_

\*\*\*\*\*



# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LES GÉOMÈTRES ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES

## Hommes charnières

Les géomètres-experts fonciers se sont réunis à Vitteuil, du 8 au 11 juin, pour leur congrès annuel. Ils souhaitent changer leur image de marque et devenir de plus en plus des « aménageurs » : le thème de leur congrès s'articulait autour des collectivités locales.

Les géomètres-experts fonciers (deux mille cabinets en France), qui se sont longtemps uniquement consacrés au « bornage », proposent aujourd'hui leurs services aux communes en tant que conseillers privilégiés. « Nous avons les pieds dans la boue, solidement attachés à la terre », explique M. Alain Bourry, le président national. « Les collectivités locales, surtout celles de petite taille, ont longtemps vécu sans grandes difficultés. Aujourd'hui, elles se trouvent confrontées à des problèmes d'urbanisation, notamment à cause du phénomène de retour des villes vers les campagnes. Nous sommes donc dans l'événement et tenons à démontrer notre compétence. Si les grandes villes ont des services techniques, il n'en est pas de même des communes entre cinq cents et dix mille habitants qui éprouvent de sérieuses difficultés devant des questions de plus en plus complexes. »

Le président national précise que longtemps l'urbanisation des collectivités locales s'est effectuée anarchiquement : en champ de choux ; on trouvait un terrain pas cher à la périphérie de la ville et l'on y installait un lotissement sans tenir compte des dessertes, des infrastructures et de l'environnement. Ce n'est plus possible. Le géomètre, technicien libéral du foncier, peut

jouer un rôle de coordination entre l'économiste, le sociologue et l'écologiste, afin de rendre les cités plus harmonieuses. Les géomètres ont mis en place des ateliers régionaux d'urbanisation pour réaliser à la fois des opérations ponctuelles (lotissements, parkings, cimetières), des actions d'ensemble comme les plans d'aménagement des villages, des opérations de rénovation urbaine et des associations foncières urbaines. Depuis un an et demi, les géomètres-experts fonciers effectuent également des pré-études foncières d'aménagement confiées par le ministère de l'Agriculture. Il s'agit, après le choix politique, de réaliser une enquête sur place avec les intéressés avant que n'intervienne la décision administrative. « Notre but est de jouer le rôle de médiateurs, d'hommes charnières entre l'administration et les particuliers, car nous connaissons bien les deux bouts de la chaîne », ajoute M. Bourry.

Au cours de son rapport de synthèse, M. Jean-François Viriot, rapporteur général, a indiqué que le géomètre devait tenir compte des difficultés financières des collectivités locales, aborder globalement les problèmes d'aménagement et surtout créer un climat de confiance lors de la concertation.

CLAUDE LEVY.

Circulation

LA ROUTE PLUS MEURTRIERE EN REGION PARISIENNE. — Au mois de mars 1976, le nombre des tués dans les accidents de la route en région parisienne a augmenté de 9 % par rapport au même mois de l'année dernière : 107 au lieu de 98. En revanche, il y a eu moins d'accidents : 434 au lieu de 497 (-12 %); moins de blessés aussi : 554 au lieu de 580 (-4 %). Le service régional d'équipement de la région parisienne fait état par ailleurs d'une reprise importante de la circulation, que démontre l'augmentation de consommation en carburant auto (+14 %) et en gas oil (+27 %).

## FAITS ET PROJETS

Région parisienne

LA PROTECTION DE LA VALLÉE DE CHEVREUSE. Plusieurs associations des Yvelines demandent que soit créé un parc régional dans la vallée de Chevreuse. La vallée de Chevreuse est située dans la zone naturelle d'équilibre du Eurepoix, « mais, disent les associations, nous voulons faire de notre région un parc régional, car, contrairement à ces zones naturelles, l'initiative de son fonctionnement en revient aux élus locaux ».

## ILE-DE-FRANCE : les maires « choisissent » la majorité

Les collèges des maires des sept départements de la région parisienne ont élu, le 13 juin, au scrutin proportionnel leurs représentants au conseil régional d'Ile-de-France. La majorité présidentielle a remporté trente et un sièges et l'opposition onze. Parmi les personnalités éues figurent M. Jean-Pierre Fourcade (R.L.),

## QUALITÉ DE LA VIE

PRIORITÉ À LA CONSOMMATION MÉNAGÈRE DE L'EAU

déclare M. André Fosset

« Nous donnerons la priorité à l'approvisionnement de l'eau sur la consommation industrielle. » C'est ce qu'a déclaré M. André Fosset, ministre de la Qualité de la Vie, vendredi 11 juin, alors qu'il visitait le parc régional de Lorraine. « Nous nous sommes pour ainsi dire la situation hydrologique, a continué le ministre. Des mesures vont être prises pour réduire l'absorption des effluents polluants et même pour fermer des entreprises polluantes le temps qu'il sera nécessaire pour assurer une amélioration de l'approvisionnement en eau. »

Pour le ministre, les difficultés d'approvisionnement en eau que connaît actuellement la France devraient être surmontées dans l'avenir par la construction de barrages.

Le bruit à Orig. — Une délégation des habitants de Longjumeau (Essonne) a défilé, le samedi matin 12 juin, devant l'aéroport d'Orly-Sud pour protester contre le survol de leur commune par les avions depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier. Sur les banderoles du défilé on pouvait lire, notamment : « 85 décibels trois cents fois par jour », « Qui a la qualité de la vie, non à Orig ».

Transports

PROCHAINS ESSAIS DU PLUS GROS NAVIPLANE. — Le plus gros aéronef du monde, le Naviplane 500, mis au point par la SEDAM (Société d'études et de développement des aéroglisseurs marins) commencent ses essais à la mi-octobre. Ils seront effectués au sol. Les essais sur l'eau auront lieu sur la Gironde vers la fin de l'année. Le premier appareil sera, dans un an, en service sur la Manche. Le N-500 pourra transporter quatre cents passagers (ou quarante voitures et deux cent quatre-vingt passagers) à 140 kilomètres à l'heure.

DANS LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES

## LORRAINE : financement de l'autoroute de Bourgogne priorité absolue à l'emploi

De notre correspondant

Metz. — Les conseillers régionaux lorrains travaillent beaucoup. Le samedi 13 juin ils se sont réunis à Metz, sous la présidence de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, pour la cinquième fois depuis le début de l'année. L'état d'avancement du dossier concernant l'autoroute Nancy-Dijon et l'action à entreprendre en matière d'emploi et de formation professionnelle, ont été les deux thèmes qui domineront cette réunion à caractère technique, au cours de laquelle toute une série de décisions financières furent prises. Intervenant à mi-parcours du mandat de M. J.-J. Servan-Schreiber, cette réunion a également permis dans une certaine mesure de juger de son action à la tête du conseil régional.

Face à un conseil régional qui est loin de lui être acquis politiquement, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber mène une action propre à lui donner une image de gestionnaire. De ce fait, le député de Nancy-Nord est condamné à réussir, c'est-à-dire à prouver aux Lorrains qu'il est capable de mener à terme plusieurs projets importants. En premier lieu, la construction du tronçon autoroutier entre Toul et Langres, qui est en tête des revendications des Meurthe-et-Mosellans et des Vosgiens.

Samuel, le président du conseil régional se référant à une lettre de M. Galley, ministre de l'équipement, a pu donner quatre précisions importantes : les avant-projets des deux secteurs Toul-Langres et Langres-Dijon (d'un coût respectif de 900 et 500 millions) sont en cours d'examen, et le projet, c'est-à-dire l'ensemble Toul-Dijon, doit être approuvé, selon M. Galley, avant l'été. L'enquête publique préalable sera lancée avant la fin de l'année. Cette autoroute sera concédée à la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (S.A.P.R.R.). La société concessionnaire est fondée à demander une aide d'environ 50 % du coût de l'investissement, dont l'Etat et les collectivités intéressées devront assurer le financement.

Tous ces éléments, selon M. Galley, doivent être repris dans les programmes prioritaires d'intérêt régional présentés par les établissements publics régionaux. « Cette grande opération devrait s'inscrire sur le terrain avant la fin de l'année prochaine, et la mise en service peut être vraisemblablement prévue pour 1981 », affirme le ministre de l'équipement.

## « Une mise en service peut-être pour 1981 »

Toutes ces informations auraient dû permettre à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber de démontrer qu'il avait pu atteindre l'objectif assigné. Or, il n'est pas le cas. Il apparaît en effet qu'un problème, et non des moindres, n'est toujours pas réglé : celui du financement régional. Le conseil régional lorrain, à la demande de son président, au début de l'année, a voté un emprunt de 100 millions de francs pour la construction de l'autoroute Toul-Langres. Il s'agissait par ce geste de démontrer la volonté des Lorrains d'obtenir cette liaison et donc d'obliger le gouvernement à agir. Or il apparaît aujourd'hui que les Lorrains ne sont pas conscients de cet emprunt. Si l'on en croit M. Pierre Weber, député (app. R.L.) de Meurthe-et-Moselle, la position de M. Servan-Schreiber n'a pas été défendue par ce geste de démonstration. Ce n'est pas la faute de M. Servan-Schreiber, mais de la situation. M. J.-J. Servan-Schreiber n'a pas infirmé cette information. « Quel qu'il en soit, le conseil régional n'est pas en mesure de nous accorder par cet emprunt, nous nous adressons à un autre organisme », a-t-il notamment déclaré.

Dans le domaine des équipements, le président du conseil régional bute également sur un autre obstacle : la construction d'un centre hospitalier régional dans le nord de la métropole. Cette fois, il s'agit de la revendication numéro un des Mosellans, qui s'appuient sur une promesse publique faite par M. Jacques Chirac en juillet 1975, lors de sa visite en Lorraine. M. Servan-Schreiber craint à juste titre que les Mosellans s'unissent contre lui pour défendre ce projet, ce qui pourrait l'amener à perdre son siège de président du conseil régional en janvier prochain. Habituellement, il est donc passé à l'offensive. Samedi 12 juin, il a voté par la totalité des élus présents une motion contre le transfert à Nancy du service informatique inter-hospitalier de la Moselle, installé à l'hôtel du Bon-Secours à Metz. En fait, au travers de cette motion, il s'agissait de rappeler la volonté d'avoir un C.H.R. au nord de la Lorraine.

Alors, dans le domaine des grands équipements, le bilan que M. Servan-Schreiber a présenté à Metz est loin de faire l'unanimité. En revanche, dans un domaine prioritaire qu'est celui de l'emploi et de la formation professionnelle, l'action du président du conseil régional rallie la majorité des suffrages.

En février, sur son initiative, un fonds pour le développement économique avait été constitué et doté d'un budget de 15 millions (10 millions au titre de l'emploi

et 5 millions au titre de la formation professionnelle). Le fonds avait été épuisé en quatre mois. Le conseil régional a décidé de le réapprovisionner de 12 millions de francs. « Cela porte à 27 millions le montant des sommes consacrées en 1976 à la lutte pour l'emploi. C'est le record absolu de toutes les régions françaises », a fait remarquer M. Servan-Schreiber. Il est à noter, en outre, qu'avec cette somme la Lorraine aura consacré la moitié de ses recettes à l'emploi. Une part importante du fonds (6 millions) a été votée pour l'installation de la SAVIEM sur la zone industrielle de Batilly (Meurthe-et-Moselle). Fait exceptionnel, le P.D.C.I. de la SAVIEM, M. François Zanotti, est venu lui-même devant le conseil régional expliquer les raisons qui avaient amené sa société à choisir la Lorraine. Il a notamment annoncé que le recrutement de l'encadrement commencerait début 1977 et que le chantier démarrera l'automne prochain. Enfin, la SAVIEM espère parvenir à mille cinq cents mille huit cents emplois en 1979 et à trois mille en 1983.

Manœuvres gaulistes

Ainsi, tout compte fait, M. Servan-Schreiber peut-il être relativement satisfait de son action à mi-parcours. Mais le plus difficile reste à faire. Il est douteux, en effet, qu'il puisse à la rentrée éviter un certain nombre d'attaques politiques, qui commencent déjà à s'organiser. Composée aux deux tiers d'élus appartenant à la majorité, le conseil régional de Lorraine réagit d'autant plus au conflit qui oppose les deux camps. En janvier dernier, M. Servan-Schreiber avait été élu grâce à une coalition anti-U.D.R. au moment où ce mouvement avait quelques difficultés face à un centre rénaissant. Aujourd'hui, certains équilibres politiques se sont modifiés. La preuve en est que les gaulistes de Lorraine ne cachent plus six mois avant le scrutin, qu'ils entendent tout mettre en œuvre pour permettre à M. Pierre Messmer de succéder à M. Servan-Schreiber.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

## ALSACE : il va sans doute falloir augmenter les impôts.

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — 1975 et 1976 ont été pour l'établissement public régional alsacien des exercices excédentaires. La pression fiscale directe était limitée à 15 F par habitant et le recours à l'emprunt était interdit. Il apparaît aujourd'hui que cette situation s'est profondément modifiée. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux derniers débats du conseil économique et social alsacien sur les orientations du budget régional de 1977.

Pour tenir ses engagements vis-à-vis de l'Etat, même les ressources à l'imposition maximum actuellement autorisées par la loi (25 F par habitant) et l'emprunt deviennent insuffisants. Les plans d'action prioritaires relatifs à ce jour par la région hypothéquent pour 70 % les ressources.

Le conseil économique et social remarque qu'en 1977, par exemple, « les disponibilités ne seraient que de l'ordre de 47 millions de francs face à des engagements de l'ordre de 56 millions ». La réalisation de l'axe Nord-Sud que la région a accepté de financer pour 20 % du montant total des travaux représente la plus grande part de ces 70 %. A cela il convient d'ajouter les « exigences de la charte culturelle et de ce que représente pour l'Alsace, sous une forme ou sous une autre, la liaison mer du Nord-Méditerranée ».

M. Jacques-Henri Gros, le président du conseil économique et social alsacien, s'est exprimé de manière très feutrée, pour conclure toutefois que « la région Alsace ne dispose plus guère de fonds disponibles ». C'est tellement vrai que le Conseil économique et social s'est interrogé sur la façon d'accroître les ressources de l'établissement public régional : « On peut rêver de transferts des moyens financiers de l'Etat vers les régions. Il est plus raisonnable de penser qu'un sursaut dans un proche avenir vers une fiscalité directe accrue ».

JEAN-CLAUDE PHILIPP.

# LA VIE ÉCO

## la politique familiale

Le 14 juin, le conseil régional de la région parisienne a adopté une résolution relative à la politique familiale. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à améliorer la situation des familles et à encourager la natalité. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les familles à charge, des actions de sensibilisation et d'information, et la création de crèches et de centres de jour pour enfants.

Le conseil régional de la région parisienne a également adopté une résolution relative à la politique de l'emploi. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à promouvoir l'emploi et à lutter contre le chômage. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les entreprises créatrices d'emplois, des actions de formation professionnelle, et la création de zones d'emploi et de zones de développement économique.

Le conseil régional de la région parisienne a également adopté une résolution relative à la politique de l'équipement. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à améliorer l'équipement des collectivités locales. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les collectivités locales, des actions de planification et de programmation, et la création de zones d'équipement et de zones de développement économique.

## HONORAIRES MÉDICAUX

LES DÉBATS SUR LA FERMETURE DES CABINETS MÉDICAUX

Le 14 juin, le conseil régional de la région parisienne a adopté une résolution relative à la fermeture des cabinets médicaux. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à améliorer la situation des médecins et à encourager la profession médicale. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les médecins, des actions de sensibilisation et d'information, et la création de centres médicaux et de centres de soins.

Le conseil régional de la région parisienne a également adopté une résolution relative à la politique de l'éducation. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à améliorer l'éducation et à promouvoir la culture. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les établissements scolaires, des actions de sensibilisation et d'information, et la création de centres culturels et de centres de loisirs.

Le conseil régional de la région parisienne a également adopté une résolution relative à la politique de l'environnement. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à améliorer l'environnement et à promouvoir le développement durable. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les collectivités locales, des actions de planification et de programmation, et la création de zones d'environnement et de zones de développement durable.

Le conseil régional de la région parisienne a également adopté une résolution relative à la politique de la santé. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à améliorer la santé et à promouvoir le bien-être. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les établissements de santé, des actions de sensibilisation et d'information, et la création de centres de santé et de centres de soins.

Le conseil régional de la région parisienne a également adopté une résolution relative à la politique de la culture. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à améliorer la culture et à promouvoir la créativité. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les établissements culturels, des actions de sensibilisation et d'information, et la création de centres culturels et de centres de loisirs.

Le conseil régional de la région parisienne a également adopté une résolution relative à la politique de la jeunesse. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à améliorer la situation de la jeunesse et à promouvoir la jeunesse. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les établissements de jeunesse, des actions de sensibilisation et d'information, et la création de centres de jeunesse et de centres de loisirs.

Le conseil régional de la région parisienne a également adopté une résolution relative à la politique de la famille. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à améliorer la situation de la famille et à promouvoir la famille. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les familles, des actions de sensibilisation et d'information, et la création de centres de famille et de centres de soins.

Le conseil régional de la région parisienne a également adopté une résolution relative à la politique de l'emploi. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à promouvoir l'emploi et à lutter contre le chômage. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les entreprises créatrices d'emplois, des actions de formation professionnelle, et la création de zones d'emploi et de zones de développement économique.

Le conseil régional de la région parisienne a également adopté une résolution relative à la politique de l'équipement. Cette résolution, qui a été votée à l'unanimité, vise à améliorer l'équipement des collectivités locales. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les collectivités locales, des actions de planification et de programmation, et la création de zones d'équipement et de zones de développement économique.



Pour le plein été, pour la plage, des ensembles ultra-pratiques

en seersucker polyester et coton imprimé patchwork dans des coloris gais et vifs

La ROBE bain de soleil du 3 au 7 ans, toutes tailles 35 F

Le SHORT du 2 au 7 ans 17 F

Le CHAPEAU 15 F

TEE-SHIRT coton, rouge, marron, vert, jaune. Du 4 au 10 ans le 4-6 ans 12 F

Et un très grand choix de shorts unis et imprimés.

AUX TROIS QUARTIERS

سكن في الاصل



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## ACTION SOCIALE

### La politique familiale : des promesses renouvelées...

Faut-il croire qu'une déclaration présidentielle de printemps a plus d'impact que l'annonce ministérielle d'une réforme à faire en plein hiver, à la veille du Nouvel An ? La création, en 1977, d'une allocation regroupant les allocations de salaire unique, de salaire majoré et l'allocation de frais de garde, mesure que le président de la République a détaillée avec une grande précision technique, samedi 12 juin aux assises de l'UNAF, a, en effet, déjà été promise le 31 décembre 1975 par le ministre de la santé,

Mme Vell. Présentant alors le « principe et les orientations d'une politique globale d'aide et de soutien des familles », Mme Vell avait analysé les projets de loi, en cours de discussion au Parlement, sur le statut des gardes d'enfants, la garantie d'un revenu minimum pour les mères isolées, le congé non rémunéré de deux ans des mères et la dispense de service national pour certains jeunes parents.

Freiné par les difficultés financières de la Sécurité sociale, le gouvernement avait alors retenu et annoncé la création d'une allocation unique, dite « parentale », tout en précisant que cette réforme n'entrerait en vigueur qu'en 1977 (le Monde du 2 janvier 1976). Lors de l'adoption, en mars dernier, par le conseil des ministres de projets de loi sur les autres mesures familiales, le ministre de la santé avait laissé entendre que la fusion des allocations de salaire unique et de frais de garde profiterait à près de deux millions de familles, soit les deux tiers des bénéficiaires des diverses allocations existantes, dans la mesure où le plafond des ressources ouvrant droit à la future allocation unique (d'un montant de 300 à 350 francs par mois) serait assez élevé (le Monde du 25 mars 1976). En reprenant ces indications, le président de la République n'a fait que confirmer des promesses antérieures.

S'il est vrai que M. Giscard d'Estaing a confirmé l'importance fondamentale que la société libérale avancée accorde à la famille et réaffirmé sa volonté de définir une politique globale de la famille qui ne doit pas être un sous-produit de

seules préoccupations démographiques, en revanche le président de la République, tout en flattant l'UNAF et en vantant une concertation qui jusqu'à présent a fait défaut, n'a soufflé mot de la progression des allocations familiales proprement dites. Rien sur la promesse que M. Pompidou avait faite, en 1970, lors du vingt-cinquième anniversaire de l'UNAF, en faveur d'un « contrat de progrès » qui lierait davantage la croissance des allocations à celle de l'économie.

Il est vrai aussi que le président de la République s'est fait allusion aux capacités financières de l'économie sans pour autant reprendre les propos de Mme Vell selon lesquels un effort consistait en faveur des familles « à supposer que l'on accepte une nouvelle augmentation des transferts de revenus », ce qui est pratiquement exclu. Seule, pour le moment, l'association des familles catholiques a quelque peu critiqué le discours présidentiel. Pour mieux connaître la position de l'UNAF, il faut lire le Bulletin de liaison qu'elle

a publié à la veille de l'intervention de M. Giscard d'Estaing : en page une une photo représente la famille présidentielle — les parents et leurs quatre enfants — et, en page deux, l'UNAF critique assez ébrièvement les propos tenus par le président lors de la conférence de presse du 22 avril.

« L'institution familiale sera-t-elle bientôt une pièce de musée ? » s'interroge l'UNAF, qui énumère les promesses des pouvoirs publics en faveur d'une politique « générale » ou « globale » de la famille : 1974, 1975, 1976... Des interventions de Mme Vell sur les textes relatifs à l'interruption de grossesse, au discours de samedi dernier, sans oublier l'allocation présidentielle de juillet 1975 à La Bourboule, les grandes déclarations ont été fréquentes. Seuls les moyens font défaut. Et c'est au nouveau président de l'UNAF, M. Roger Burnel, que Mme Vell déclarait il y a plus de six mois : « Faites-moi des propositions originales qui coûtent peu. »

JEAN-PIERRE DUMONT.

## EMPLOI

### Le parti communiste propose une série de mesures pour enrayer le chômage

Quatre-vingts militants et délégués du P.C.F., travaillant dans quarante-trois grandes entreprises et représentant vingt fédérations départementales, ont participé, le 12 juin, à Paris, à un colloque organisé par la section économique du comité central du parti communiste sur le thème : « Quelle politique pour assurer le plein emploi ? ».

En quatre heures de débats, les économistes du P.C.F. se sont livrés à une très libre analyse de la « reprise giscardienne ». Réitérant avec force leur foi dans le programme commun, « programme de gouvernement et d'alliance à laquelle nous tenons », et convenant, comme l'a déclaré M. Charles Piterman, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, que ce dernier « avait été actualisé le moment venu », les participants ont approuvé une série de mesures économiques pour enrayer le chômage.

Pour le P.C., il faut, comme l'a expliqué M. Bernard Marx, membre de la section économique du comité central :

● ASSURER LA PROTECTION DES CHÔMEURS. — « Nous exigeons que les chômeurs bénéficient de ressources égales à leur salaire antérieur, et les jeunes chômeurs de ressources égales au S.M.I.C. Nous exigeons l'interdiction des expulsions et le remboursement de gaz et d'électricité à l'égard des familles de chômeurs. »

● RELANCER LA DEMANDE INTERIEURE. — « Minimum de ressources mensuelles de 2 000 F ; garantie de la progression du pouvoir d'achat pour tous les salariés et pour les revenus des paysans ; augmentation massive des pensions, retraites et allocations familiales. »

● DÉVELOPPER L'EMPLOI DANS LA PRODUCTION EN POURSUIVANT DES BESOINS NATIONAUX ET RÉGIONAUX. — « L'emploi industriel stagne parce que les monopoles concentrent les investissements dans un petit nombre de secteurs qu'ils jugent le plus immédiatement rentables et multiplient les implantations à l'étranger (...). Nous exigeons l'arrêt des fermures d'usines (...). Nous réclamons aussi que les représentants des salariés puissent intervenir dans la détermination des programmes d'investissements réalisés par les grandes sociétés. »

● LE PRÉSIDENT DE L'UNAF, M. ROGER BURNEL. — « Nous sommes satisfaits de la définition d'une politique globale de la famille » qu'a donnée le président de la République. « Nous sommes également satisfaits de sa décision de demander aux ministres de consulter l'UNAF. » En outre, le nouveau président de l'UNAF a réaffirmé qu'il se « battra » pour un véritable statut de la mère de famille « qui doit avoir des droits propres et non plus dépendre de son mari ».

● LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES CATHOLIQUES : « Rien de concret dans l'immédiat. » Les déclarations du président de la République « n'apportent rien de concret aux familles dans l'immédiat » affirme cette association qui « fustige la politique familiale globale aux mesures postiches qui en découleront ». M. Giscard d'Estaing, ajoute l'association, « n'a annoncé aucune mesure ni moyen financier nouveau pour revaloriser les allocations familiales ».

## HONORAIRES MÉDICAUX

Même sans accord avec les caisses d'assurance-maladie

### LES MÉDECINS AUGMENTERONT LEURS TARIFS DÈS LE 1<sup>er</sup> JUILLET

Réunis en assemblée générale extraordinaire, le 12 juin, les représentants de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) ont décidé d'appliquer unilatéralement de nouveaux tarifs d'honoraires si aucun accord n'intervient d'ici là avec les caisses d'assurance-maladie. L'application de « tarifs syndicaux », en violation avec les règles conventionnelles, entraînerait une majoration moyenne de 6,99 % des honoraires alors que les caisses proposent, pour le moment, un relèvement de 6,4 % (coût : 840 millions de francs). Selon le barème retenu par le C.S.M.F., la consultation du généraliste passerait de 30 francs à 32 francs et celle du spécialiste de 45 francs à 48 francs ; la visite du généraliste serait fixée à 44 francs au lieu de 38 ou 40 francs selon les régions, mesures conformes aux propositions des caisses, mais l'acte de radiologie passerait à 520 francs au lieu de 570 francs, et l'indemnité kilométrique à 130 franc en pleine au lieu de 1 franc, ces deux dernières majorations n'étant prévues par les caisses. De son côté la Fédération des médecins de France a réclamé l'accélération des discussions avec les caisses sans exclure, elle aussi, l'application de tarifs sauvages ou « syndicaux ».

### LES DENTISTES SONT APPELÉS À FERMER LEURS CABINETS LE 18 JUIN

A l'appel de la Confédération nationale des syndicats dentaires, les chirurgiens-dentistes sont invités à fermer leur cabinet, le 18 juin prochain, pour protester « contre l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis des problèmes de la profession ». Les urgences seront assurées.

Les dentistes, indiqués dans un communiqué de la Confédération, sont las « des concertations sans résultat avec les pouvoirs publics et de leur opposition manifeste à toute résolution des problèmes touchant, notamment, la signature d'une convention nationale pluri-annuelle. Alors qu'un projet de convention avait été établi en accord avec les caisses d'assurance-maladie, le gouvernement a rejeté la révision des nomenclatures des actes dentaires, qui aurait permis de mettre fin au remboursement dérisoire des soins, et principalement des prothèses dentaires ».

La fermeture des cabinets coïncidera avec la sortie d'un Livre blanc et la réunion, à Paris, des assises nationales du syndicat, auxquelles devraient participer quinze cents délégués.

● LE RECUL DE LA C.G.T. À LA RÉGIE RENAULT. — La section C.G.T. de la Régie Renault, dans un communiqué, évalue globalement à 4 % le recul enregistré par les cégétistes lors des dernières élections professionnelles. La C.G.T. aurait perdu 1 500 voix et la C.F.D.T. en aurait gagné 1 000.

## Cadre commercial

PUBLICITÉ - RELATIONS PUBLIQUES

Habitude des contacts au plus haut niveau

Longue expérience de la vente de publicité

Rapports avec annonceurs et agences

53 ans, libre rapidement

cherche poste à responsabilité publicité presse

ou relations extérieures d'entreprises.

Ecrire sous le numéro 10.135, rue du Monde à Paris, 5, rue des Italiens 75001 PARIS.



EXPOSITION INTERNATIONALE DE L'ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE

PARIS du 10 au 17 juin 1976

Porte de Versailles.

APPARTEMENTS - MAISONS - USINES - BUREAUX

## CONTRE LE VOL

cette menace permanente

### le nouveau radar hyperfréquences DI 50 d'ALARME 2000

une supériorité technologique sans concurrence

- sirène d'alarme intégrée
- portable, léger, peu encombrant
- fonctionne sur piles (autonomie 2 ans) sans branchement ni installation
- dissimulable, indéchirable, il traverse placards, meubles et cloisons
- rayon de protection réglable de 2 à 30 mètres

ÉCONOMIQUE ET FIALE LE DI 50 EST À L'AVANT-GARDE DE LA TECHNIQUE MONDIALE

POUR VOTRE SÉCURITÉ VOUS DEVEZ EN SAVOIR PLUS

remplir et retourner ce bon à : ALARME 2000 Dépt. 278 8, rue Guérin 75016 PARIS

Je désire sans engagement de ma part plus amples informations sur le DI 50.

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

(Publiété)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES

DES LIÈGES ET DU BOIS

DIRECTION ENGINEERING ET DÉVELOPPEMENT

202, rue Hassiba Ben-Boudjel, ALGER - ALGÉRIE

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé en vue de la réalisation de deux Unités de Menuiserie Générale.

Les entreprises intéressées peuvent retirer, le cahier des charges auprès de la S.N.I.B. (D.E.D.), 202, rue Hassiba Ben-Boudjel, contre paiement d'une somme de trois cents dinars (300,000 DA), représentant les frais de reproduction.

Les soumissionnaires doivent déposer ou adresser leurs offres, sous double enveloppe et pli cachetés, auprès de la D.E.D., au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 1976, le cachet de la poste faisant foi.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL MENUISERIE GÉNÉRALE — A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissionnaires resteront liés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours (90).

le Secrétariat d'Etat à la condition des travailleurs manuels communique :

## Jeudi 17 Juin 17 h. Palais des Congrès C.I.P. Porte Maillot LES CADRES ET L'ENTREPRISE DE DEMAIN

La revalorisation du travail manuel est aujourd'hui un des problèmes les plus importants que notre société essaie de résoudre : la place des hommes dans l'entreprise. Des idées existent, des expériences aussi, dans votre propre entreprise peut-être. Les cadres ne peuvent y être indifférents.

Le Secrétariat d'Etat à la Condition des Travailleurs Manuels organise à leur intention une Journée d'Information sur le thème « les cadres et l'entreprise de demain ».

**A. BERGERON, J. BOISSONNAT, F. CEYRAC, Y. CHARPENTIE, G. CHAVANES, M. COLLAS, F. DALLE, M. DURAFOR, A. LUCAS, R. MARTIN, A. RIBOUD, L. STOLERU**



Des invitations seront disponibles à l'entrée. Pour tous renseignements, téléphoner au 551.29.20 ou 551.49.60 poste 8.

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LES PROBLÈMES DU LOGEMENT

POUR DEVENIR DES « GÉNÉRALISTES DE L'HABITAT »

### Les responsables du mouvement H.L.M. devront obtenir des pouvoirs publics les moyens de leurs ambitions

Ainsi que M. Denvers l'a lui-même remarqué, le trente-septième congrès des H.L.M., qui s'est tenu à Nice du 9 au 12 juin, n'a pas marqué un tournant historique — comme celui de Grenoble l'an dernier. Il a plus simplement été l'occasion, pour les deux mille quatre cents congressistes (participation intense qui montre l'intérêt des responsables H.L.M. pour le devenir de leurs organismes et de leur action), de franchir une nouvelle étape avant la réforme de la politique du logement que le gouvernement prépare.

Un double souci se dégage des travaux de ce congrès : conserver aux organismes d'H.L.M. leur vocation sociale au travers de l'élargissement de leurs compétences vers de nouvelles tâches

(habitat ancien, aménagement des villes) ; obtenir des pouvoirs publics des mesures immédiates et des conditions de financement pour l'avenir qui permettent aux H.L.M. d'aborder la mise en œuvre de la nouvelle politique sur des bases financières saines. Sans être catastrophiques, les comptes de 1975 des organismes n'ont jamais été aussi médiocres. La santé financière est bien un préalable indispensable à l'efficacité de ce secteur non lucratif de la construction.

Enfin, au-delà de leur volonté réaffirmée — et acceptée par les pouvoirs publics, si l'on en croit les déclarations de M. Galley, ministre de l'équipement (« le Monde » du 11 juin) — de devenir des « généralistes de l'habitat », les organismes d'H.L.M. vont devoir se préparer

à faire face concrètement à leurs nouvelles ambitions. Déjà, certains des organismes (grands ou petits) ont entrepris cette transformation interne de leurs méthodes et de leurs objectifs. Pour que cette vocation soit autre chose qu'un vœu pieux et s'inscrive dans les faits, il faut que cet effort s'amplifie. Il serait vain de penser que dans les prochaines années les mille deux cents organismes actuels deviendront tous des acteurs efficaces d'une véritable politique de l'habitat. Mais il est nécessaire qu'ils soient suffisamment nombreux à devenir des « généralistes » (le dire ?) pour que le mouvement H.L.M. reste crédible ; le moment est venu d'appliquer eux-mêmes les réformes ambitieuses qu'ils ont proposées. — J.D.

renforcement des capitaux permanents des organismes, de la simplification des procédures administratives. « Ce n'est pas avec un statut étriqué taillé seulement à la mesure de notre ancien rôle de constructeurs de logements sociaux que nous frons de l'avant, et deviendrons des généralistes », a affirmé M. Denvers, qui a souhaité l'instauration avec l'état de « relations toujours plus confiantes, par exemple sur le mode contractuel ».

Enfin, en ce qui concerne les relations avec les usagers, M. Denvers a souligné « l'effort lucide et courageux » entrepris « pour progresser vers une plus large information des usagers et pour des formules les associant à certaines décisions ».

« C'est avec les représentants responsables des habitants et des collectivités locales que nous devons, en 1976, préparer notre Livre blanc. C'est dans le même esprit que nous nous mobilisons »

Tous les détails sur le CONGRÈS H.L.M. dans le prochain numéro de

**h**

Revue de l'habitat social  
Éditée par l'Union Nationale des H.L.M.  
2, rue Lord-Byron, 75008 PARIS

Chaque mois, il fait le point sur le nouveau visage de l'habitat social

Vente chez les libraires spécialisés ou, à défaut, à l'Union Nationale des H.L.M.  
Abonnement 190 F, L. n° 15 F (France 20 F)

## BIENVENUE A LYON !

Le 25 juin 1976  
Lyon inaugure un Centre d'Echanges unique en Europe.

### Un Centre d'Echanges, pourquoi ?

Tout simplement parce qu'il s'imposait : placé à la jonction des Autoroutes du Soleil (A6 et A7) qui relient Paris à la Méditerranée et de l'Autoroute des Alpes (A43), Lyon-Perrache est un passage obligé sur le chemin des vacances et des affaires. Depuis quelques années d'ailleurs, ce carrefour s'était développé de façon spontanée et quelque peu anarchique. C'est pourquoi il fut décidé de réaliser un aménagement rationnel incorporant le métro, une gare centrale routière, un parc de stationnement et des circulations piétonnes aménagées.

Le tout pour former un Centre d'Echanges complet et efficace à la mesure des fonctions fondamentales que doit remplir une métropole régionale à l'échelle européenne.

**Le piéton est protégé.**  
Au milieu de cette activité, le piéton peut circuler librement. Le principal accès au Centre d'Echanges est précédé d'une rue piétonne venant du centre de la ville et aboutissant à la gare S.N.C.F. Pour son agrément, le piéton peut se rendre sur les terrasses où se trouve un jardin suspendu de 12.000 m<sup>2</sup> agrémenté de bassins et traité en square.

**Des services identiques à ceux d'un aéroport.**  
En tant que Centre d'Echanges, Lyon-Perrache offre le confort, les facilités, les prestations nécessaires

à tous les usagers en transit. Ils y trouveront des services publics (R.T.T., service médical, antenne vétérinaire, Syndicat d'Initiative, agences de voyages, location de voitures, etc.), des commerces d'appoint, un restaurant (snack-bar, cafétéria) et des installations de loisirs : activités culturelles et terrasses.

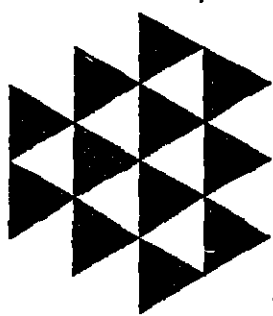
**Améliorer la circulation automobile.**  
Le premier problème à résoudre : rendre plus fluide la circulation et réduire les nuisances. La solution a été « d'enterrer » le trafic routier et autoroutier, ce réseau communiquant avec le trafic urbain. Enfin, un parking de 1.000 places offre aux automobilistes la possibilité d'une halte lyonnaise.

**Perrache, point de convergence de tous les transports en commun.**  
Une salle d'échanges de 1.800 m<sup>2</sup> permet l'accès :

- au métro : ouverture dès 1977 de la station Perrache, tête de la 1<sup>re</sup> ligne.
- aux bus et aux cars urbains et suburbains, ainsi qu'aux navettes de liaison avec l'aéroport international de Lyon-Macdonald.
- aux taxis : une station centrale permet le passage de 2.000 véhicules par jour.
- au train : accès direct et protégé à la gare S.N.C.F.

### Voyageurs, organisez votre étape à Lyon !

Entre Paris et la Méditerranée ou les Alpes, en voyages d'affaires ou en vacances, le Centre d'Echanges de Perrache situé à 10 minutes de la place Bellecour par la rue piétonne, permet une halte pratique et pleine d'agrément. Il vous suffira de laisser votre voiture au parking, à proximité des nombreux hôtels groupés autour de la gare. Vous pouvez dès lors choisir votre programme : détente et restauration sur place ou découverte du Lyon culturel, historique et gastronomique, à quelques pas de là.



**CENTRE D'ECHANGES LYON PERRACHE**

Maître d'ouvrage : COMMUNAUTE URBAINE DE LYON  
Maître d'ouvrage délégué : Société d'Economie Mixte LYON PARC-AUTO

Entre Paris et la Méditerranée, Lyon ville ouverte.

Clôture de la Conférence sur l'habitat de Vancouver

### La propriété privée de la terre doit être contrôlée

Vancouver (A.F.P., Reuters). — La Conférence des Nations unies sur l'habitat s'est terminée dans la confusion, au cours de la nuit de vendredi 11 à samedi 12 juin. Elle a adopté par 89 voix contre 15 et 10 abstentions une déclaration finale controversée à laquelle les Occidentaux ont fait opposition jusqu'à la dernière minute, en raison notamment des références anti-israéliennes qu'elle comportait.

Le délégué américain, M. Christian Herter, s'est plaint, vendredi, des arguments politiques qui ont marqué la conférence. « La poursuite de ce genre de tactique, a-t-il dit, n'augure pas favorablement du soutien de mon pays aux conférences que les Nations unies pourraient à l'avenir consacrer à des problèmes généraux réclamant une attention internationale ».

Malgré le refus des pays riches de voter la déclaration finale de principe reprenant une nouvelle fois point par point, les demandes du groupe des « 77 » pays en développement concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, un consensus a pu être dégagé sur les deux autres documents dont le contenu est parfois assez proche de la déclaration de principe.

Le document sur la coopération internationale se cantonne à des généralités, tandis que celui sur les « recommandations pour une action sur le plan national » est le plus prometteur, malgré l'adjonction d'amendements restrictifs adoptés à la demande des pays riches. Ce document recommande la protection des zones rurales contre une urbanisation anarchique et la réduction des disparités entre la ville et la campagne, entre les régions, et entre les pays.

Il recommande en outre la mise en place d'un programme inter-

## LA VIE

### CONJONCTURE

Le rapport de la Banque des règlements in-

Alors : ni la récession ni le redresse-

ont résolu les grands problèmes &

Le directeur général de

« L'Europe » a fait à l'op-

portance économique

des différents gouvernements

sur le chômage et la

reconstruction nationale.

Le système

économique de l'Europe

est en crise, mais

l'Europe n'est pas

encore résignée à

l'accepter. Elle

cherche à se

réorganiser, à

retrouver son

équilibre. Elle

cherche à se

réorganiser, à

retrouver son

équilibre. Elle

cherche à se

réorganiser, à

retrouver son

équilibre. Elle

cherche à se

réorganiser, à

retrouver son

équilibre. Elle

cherche à se

réorganiser, à

retrouver son

équilibre. Elle

cherche à se

réorganiser, à

retrouver son

équilibre. Elle

cherche à se

réorganiser, à

retrouver son

équilibre. Elle

cherche à se

réorganiser, à

retrouver son

équilibre. Elle

cherche à se

réorganiser, à

retrouver son

équilibre. Elle

cherche à se

réorganiser, à

retrouver son

équilibre. Elle

cherche à se

(PUBLICITE)

### PRÉSÉLECTION POUR LA CONSTRUCTION DE 18 CHALUTIERS

La Société Marocaine des Produits de la Mer (SOMAPRO), Casablanca, société filiale de l'Office National des Pêches, a l'honneur de solliciter des chantiers de construction navale pour la réalisation d'un programme de 18 chalutiers dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Longueur H.T.	Env. 33.00 m.
Largeur H.M.	Env. 8.20 m.
Jauge brute	Env. 220 TJB
Cale pour poisson congelé	Env. 73 m <sup>3</sup> à — 20 degrés C.
Cale pour poisson frais	Env. 52 m <sup>3</sup> à — 0 degré C.
Autonomie en mer	Env. 24 jours
Équipage	14 personnes

Moteur principal	Env. 900 CV
Moteur auxiliaire	Env. 117 CV

Treillis de pêche hydrauliques, écho sondeur, etc.

Le programme sera réalisé par séries de quatre à six unités. L'objet de la consultation est un concours sur la base d'une étude technique préliminaire préparée par le bureau d'étude Maierform S.A. à Genève. Les dossiers de présélection doivent comporter les références techniques et financières du chantier. Ces dossiers doivent être envoyés sous pli recommandé à la SOMAPRO, 13-15, rue Chevalier Bayard, Casablanca (Maroc), au plus tard le 30 juin 1976 à midi.

### ENTREPOTS NEUFS A LOUER PORT DE GENNEVILLIERS

4 000 à 11 000 m<sup>2</sup>

- Bâtiments à quai embranchés S.N.C.F.
- Chauffage
- Protection incendie
- Hauteur sous ferme 7.50 m



établissement neville franco

22, chemin des Petits-Marais, Port de Gennevilliers  
92230 Gennevilliers  
Téléphone 733-16-80

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEM

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES

FABRIQUES D

ALIMENTAIRES ET

S.N. S

### AVIS D'APPEL D'OFFRE

La S.N. SEMPAC lance un avis d'ap-  
pel d'offres pour la réalisation d'un réseau de 50 km  
de capacité globale de 30.000.000 de m<sup>3</sup>  
sites. La capacité de stockage s'élève à

L'offre d'offres porte sur les lots

— LOT N° 4 : Etude d'adaptation

— LOT N° 5 : Coordination, étude

de réalisation des équipements, et

tous corps d'Etat et des bâtiments

Les soumissionnaires intéressés par

1976 le cahier des charges contre la

Direction de Développement, 6, boulevard

Les offres, accompagnées de pièces

vent parvenir sous double enveloppe

tion : — APPEL D'OFFRES — SILOS DE S

PAS OUVRIER

La date du dépôt des offres est fixée à

مكتبة الامم المتحدة



صكذامنا الاصل

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONJONCTURE

### Un rapport de la Banque des règlements internationaux

#### M. Larre : ni la récession ni le redressement actuel n'ont résolu les grands problèmes économiques

Bale (A.F.P.). — Le directeur général de la Banque des règlements internationaux (B.R.I.), M. René Larre, dans le rapport qu'il a présenté dimanche 13 juin à l'assemblée générale de la B.R.I. demandant aux différents gouvernements des pays industrialisés de faire preuve de courage et de réalisme en adoptant des politiques économiques restrictives.

M. Larre a axé son rapport sur deux grands thèmes : d'une part, la vigueur insistante de la reprise qui a permis de résoudre certaines des questions les plus urgentes qui paraissent insurmontables à y a seulement un an, et, d'autre part, le fait que « ni la récession ni le redressement actuel n'ont résolu les grands problèmes fondamentaux, ne réussissant qu'à les masquer ou à les atténuer ».

Ces problèmes, selon le directeur général de la B.R.I., sont la persistance de l'inflation « à des taux rarement atteints dans l'histoire moderne », la continuation du chômage et peut-être plus encore les incertitudes qui subsistent « quant à la possibilité d'acquiescer suffisamment les dépenses d'investissement pour obtenir un rythme satisfaisant de croissance à long terme ».

Soulignant que les politiques actuellement mises en œuvre « connaîtront leur heure de vérité au fur et à mesure que l'expansion s'accroîtra et que de nouvelles tensions apparaîtront », M. Larre a suggéré aux gouvernements occidentaux de s'efforcer de tenir fermement en main l'évolution de la dépense globale pour empêcher l'expansion de devenir incontrôlable, et « essayer d'élargir la part de l'investissement dans l'ensemble des dépenses au détriment de la consommation ».

Pour atteindre ces objectifs, le directeur général de la B.R.I. a conseillé l'emploi simultané de la politique monétaire et de la politique budgétaire. S'agissant de la politique monétaire, il a émis l'idée que la croissance de la masse monétaire ne devrait pas être « calquée » sur celle du produit national brut nominal « car cela pourrait signifier que l'on accepte implicitement le taux d'inflation du moment ».

La politique budgétaire, de son côté, devrait être « restrictive » et « mettre plutôt l'accent sur la compression des dépenses publiques que sur l'ajournement de la fiscalité ».

M. Larre a conclu son rapport en proposant, compte tenu des périls que recèle le proche avenir, « une coordination internationale de politique de stabilisation » fondée sur le principe que « la responsabilité de prendre l'initiative des mesures restrictives incombe en premier lieu aux autorités des pays où les taux d'inflation restent élevés et dont les monnaies continuent d'être soumises à des pressions ».

## CALENDRIER DE L'U.R.S.S.A.F.

- 1<sup>er</sup> juin : échéance des cotisations de mai (plus de neuf salaires).
  - 15 juin : exigibilité des cotisations de mai.
  - 1<sup>er</sup> juillet : échéance des cotisations de juin (plus de neuf salaires).
- Les chèques bancaires ou postaux doivent être libellés au nom de l'agent comptable de l'U.R.S.S.A.F.
- Les entreprises, donneuses d'ouvrage, peuvent être déclarées responsables du paiement des cotisations de Sécurité sociale si le sous-traitant ne les acquitte pas. Elles ont donc intérêt à se faire remettre par celui-ci une attestation de compte à jour.

## COOPÉRATION

### Ouverture de la deuxième session du Conseil mondial de l'alimentation

Les trente-six États membres du Conseil mondial de l'alimentation ont ouvert, ce 14 juin à Rome, la deuxième session de cette organisation, qui durera jusqu'au 18 juin.

Le Conseil mondial, qui a été créé par l'Assemblée générale des Nations unies après la Conférence alimentaire mondiale de 1974, doit notamment examiner des propositions pour garantir un approvisionnement en grains des pays en voie de développement à des prix stables pendant les saisons de mauvaises récoltes. Le secrétaire du Conseil, qui est présidé par M. Sayed Marai, président de l'Assemblée nationale d'Égypte, propose la constitution d'un stock d'urgence de 500 000 tonnes de céréales pour pallier des pénuries soudaines et une réserve supplémentaire coordonnée entre les différents pays producteurs de 15 à 20 millions de tonnes pour prévenir les fluctuations en cours. En outre, le Conseil poursuivra ses travaux sur l'allocation d'un volume d'aide alimentaire annuel de 10 millions de tonnes par an renouvelable pendant trois ans.

Les délégués étudieront également les différents moyens à mettre en œuvre pour augmenter la production alimentaire dans les pays en voie de développement.

C'est dans une ambiance morose que s'ouvrira cette deuxième session du Conseil mondial de l'alimentation. La conférence constitutive du Fonds international de développement agricole, qui s'est achevée dimanche soir sur un compromis, a, en effet, accusé les divergences entre les pays riches et pauvres. Après quatre jours de travaux, alors que la session était prévue pour deux jours, les quatre-vingts délégués ont simplement paraphé les statuts. Leur adoption ne sera définitivement acquiescée que lorsque le montant total des contributions atteindra 1 milliard de dollars. L'ensemble des engagements est actuellement de 530 millions des pays indus-

### AIDE IMPORTANTE DES PAYS INDUSTRIALISÉS À L'INDONÉSIE

Le Groupe intergouvernemental d'aide à l'Indonésie (IGGI), qui comprend neuf pays industrialisés (1), a décidé la semaine dernière à Amsterdam de prêter 3,4 milliards de dollars à l'Indonésie, qui connaît des difficultés financières importantes du fait des imprudences passées de la compagnie pétrolière nationale Pertamina.

L'A.P.P. de Tokyo, qui rapporte cette nouvelle, ajoute que le Japon aurait pour sa part consenti un prêt de 41 milliards de yens (136 millions de dollars) pour les années 1976-1977.

(1) L'IGGI (Inter-gouvernemental Group on Indonesia) est un groupe d'aide à l'Indonésie constitué par neuf pays : États-Unis, Pays-Bas, Allemagne, Japon, Australie, Belgique, Nouvelle-Zélande, Canada, France. La Banque mondiale et la Banque asiatique participent également à l'IGGI.

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### LES INFRACTIONS EUROPÉENNES

#### Le groupe Unilever cité à tort

La société Unilever-France nous a fait savoir le 9 juin — comme nous l'avons indiqué ce jour même (le Monde du 10 juin) — que la firme C.P.C. Industrieprodukt de Holte, condamnée par le tribunal de grande instance de Copenhague pour enfreinte de la réglementation européenne, ne dépendait pas du groupe Unilever, contrairement à ce que nous avions indiqué la veille (le Monde du 9 juin). C'est sur la foi de l'ensemble des sources d'information danoises que notre correspondant, Camille Olsen, nous avait transmis cette nouvelle.

L'agence nationale de presse du Danemark (Ritzau - Bureau), considérée comme parfaitement sûre par l'ensemble des journalistes danois, avait publié cette information, reprise par le moins sérieux radio d'État. Trois journaux danois différents que Actualité, de tendance social-démocrate et porte-parole du parti gouvernemental et des syndicats, B.T., de tendance conservatrice, et le journal de province Frederiksborg Amtstidende avaient largement fait état de l'information. Camille Olsen s'est donc cru autorisé à la reproduire ; le correspondant local de l'A.F.P. déclarait avoir fait de même. Vendredi soir, au reste, la nouvelle n'avait fait l'objet d'aucun démenti au Danemark et les organes d'information danois n'avaient publié aucun rectificatif à ce sujet.

On mesure ainsi les difficultés auxquelles se heurtent les journa-

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée ordinaire du 10 juin 1976, tenue sous la présidence de M. Pierre Bataille, a approuvé les comptes de l'exercice 1975. Ceux-ci se soldent, après virement de 73 millions de francs aux réserves, par un bénéfice de 118.971.287 F.

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société a atteint pour 1975 1.312.072.214 F, montant sensiblement égal à celui de l'exercice précédent. Les exportations ont représenté 57 % des ventes totales. Le chiffre d'affaires net s'est élevé à 1.830 millions de francs.

En cours de son allocation, le président a souligné les points suivants :

« En France, durant le second semestre 1975, le gouvernement a réalisé un important effort de relance par déblocage de travaux et incitations fiscales à l'investissement ; ces mesures ont permis de faire progresser le chiffre d'affaires réalisé en France durant les cinq premiers mois de l'exercice de plus de 60 % par rapport à la même période de 1974 ; si le compte tenu de l'inflation, largement retrouvé le niveau du premier semestre 1974.

Quant au chiffre d'affaires total de Pochain, nous constatons une augmentation de 27 %, ce qui met en évidence la stagnation persistante de nombreux marchés à l'exportation. Enfin, dans ces conditions, notre large couverture du marché mondial permet de maintenir un courant d'affaires équivalent à celui de 1975.

Si la revalorisation du dollar par rapport au franc nous place en position moins défavorable sur certains marchés, la chute de la lire et de la livre affecte profondément la rentabilité des ventes de nos produits en Italie et en Grande-Bretagne.

An total, le résultat d'exploitation du premier semestre 1976 sera, après amortissement, voisin de l'équilibre, et sera aussi bon que celui de 1975, que pour le groupe.

Les perspectives générales, tant en France qu'à l'étranger, demeurent incertaines.

Cependant, les mesures prises pour encore améliorer notre position, la réussite de nos nouveaux modèles et notre réseau commercial étendu nous permettent de rester optimistes à la condition de poursuivre nos efforts de réduction de coûts, et ceux à chaque niveau.

Par ailleurs, les premiers résultats de la coopération commerciale mise en œuvre avec Volvo B.M., depuis quelques mois, se révèlent positifs ; de nouveaux accords de distribution ont été conclus récemment en Australie et en Espagne ; les échanges de travail entre les deux sociétés sont bons.

Je tiens également à vous rappeler la naissance, le 11 juin 1976, de Pochain Hydraulique, qui regroupe les moyens de Pochain, Perod, Parrier et Gury en matière de composants hydrauliques. Ainsi nous aurons mieux à même de profiter du développement de ce secteur et de nombreuses branches de l'industrie en tirant le meilleur parti des investissements importants déjà effectués par Pochain dans ces domaines. Cette opération fera apparaître une plus-value de 53 millions FF pour votre société.



LOAN de sa réunion du 9 juin 1976, le Conseil d'administration de la Banque Hypothécaire Européenne a décidé que le dividende 1975, relatif à l'exercice 1975, serait mis en paiement contre remise du coupon n° 3 à partir du 12 août 1976 aux détenteurs des établissements suivants :

Banque Louis-Dreyfus, Caisse Centrale des Banques de France, Crédit Commercial de France, Banque de la Construction et des Travaux Publics, Banque Française du Commerce Extérieur, Banque Française de l'Industrie et de l'Énergie, Banque Générale du Phénix, Banque Hervé, Banque Industrielle, Banque Worms, Société Générale de Banque.

Compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor de 610 F, le dividende global s'élève à 18.20 F.

Le dividende net affranchi d'impôt 1976 s'élève à 11 F (+ 5,50 F d'impôt déjà payé au Trésor).



**CREDIT LYONNAIS**  
EUROPÉENNAIRES :  
Banque de Rome  
Banco Hispano Americano  
Commerzbank

**SITUATION au 30 Avril 1976**  
La situation au 30 Avril 1976 s'élevait à 1.477.884 F, contre 1.437.378 millions Mars 1976.

En parallèle, les autres Indicateurs d'évolution, Banque, ont permis nos succès relatifs au marché monétaire. Les chiffres d'affaires ont augmenté. Les Comptes d'exploitation ont été de 41.779 millions et les Comptes de résultat de 2.465 millions et les Comptes de bilan de 41.613 millions. Les réserves de la Caisse se sont élevées à 18.514 millions.

A l'avenir, les Crédits à la Clientèle s'élèveront à 52.437 millions et les Comptes de dépense à 37.773 millions.

Les crédits mobiliers, hors-bilan, s'élèveront pour 12.393 millions.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULIERES, MEUNERIES, FABRIQUES DE PATES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS

S.N. SEMPAC

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La S.N. SEMPAC lance un avis d'appel d'offres international en vue de la réalisation d'un réseau de SILOS de stockage de céréales, d'une capacité globale de 30.000.000 de quintaux répartie en quarante et un sites. La capacité de stockage unitaire varie de 50.000 à 140.000 tonnes.

- L'appel d'offres porte sur les lots suivants :
- LOT N° 4 : Etude d'adaptation des silos aux sites.
  - LOT N° 5 : Coordination, contrôle et surveillance des travaux de réalisation des équipements mécaniques, électriques, de génie civil tous corps d'Etat et des bâtiments.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer, à compter du 31 mai 1976, le cahier des charges contre la somme de 2.000 DA à la S.N. SEMPAC, Direction de Développement, 6, boulevard Zirout-Youcef, ALGER.

Les offres, accompagnées de pièces réglementaires et références, doivent parvenir sous double enveloppe et pli cachetés et portant la mention : « APPEL D'OFFRES - SILOS DE STOCKAGE - SOUMISSION A NE PAS OUVRIR ».

La date du dépôt des offres est fixée au 31 août 1976, délai de rigueur.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### LES PAYS EXPORTATEURS DE CUIVRE N'ONT PU SE METTRE D'ACCORD SUR UNE POLITIQUE DE PRODUCTION.

Les pays exportateurs de cuivre membres du CIPEC (Chili, Indonésie, Pérou, Zambie, Australie, la Mauritanie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée) n'ont pu prendre aucune décision sur la politique à suivre en matière de production à l'issue d'une réunion de deux jours tenue à Paris. En conséquence, l'accord de limitation volontaire de production qui prévoyait une réduction de 15 % et qui expirait le 30 juin 1976, ne sera pas reconduit. Chaque pays reprendra donc sa liberté, et le Chili a d'ores et déjà annoncé son intention de pousser ses livraisons au maximum dès le mois prochain.

Étant donnée l'importance des stocks de cuivre dans le monde, qui ont atteint leur plus haut niveau historique avec 20 % à 25 % de la consommation, la non-reconduction de l'accord de limitation constitue un échec grave pour les membres du CIPEC. L'augmentation prévisible de la production risque de peser à nouveau sur les prix, qui étaient remontés de 40 % depuis le début de l'année, après leur chute vertigineuse en 1974 et 1975.

Pour répondre aux appels d'offres, nous sommes particulièrement équipés pour réaliser des dossiers photographiques de prestige de vos activités.

INTER PHOT  
CONCEPTION PROMOTION  
44 rue Legendre 75017 - 267 21 11

(Publicité)

ADMINISTRATION NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ DU NIGERIA

CONTRAT 3466/1

Projet de Transmission

Ilu - Eket - Port-Harcourt

PRINCIPAL

Un appel d'offres international est lancé pour l'étude, la fabrication, les essais, l'emballage, la livraison au chantier, le montage, la mise en service et l'entretien pour douze mois du matériel situé aux trois emplacements ci-dessus.

A Ilu, l'installation comprendra trois circuits de 132 kV avec deux coupe-circuits faisant partie d'un seul projet d'un coupe-circuit et demi.

A Eket, l'installation comprendra au minimum 132 kV avec deux transformateurs de 30/45 MVA, 132-33 kV alimentant une barre omnibus unique de 33 kV à six coupe-circuits.

A Port-Harcourt Principal, l'installation comprendra un matériel pour 132 kV minimum avec deux transformateurs de 30/45 MVA, 132/33 kV alimentant une sous-station de 33 kV. La sous-station à barre omnibus de 33 kV sera ultérieurement convertie à deux barres omnibus avec extension à dix coupe-circuits.

Chaque installation devra être complète avec tous les travaux de génie civil tels que drainage, clôture, routes d'accès, drainage, remblaiage et nécessaire bâtiments de contrôle et fondations du matériel.

Une courte documentation est disponible auprès de : National Electric Power Authority, 24-25 Marina, Private Mail Bag 12030 Lagos, Nigéria, ou Preece, Cardew & Rider, Consulting Engineers, Paston House, 165-167 Preston Road, Brighton BN1 6AF, Angleterre.

Le dossier d'appel d'offres pourra être retiré à partir du 22 juin 1976 auprès de Preece Cardew & Rider à l'adresse ci-dessus contre l'équivalent en livres sterling de 200 N nigériens par jeu de trois dossiers, somme non remboursable.

Les offres, qui devront être soumises en double exemplaire à la National Electric Power Authority, devront être renvoyées avant le 15 septembre 1976 à midi (heure locale) à l'adresse ci-dessus, date à laquelle aura lieu le pouillissement public des offres.

**MILAN**  
20-26  
juin  
1976

BAISON INTERNATIONAL  
DES PLASTIQUES  
ET DU CAOUTCHOUC

**PLAST 76**



La Baison est le seul en 1976 à se consacrer à la production d'articles pour les plastiques et caoutchouc.

complète l'information:  
les plastiques dans le bâtiment (de la porte au design pour les plastiques (de la porte)

Quartier de la Foire  
de Milan, 100.000 m<sup>2</sup>

**PLAST 76**

2015 MILAN - 14, PETIT 16  
TEL. 02 5805.1000 - 1000  
TELEX 5005 FINE

(AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS)

Le présent avis est publié uniquement à titre d'information.



**BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT**

US \$ 40.000.000  
CRÉDIT FINANCIER INTERNATIONAL À LONG TERME

Dirigé par

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

BANQUE COMMERCIALE POUR  
L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

BANQUE INTERNATIONALE POUR  
L'AFRIQUE OCCIDENTALE - B.I.A.O.

BANQUE WORMS

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - U.B.A.F.

co-dirigé par

AMERICAN EXPRESS MIDDLE EAST  
DEVELOPMENT COMPANY S.A.L.

BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO S.A.

WELLS FARGO BANK N.A.

et financé par

AMERICAN EXPRESS INTERNATIONAL BANKING CORPORATION  
AMERICAN EXPRESS MIDDLE EAST DEVELOPMENT COMPANY S.A.L.

ARAB AFRICAN BANK, Le Caire

BANQUE INTERNATIONALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

BANQUE EUROPÉENNE DE FINANCEMENT (THE FIDELITY BANK)

BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE - B.I.A.O.

BANQUE WORMS

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE (MOYEN-ORIENT) S.A.L.

GROUPE DU CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

LIBYAN ARAB FOREIGN BANK

NEDERLANDSCHE MIDDENSTANDSBANK N.V.

NORDECO FINANZ AG, Zurich

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - U.B.A.F.

WELLS FARGO BANK N.A.

Agent

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE



Mai 1976

## LA VIE ÉCONOMIQUE

### La guerre économique

#### IV. - UN DÉBOUCHÉ SUR LA PAIX ?

par JACQUELINE GRAPIN

Longtemps véhicule de la paix, l'esprit de commerce dégenère aujourd'hui en esprit de puissance. La militarisation de l'économie va croissant : la guerre économique est liée de plus en plus à l'économie de guerre. Mais l'ensemble ne repose-t-il pas sur une grande illusion, celle qui fait croire qu'un tel système engendre à la fois plus de sécurité et de prospérité ? Aux Etats-Unis, on commence à en revenir sans pouvoir encore en sortir (le Monde, des 11, 12, 13-14 juin).

« Même la guerre finit par où elle aurait dû commencer... », dit un proverbe espagnol. Pourquoi la guerre économique, elle aussi, ne déboucherait-elle pas, en fin de compte, sur la paix ?

En début de l'engagement américain au Vietnam, un « groupe d'étude spécial » fut réuni en secret à Iron Mountain (la montagne d'airain), dans l'Etat de New-York, pour rédiger un rapport sur l'utilité des guerres qui devait être soumis à une commission gouvernementale interministérielle. L'idée était d'étudier les fonctions non militaires de la guerre, afin d'orienter des recherches nouvelles sur les substituts possibles à cette institution.

Publié plus tard sous la signature de J.-K. Galbraith, le document, qui avait demandé deux ans et demi d'études et avait été élaboré dans un secret si soigné (1), il débouchait sur la constatation que la guerre est l'un des plus puissants leviers sociaux, des plus complexes avantages concrets, provisoirement, s'il est possible de trouver un ou plusieurs substituts aux fonctions sociales de la guerre, en revanche, l'humanité reste jusqu'à présent impuissante à concevoir un objectif, une fin, un ressort d'une unité et d'une efficacité comparables à celles de la guerre.

L'économie vient au premier rang des bénéficiaires de la guerre, avant la politique, la sociologie, l'écologie, la culture, les sciences. « La guerre a joué un rôle bien plus important que celui qu'on lui attribue », dit un autre proverbe... chinois celui-ci.

La guerre répond à des motivations puissantes d'agressivité, de défense et de survie : n'est-ce pas aussi le cas de l'économie ? La guerre est un prétexte à la lutte ? La guerre est un prétexte au contrôle politique, économique et social par les pouvoirs publics ; mais la « défense » de la monnaie, l'indépendance civile et la prospérité peuvent jouer le même rôle. La guerre est un facteur de cohésion sociale : les éléments marginaux, le culte de la croissance en fait autant ; elle représente un instrument d'équilibre entre les besoins et les ressources, qu'elle régule à travers la démographie, comme le font parait-il, toutes les grandes calamités. Plutôt que de réduire par la destruction le nombre des bouches à nourrir, l'économie permet, elle, d'augmenter les ressources, et elle devrait permettre d'en régulariser l'utilisation.

La guerre, dit-on, est un moteur des sciences et un agent de la culture ; on voit aujourd'hui que l'esthétique industrielle et l'analyse informatique influencent autant l'art (sinon plus) ; de même que la recherche civile peut orienter les sciences, médecine comprise. Quant au prétendu rôle ludique de la guerre, il suffit de se promener dans une entreprise pour voir qu'il y a là une brève proportion de caduc et d'exécution qui se passionnent et s'amusent, une autre de salariés qui s'ennuient de ce qu'ils font, tout comme parmi les officiers et soldats à leur poste...

#### Un substitut

Or la guerre économique vaut quand même mieux que la guerre militaire. Si la peur de la faim et de la misère peut pousser à la multiplication des conflits armés, rien ne dit que cette menace, mieux comprise, ne peut jouer au contraire dans le sens de la pacification. La stagnation des marchés d'armements dans les pays sous-développés qui atteignent les limites de l'endettement possible, la révolte des pauvres dans des régions plus ou moins surpeuplées, pourraient conduire les riches à changer de stratégie.

moins par charité que par intérêt. S'il est utopique d'espérer voir la guerre disparaître du globe, au moins peut-on envisager que l'ensemble de l'activité terrestre, telle qu'elle s'exerce dans l'ordre (ou le désordre...) économique mondial, ne soit pas orienté seulement vers la destruction.

Il faudrait pour cela que le gros bataillon des économistes renoue avec moins d'indifférence et plus de méthode les branches de l'alternative, en intégrant dans leur schéma ce que Gaston Bouthoul appelle « le secteur quaternaire » qui touche directement ou indirectement au militaire. La situation actuelle mériterait ainsi d'être examinée plus en détail, en commençant par définir des instruments de mesures de l'effort de défense et un système de références plus précis que le pourcentage du produit national brut consacré à l'armée.

Quels sont les efforts réels des dépenses militaires et paramilitaires sur l'économie ? Les réponses sont loin d'être claires, le nombre et la variété des études sur ce thème ne gagnant pas leur solidarité. Il faudrait parvenir à un système d'observations et d'explications aussi détaillé et aussi cohérent que possible. En quoi consistent les fameuses « retombées » des dépenses militaires et comment se mesurent-elles ? Quel est l'effet de ces dépenses sur la croissance à moyen et à long terme ? Est-il aussi entraînant qu'on veut le croire ?

La régulation de la conjoncture par les dépenses militaires comporte-t-elle quelques avantages spécifiques, qui tiennent à la nature même de ces dépenses ? Quel rôle jouent celles-ci dans le processus inflationniste. Non seulement directement, mais aussi indirectement ? Quels sont leurs effets secondaires sur les balances des paiements, sur la fiscalité, sur les taux d'intérêt, les investissements ? Est-il certain, comme le prétendent les théoriciens de l'impérialisme, que l'économie de guerre profite toujours aux pays les plus forts ? « La plus brillante victoire n'est que la leur », dit un autre proverbe... chinois celui-ci.

#### Réfuter les croyances

Des études sérieuses permettraient sans doute de mettre en évidence l'ambiguïté et le caractère souvent erroné des croyances qui sous-tendent notre système militaire-industriel. Les travaux économiques exécutés pendant la guerre, mais aussi ceux qui ne l'ont pas été, ont dans un premier temps, un effet d'entraînement certain sur l'économie d'un pays, à terme elles entraînent sur ce dernier, par leur effet inflationniste (presque inévitable) notamment, la régulation de la conjoncture qu'on attribue à ces dépenses n'est pas toujours vraie : des surcapacités de production sont créées à cette occasion ; après quoi il faut résoudre un problème brutal de sous-emploi, qui ne se résout sans doute que par la mise en œuvre des marchés civils s'équilibrant.

On prétend que la croissance des dépenses militaires a été l'un des moteurs de la croissance américaine depuis 1962 (ce qui est probablement vrai) ; mais il est facile de montrer, en sens inverse, que l'Allemagne fédérale et le Japon ont dû largement leur prospérité à l'absence de dépenses improductives, que leur statut de vaincus leur a longtemps permis. On pourrait montrer aussi, pour les pays auxquels leur défense coûte cher, que l'augmentation de leur efficacité militaire n'est pas proportionnelle à l'augmentation de leurs dépenses militaires.

Sur de tels sujets, les militaires semblent plus avancés que les économistes. La Fondation pour les études de défense nationale a notamment demandé aux chercheurs du Centre d'études politiques de défense de Paris-I d'étudier des orientations qui réaliseraient un meilleur compromis entre les nécessités du développement économique et celles de la défense militaire. Dans un temps où les affrontements sociaux à l'intérieur deviennent politiques et socialement aussi vifs que la guerre extérieure, un arbitrage plus rigoureux devient plus que jamais nécessaire. Si jamais la défense reste l'une des fonctions majeures des Etats, elle ne peut oblitérer le reste. La lutte idéologique que se livrent les Deux Grands peut d'ailleurs profiter à l'humanité si elle a vraiment pour souci le bonheur des hommes, fût-ce en vue de susciter des militements.

Les Deux Grands commencent à s'apercevoir que le « soldat paysan » et l'« armée du savoir » peuvent rayonner dans le monde plus que les faibles moyens de telles nouveautés ne le laissent supposer. Des indices montrent que s'il est utopique de... partir en guerre contre le système militaire-industriel, des actions ponctuelles en vue de compenser ses effets néfastes, voire d'opérer un redressement progressif, ne sont pas inutiles. C'est notamment le

cas des innombrables discours prononcés par M. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, devant des assemblées internationales. Il va jusqu'à inviter les pays riches à réduire leur niveau de vie pour venir en aide aux victimes de la famine.

Même si son langage est difficilement entendu, il en reste toujours un peu quelque chose : le Fonds monétaire international a bien fini par affecter à l'aide aux pays sous-développés une partie des bénéfices faits sur les ventes de réserves d'or correspondant aux « quotas » des pays riches.

#### Les firmes multinationales et l'Europe

Les firmes multinationales, elles aussi, pourraient être conduites à jouer un rôle compensateur, tout au moins si elles étaient intelligemment dirigées. L'argent, selon la loi, ne peut que se redistribuer par leurs activités, un agent de redistribution de la richesse dans le monde, est connu. On peut même dire qu'il est souvent justifié. Mais pour distribuer quelle richesse et comment ? Jusqu'à présent toutes ces firmes, américaines et autres, ont agi isolément, non sans « bavures ». Elles étaient à la fois prisonnières et bénéficiaires de la course à la puissance, de la guerre économique et de l'économie de guerre.

Il n'est pas certain qu'à l'heure où elles se concertent davantage pour essayer de mettre l'ordre dans leurs affaires et limiter les dégâts que leur vult leur trop mauvaise réputation, elles ne s'apercevront pas qu'elles ont un autre jeu à jouer. Car la logique du système militaire-industriel mène à la mort du système libéral sur lequel elles prétendent fonder leur action. Plutôt que de mériter d'être surveillées pour atteindre aux règles de la « libre concurrence », elles devraient en être les premiers défenseurs. Plutôt que de simplement tolérer les associations de consommateurs, elles devraient appeler leur essor de leurs vœux. Plutôt que de rechercher les marchés protégés des Etats, elles devraient les fuir ; elles défendent ainsi non seulement l'économie civile et libérale, mais leur propre intérêt à long terme, au lieu de se résigner à ce qu'elles ont trop tendance à faire aujourd'hui : sacrifier l'avenir à des profits immédiats.

L'Europe devrait les soutenir dans cette voie et s'engager elle-même. Cela supposerait qu'elle définisse une politique commune qui comporte notamment un volet atomique (pour se défendre) et un volet alimentaire (pour employer utilement ses surplus). Elle n'a rien à gagner dans le système belliqueux qui se développe ; ce sont certainement ses membres qui ont le plus à perdre.

#### Impuissant à s'entendre et à s'organiser

Certes son impuissance à s'entendre et à s'organiser est la première difficulté qu'il lui faudrait surmonter. L'Allemagne fédérale s'aligne sur Washington ; la France organise son propre réseau d'armes. Sans méconnaître les impératifs de la défense, pour qu'il faut-il que nous nous alignions sur un système dont les Américains eux-mêmes commencent à percevoir les limites et les inconvénients ? L'absurdité de l'absence d'union européenne est constamment démontrée, sans que cela y change grand-chose.

Si l'absurdité d'un système économique fondé sur la guerre est prouvée, il n'en ira pas de même : car tous les citoyens commencent à se sentir touchés par la belligérance ambiante, alors que l'Europe reste pour eux une entité abstraite. C'est peut-être en touchant un point qu'on atteindra l'autre. Déjà un stratège allemand, le général Steinhoff, ancien commandant en chef des forces alliées sur le théâtre centre Europe, vient d'ouvrir la porte à des incertitudes que la République fédérale n'aurait jamais tolérées il y a encore peu de temps (2). Il se demande : « Où conduit l'OTAN ? » et s'interroge sur la sûreté du « parapluie » américain. M. Valéry Giscard d'Estaing vient de commander, dit-on, une étude nouvelle sur les effets économiques des dépenses militaires et de l'industrie d'armement en France. On souhaite que cela soit confirmé et que les résultats de cette étude soient publiés.

L'échec de la France contemporaine serait de se résigner à n'être qu'un enjeu dans la guerre totale que se livrent les Deux Grands, au lieu d'essayer de devenir un moteur de la paix.

FIN

(1) La Paix indésirable. Rapport sur l'utilité des guerres, J.-K. Galbraith, Leonard O. Lewis, 1967, et Calmann-Lévy, 1968.

(2) On trouve un compte rendu du nouveau livre du général Steinhoff, « Währungs- und Wirtschaftspolitik der NATO », dans l'hebdomadaire Der Spiegel du 6 mars 1976.

هكذا من الاجل



صكاز من الاصل

# ECONOMIQUE

## Pro économique

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

BOUCHÉ SUR LA PAIX

Depuis la fin de l'exercice, le CREDIT LYONNAIS a été douloureusement éprouvé par la perte de son Président, M. Jacques CHAINE, décédé dans des circonstances tragiques le 14 mai 1976. Par sa profonde connaissance des problèmes économiques et financiers, sa grande rigueur intellectuelle, la finesse de son esprit et ses qualités humaines, M. Jacques CHAINE s'était imposé, au sein de la profession bancaire, comme l'une des personnalités les plus marquantes de sa génération.

Ayant pris son poste dans des circonstances difficiles, il s'attacha immédiatement à redonner à l'Etablissement les conditions d'une saine expansion; le redressement réalisé en 1975 a apporté la preuve de sa clairvoyance et de son efficacité.

Le Conseil d'Administration, la Direction Générale et l'ensemble du personnel du CREDIT LYONNAIS évoquent son souvenir avec une grande émotion et garderont fidèlement sa mémoire.

# CREDIT LYONNAIS

## EXERCICE 1975

**Malgré une conjoncture maussade...**  
Tous les indicateurs font apparaître 1975 comme l'année de la plus forte enregistrée depuis plus de trente ans.  
L'importance du montant de son bilan à fin 1975 (plus de 140 milliards de F) résulte de l'expansion de son activité en France, mais aussi pour plus d'un tiers - des opérations à l'étranger.

**... développement des opérations...**  
Dans ce contexte difficile, l'Etablissement a poursuivi ses efforts pour assurer son développement.

**... et rétablissement de la capacité bénéficiaire...**  
L'action efficace de son personnel et la mise en œuvre d'une politique de gestion rigoureuse ont permis au Crédit Lyonnais d'enregistrer des résultats bénéficiaires permettant d'envisager favorablement l'avenir.

### LE CREDIT LYONNAIS EN FRANCE

**Un réseau national adapté...**  
La décentralisation des moyens, encouragée des travaux de rénovation et de modernisation, extension des applications de l'informatique, ont été les grands axes d'une politique visant à rendre l'ensemble des agences encore plus accueillantes, fonctionnelles, efficaces.

**... aux besoins multiples de ses clients...**  
Les services offerts aux particuliers ont été encore développés. Bénéficiaires de rémunérations avantageuses, les comptes sur livrets et l'épargne logement ont fortement progressé. En matière de crédits, un plus grand nombre de clients a pu bénéficier - à des taux en baisse sensible - de l'élargissement des possibilités de crédit à la consommation et à la construction. Par ailleurs, les Sicav du Crédit Lyonnais ont tiré le meilleur parti de l'évolu-

tion plus favorable des marchés boursiers tandis que le Département de Gestion Particulière élargissait le gamme des placements offerts.

**... et à la mission qu'il doit remplir.**  
L'Etablissement s'est bien évidemment employé à favoriser le plus largement possible le financement des entreprises; il leur a notamment apporté un concours sensible accru pour leurs opérations d'équipement et de commerce extérieur. Chef ou co-chef de file dans plus de la moitié des cas, il a participé à la quasi-totalité des émissions obligataires sur le marché français. Par son activité de conseil et d'assistance, il s'est employé à faciliter l'évolution des structures des entreprises ou leur implantation à l'étranger. Enfin l'intervention de ses filiales spécialisées lui a permis de poursuivre son action dans le domaine du crédit-bail mobilier et immobilier.

**Les "ressources clientèles"**  
collectées en France par le CREDIT LYONNAIS ont progressé en 1975 de 17% par rapport à fin 1974. Les deux principales tendances constatées antérieurement se sont confirmées :

la part des ressources provenant des particuliers dans le total des dépôts s'accroît encore, passant de 72,3% à fin 1974 à 72,8% à fin 1975;

la part des ressources d'épargne et à terme progressant dans le même temps de 54% à 55,2%.

**Les crédits consentis à la clientèle**  
par les agences françaises, malgré une révision très nette

au dernier trimestre, ont connu un rythme d'accroissement, en moyenne annuelle, de 8,5%. Les crédits personnels, les crédits à l'exportation, les crédits d'équipement et dans une moindre mesure les crédits aux acquéreurs de logements ont connu l'expansion la plus importante. La répartition des crédits à l'ensemble de la clientèle ne s'en est pas trouvée pour autant sensiblement modifiée.

En 1975, le nombre d'écritures passées aux comptes des clients a été supérieur de 12,1% à celui de 1974 : presque 410 millions au lieu de 365 millions. Quant au nombre de chèques traités, il a été de 178 millions au lieu de 166 en 1974 (+7,3%).

### LE CREDIT LYONNAIS DANS LE MONDE

**Dans tous les continents...**  
En 1975, le Crédit Lyonnais a encore développé ses interventions à l'échelle mondiale, contribuant ainsi puissamment à l'essor des entreprises françaises.

**... avec les Europarténaires...**  
Par son appartenance à ce groupe bancaire international

extrêmement important, il a pu offrir à sa clientèle une gamme très étendue de services et des facilités particulièrement appréciables pour leurs opérations à l'étranger.

**... ou par son propre réseau.**  
Par ailleurs, ses interventions directes se sont multipliées dans pratiquement toutes les parties du monde, tant sur

le plan purement bancaire par l'intermédiaire de ses propres agences, de ses filiales et de ses banques associées, que sur celui des techniques spécialisées (gestion de fortune, crédit-bail avec Sibill International, opérations immobilières...).

En outre sa réputation et les relations nouées dans le monde entier avec les Gouvernements et de grandes enti-

tés publiques ou privées ont valu au Crédit Lyonnais de monter des opérations de financement très importantes. Sur le marché des euro-obligations, il a dirigé ou co-dirigé 29 émissions publiques pour une contre-valeur globale de 853 millions et en matière d'eurocrédit, il occupe une des toutes premières places dans le monde avec un volume total dirigé ou co-dirigé de 2.120 millions.

### RETOUR A DES RESULTATS BENEFICIAIRES

L'exercice 1975 du CREDIT LYONNAIS se traduit par un bénéfice net de 163 Millions de francs marquant le retour à une activité bénéficiaire après la perte de 1974. La France a participé à ce bénéfice à hauteur de 113,7 Millions et l'étranger pour 49,3 Millions. Les objectifs qui avaient été fixés dès le 2ème semestre 1974 en vue de redresser la situation ont donc été atteints et les mesures prises permettront, pour l'avenir, de mieux affronter les difficultés qui pourraient se présenter.

**Le rétablissement de la capacité bénéficiaire a été obtenu par la diminution, en France, de 21 à 10 milliards des besoins de trésorerie...**

L'amélioration de la situation de trésorerie en France, facteur qui a le plus contribué à restaurer la capacité bénéficiaire, découle de trois sources principales :

a) l'accentuation de la collecte des dépôts de clientèle;

b) la diminution des réserves obligatoires par rapport à 1974, dont le taux sur les dépôts à vue a été ramené de 17% à 15% en janvier 1975, à 11% en juin et à 2% en septembre;

c) enfin, l'amélioration et l'accélération des procédures de traitement et de recouvrement des chèques et des effets. Le montant des capitaux non produits d'intérêts qui était de 9 Milliards en moyenne annuelle en 1974, montant anormalement élevé en raison des événements, a pu être ramené à 1,7 Milliard en 1975, niveau exceptionnellement faible.

**... dont le coût a été en outre sensiblement abaissé...**

Simultanément, ces besoins de trésorerie ont pu être couverts à des conditions nettement moins onéreuses. Le taux du marché a certes baissé, mais conformément à ses objectifs de 1974 le CREDIT LYONNAIS a aussi développé les emplois permettant un refinancement à des taux privilégiés. En définitive, le coût de la trésorerie nécessaire à l'équilibre des emplois courants a pu être ramené de 2.500 Millions à un peu plus de 700 Millions de francs pour l'exploitation en France.

**... ce qui a permis de supporter en 1975 l'amenouement de la marge clientèle, la hausse des frais généraux et une charge importante de débiteurs douteux.**

A la suite de six réductions successives du taux de base bancaire, le taux moyen des emplois s'est situé en France en baisse de 6%. En sens inverse, le coût des ressources a augmenté de 9%, sous l'effet principalement de l'augmentation en janvier 1975 de 5,75% à 7% du taux d'intérêt des comptes sur livrets. De ce fait, la marge, c'est à dire la différence entre le taux des emplois et celui des ressources, a baissé de 15,1%. Cette diminution de la marge ne peut être compensée par un développement du volume des opérations, les emplois n'ayant que peu augmenté en France au cours de l'année. Malgré une gestion rigoureuse, les frais généraux ont augmenté de 23,9%, et les frais de personnel, qui en représentent de beaucoup le poste le plus important, ont à eux seuls, augmenté de 25%.

Enfin, la conjoncture qui a prévalu depuis deux ans et les difficultés éprouvées par certains clients ont conduit à constituer des provisions pour un montant net de 497 Millions de francs.

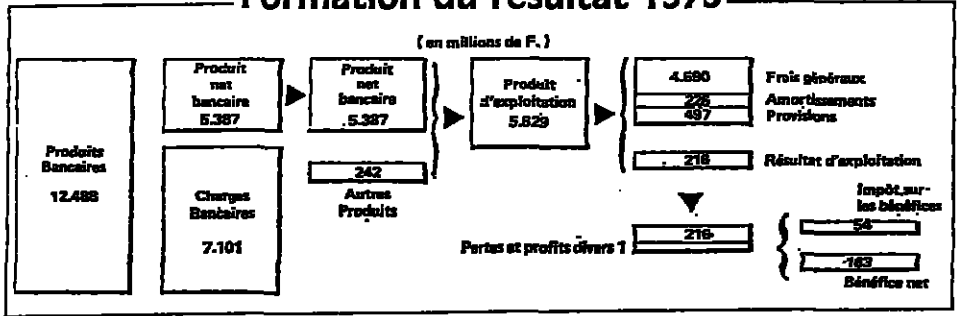
**Ces résultats ont amélioré la structure financière du bilan...**

Les investissements de l'exercice ont été couverts presque entièrement par la marge d'autofinancement, ce qui n'avait pas été le cas au cours des deux exercices précédents. Ces investissements ont d'ailleurs été contenus dans des limites très modestes notamment en ce qui concerne les investissements financiers ou industriels, qui ont été limités aux prises de participation dont l'objet était immédiatement essentiel à la politique de l'Etablissement.

**... et permettent d'envisager l'avenir avec un optimisme raisonné.**

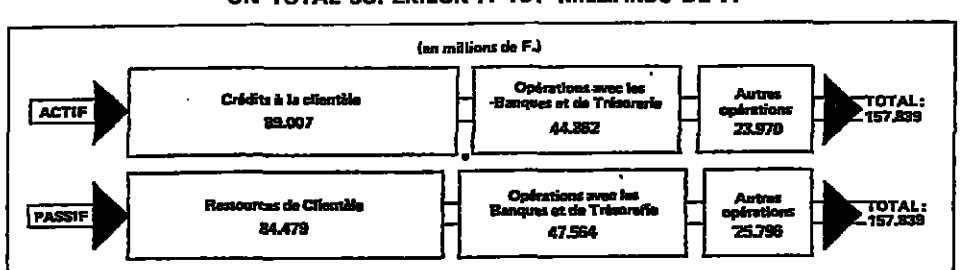
Malgré la persistance des conditions d'exploitation difficiles : croissance limitée de l'activité, marges réduites, progression encore élevée des frais généraux, le CREDIT LYONNAIS ainsi renforcé peut regarder l'exercice 1976 avec un optimisme raisonné, d'autant que la lourde charge de provisions pour créances douteuses supportée en 1975 ne devrait normalement pas s'établir à un montant aussi élevé en 1976. On peut estimer en effet que les difficultés qui ont touchées les entreprises françaises devraient désormais s'atténuer en même temps que se consolidera la reprise.

### Formation du résultat 1975



### BILAN CONSOLIDE

UN TOTAL SUPERIEUR A 157 MILLIARDS DE F.



A la fin de l'exercice 1975, le bilan consolidé du CREDIT LYONNAIS et des sociétés de son groupe se traduit par un total de 157,839 Millions de F., (opérations de refinancement comprises); ce montant est supérieur de 4% au total du bilan du seul CREDIT LYONNAIS. L'ensemble des dépôts de la clientèle confiés au groupe s'élève à 84,478 Millions de F., quant aux capitaux permanents, ils atteignent 2,000 Millions de F., soit 302 Millions de plus que pour le CREDIT LYONNAIS. Enfin le bénéfice consolidé s'est élevé pour 1975 à 228 Millions de F., dont 24 au titre des intérêts minoritaires.

Les sociétés faisant l'objet de la consolidation sont au nombre de 61. Il s'agit de sociétés dont le CREDIT LYONNAIS détient plus d'un tiers du capital, qui prolongent son activité bancaire et financière, et dont le volume des opérations atteint une importance significative au niveau du Groupe. Les comptes des filiales directes ou indirectes du CREDIT LYONNAIS sont consolidés par application de la méthode d'intégration globale, les autres sociétés s'étant vu appliquer la méthode de la mise en équivalence.

### EUROPARTENAIRES: BANCO DI ROMA-BANCO HISPANO AMERICANO-COMMERZBANK-CREDIT LYONNAIS

La brochure du Rapport Annuel peut être obtenue sur simple demande adressée à : CREDIT LYONNAIS (Relations Publiques) 19, Blvd des Italiens - 75002 Paris

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

Depuis le 3 juin, la compagnie met en paiement contre le coupon n° 32 un dividende net de 16 F par action, soit 15 F, selon les résolutions de l'assemblée du 25 mai 1976. Les trois pré-

cedents dividendes s'élevaient respectivement à 13,50 F, 14 F et 15 F.

M. Jacques Georges-Picot et Armand de Vogüé ont été élus administrateurs.

## TUNNEL DU MONT-BLANC

Réunie le 1<sup>er</sup> juin 1976, l'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

La Société du Tunnel du Mont-Blanc est une société d'économie mixte dont le capital est réparti

entre l'Etat, qui est majoritaire, le canton et la ville de Genève, le département de la Haute-Savoie, ainsi que diverses banques, établissements financiers et compagnies d'assurances.

En juillet 1976, la société terminera la construction de l'autoroute Blanche, reliant, sur une longueur de 28 kilomètres, Genève au Pays de France.

Le financement a été assuré par des emprunts placés en partie sur le marché suisse et par ses fonds propres.

Le chiffre d'affaires représenté par les recettes des péages du tunnel du Mont-Blanc et de l'autoroute Blanche a progressé de 28 % par rapport à l'exercice précédent : il s'élève à 47,88 M.F.

Le bénéfice, avant impôt, amortissement et provisions, est pour l'exercice 1975, de 23,25 M.F., contre 19,53 M.F. en 1974, soit un augmentation de 17 %.

Le dividende, payable à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1976, a été fixé à 4 F, ce qui, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor, porte le revenu global à 6 F par action, soit un augmentation de 33 % par rapport à l'exercice précédent.

D'une et d'autre part, les frais de gestion du tunnel lui-même et les charges financières représentant le paiement des intérêts et l'amortissement des emprunts émis pour sa construction n'affectent que 34 % des recettes du tunnel. C'est ce qui a permis à la société d'entreprendre la construction de l'autoroute Blanche, dont l'équilibre financier ne sera atteint que dans quelques années.

La totalité des emprunts ayant financé la construction du tunnel devant être remboursés en 1980, la société aura à cette date des ressources qui lui permettront de financer la construction de l'autoroute A 42 de Genève à Bellignas, dont elle a demandé la concession.

Cette autoroute, prolongée vers Mâcon par la Société des autoroutes Paris-Rhône-Alpes, permettra, d'une part, de relier Genève et le tunnel du Mont-Blanc au réseau autoroutier français et d'autre part, d'échanger la construction d'une autoroute complète de Paris à Rome à travers le tunnel du Mont-Blanc.

## SOCIÉTÉ NATIONALE DES PÉTROLES D'AQUITAINE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société, qui s'est tenue le 10 juin sous la présidence de M. Pierre Guillaumet, a approuvé les comptes de l'exercice 1975. Ceux-ci font apparaître un chiffre d'affaires hors taxes de 3 812 millions de francs (3 738 millions en 1974), un bénéfice avant impôts, amortissements et provisions de 2 009 millions de francs (1 476 millions en 1974), un résultat net de 823 millions de francs (602 millions en 1974).

Les chiffres consolidés d'Aquitaine, contrôlés par actionnaires, s'établissent à 6 172 millions de francs pour les chiffres d'affaires (6 126 millions en 1974) et 4 460 millions de francs pour le résultat brut après impôts (3 139 millions en 1974) ; 823 millions pour le résultat net (770 millions en 1974).

Au titre de l'exercice 1975, le revenu global par action de 30 francs de nominal ressort à 22,50 francs dont 15 francs au titre de dividende net et 7,50 francs au titre d'avoir fiscal. Le dividende sera mis en paiement en échange du coupon numéro 29 à partir du 8 juillet 1976 aux guichets des établissements suivants (sièges, agences et succursales) : Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord et Union parisienne-Union bancaire, Crédit lyonnais, Banque nationale de France, Société générale, Société commerciale, Crédit industriel et commercial, Caisse centrale des banques régionales, Banque de l'Union européenne, Banque de Neuchâtel, Schumacher, etc.

L'assemblée générale a réélu la nomination, en qualité d'administrateur, de M. Claude Vilain faite à titre provisoire par le conseil d'administration, en remplacement de M. Christian Chauvanc, démissionnaire.

Elle a renouvelé les mandats de M. Stéphane Desmarest et de M. Pierre Guillaumet pour une période de six ans. Elle a accepté la démission de M. Paul Moth et nommé à son remplacement M. Raymond Levy pour la durée restant à courir du mandat de M. Paul Moth.

## « COGIFI »

Compagnie d'investissements Français Immobilières

Réunis, le 10 juin, en assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Michel de Boissieu, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Le patrimoine de la société, qui n'a pas subi de modification en 1975, comprend trois mille cent quatre-vingt-sept appartements, représentant 224 000 mètres carrés, répartis à raison d'un tiers en province et de deux tiers à Paris et dans la région parisienne, et une surface totale de 24 500 mètres carrés de bureaux et commerces, situés pour leur quasi-totalité dans la région parisienne. Au bilan, la valeur de ce patrimoine est de 374 000 000 de francs pour un capital de 305 530 500 F.

Les recettes locatives de l'exercice 1975 ont atteint 40 538 300 F, formant, avec les primes à la construction et les produits accessoires, un montant total de recettes de 42 808 100 F, qui, rapportées aux investissements, ont fait apparaître un rendement brut de 11,75 %.

Après dotation de 2 751 300 F aux amortissements et de 1 090 000 F à la provision pour grosses réparations, le résultat net de l'exercice ressort à 32 262 800 F, contre 29 710 730 F en 1974.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 9,75 F (dont 2,25 F exonérés), payable le 5 juillet 1976 contre remise des coupons n° 14-A et 14-B. En 1974, le dividende avait été de 8,75 F (dont 2,25 F exonérés).

A l'issue de cette réunion, les actionnaires ont décidé, en assemblée générale extraordinaire, de modifier l'article 2 des statuts, afin de mettre ceux-ci en harmonie avec les récentes dispositions prises par les pouvoirs

**vos patrimoine**  
seul un spécialiste disposant d'informations nationales et internationales peut vous aider à léguer, transmettre et gérer votre patrimoine en toute sécurité.

**banque JORDAAN**  
conseils et gestion de patrimoine  
placements et gestion de patrimoine  
banque privée fondée en 1824  
siège social : 10 rue de la Harpe  
tél. 01 40 83 45  
succursales : Paris, Lille, Nice  
BO 100-10 135



S.A. au capital de F. 59.986.400  
Siège Social: 21, rue Claude Bernard-75005 PARIS  
R.C. PARIS B 642 004 907  
Code AFE n° 5902

Le-15 juin 1976  
introduction à  
la Bourse de Paris

## BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPEENNE

149.966 actions, soit 25% du capital social, sont mises à la disposition du Public au prix d'offre minimum de F. 260

Un établissement jeune en rapide expansion

Depuis son entrée en activité, début 1964, la BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPEENNE a connu une expansion rapide:

- les fonds propres sont passés de F. 10.000.000 au 31 décembre 1964 à F. 135.775.000 au 31 décembre 1975 (après affectation des résultats de l'exercice),
- les encours de crédits accordés sont passés de F. 32.620.000 au 31 décembre 1964 à F. 2.324.110.000 au 31 décembre 1975,
- les effectifs du personnel sont passés de 18 personnes au 31 décembre 1964 à 236 personnes au 31 décembre 1975.

Une gamme d'interventions très diversifiées

Banque de crédit à moyen et long terme spécialisée dans le financement de la construction, la BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPEENNE intervient en faveur de trois grandes catégories de clientèle:

- les promoteurs immobiliers (25% environ de ses encours),
  - les acquéreurs de logements individuels (65% environ de ses encours),
  - et de façon plus accessoire, les acquéreurs de locaux à usage professionnel, industriel ou commercial (10% environ de ses encours).
- En 1973, la Banque a élargi son activité en prenant le contrôle du CREDIT IMMOBILIER EUROPEEN, société de crédit différé.

BALO du 31 mai 1976 - Une note d'information ayant reçu le visa COB n° 76-79 en date du 25 mai 1976 est tenue à la disposition du public au Siège Social de la Société, 21, rue Claude Bernard 75005 PARIS, ou à la Banque Louis-Dreyfus, 6, rue Fabius 75008 PARIS

## ELF GABON

L'assemblée générale d'Elf Gabon, réunie le 4 juin 1976, à Port-Gentil, a fixé le dividende de l'exercice 1975 à 3 500 F CPA (soit 70 F) par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 23,20 F.

Un acompte de 600 F CPA (soit 32 F) par action ayant été mis en paiement en décembre 1975, le complément de 1 900 F CPA (soit 38 F), auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 13,68 F, sera mis en distribution à partir du vendredi 18 juin 1976.

Le paiement sera fait aux guichets des établissements suivants:

- Crédit lyonnais;
- Banque nationale de Paris;
- Banque de Paris et des Pays-Bas;
- Banque de l'Union parisienne;
- Crédit industriel et commercial;
- Crédit commercial de France;
- Banque internationale pour l'Afrique occidentale;
- Société générale.

Première chaîne européenne de location de voitures

**europcar** ©

645.21.25

## GIMAT

LE GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION  
1 598 700 000 F d'emprunts lancés depuis 1967

## GIMIXTE

LE GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS D'ECONOMIE MIXTE  
427 600 000 F d'emprunts lancés depuis 1975 avec la garantie des collectivités locales

## GITT

LE GROUPEMENT DES INDUSTRIES DU TRANSPORT ET DU TOURISME  
1 047 000 000 de francs d'emprunts lancés depuis 1970

## GIDIM

LE GROUPEMENT INTERENTREPRISES POUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT IMMOBILIER  
284 500 000 F d'emprunts lancés depuis 1973

DES GROUPEMENTS SPÉCIALISÉS DANS LE FINANCEMENT A LONG TERME  
GÉRÉS PAR DES PROFESSIONNELS POUR DES PROFESSIONNELS  
AVEC L'ASSISTANCE TECHNIQUE D'EXPERTS FINANCIERS

Ces quatre Groupements professionnels ont mis leurs moyens en commun dans un G.I.E.

FINANCE INDUSTRIES ANALYSES

## FIA

12, rue de Castiglione, 75001 PARIS  
Tél. : 260-38-54

## BUREAUX A LOUER HORIZON

A 300 m du Pont de Neuilly (métro et 14 lignes d'autobus), vous êtes face à la Seine et votre horizon, c'est Paris. Vous avez le choix entre des bureaux paysagers ou traditionnels. Vous disposez d'un standard très efficace (1100 postes, 110 lignes extérieures), d'un restaurant, d'une cafétéria et de parkings souterrains.

Dans la tour Horizon, 2000 m² sont actuellement disponibles par niveaux de 650 m².

Horizon. Un immeuble aux dimensions humaines. 52, Quai National à Puteaux, pour tous renseignements :

**522.12.00**

**UP** TRANSACTIONS  
37, rue de Rome  
75008 Paris  
522.12.72

مكتبة الزميل







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
  - La guerre civile au Liban.
- 2-3. AMERIQUES
- 3-5. EUROPE
  - LES ELECTIONS EN ITALIE: deux « points de vue », par Domenico Bartoli et Georges Mourin.
  - ESPAGNE: M. Garcia-Travieso est libéré.
  - La visite du chef du gouvernement hongrois à Paris.
6. DIPLOMATIE
- 8-12. POLITIQUE
  - La réunion du congrès du Parlement: trois cas d'empêchement, par Jacques Robert.
  - L'extrême droite à la recherche d'un avenir (III), par Bernard Bruguier.
  - La seizième anniversaire de la bataille de Verdun.
  - Les indépendants et la « majorité présidentielle ».
13. RELIGION
- 13-14. EDUCATION
  - Le congrès du SNES-Sup.
15. PRESSE
16. CULTURE
- 18-19. SPORTS
  - FOOTBALL: la Coupe de France à Marseille.
  - AUTOMOBILISME: Porsche signe les 24 Heures du Mans.
19. SCIENCES

### LE MONDE DE L'ECONOMIE

- Pages 21 à 26
- En pleine arène politique, le patronat gère les contradictions.
  - La surveillance: pansée ou épouvantail?
  - Nouvelle vague de modernisation dans l'agriculture américaine.
  - L'écologie rurale et l'industrialisation des revenus d'agriculture: un débat au cœur du VII<sup>e</sup> Plan.
  - Assurances: La réforme du système des bonus-malus pénalisera-t-elle les mauvais conducteurs.

27. JUSTICE
- 28-29. ARTS ET SPECTACLES
  - CINEMA: Entre le ciel et l'enfer, d'Alfred Hitchcock.
  - FESTIVALS: Marrigues, avant les troubadours.
37. LA REGION PARISIENNE
  - Le fleuve sous haute surveillance dans la Seine-Saint-Denis.
38. EQUIPEMENT ET REGIONS
  - L'ORRAINE: le conseil régional et l'autoroute de Bourgoigne.
- 39-42. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
  - « La guerre économique » (IV), par Jacqueline Grapin.
  - LOGEMENT: les responsables du mouvement H.L.M. devant obtenir des pouvoirs publics les moyens de leurs ambitions.

### LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (38)  
 Annonces classées (31 à 36):  
 Aujourd'hui (30); Carrez (17);  
 « Journal officiel » (30); Méteo-  
 logie (30); Météo (30); Météo-  
 climat (30); Météo (30); Météo-  
 climat (30).

Le numéro du « Monde »  
 daté 13-14 juin 1976 a été tiré  
 à 513 912 exemplaires.

## DECORATION

### TISSUS D'AMEUBLEMENT IMPRIMES

Toiles de lin, de coton.  
 Satins et chintz imprimés.  
 Motifs de style, floraux,  
 cachemires, géométriques,  
 contemporains, etc.  
 Importations directes de  
 tissus américains, anglais  
 suédois et italiens,  
 une multitude de dessins  
 et de coloris originaux.

les prix:  
 de 12<sup>e</sup> à 87<sup>e</sup> le mètre  
 (tous nos tissus sont en stock)

## RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

## LA COURSE A LA PRÉSIDENTIE AMÉRICAINE

### L'unité des démocrates contraste avec l'apreté de la lutte entre M. Ford et M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — Tandis que le parti démocrate se range derrière M. Carter, la lutte reprend de plus belle chez les républicains divisés, sur le choix de leur candidat aux élections présidentielles de novembre. Contre toute attente, la convention républicaine du Missouri s'est prononcée, samedi 12 juin, en faveur de M. Reagan, qui a enlevé 18 des 19 délégués de ce Etat, considéré jusqu'alors comme « sûr » pour le président Ford. Ce succès imprévu a permis à M. Reagan de réduire l'écart qui le sépare du président Ford, actuellement en tête avec environ 150 voix contre 100.

Néanmoins, malgré son dernier succès, le président Ford est toujours considéré dans les milieux politiques comme le favori dans la course à l'investiture républicaine du simple fait qu'il occupe la Maison Blanche et détient par ses fonctions des moyens de persuasion incomparables. Mais la lutte s'annonce assez serrée — certains observateurs pensent que la décision sera acquise à trente ou cinquante voix de majorité — pour que les deux candidats fassent flèche de tout bois.

La ton de la campagne n'a cessé de monter. Le président Ford est allé jusqu'à laisser entendre que, si on concurrent était élu, il risquerait d'entraîner les Etats-Unis dans la guerre. Le même argument avait été utilisé par les démocrates contre le sénateur Goldwater en 1964, et M. Reagan a violemment réagi contre cette assimilation qui rappelle une

des plus cuisantes déroutées républicaines.

A en juger par les récents sondages menés par le *New York Times* et la chaîne de télévision C.B.S., les deux camps semblent irréconciliables. Environ 35% des supporters de M. Ford et de M. Reagan préféreraient voter pour M. Carter si leur champion n'était pas désigné par la convention. Intransigence passagère peut-être. En tout cas, l'espoir que M. Reagan accepte de figurer comme candidat à la vice-présidence aux côtés du président Ford s'évanouit au fur et à mesure que le débat se prolonge et s'agite entre deux hommes qui professent pourtant, à quelques nuances près, le même conservatisme.

La lutte des factions au sein du parti républicain fait naturellement le jeu des démocrates, soucieux de consolider leur unité retrouvée. M. Carter a fait preuve d'une grande habileté en menant une campagne modérée et suffisamment vague pour ne s'aliéner personne. Même les plus réservés, comme le gouverneur de l'Etat de New-York, M. Carey, et Mme. Gresso, gouverneur du Connecticut, lui apportent maintenant soutien. En outre, M. Carter multiplie les gestes de bonne volonté. Il a rendu visite au gouverneur Wallace, scellant ainsi la réconciliation du « nouveau » et du « vieux » Sud. Il s'apprête à rencontrer M. Udall, son adversaire malheureux de la gauche libérale, ainsi que les sénateurs Kennedy et Church.

A dire vrai, les démocrates sentent maintenant la victoire à leur portée, ce qui les incline aux accommodements. La fin de la guerre du Vietnam, le recul, voire l'absence, d'une contestation organisée, même parmi les classes les plus dévotées (chômeurs, Noirs, etc.), concourent à cet état d'esprit.

HENRI PIERRE.

### LA TENSION EN AFRIQUE AUSTRALE

#### Prétoiria redoute les conséquences des raids rhodésiens au Mozambique

Le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, a rencontré son collègue sud-africain M. Vorster, le 13 juin, à Pretoria. Selon le court communiqué publié à cette occasion, « les deux dirigeants ont étudié la situation en Afrique australe ». La rencontre a eu lieu à la demande de M. Smith pour étudier la dégradation de la sécurité en Rhodésie et pour exposer ses intentions à M. Vorster avant la rencontre prévue le 24 juin à Johannesburg de M. Kissinger avec le premier ministre sud-africain. Cette rencontre intervient au lendemain d'opérations menées par l'aviation rhodésienne sur le territoire du Mozambique. La fin de la semaine a été marquée par plusieurs opérations de la guérilla tant contre les lignes de chemin de fer que, le 13 mai, à Macheke, ville située à 100 kilomètres au nord de Salisbury.

Le 11 mai, les appareils rhodésiens avaient bombardé les positions du FRELIMO en territoire mozambicain et détruit un dépôt de munitions proche de la frontière, après le bombardement de plantations de thé rhodésiennes depuis la ville d'Espungabera.

Ce raid est le deuxième de Salisbury reconnaissant avoir mené cette année à l'intérieur du Mozambique. Le premier, en mars dernier, avait conduit le président Samora Machel à fermer la frontière entre les deux pays. Cette fois, les Rhodésiens semblaient vouloir pousser le moral des fermiers de Chippinga, les plus touchés par la guerre, tout en faisant perdre quelques semaines à la guérilla africaine en détruisant certaines de ses bases arrière.

Sur place, la guérilla a déjà gagné le district voisin de Bikita, où vient d'être enlevé le premier ministre africain de Salisbury, le chef Makiba. Mais, au moment même où ils estiment reprendre le dessus face à une guérilla africaine qui leur a donné du fil à retordre depuis mars, les Rhodésiens pourraient permettre au Mozambique de demander une assistance internationale sous forme d'armes et de pilotes, à déclarer un officier sud-africain à notre correspondant au Cap, qui fait état d'une crainte croissante de « guerre totale en Afrique australe ».

■ Le vice-consul d'Italie à Massawa, en Erythrée, Mme Teresa Piccini, a été enlevée vendredi 11 juin, a annoncé lundi 14 juin l'ambassade d'Italie, à Addis-Abeba. Les auteurs de l'enlèvement seraient des éléments du Front de libération de l'Erythrée. — (A.P.)

■ L'Académie des sciences d'outre-mer, M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, a été élu, le 11 juin, comme membre titulaire au siège de Robert Delavignette, par 81 voix sur 88 suffrages exprimés. Quatre membres correspondants ont également été élus: les professeurs Louis Molet et Georges Souville, les Révérends Pères Hubert de Leusse et Jean Déjeux.

Les travaux du centre spatial de Toulouse, qui ont été le jeudi 10 juin, une grève illimitée pour protester contre les salaires, leurs manifestations, pour leur décollage d'un avion Mercure à destination de Paris, la société de services Spemeca, le centre de Toulouse pour les services, a décidé de se joindre au mouvement de grève.

■ Les travailleurs du centre spatial de Toulouse, qui ont été le jeudi 10 juin, une grève illimitée pour protester contre les salaires, leurs manifestations, pour leur décollage d'un avion Mercure à destination de Paris, la société de services Spemeca, le centre de Toulouse pour les services, a décidé de se joindre au mouvement de grève.

■ Les travaux du centre spatial de Toulouse, qui ont été le jeudi 10 juin, une grève illimitée pour protester contre les salaires, leurs manifestations, pour leur décollage d'un avion Mercure à destination de Paris, la société de services Spemeca, le centre de Toulouse pour les services, a décidé de se joindre au mouvement de grève.

### Pour modifier la procédure de l'élection présidentielle

## Le congrès du Parlement siège à Versailles

Lundi 14 juin, à 10 h. 30, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a proclamé ouverte la session du congrès du Parlement convoqué à Versailles pour le vote du projet de loi constitutionnel modifiant l'article 7 de la Constitution.

Ce texte, qui prévoit la procédure d'élection du président de la République en cas de décès ou d'empêchement d'un candidat au cours de la campagne électorale, a été voté en termes identiques par le Sénat le 2 juin 1976 (189 voix contre 87) et par l'Assemblée nationale le 3 juin 1976 (308 voix contre 180).

L'article 88 de la Constitution précise qu'il n'est approuvé que s'il réunit, au congrès, la majorité des deux cinquièmes des suffrages exprimés.

A 10 h. 40, le président a suspendu la séance pour quinze minutes afin de permettre aux groupes de se réunir.

Reprise à 11 h. 30, la séance a commencé par la lecture donnée par M. Edgar Faure, d'une lettre de M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat (gauche dém. Seine-et-Marne). M. Dailly indiquait dans cette lettre qu'il avait l'intention de déposer un amendement modifiant le règlement du congrès (celui-ci avait été adopté le 20 décembre 1963 et déclaré conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel le même jour). Il proposait que les parlementaires puissent expliquer leur vote au cours d'une intervention ne pouvant excéder dix minutes et dans une limite de trente minutes par groupe.

M. Edgar Faure a expliqué que, après consultation des présidents

de groupe, M. Dailly avait accepté de retirer son amendement. Le président l'assurant que, s'il y avait un prochain congrès, le bureau de celui-ci étudierait cette question.

Premier orateur, M. Jacques Chirac est longuement applaudi lorsqu'il monte à la tribune. « En 1974, comme à présent, déclarer-il, le congrès a été appelé à proroger et à parfaire certaines règles les plus originales de la Constitution. Il y a deux ans, il s'agissait de renforcer le contrôle de la constitutionnalité des lois et de réviser certaines modalités de l'élection du président de la République au suffrage universel, élément fondamental apporté en 1962 à notre système politique. »

Il ajoute: « Il n'y a pas d'autre rapprochement possible entre les deux révisions que ce souci d'améliorer le fonctionnement de nos institutions. Les circonstances auxquelles se rapportent les dispositions qui nous sont soumises ont, heureusement, et quels que soient les progrès de la violence,

fort peu de chance de se produire. Mais si elles se réalisaient, des dangers considérables en découleraient, en l'état actuel de nos règles institutionnelles. Au cours de la campagne, l'élimination d'un candidat ferait un trouble qui, dans une période inégalement passionnée, pourrait dégénérer en crise majeure. Par la suite, un doute pourrait peser sur les résultats du scrutin et par conséquent sur la légitimité du président élu. Aussi faut-il qu'en soit l'éventualité, ces risques doivent être écartés. »

Le premier ministre analyse ensuite le mécanisme proposé par le texte en discussion, puis il conclut: « A la fois complet et équilibré, ce dispositif prend place dans un ensemble qui renforce les conditions de validité des candidatures à l'élection présidentielle. Ainsi sera complétée, à la lumière de l'expérience, la révision de 1962, qui a produit, à terme, de si grands changements dans notre vie politique. En ce domaine comme en d'autres, seule la réforme garantit la stabilité. » (Lire, page 8, l'article de Jacques Robert.)

### « Le problème du pétrole britannique doit être traité à l'intérieur de l'espace européen »

#### déclare M. Giscard d'Estaing

Au cours d'un entretien avec Kenneth Harris, le théoricien britannique d'Observer (dimanche 12 juin), M. Giscard d'Estaing, qui ira la semaine prochaine en visite officielle à Londres, déclare que la Grande-Bretagne ne s'est pas encore rendu compte de toutes les conséquences de son adhésion à la Communauté européenne.

« Si l'Europe doit être ce que je pense qu'elle sera — un espace largement intégré économiquement — il n'y a pas, par exemple, de problème particulier au sujet du pétrole britannique, dit le président de la République. C'est un problème qui doit être traité en relation avec l'espace européen, et, à l'intérieur de cet espace, dans son ensemble. »

De même, désormais, il n'y a pas de problème national spécial pour l'acier ou les produits chimiques. Je pense qu'il est important que la Grande-Bretagne définisse plus précisément sa participation dans ce que doit être le système communautaire. »

### HAUSSE PROBABLE DU PRIX DES CIGARETTES

L'augmentation du prix des cigarettes « pourrait intervenir dès le mois d'août », a annoncé dimanche 13 juin, M. Remilly, président de la Confédération nationale des débiteurs de tabac, qui présidait, à Tulle, l'assemblée générale des débiteurs corréziens. Cette augmentation serait de l'ordre de 15 à 20 %, a ajouté M. Remilly, qui a rappelé qu'aucune hausse n'était intervenue depuis plusieurs années.

[L'augmentation des prix du tabac était prévue dans la loi de finances pour 1976. On presse l'ine de Ricoli que M. Fourcade n'a encore décidé ni la date ni l'importance de la hausse. Mais, selon nos informations, cette hausse pourrait intervenir dès le mois de juillet.]

M. Giscard d'Estaing a également déclaré: « De tous les hommes d'Etat français que j'ai connus, le général de Gaulle est certainement un de ceux qui avaient le plus de considération pour la Grande-Bretagne. »

« Le rôle de la Grande-Bretagne (dans le monde) devrait être assez semblable à celui que nous cherchons pour nous-mêmes. La Grande-Bretagne et la France doivent résoudre leurs propres problèmes et intervenir dans les affaires mondiales en utilisant leur expérience, spécialement dans les organismes internationaux. »

44, rue de Rennes  
 au cœur du quartier latin  
**ESM**

ENSEIGNEMENT PRIVÉ  
 pour un débouché  
 direct sur la vie active

**B. T. S.**  
 en 2 ans  
 secrétariat,  
 distribution,  
 tourisme.

Renouvelez-vous sur place. Pour recevoir gratuitement et sans engagement notre brochure de 12 pages, retourner après l'avoir remplie le bon-coupe à ESM - 44, rue de Rennes 75006 Paris - Tél. 584.42.31 et 222.66.29

..... BON A DÉCOUPER .....

Nom .....  
 Adresse .....  
 Code postal .....  
 Ville .....

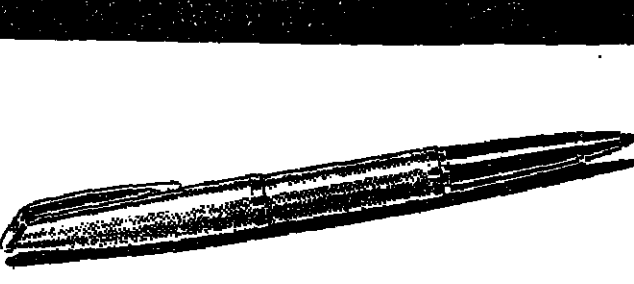
## TED LAPIDUS

SAINT - HONORÉ

Homme **SOLDES** Femme

23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

## PRATIQUE COMME UN FEUTRE. BEAU COMME UN WATERMAN.



Feutre CF de 100 F à 240 F.

WATERMAN

## A. Meyssignac

Les Travaux  
 NEUF ET RESTAURATION  
 FABRICANT SPECIALISTE  
 tapiserie ébénisterie

Mobilier  
 Boiserie-Rameaux  
 Bibliothèques-Bureaux  
 Sièges  
 Lits Classiques  
 Canapés Lits  
 Rideaux-Tenues  
 Installations

Styles et contemporain  
 Ateliers-Magasin  
 100 ANS NOUS HONORERONS  
 42-44, FAUBOURG SAINT-ANTOINE  
 PARIS 12 - BASTILLE PARKING  
 (CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS)  
 343-98-31

## ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

— Etablissement privé d'enseignement technique supérieur  
 PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT  
 GESTION - COMPTABILITE - MARKETING

préparer le D.E.C.S., c'est bien  
 préparer le B.T.S. de Distribution, c'est bien...

... préparer les deux à la fois, c'est mieux!

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS  
 252.27.27 Documentation gratuite sur demande

## Les difficultés pour l'aplanissement du plan de

Le plan de développement économique et social de la République algérienne pour la période 1976-1980, présenté par le gouvernement algérien, a été adopté par l'Assemblée nationale algérienne le 10 juin 1976. Le plan vise à accélérer le développement économique et social du pays, à réduire les inégalités régionales et à améliorer le niveau de vie de la population. Il prévoit une croissance annuelle moyenne de 7,5% et une augmentation de la production industrielle de 10%.

Le plan de développement économique et social de la République algérienne pour la période 1976-1980, présenté par le gouvernement algérien, a été adopté par l'Assemblée nationale algérienne le 10 juin 1976. Le plan vise à accélérer le développement économique et social du pays, à réduire les inégalités régionales et à améliorer le niveau de vie de la population. Il prévoit une croissance annuelle moyenne de 7,5% et une augmentation de la production industrielle de 10%.

Le plan de développement économique et social de la République algérienne pour la période 1976-1980, présenté par le gouvernement algérien, a été adopté par l'Assemblée nationale algérienne le 10 juin 1976. Le plan vise à accélérer le développement économique et social du pays, à réduire les inégalités régionales et à améliorer le niveau de vie de la population. Il prévoit une croissance annuelle moyenne de 7,5% et une augmentation de la production industrielle de 10%.

Le plan de développement économique et social de la République algérienne pour la période 1976-1980, présenté par le gouvernement algérien, a été adopté par l'Assemblée nationale algérienne le 10 juin 1976. Le plan vise à accélérer le développement économique et social du pays, à réduire les inégalités régionales et à améliorer le niveau de vie de la population. Il prévoit une croissance annuelle moyenne de 7,5% et une augmentation de la production industrielle de 10%.

Le plan de développement économique et social de la République algérienne pour la période 1976-1980, présenté par le gouvernement algérien, a été adopté par l'Assemblée nationale algérienne le 10 juin 1976. Le plan vise à accélérer le développement économique et social du pays, à réduire les inégalités régionales et à améliorer le niveau de vie de la population. Il prévoit une croissance annuelle moyenne de 7,5% et une augmentation de la production industrielle de 10%.

Le plan de développement économique et social de la République algérienne pour la période 1976-1980, présenté par le gouvernement algérien, a été adopté par l'Assemblée nationale algérienne le 10 juin 1976. Le plan vise à accélérer le développement économique et social du pays, à réduire les inégalités régionales et à améliorer le niveau de vie de la population. Il prévoit une croissance annuelle moyenne de 7,5% et une augmentation de la production industrielle de 10%.

Le plan de développement économique et social de la République algérienne pour la période 1976-1980, présenté par le gouvernement algérien, a été adopté par l'Assemblée nationale algérienne le 10 juin 1976. Le plan vise à accélérer le développement économique et social du pays, à réduire les inégalités régionales et à améliorer le niveau de vie de la population. Il prévoit une croissance annuelle moyenne de 7,5% et une augmentation de la production industrielle de 10%.